

# BANK AL-MAGHRIB

---

## RAPPORT ANNUEL PRÉSENTÉ À SA MAJESTÉ LE ROI

---

EXERCICE 2002









**GOUVERNEUR**

M. Abdellatif JOUAHRI

**COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT**

M. Abderrazak LAZRAQ

**CENSEURS**

MM. Mohamed MAHROUG  
Brahim LISSER

**CONSEIL**

M. Le Gouverneur  
MM. Aziz AKHENNOUCH  
André AZOULAY  
El Hassan BENABDERRAZIK  
Mohamed BIJAAD  
Othman DEMNATI  
Mohamed Saad HASSAR  
Bouselham HILIA  
Abdeltif LOUDIYI

**Juin 2003**



# R A P P O R T

SUR L'EXERCICE 2002

présenté à Sa Majesté le Roi

par Monsieur Abdellatif JOUAHRI

Gouverneur de Bank Al-Maghrib

---

**SIRE,**

En application de l'article 64 du dahir du 23 hija 1378 (30 juin 1959), j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le rapport concernant l'année 2002, quarante-quatrième exercice de l'Institut d'émission.



## Sire,

L'année 2002 a été caractérisée par un environnement international peu favorable, marqué par de fortes tensions géopolitiques et l'instabilité des marchés des capitaux et des changes. Aussi, la croissance économique mondiale et le développement des échanges commerciaux ont-ils été modérés, notamment dans la zone Euro, principal partenaire économique du Maroc.

Dans ce contexte, et en dépit d'une croissance modérée, l'économie nationale a enregistré des résultats satisfaisants, en particulier sur le plan de la sauvegarde des équilibres interne et externe. En effet, si la croissance du PIB à prix constants n'a pas dépassé 3,2% après avoir atteint 6,3% un an auparavant, la situation de l'emploi s'est améliorée, l'inflation, bien qu'en accélération, est restée modérée et le compte courant de la balance des paiements a, de nouveau, dégagé un excédent. En outre, malgré le report des opérations de privatisation, le déficit budgétaire s'est réduit mais est resté au delà de l'objectif de 3% du PIB ; il a, par ailleurs, été financé essentiellement par des ressources non monétaires. Dans ces conditions, la progression des agrégats de monnaie a été dans l'ensemble conforme aux prévisions, ce qui a favorisé la poursuite de la politique de réduction des taux d'intérêt. De surcroît, les réserves de change ont atteint un niveau sans précédent, représentant plus de neuf mois d'importations de biens et services, alors même que le processus de gestion active de la dette extérieure a été poursuivi.

S'agissant de l'évolution des finances publiques, le déficit budgétaire, bien qu'en dépassement par rapport à la limite de 3% du PIB fixée initialement, a été contenu à 4,3%, niveau nettement en-deçà de celui atteint, hors privatisations, à l'issue de l'exercice précédent. Ce résultat a été acquis à la faveur de l'accroissement des recettes fiscales, d'une moindre réalisation des dépenses de fonctionnement et de l'allègement des charges de la compensation et des intérêts. Compte tenu des règlements au titre de la dette extérieure, du remboursement

par anticipation d'emprunts onéreux et de la conversion de dettes en investissements, le besoin de financement du Trésor s'est établi à un niveau élevé. Celui-ci a été couvert aisément par le recours au marché des adjudications, dans un contexte d'abondance des liquidités, au demeurant à des taux d'intérêt en baisse.

Au niveau des transactions extérieures, les exportations ont progressé à un rythme de 7,4%, nettement plus rapide que celui des importations. En conséquence, le déficit commercial, qui demeure élevé, a légèrement fléchi et le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 66,5%. Compte tenu du maintien à un niveau élevé des recettes touristiques et des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger, le compte courant de la balance des paiements a de nouveau dégagé un excédent, représentant 4,1% du PIB et le surplus de la balance globale s'est établi à 7 milliards de dirhams.

Dans ces conditions, et compte tenu de la persistance des excédents de liquidités, Bank Al-Maghrib a, tout au long de l'année, assuré la régulation du marché monétaire essentiellement par des opérations de reprises de liquidités. En vue de geler durablement de tels excédents, la banque centrale a décidé, en décembre 2002, de relever le ratio de la réserve monétaire de 10% à 14%. Toutefois, afin de donner un signal clair sur la détermination des autorités monétaires à assouplir davantage les conditions de financement de l'économie, elle a assorti cette mesure d'une nouvelle baisse des taux directeurs, intervenue après celle opérée en mars 2002. En conséquence, le taux du marché interbancaire a connu pendant l'exercice une décruce de 145 points de base en moyenne, laquelle s'est accompagnée de baisses qui auraient pu être plus significatives pour les conditions débitrices.

En ce qui concerne l'évolution de la masse monétaire, l'agrégat M1 a enregistré une hausse de 9%, supérieure à la norme arrêtée au début de l'exercice 2002 dans une fourchette de 6,5% à 7,5%. Ce dépassement a trouvé son origine dans les arbitrages effectués entre les différents actifs financiers plutôt que dans l'évolution des sources de création monétaire. En effet, la progression de l'agrégat M3, qui représente la masse monétaire au sens large, s'est établie à 6,4%, contre 14,1% en 2001.

En définitive, l'inflation est restée modérée, se situant à 2,8%. La hausse des prix des produits non alimentaires et des services, par ailleurs moins sensibles aux fluctuations conjoncturelles, s'est même ralentie, revenant à 1,6% en 2002.

Les résultats économiques et financiers réalisés cette année indiquent que notre pays a consolidé ses acquis en matière de stabilisation macroéconomique, condition indispensable à la réalisation de ses objectifs de croissance et d'emploi. L'économie nationale demeure, néanmoins, confrontée à des fragilités liées principalement à la dépendance des finances publiques à l'égard de recettes non récurrentes ainsi qu'au poids des dépenses courantes, notamment celles du personnel et de la dette, aux difficultés financières que connaissent certaines composantes du secteur financier, au faible développement de l'épargne longue et à la lenteur tant du processus d'assouplissement des conditions de financement des petites et moyennes entreprises que de la mise à niveau du tissu productif.

L'efficacité de la politique budgétaire est tributaire de la réalisation d'une meilleure adéquation entre les recettes et les dépenses publiques. A cette fin, il importe de renforcer les ressources de l'Etat par tous les moyens appropriés dont il dispose, notamment par l'élargissement de l'assiette de l'impôt et la contribution progressive et équitable de tous les secteurs d'activité. En regard, les dépenses ordinaires, qui représentent 22,7% du PIB, devraient être contenues et ce, pour accroître le niveau de l'épargne publique et ramener à brève échéance le déficit budgétaire à un niveau soutenable, sans recours à des moyens de financement exceptionnels. C'est à ces conditions que l'effort d'investissement de l'Etat et la stratégie de désendettement vis-à-vis de l'extérieur pourraient être poursuivis sans s'accompagner d'une amplification de la dette intérieure qui ne manquerait pas d'affecter la tendance à la baisse des taux d'intérêt. L'état des finances publiques mérite d'être suivi de très près d'autant plus que nombre d'incertitudes entourent l'évolution future de la situation financière de certaines institutions publiques, notamment des organismes de retraite et de prévoyance.

En outre, des solutions efficaces devraient être trouvées aux difficultés que connaissent certaines composantes du secteur financier, suite à leur non-adaptation à la libéralisation de leurs activités. Au niveau du système bancaire, les problèmes de certains établissements ont été résolus dans le cadre d'opérations de fusion-absorption, tandis que d'autres sont en voie d'être réglés par la mise en œuvre de plans de redressement à moyen terme. De même, la situation du secteur des assurances, qui a également connu des opérations de fusion-absorption, est appelée à se renforcer davantage à la faveur de la promulgation en novembre 2002 du code des assurances. Celui-ci a notamment réglementé l'activité de la bancassurance, fixé un capital minimum et introduit des règles prudentielles. Parallèlement au redressement de la situation des établissements en difficulté, une plus grande concentration au sein du secteur des assurances lui permettrait d'améliorer sa compétitivité. S'agissant des organismes de retraite et de prévoyance, le transfert de certaines caisses autonomes en difficulté vers le Régime collectif d'allocation de retraite ne constitue qu'un début de solution. En effet, l'équilibre de ces organismes serait menacé si les mesures qui s'imposent tardaient à être mises en œuvre. Celles-ci devraient viser à assurer la pérennité de ces régimes et non seulement leur viabilité à moyen terme. Leur mise en œuvre serait d'autant plus facilitée si elle était accompagnée par l'institution rapide d'un observatoire des régimes de retraite qui aurait un rôle premier de suivi des organismes évoluant dans ce secteur.

Le redressement des compagnies d'assurance et des organismes de retraite et de prévoyance devrait être accompagné, par ailleurs, de l'amélioration de l'environnement de l'investissement en bourse, à la faveur d'incitations offertes tant aux entreprises qu'aux épargnants, en vue de donner une impulsion à l'activité des marchés de capitaux et réussir ainsi la transformation des ressources liquides en épargne longue pour une meilleure adéquation du financement de l'investissement.

De même, les facteurs qui entravent l'amélioration des conditions de financement de l'économie devraient être levés. En plus de la maîtrise du déficit

budgétaire, la diminution des taux d'intérêt débiteurs reste tributaire de l'assainissement du portefeuille des créances en souffrance des établissements de crédit et de la libération des provisions constituées pour leur couverture, à la faveur notamment d'une plus grande célérité dans le dénouement des litiges. En effet, le poids des créances en souffrance ainsi que des provisions y afférentes sur les conditions d'exploitation des banques les conduit à devenir plus sélectives en matière de distribution de crédits et à appliquer des primes de risque élevées dans les cas d'insuffisance de garanties ou de transparence. Dans de telles conditions, la poursuite de la tendance baissière des taux d'intérêt et son extension à toutes les catégories d'emprunteurs passent certes par l'intensification de la concurrence entre les banques ainsi qu'entre le crédit bancaire et les financements alternatifs mais également par le renforcement de la situation financière des entreprises.

Les pouvoirs publics et les entreprises devraient prêter une attention particulière à l'accélération de la mise à niveau en vue d'améliorer la transparence financière et l'attractivité des mécanismes prévus pour accompagner les programmes de modernisation du tissu productif. Le rattrapage du retard dans la mise en oeuvre de ces actions devrait permettre de contenir les coûts d'insertion dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

Il importe, par ailleurs, de poursuivre l'adaptation du cadre législatif et réglementaire à l'évolution de l'économie nationale, voire à celle du contexte international. En ce qui concerne particulièrement la sphère financière, les projets de réforme des statuts de Bank Al-Maghrib et de la loi bancaire, en cours de finalisation, permettront de renforcer le rôle de la banque centrale en institutionnalisant son indépendance et en lui confiant la responsabilité de la conception et de la mise en oeuvre de la politique monétaire ainsi que celle de la réglementation et du contrôle de l'activité des établissements de crédit.

Enfin, la stabilité des prix qui reste l'objectif prioritaire de la politique monétaire ne manquerait pas de contribuer à l'amélioration de la compétitivité

de l'économie et à la réalisation de l'objectif ultime de croissance et d'emploi. Au delà de la maîtrise des prix, c'est vers la viabilité à moyen terme du cadre macroéconomique dans son ensemble et la création d'un contexte attrayant pour l'investissement tant national qu'étranger que doivent converger les politiques menées dans les différents domaines.

Il s'agit là d'autant de préalables pour que le Maroc puisse relever les défis que lui impose la globalisation et réussir sans à-coups son intégration au sein de l'économie mondiale, qui offre certes des avantages mais comporte également des coûts. L'adhésion des partenaires sociaux à ces objectifs est indispensable pour gagner le pari de l'ouverture et de la modernisation.

**Rabat, Juin 2003**

**Abdellatif JOUAHRI**

### Principaux indicateurs de l'économie (1)

Montants en milliards de dirhams	2000	2001	2002	Variations en %	
				<u>2001</u> 2000	<u>2002</u> 2001
<b>Comptes nationaux</b>					
- Produit intérieur brut à prix constants .....	134,9	143,4	148,0	6,3	3,2
. P.I.B agricole .....	15,4	19,6	20,7	27,6	5,6
. P.I.B non agricole .....	119,5	123,8	127,3	3,6	2,8
- Produit intérieur brut à prix courants .....	354,2	383,2	397,8	8,2	3,8
. P.I.B agricole .....	49,0	59,7	64,1	21,8	7,5
. P.I.B non agricole .....	305,2	323,5	333,6	6,0	3,1
- Revenu national brut disponible .....	372,4	414,9	426,4	11,4	2,8
- Consommation nationale .....	293,5	309,0	319,7	5,3	3,5
- Formation brute de capital fixe .....	85,4	85,4	91,1	-0,1	6,8
- Epargne nationale .....	78,9	105,9	106,8	34,3	0,8
<b>Indice du coût de la vie (base 100 en 1989) (2)</b>					
- Produits alimentaires .....	157,3	158,3	162,7	0,6	2,8
- Produits non alimentaires et services.....	159,1	157,5	164,2	- 1,0	4,3
- Produits non alimentaires et services.....	155,6	158,7	161,2	2,0	1,6
<b>Comptes extérieurs</b>					
- Exportations globales .....	78,8	80,7	86,6	2,3	7,4
- Importations globales .....	122,5	124,7	130,4	1,8	4,5
- Déficit commercial global .....	-43,7	- 44,1	-43,8	0,8	-0,7
- Balance des voyages .....	17,1	24,8	24,3	45,4	-2,2
- Excédent des transferts courants .....	26,4	40,2	36,7	56,2	-8,7
- Solde du compte courant .....	-5,0	18,2	16,4	-458,0	-9,7
- Solde du compte courant en % du PIB .....	-1,4	+4,8	+4,1	-	-
- Service global de la dette publique extérieure.....	26,6	27,8	28,3	4,3	1,8
- Encours de la dette publique extérieure.....	171,0	163,1	142,0	-4,6	-12,9
- Dette publique extérieure en % du PIB .....	48,3	42,6	35,7	-	-
<b>Finances publiques</b>					
- Solde ordinaire.....	7,3	26,4	8,4	258,5	-68,2
- Dépenses d'investissement.....	19,2	21,3	20,3	10,7	-4,7
- Solde budgétaire .....	-20,8	-10,0	-17,1	-51,1	69,8
- Solde budgétaire en % du PIB.....	-5,9	-2,6	-4,3	-	-
<b>Monnaie</b>					
- Agrégat M1 .....	181,3	210,1	229,0	15,9	9,0
- Masse monétaire (M3) .....	292,8	334,0	355,4	14,1	6,4
- Avoirs extérieurs nets .....	54,7	101,9	110,8	86,4	8,7
- Créances sur l'Etat .....	85,9	78,3	80,7	-8,8	3,0
- Concours à l'économie .....	208,0	217,0	227,0	4,3	4,6
(1) Les variations et les ratios ont été calculés à partir des montants exprimés en millions de dirhams.					
(2) Moyenne annuelle.					

## L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance de l'économie mondiale s'est améliorée en 2002, passant, d'une année à l'autre, de 2,3% à 3%, sous l'impulsion du redressement de la demande, lui-même attribuable à la fermeté de l'activité aux Etats-Unis et au dynamisme des économies asiatiques. En revanche, la situation économique ne s'est guère améliorée en Europe et au Japon, où le taux de progression du PIB est demeuré largement inférieur à son potentiel, alors qu'elle s'est dégradée en Amérique latine, affectée par une grave récession en Argentine. Ces disparités significatives des résultats économiques confirment la faible résistance de certains pays aux chocs induits par la chute des cours boursiers, la persistance des déséquilibres macroéconomiques et la défiance des investisseurs face au dysfonctionnement des marchés financiers. L'incidence de ces différents facteurs défavorables a été amplifiée par les tensions géopolitiques internationales et les risques de contagion des crises internes, ce qui n'a pas manqué d'entraîner une baisse des investissements.

Dans les pays développés, la croissance économique, soutenue par des politiques macroéconomiques accommodantes, est passée, en un an, de 0,9% à 1,8%, taux demeurant, toutefois, insuffisant pour réduire le chômage qui s'est aggravé en passant de 5,9% à 6,4% de la population active.

Aux Etats-Unis, la croissance économique est passée, en un an, de 0,3% à 2,4% grâce à l'accroissement des dépenses publiques, aux allègements fiscaux et aux baisses des taux d'intérêt. Ces différentes incitations financières et fiscales ont, en effet, stimulé la consommation de biens durables et les transactions immobilières et permis de relancer le cycle de stockage. Néanmoins, elles ont contribué largement à une nouvelle accentuation des déséquilibres budgétaire et du compte courant de la balance des paiements. En outre, le regain d'activité a été limité par l'érosion du patrimoine boursier des ménages et le recul

des investissements en capital fixe des entreprises, éprouvées par la volatilité des marchés financiers et la chute des profits. Dans ces conditions, le chômage s'est nettement aggravé, en passant de 4,8% à 5,8% de la population active, son niveau le plus élevé depuis 1995. Aussi, la Réserve fédérale a-t-elle de nouveau abaissé, en novembre, son taux directeur de 1,75% à 1,25% pour soutenir la demande, d'autant plus que le taux d'inflation est revenu de 2,8% à 1,6%.

Dans l'Union européenne, la croissance économique n'a pas dépassé 1% au lieu de 1,6% en 2001. Alors que l'économie anglaise a mieux résisté au ralentissement, en progressant de 1,6% grâce à la bonne tenue des dépenses publiques et de consommation, le PIB des pays de la zone euro ne s'est accru, en 2002, que de 0,8% au lieu de 1,4% un an auparavant. Cette décélération est liée au recul des investissements des entreprises et à la faible progression de la demande des ménages, dont le pouvoir d'achat a été érodé par la chute des cours boursiers et la dégradation du marché de l'emploi, le taux de chômage étant passé de 8% à 8,3%. De plus, le creusement des déficits budgétaires en France et en Allemagne a limité sensiblement leurs marges de manoeuvre sur le plan des finances publiques, compte tenu notamment du plafond de 3% prévu par le Pacte de stabilité et de croissance. Dans le même temps, le taux d'inflation est revenu, en un an, de 2,6% à 2,3%, mais demeure encore supérieur au seuil de tolérance fixé à 2%. C'est pourquoi la Banque centrale européenne s'est abstenue de procéder à un assouplissement monétaire avant de décider de ramener, en décembre, son taux d'intérêt de référence de 3,25% à 2,75% pour faire face à la lenteur de l'activité.

Au Japon, le PIB n'a progressé que de 0,3%, malgré un net rebond des exportations et une politique économique fortement expansionniste. Cette faible croissance a en effet résulté de la décélération de la consommation privée, des problèmes persistants du secteur bancaire et de la chute des investissements des entreprises. Le manque de vigueur économique et la poursuite du processus de restructuration ont par conséquent entraîné une aggravation du chômage, dont le taux est passé de 5% à 5,4%. En dépit de l'alourdissement du déficit budgétaire et de la dette publique, le gouvernement nippon, en vue de remédier à la

situation déflationniste, a engagé un nouveau plan de relance, axé sur l'accroissement des dépenses de travaux publics et l'octroi d'aides aux petites et moyennes entreprises. De même, la Banque du Japon a continué d'injecter des liquidités en accordant des avances aux banques, à un taux d'intérêt nul, et en intensifiant les achats d'obligations publiques.

Bénéficiant du rôle moteur de l'économie chinoise au sein de la région, la croissance des pays nouvellement industrialisés d'Asie s'est sensiblement accélérée, en passant de 0,8% à 4,6% grâce au net raffermissement des exportations de produits informatiques et de la demande intérieure. Il en est ainsi de la Corée du Sud qui a enregistré cette année une progression de 6,1% au lieu de 3% l'an dernier. Les autres pays du groupe ont pour leur part renoué, en 2002, avec la croissance, dont le taux a oscillé entre 2,2% et 3,5%.

Les pays émergents asiatiques ont également marqué une expansion de 6,5%, qui traduit notamment le dynamisme économique de la Chine. Ce pays a de nouveau réalisé une performance de 8%, du fait de la vigueur des exportations, de l'augmentation des dépenses publiques et de l'afflux massif des investissements directs étrangers, surtout après son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Pour leur part, l'Inde, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande ont enregistré des taux de croissance variant entre 4% et 5%, par suite de la fermeté de la demande interne et du développement du commerce intrarégional.

Malgré un climat de risques géopolitiques graves ayant suscité la méfiance des marchés, les pays du Moyen-Orient ont connu, pour leur part, une croissance passée, en un an, de 1,4% à 4,5%. Une telle amélioration s'explique par l'expansion des revenus pétroliers des pays membres de l'OPEP et par le net redressement de l'activité en Turquie. Après une récession de 7,5% en 2001, ce pays a enregistré cette année un essor de 6,7%, à la faveur de la reprise de la demande intérieure et de la poursuite du programme d'assainissement économique et financier, soutenu par les contributions massives des institutions internationales.

S'agissant des pays africains, ils ont affiché, en 2002 un taux d'accroissement du PIB de 3,4% au lieu de 3,6% un an auparavant. Ainsi, au Maghreb, l'activité s'est ralentie au Maroc et surtout en Tunisie où elle est revenue de 5,2% à 1,9%, du fait d'une récolte agricole médiocre, de la baisse des rentrées touristiques et des investissements. A l'inverse, l'Algérie a enregistré un taux de croissance de 3,1% au lieu de 2,1% à la suite du renchérissement du pétrole. Dans la région subsaharienne, l'Afrique du Sud a quelque peu amélioré le rythme de progression de son économie, de 2,8% à 3%, grâce à l'effet de la dépréciation du rand sur les exportations. La situation économique s'est, en revanche, dégradée dans d'autres pays de la zone, à la suite des effets de sécheresses cycliques et de l'instabilité politique.

Les pays d'Amérique latine ont été affectés principalement par la grave détérioration de la situation de l'économie argentine, la crise politique vénézuélienne et les difficultés financières du Brésil. L'Argentine a en effet subi, pour la quatrième année consécutive, une grave récession, chiffrée en 2002 à 11%, en raison de l'effondrement du régime de change, de l'atonie de la demande interne, de la fuite des capitaux et de la suspension de l'aide financière du Fonds monétaire international. De même, le Vénézuéla a enregistré une chute du PIB de 9% sous l'effet des grèves dans le secteur pétrolier, ce qui s'est traduit par la contraction de la production. Enfin, au Brésil et au Mexique, la croissance s'est limitée respectivement à 1,5% et à 1%, à la suite de la détérioration des conditions de financement externe et de la contraction des dépenses de consommation et d'investissement.

Dans les économies en transition, la croissance est revenue globalement de 5,1% à 4,1%. Les dix pays candidats à l'Union européenne ont marqué une progression du PIB de 2,8% au lieu de 3% l'année précédente, en raison de la faiblesse de la demande émanant de la zone euro et des politiques économiques de rigueur appliquées dans le cadre du processus d'adhésion. Au sein des pays de la Communauté des Etats Indépendants, l'activité s'est raffermie de 4,3% en Russie, à la faveur d'une consommation soutenue et de la hausse des cours pétroliers,

tandis que les économies de l'Ukraine et du Kazakhstan ont affiché une expansion de 4,6% et 9,5% respectivement, sous l'impulsion de bonnes récoltes agricoles, de la hausse des investissements étrangers et des exportations.

Stimulé par une reprise globale de la demande de consommation, le commerce mondial de marchandises et de services s'est accru, cette année, de 2,9% en volume, après avoir stagné en 2001. Cette progression reflète, à la fois, un accroissement des importations américaines, une expansion des exportations du Japon et surtout le dynamisme commercial des autres pays asiatiques, en particulier la Chine. La valeur globale des échanges s'est, pour sa part, raffermie de 4,4%, à 7.838 milliards de dollars, compte tenu notamment d'une hausse de 3,8% des cours de produits de base, de 3,1% des prix de biens manufacturés et de 2,8% de ceux du pétrole, établis en moyenne à 25 dollars le baril.

Le redressement des échanges internationaux s'est accompagné du creusement du déséquilibre commercial des Etats-Unis et du renforcement des excédents de la zone euro et du Japon. Aussi, la balance des paiements américaine a-t-elle dégagé un déficit courant de 503 milliards de dollars ou 4,8% du PIB, en aggravation de 28%, alors que le solde courant excédentaire japonais est passé de 88 milliards à 113 milliards de dollars. La zone euro a, pour sa part, vu son excédent courant afficher une augmentation significative, en passant de 19 milliards à 72 milliards de dollars, sous l'effet en particulier d'une réduction des importations. De leur côté, les pays en développement ont enregistré globalement un surplus des opérations courantes de 55 milliards, en progression de plus des trois quarts, grâce à l'augmentation du solde positif des pays asiatiques et à l'allègement du déficit des pays d'Amérique latine. Enfin, les pays en transition ont connu un compte courant excédentaire de 10 milliards de dollars, au lieu de 12 milliards l'année précédente.

Dans le même temps, les flux d'investissements directs étrangers, qui se sont établis, à l'échelon mondial, à 534 milliards de dollars, ont fléchi de 27% par rapport à 2001. Cette évolution d'ensemble découle d'une chute de 31% des

fonds investis dans les pays développés, qui ont porté sur 349 milliards de dollars à la suite de la réduction des programmes d'investissement et d'une contraction de 30% des opérations de fusions-acquisitions. Pour leur part, les flux vers les pays en développement ont affiché une baisse de 23%, à 158 milliards de dollars, sous l'effet notamment de la méfiance des investisseurs vis-à-vis des pays sud-américains. Enfin, les pays d'Europe centrale et orientale ont globalement reçu 27 milliards de dollars, soit le même montant que celui obtenu un an auparavant.

Dans ce contexte, les principaux marchés de capitaux ont été marqués, en 2002, par la chute des actions et des obligations du secteur privé, en raison des craintes qui entourent les perspectives de croissance de l'économie mondiale, d'une succession de scandales financiers et des tensions géopolitiques internationales. Ces différents facteurs se sont traduits par la chute des cours des titres des entreprises au profit des emprunts d'Etat des pays développés. Dans ce mouvement de "fuite vers la qualité", d'une ampleur exceptionnellement élevée cette année, les placements ont, en outre, été favorisés par des besoins de financement budgétaires importants.

Parallèlement, les marchés boursiers ont poursuivi leur tendance baissière pour la troisième année consécutive, au cours de laquelle nombre d'entreprises ont été radiées de la cote et d'autres ont éprouvé des difficultés à augmenter leurs fonds propres, alors même que chutaient les nouvelles introductions en bourse. Au total, la place de New York a subi une baisse de 16,8% de l'indice Dow Jones et de 31,5% du Nasdaq, après celles respectivement de 7% et 21% en 2001. Pour leur part, les indices des bourses européennes se sont inscrits en recul, à des rythmes atteignant 24,5% pour le Footsie anglais, 34% pour le CAC 40 français et 44% pour le DAX allemand, tandis que le Nikkei japonais a accusé une diminution de 18,6%. S'agissant enfin des places financières des pays émergents, elles ont connu globalement, en 2002, un repli de 6% environ, reflétant en grande partie la désaffection à l'égard du marché sud-américain.

En définitive, les émissions d'obligations sur le marché international ont fléchi de 12,5%, à 1.181 milliards de dollars, dont 45% environ ont été effectués sur le compartiment du dollar et 42% sur celui de l'euro. Ce recul a concerné les emprunts privés et les obligations souveraines émises par les pays à marché émergent. Ce segment a en effet chuté de près de 42%, à 52 milliards de dollars, du fait essentiellement des difficultés d'accès des pays d'Amérique latine aux sources de financement extérieur.

Dans ces conditions, nombre de pays ont continué à solliciter les concours du Fonds monétaire international qui a ouvert des lignes de crédit d'un montant de 52 milliards de DTS, dont 10 milliards au titre de la facilité de réserve supplémentaire. Il a déboursé 26,6 milliards de DTS, montant en accroissement de 2 milliards de DTS. Ainsi, les fonds consentis au titre des accords de confirmation sont passés de 23 milliards à 24 milliards de DTS, dont une grande partie a été allouée au Brésil et à la Turquie. En outre, les tirages effectués dans le cadre des accords élargis ont atteint 1,3 milliard de DTS, au lieu de 742 millions en 2001, et ont bénéficié essentiellement à l'Indonésie.

Au sein du groupe de la Banque mondiale, le montant des prêts accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, au cours de l'exercice arrêté à fin juin 2002, s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, dont 4,9 milliards affectés à l'Europe orientale et l'Asie centrale et 4,2 milliards à l'Amérique latine et les Caraïbes. Pour leur part, les décaissements opérés par l'Association internationale de développement ont été accrus de 5,5 milliards à 6,6 milliards de dollars, dont 2,6 milliards en faveur de l'Afrique et 2,5 milliards au profit de l'Asie du Sud, en particulier l'Inde. En revanche, la Société financière internationale a ramené de 3,9 milliards à 3,6 milliards de dollars ses engagements sous forme de prêts et de participations.

Le marché international des changes a été marqué, en 2002, par une appréciation de l'euro qui a retrouvé la parité avec le dollar américain, pour la première fois depuis son lancement en janvier 1999. La monnaie unique s'est également raffermie face au yen japonais et à la livre sterling, lesquels ont fluctué de manière divergente à l'égard du billet vert.

En dépit d'un net écart de croissance favorable aux Etats-Unis, l'euro s'est inscrit, cette année, en hausse de 5,4% en moyenne face au dollar, après une baisse de 16% en trois ans. La fermeté de la devise européenne, confortée par son nouveau statut de monnaie fiduciaire depuis janvier 2002, semble avoir bénéficié des incertitudes engendrées par le creusement des déficits interne et externe des Etats-Unis ainsi que de l'accroissement du différentiel des taux d'intérêt au profit de la zone euro. Le dollar s'est en outre ressenti des scandales financiers des entreprises américaines et des menaces de guerre contre l'Irak, ce qui a, parfois, conféré à l'euro un nouveau rôle de valeur refuge.

Le cours moyen du yen japonais s'est, pour sa part, inscrit en recul de 8,8% face à l'euro et de 3,2% par rapport au dollar, à la suite des interventions répétées de la Banque du Japon sur le marché des changes. Enfin, la livre sterling a fluctué sensiblement durant l'année 2002, au terme de laquelle elle s'est au total infléchie de 8,6% vis-à-vis de l'euro. En revanche, elle s'est accrue de 4,2% face au dollar, en raison de l'écart des taux d'intérêt favorable à la devise anglaise.

## LA PRODUCTION NATIONALE

Après avoir progressé de 6,3% en 2001, le produit intérieur brut, estimé en prix constants sur la base de données provisoires <sup>(1)</sup>, a enregistré en 2002 une croissance de 3,2%. Cette évolution, à laquelle le secteur primaire a contribué à concurrence de près d'un quart, traduit, en outre, un ralentissement de la quasi-totalité des activités non agricoles, dont la croissance s'est établie globalement à 2,8% au lieu de 3,6% en 2001.

Bénéficiant d'une nouvelle amélioration des conditions climatiques, la valeur ajoutée du secteur primaire a marqué une progression de 5,6% après celle de 27,6% observée en 2001. La production végétale, qui a constitué environ 60% de la production du secteur, s'est accrue de près de 12% par suite de l'augmentation des rendements de la plupart des cultures, à l'exception des plantes sucrières et oléagineuses. En effet, malgré une diminution des superficies emblavées, la récolte des quatre principales céréales, estimée à 52,2 millions de quintaux, s'est inscrite en hausse de 15,4%. Une progression de même ordre a été enregistrée par les cultures maraîchères, tandis que la production de l'arboriculture fruitière a augmenté de 12%, à la suite d'une hausse notable de la production agrumicole portée à 1,1 million de tonnes. Parallèlement, les cultures fourragères ont de nouveau marqué une nette expansion. L'activité de l'élevage, qui a également bénéficié de l'amélioration de l'état des parcours et surtout du programme de sauvegarde du cheptel, s'est inscrite en hausse de 3,4%, après avoir fléchi de 1,4% un an auparavant. A l'inverse, la production de la pêche, dont la part dans la production du secteur primaire s'est établie à environ 5%, a accusé une diminution notable, imputable à une chute de plus de moitié des prises de la pêche hauturière.

---

(1) Voir annexes statistiques I-1 à I-4

Le rythme de croissance du secteur secondaire n'a pas dépassé 2,7% du fait du ralentissement de l'activité dans presque toutes les branches et, surtout, de la contraction de celle des travaux publics. La plus forte augmentation a été enregistrée par les industries manufacturières, en hausse globalement de 3,3% au lieu de 4,2% en 2001. Des progrès notables ont été réalisés dans la branche de la valorisation des phosphates, ainsi que dans celles des fils et câbles électriques et des composants électroniques, lesquelles ont été soutenues par une bonne tenue des exportations. En revanche, les industries textiles, confrontées à une conjoncture difficile, notamment sur les marchés extérieurs, ont connu une quasi-stagnation. De même, les industries alimentaires ont progressé à un rythme relativement faible, en raison de la diminution des approvisionnements en matières premières. L'extraction minière a enregistré, pour sa part, une croissance de 3,2% due à une hausse de 4,8% de la production de phosphates, celles des autres minerais ayant accusé une baisse consécutivement à l'orientation défavorable des exportations. Un rythme de progression de 3% a été réalisé dans la branche de l'énergie, la hausse de la production d'électricité ayant été plus importante que la diminution de l'activité de raffinage.

S'agissant de la branche du bâtiment et des travaux publics, dont les effets d'entraînement avaient contribué auparavant à renforcer l'activité des autres branches, sa valeur ajoutée a accusé en 2002 un repli de 0,3%. Cette légère diminution, intervenant après l'expansion observée depuis plusieurs années, est imputable à la baisse de la construction de bâtiments administratifs et de l'activité des travaux publics.

Le secteur tertiaire, y compris les services fournis par les administrations publiques, a réalisé pour sa part une croissance de 2,9%. Les augmentations les plus importantes ont été observées au niveau de la branche du commerce et de celle des transports et communications, en hausse respectivement de 4,4% et de 4,6%, alors qu'un fléchissement de 7,5% a été enregistré dans la branche relative à l'hébergement et la restauration, consécutivement à l'évolution défavorable de l'activité touristique.

## L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE

La campagne agricole 2001-2002 a bénéficié de conditions climatiques relativement favorables, caractérisées notamment par une pluviométrie suffisante, bien que mal répartie dans le temps. Ainsi, les précipitations importantes recueillies à la fin de 2001 ont permis de combler le retard accusé en début de campagne au niveau des semis d'automne. Par la suite, les pluies abondantes de mars et avril 2002, période cruciale pour la croissance des plantes, ont favorisé le développement tant de l'arboriculture fruitière que des cultures d'automne et permis l'installation de celles de printemps. Dans ces conditions, la production agricole a globalement enregistré une hausse par rapport à la campagne précédente, demeurant toutefois à un niveau plutôt moyen. En dépit du recul de l'activité de la pêche, la valeur ajoutée du secteur primaire, calculée à prix constants, a en définitive augmenté de 5,6% d'une année à l'autre et sa part dans le PIB est passée de 13,7% à 14%<sup>(1)</sup>.

### L'AGRICULTURE

En vue de faciliter le lancement et le bon déroulement de la campagne agricole, les pouvoirs publics ont reconduit un certain nombre de mesures de soutien aux agriculteurs. Ils ont ainsi décidé de maintenir les prix des engrais phosphatés, revus à la baisse l'année précédente, afin d'alléger les charges de production et d'améliorer les rendements. Parallèlement, la prime d'investissement pour l'acquisition de tracteurs ainsi que la subvention pour l'achat de matériel de semis et de traitement phytosanitaire ont été étendues aux petites et moyennes exploitations. L'action des pouvoirs publics a également porté sur le renforcement des aides accordées en matière d'équipement hydroagricole, essentiellement pour l'irrigation localisée. Pour sa part, le système d'assurance

---

(1) Voir annexes statistiques II-1 à II-15

de la production céréalière contre la sécheresse, dont le plafond avait été relevé à 300.000 hectares à partir de la campagne 1999-2000, a été reconduit. Par ailleurs, les dettes des agriculteurs auprès de la CNCA ont été allégées ou rééchelonnées dans les conditions prévues par la convention signée en juin 2001 entre l'Etat et cet organisme.

Les pluies du printemps ont favorisé le développement des céréales, entraînant une amélioration du rendement, essentiellement de l'orge et du maïs, ce qui a permis de compenser la baisse des superficies induite par le déficit pluviométrique du début de la campagne. Dans ces conditions, la production des quatre principales céréales s'est élevée à 52,2 millions de quintaux, marquant une hausse de 15,4% par rapport à la campagne précédente et de 9,9% en comparaison avec la moyenne des dix dernières années. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'expansion de 44,5% de la récolte d'orge, chiffrée à 16,7 millions de quintaux et à celle de maïs qui a quasiment quadruplé d'une campagne à l'autre en se situant à 2 millions de quintaux. Elle est due également, mais dans une moindre mesure, à la production de blé tendre qui a marqué une hausse de 2,1% pour atteindre 23,2 millions de quintaux et représenter ainsi plus de 44% de la récolte totale. En revanche, la production de blé dur s'est inscrite en légère baisse, à 10,3 millions de quintaux, à la suite d'une contraction de 9,7% des superficies.

Céréales et légumineuses

S'agissant de la récolte des céréales secondaires, elle est revenue de 678.000 à 513.000 quintaux, dont plus de 265.000 quintaux de riz, volume en diminution de près du tiers par rapport à la campagne précédente, sous l'effet conjugué d'une baisse des superficies et des rendements.

La récolte céréalière totale a permis, en définitive, de satisfaire 62% des besoins de consommation, le reliquat ayant été couvert par les importations qui ont atteint, entre juin et décembre 2002, près de 27 millions de quintaux, quantité en hausse de 6,8% par rapport à celle réalisée à la même période de l'année précédente.

Enfin, la production de légumineuses a sensiblement augmenté d'une campagne à l'autre, passant de 1,6 million à 2,4 millions de quintaux, en raison aussi bien de l'amélioration des rendements que de l'extension des superficies. Cette évolution a concerné l'ensemble des variétés, en particulier les lentilles, dont la récolte a plus que triplé.

#### Cultures maraîchères

La production de primeurs, chiffrée à 1,1 million de tonnes, s'est accrue de 14,9% d'une campagne à l'autre. Cette progression est attribuable principalement à la récolte de tomates qui a atteint 565.000 tonnes, réalisant une augmentation de 26,7%, à la faveur d'un élargissement d'un quart des superficies. La récolte de fruits et légumes divers s'est également inscrite en hausse en passant de 376.000 à 410.000 tonnes. En revanche, sous l'effet d'une réduction de 26% des superficies, due à la faiblesse des résultats commerciaux réalisés en 2000-2001, la production de pommes de terre s'est limitée à 130.000 tonnes, accusant une baisse de 7%.

Les exportations totales de primeurs ont porté sur 376.600 tonnes, volume en hausse de 9,6% du fait d'une progression de près de 10% des ventes de tomates et de 21,2% de celles de fruits et légumes divers. Le redressement des expéditions de tomates a tiré profit de la contraction de la production espagnole, ainsi que de la diversification des débouchés, notamment vers les pays d'Europe de l'Est, dont la part s'est élevée cette année à plus de 11%, alors que celle de l'Union européenne est revenue à près de 82% contre 90% un an auparavant. Toutefois, les livraisons de pommes de terre à l'étranger, affectées par la faiblesse des prix à l'exportation, ont diminué de 18%.

S'agissant de la production maraîchère de saison, elle a atteint 4,2 millions de tonnes et enregistré une hausse de 13,3% par rapport à la campagne précédente, à la faveur de l'amélioration des rendements, notamment de la tomate, de la pomme de terre et de l'oignon.

La cueillette d'olives, qui a débuté à la fin de l'année 2002, s'est établie à 500.000 tonnes, s'inscrivant en baisse de 16,7% par rapport à la campagne antérieure. Aussi, la production d'huile d'olive est-elle revenue de 60.000 à 45.000 tonnes.

Cultures oléagineuses

La culture de tournesol a été affectée par l'insuffisance des précipitations observées en février et mai 2002, périodes correspondant respectivement au début et à la fin du cycle végétatif de cette culture. Dans ces conditions, la superficie récoltée a reculé de 25,5% et le rendement de 18,2%, ramenant la production à 164.000 quintaux au lieu de 270.000 quintaux durant la campagne précédente.

La production betteravière a avoisiné 3 millions de tonnes et accusé un repli de près de 4% d'une campagne à l'autre. Ce résultat est dû au recul des rendements, notamment dans les Doukkala, principale région productrice où le niveau limité des réserves d'eau des barrages a imposé des restrictions d'irrigation. Parallèlement, la récolte de canne à sucre s'est établie à 938.000 tonnes, accusant une diminution de près de 29%, à la suite d'une contraction des superficies et des rendements respectivement de 21,8% et de 9,2%.

Cultures sucrières

En définitive, la production de sucre a totalisé 467.000 tonnes, en recul de 6,7% par rapport à la campagne précédente. A ce niveau, elle a couvert 48% des besoins de consommation au lieu de 55% un an auparavant.

La production agrumicole a atteint 1.143.000 tonnes et progressé de 16,8%. Cette évolution est attribuable essentiellement à la récolte de clémentines qui s'est élevée à 286.000 tonnes au lieu de 175.000 tonnes au terme de la campagne précédente. En regard, les ventes d'agrumes à l'étranger, de l'ordre de 430.000 tonnes, ont augmenté de 10,3%, en liaison avec la progression des exportations de petits fruits, notamment de clémentines, qui ont bénéficié de la diminution de l'offre espagnole. Celles d'oranges tardives ont, en revanche, baissé de près d'un cinquième du fait de l'augmentation tant de

Arboriculture fruitière

la demande que des prix sur le marché local. Les livraisons d'agrumes à l'étranger ont été destinées à hauteur de 55% à l'Union européenne et pour près d'un tiers aux pays de l'Europe de l'Est.

La récolte de dattes, chiffrée à 33.200 tonnes, s'est accrue, d'une campagne à l'autre, de près de 2,5%, mais reste inférieure de près des deux tiers à la moyenne des cinq dernières années, en raison de la faiblesse du rythme de plantation de nouveaux palmiers dattiers en remplacement de ceux affectés sévèrement par la maladie du bayoud.

La production viticole a, pour sa part, marqué une hausse de 21% en atteignant 319.600 tonnes, dont 240.600 tonnes de raisins de table et 79.000 tonnes de raisins de cuve, en hausse respectivement de 18,4% et de 30%. Cette évolution est attribuable aux conditions climatiques favorables et à l'entrée en production de jeunes plantations.

## **L'ÉLEVAGE**

L'activité de l'élevage a enregistré en 2002 des résultats globalement en hausse par rapport à l'année précédente, à la faveur du programme de sauvegarde du cheptel et de l'amélioration de l'état des terrains de parcours.

En effet, en vue d'assurer un approvisionnement suffisant en aliments de bétail et d'en stabiliser les prix, les pouvoirs publics ont suspendu la perception des droits et taxes à l'importation de l'orge durant la période allant de juillet 2001 à décembre 2002, tout en prenant en charge les frais de transport de cet aliment au profit des zones touchées par la sécheresse. Cette opération a concerné dans un premier temps certaines provinces du Sud, puis a été étendue à d'autres régions dans l'Oriental et les zones de montagne. Parallèlement, un programme intensif de contrôle sanitaire et de vaccination a bénéficié à 90% du cheptel national.

Selon l'enquête menée en octobre et novembre 2002, l'effectif du cheptel a été estimé à 23 millions de têtes environ, en hausse de près de 2% par rapport à la même période de la campagne précédente. Cette évolution est liée à l'augmentation du nombre de caprins et de bovins respectivement de 5% et de 2,8%, celui d'ovins ayant quasiment stagné.

La production de viande rouge s'est accrue de 3% pour atteindre 344.000 tonnes et celle de viande blanche, chiffrée à 315.000 tonnes, a progressé de 12,5%. De même, le nombre d'oeufs produits s'est inscrit en hausse de 3%, s'élevant à 3,3 milliards d'unités. La production laitière a augmenté de 9% pour s'établir à 1,2 milliard de litres, permettant ainsi de couvrir 85% de la consommation.

## **LA PECHE**

La production halieutique totale a accusé, d'une année à l'autre, un repli de 13,8%, s'établissant à près de 950.000 tonnes, pour une valeur de 6 milliards de dirhams, en baisse de 18,9%. Ce recul est imputable, essentiellement, à l'activité de la pêche hauturière, dont les prises se sont réduites de plus de moitié.

Les quantités de poisson débarquées par la flotte côtière se sont élevées au total à près de 893.000 tonnes, en recul de 9%, mais leur valeur a augmenté de 36% pour atteindre 3,4 milliards de dirhams. La baisse des tonnages a concerné particulièrement les espèces pélagiques, principale composante de la production côtière, et notamment la sardine, dont le volume a régressé de 10% pour s'établir à 685.000 tonnes. En regard, la nette progression de la valeur de la production côtière est attribuable principalement aux céphalopodes, variétés très rémunératrices, dont les prises se sont accrues de 16,6% et ont porté sur un montant de 1,3 milliard de dirhams au lieu de 553 millions un an auparavant.

Les quantités de poisson frais livrées à la consommation ont augmenté de 21% et atteint un niveau jamais égalé, de 229.500 tonnes, soit 25,7% de la production côtière. Parallèlement, l'industrie de la conserve a traité 230.000 tonnes de poissons, volume en hausse de 10% par rapport à 2001. En revanche, les livraisons aux unités de transformation en sous-produits ont porté sur 353.100 tonnes, en baisse de 31%.

Quant aux apports de la pêche hauturière, ils ont chuté de plus de moitié, s'établissant à 56.500 tonnes pour une valeur de 2,2 milliards de dirhams au lieu de 3,9 milliards en 2001. La nette baisse des quantités est due principalement au recul de la production de céphalopodes, notamment le poulpe. En effet, les captures de cette espèce ont diminué de 60%, ne dépassant guère 18.900 tonnes, soit 42% seulement du quota autorisé par le plan d'aménagement de ce type de pêche, adopté en mai 2001 dans le but de sauvegarder la ressource halieutique. L'extension de la période du repos biologique de 4 mois à 5 mois et demi en 2002 ne s'est pas traduite par la reconstitution du stock de poulpe.

Les exportations totales de poisson ont accusé, d'une année à l'autre, un repli de 5,7% pour s'établir à 281.000 tonnes, dont 45% de crustacés et mollusques. Les recettes correspondantes ont, en revanche, augmenté de 8,9% à la faveur d'un raffermissement des prix, notamment ceux des céphalopodes. Quant aux livraisons de sous-produits à l'étranger, elles ont chuté de plus des trois quarts pour s'établir à 23.100 tonnes.

## **LES MINES ET L'ENERGIE**

### **LES MINES**

Le secteur des mines a pâti en 2002 de la persistance d'une conjoncture internationale difficile caractérisée par une demande peu soutenue et une diminution des cours mondiaux de la plupart des minerais. Néanmoins, grâce au développement de la valorisation des phosphates, notamment dans le cadre du partenariat avec l'étranger, le groupe de l'Office chérifien des phosphates (OCP) a accru ses exportations. Il en est résulté une augmentation de 2,6% de l'extraction minière, due à la hausse de la production des phosphates, celle des autres minerais ayant accusé une baisse<sup>(1)</sup>.

#### **Les phosphates**

Les quantités de minerai brut extraites en 2002 se sont accrues de 4,8% pour atteindre 23 millions de tonnes, confirmant ainsi la reprise observée un an auparavant.

L'activité de valorisation des phosphates effectuée par les complexes chimiques de Safi et de Jorf Lasfar a porté sur 11,8 millions de tonnes, en accroissement de près de 4% d'une année à l'autre. Elle a permis la production de 2,9 millions de tonnes d'acide phosphorique, en hausse de 3,6% et de 2,6 millions de tonnes d'engrais solides, en diminution de 4,3%.

---

(1) Voir annexes statistiques III-1 et III-2

Pour leur part, les exportations de minerai de phosphates ont augmenté de 7,3% et atteint 11,6 millions de tonnes, pour une valeur de 4,7 milliards de dirhams, en accroissement de 11,2%. Cette évolution s'explique en particulier par l'expansion des livraisons à l'Inde qui ont dépassé cette année 600.000 tonnes, destinées notamment à alimenter l'unité de production d'engrais acquise par l'OCP en joint-venture avec un partenaire indien. Elle est due également à la progression de 8% des achats des Etats-Unis, qui demeurent le principal client du Maroc avec près de 24% du total exporté. En revanche, les acquisitions de l'Espagne et du Mexique qui occupent respectivement le deuxième et le troisième rang des destinataires ont globalement régressé.

S'agissant des produits dérivés, les exportations d'acide phosphorique se sont accrues de 9,2%, atteignant 1,7 million de tonnes, dont plus de la moitié a été livrée à l'Inde. A l'inverse, les ventes d'engrais se sont établies à 2,2 millions de tonnes et ont fléchi de 10,5%, en raison principalement du niveau élevé des stocks mondiaux.

Au total, le groupe OCP a réussi à conforter sa position de premier exportateur mondial de phosphates et dérivés, sa part de marché étant passée en un an de 27,2% à 28%. Au niveau des recettes, le chiffre d'affaires à l'exportation du groupe s'est globalement accru de 6,9% pour atteindre 14,2 milliards de dirhams, dont 9,5 milliards au titre des ventes de produits dérivés.

## **Les autres minerais**

L'activité d'extraction des minerais autres que les phosphates a continué de se ressentir de la faiblesse de la demande mondiale et de la forte dépréciation des cours, en particulier ceux du zinc et du plomb. En effet, la production totale de ces minerais a fléchi de plus de 6%, en liaison avec la baisse de près de 10% de celle des minerais métalliques, notamment le plomb et le cuivre, les quantités de minerais non métalliques extraites ayant connu une légère hausse.

Les recettes d'exportation, estimées globalement à 1,8 milliard de dirhams, ont marqué une progression de 17,8%, à la suite essentiellement de l'expansion des ventes de zinc, celles des autres produits ayant dans l'ensemble reculé.

## L'ÉNERGIE

En 2002, la consommation finale d'énergie <sup>(1)</sup> a avoisiné 10 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) et progressé de 1,1%. Cette évolution recouvre une stagnation de la demande de produits pétroliers, un accroissement de la consommation d'électricité et une baisse de l'utilisation du charbon. Les importations de produits énergétiques ont porté sur 11,3 millions de TEP pour une valeur de plus de 20 milliards de dirhams, en baisse respectivement de 7% et de 8,2% d'une année à l'autre.

### Les produits pétroliers

La production des raffineries, estimée à 5,7 millions de tonnes, a fléchi de 10% en raison de l'incendie qui a affecté en novembre la principale unité du pays. En conséquence, les importations de pétrole brut, effectuées à un prix moyen stable en dirhams, ont reculé de 11,6% pour s'établir à 6,4 millions de tonnes, tandis que celles d'hydrocarbures raffinés ont augmenté de 7,2% et porté sur plus de 1,8 million de tonnes. La contrevaletur de ces achats est revenue, en un an, de 19,3 milliards à 17,9 milliards de dirhams. Les acquisitions de produits raffinés ont été exonérées en fin d'année du paiement des droits de

---

(1) Voir annexes statistiques III-3 à III-7

douane en vue d'assurer un stock de 90 jours de consommation. Par ailleurs, les prix intérieurs de ces produits sont désormais déterminés tous les quinze jours, au lieu de chaque mois, sur la base des cotations affichées sur le marché de Rotterdam.

La demande de produits pétroliers s'est, pour sa part, établie à 5,9 millions de tonnes, niveau comparable à celui de l'année précédente. La hausse de la consommation de gasoil et de gaz butane a été en effet compensée par la baisse de l'utilisation des autres produits, en particulier l'essence et le fuel.

## **L'électricité**

La production totale d'électricité, qui provient pour plus des neuf dixièmes des centrales thermiques et, pour le reste, des usines hydrauliques et éoliennes, a progressé en 2002 de 7,2% pour atteindre 14,1 milliards de kWh. Cette amélioration a permis une nouvelle réduction des appels aux réseaux extérieurs, limités à 1,4 milliard de kWh au lieu de 1,6 milliard en 2001.

Quant à la consommation d'électricité, elle a augmenté, comme l'année précédente, de 5% en atteignant 13,4 milliards de kWh. Cette évolution a résulté, pour une large part, du relèvement de 50% à 55% du taux d'électrification au niveau national après le raccordement de 1.956 nouveaux villages dans le cadre du Programme d'électrification rurale global.

A cet égard, les investissements réalisés par l'ONE au titre de l'exercice 2002 ont atteint près de 3,3 milliards de dirhams et progressé de 41% en un an. Ils ont été destinés notamment à la construction de la centrale à cycle combiné de Tahaddart d'une puissance de 385 mégawatts, des usines hydroélectriques de Dchar El Oued, de la station de pompage d'Afourer et des parcs éoliens de Tanger et de Tarfaya, ainsi qu'à l'extension des réseaux de transport d'électricité et de connexion avec les pays voisins.

Afin d'optimiser l'exploitation des ressources minières et énergétiques du pays, les pouvoirs publics ont décidé, en 2002, de fusionner le Bureau de recherches et de participations minières et l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières en un seul organisme public d'intervention dans ce domaine, l'Office national des hydrocarbures et des mines. Celui-ci a pour mission principale, la prospection, l'évaluation et la mise en valeur des réserves d'hydrocarbures et de substances minérales.

En matière de recherche pétrolière, l'activité de prospection, notamment dans les zones offshore au sud du pays, s'est intensifiée cette année avec la conclusion de nouveaux contrats et accords d'exploration, en particulier avec les sociétés Shell et TotalFinaElf.

## **LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION**

La production des industries de transformation a marqué en 2002 une progression de 2,9%, contre 3,2% un an auparavant<sup>(1)</sup>. Celle-ci a résulté essentiellement de la bonne orientation de l'activité dans les branches de la chimie et de la parachimie, des industries mécaniques et métallurgiques et, dans une moindre mesure, dans celle des industries alimentaires, le secteur du textile continuant, en revanche, de faire face à une conjoncture difficile, en raison de la faiblesse de la demande locale et l'accentuation de la concurrence étrangère.

---

(1) Voir annexe statistique IV-1

Groupes de branches industrielles	Pondérations	Variations en % des indices de la production industrielle		
		2000	2001	2002
Industries alimentaires, boissons et tabacs .....	249	+5,2	+4,5	+1,9
Textile, habillement et cuir	223	+0,7	-2,2	-0,7
Chimie et parachimie .....	218	+3,9	+4,2	+5,4
Industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques .....	181	+3,5	+6,5	+3,5
Bois et matériaux de construction .....	129	+3,5	+3,7	+5,6
<b>Ensemble des industries de transformation .....</b>	<b>1.000</b>	<b>+3,5</b>	<b>+3,2</b>	<b>+2,9</b>

Industries alimentaires,  
boissons et tabacs

Favorablement orientée au cours des deux dernières années, l'activité dans ce groupe d'industries a connu une nette décélération en 2002, la production n'ayant progressé que de 1,9% contre 4,5% l'année précédente. Cette évolution a concerné principalement le secteur agro-alimentaire qui a pâti de la concurrence extérieure, ainsi que de l'insuffisance des approvisionnements en matières premières et de leur renchérissement. Cependant, les branches des conserves de poissons, du lait et des corps gras ont enregistré des hausses plus ou moins importantes.

Stimulée par la hausse de la demande, notamment de produits dérivés, ainsi que par une légère augmentation des prix à la consommation, l'activité de l'industrie laitière a progressé de 10,4%. Afin de répondre à l'accroissement continu des besoins, surtout durant le mois du Ramadan, d'importants investissements pour la modernisation et l'extension des capacités de production ont été réalisés.

A l'inverse, la production de l'industrie sucrière s'est infléchie de 3,5%, en relation avec la contraction des récoltes de betterave et de canne à sucre.

Toutefois, le démarrage en mai d'une importante unité de traitement et de stockage de sucre devrait contribuer à l'accroissement des capacités de production et à l'amélioration de la qualité du produit.

Bénéficiant d'un approvisionnement suffisant, la branche des conserves de poissons a enregistré une hausse de 6,9% de sa production, après celle de 8,4% observée en 2001.

Après un accroissement de 11,7% en 2001, l'activité du compartiment des boissons et tabacs est demeurée stable, en raison à la fois du repli de la production de boissons gazeuses et de jus et de l'augmentation de la fabrication de tabacs.

Pour sa part, l'activité de l'industrie des corps gras, qui avait connu une stagnation en 2001, s'est améliorée de 4,9% en 2002, à la faveur d'une hausse sensible des importations de graines oléagineuses destinée à pallier la réduction de la récolte de tournesol.

A l'inverse, la production des minoteries industrielles a diminué de 1,4%.

En repli de 2,1% en 2001, l'indice de la production des textiles, de l'habillement et du cuir a quasiment stagné cette année, la baisse de l'activité dans les branches du textile et de l'habillement ayant été compensée par l'évolution favorable du travail du cuir.

Industries du textile,  
de l'habillement  
et du cuir

La branche de l'habillement a enregistré une baisse de 1,5%, due à la diminution de plus de 5% de la sous-branche de la lingerie et de la chemiserie, celle de la confection en série s'étant maintenue à son niveau de l'année précédente. De même, la bonneterie a accusé un recul de 6,2%, lié au fléchissement de la demande extérieure. A l'inverse, le travail du coton et des fibres s'est inscrit en hausse de 2,4%.

La production des textiles est restée étale en 2002, en relation avec l'exacerbation de la concurrence étrangère, émanant notamment des pays d'Asie et d'Europe de l'Est. En vue de soutenir ce secteur, l'Etat et l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement ont conclu en 2002 un accord-cadre prévoyant la réorganisation des filières, le renforcement des investissements, ainsi que le financement des programmes de mise à niveau technique et de soutien à la production.

En progression pour la troisième année consécutive, l'indice de la branche du cuir a augmenté de 4,3% en 2002, parallèlement à l'expansion des exportations de chaussures et de vêtements en cuir.

Industries chimiques  
et parachimiques

La tendance à la hausse de l'activité, observée au cours des deux dernières années dans le secteur des industries chimiques et parachimiques, y compris la fabrication de papier et carton ainsi que d'articles en caoutchouc et en plastique, s'est poursuivie en 2002, à un rythme de 5,4%.

La production d'acide phosphorique a enregistré une hausse de 3,6%, favorisée par le niveau soutenu de la demande extérieure. Celle d'engrais a, en revanche, fléchi de 4,3%.

De même, la fabrication de médicaments et de produits pharmaceutiques a augmenté de 6,4% cette année, au lieu de 8,3% en 2001, sous l'effet du dynamisme du marché local et du développement des exportations sur certains pays d'Europe et d'Afrique. La production de savon et de produits d'entretien s'est de nouveau accrue à un rythme élevé, de 14,8%, alors que la fabrication de résines synthétiques, ainsi que de peintures et vernis n'a que légèrement augmenté.

Après le recul de 2,7% observé en 2001, la production d'articles en caoutchouc et en plastique s'est inscrite en hausse de 6%, en raison de la nette reprise de la demande de pneumatiques, tant locale qu'extérieure, ainsi que d'une importante commande de bandes transporteuses destinées à l'équipement des unités de l'Office chérifien des phosphates.

La branche du papier et carton, qui avait connu un ralentissement d'activité l'année précédente, a enregistré en 2002 une hausse de 4,6%. A l'inverse, l'activité d'imprimerie et d'édition, favorablement orientée en 2001, a accusé un fléchissement de 1,4%.

L'activité dans le secteur des industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques a accusé un ralentissement en 2002, enregistrant un taux de croissance de 3,5% au lieu de 6,5% un an auparavant.

Industries mécaniques,  
métallurgiques,  
électriques et électroniques

La production d'ouvrages en métaux a augmenté de près de 7%, contre 9% en 2001, grâce à la hausse de l'activité dans la quasi-totalité des branches, du fait de la consolidation de la demande tant sur le marché local qu'à l'exportation. Les indices relatifs à la branche de la menuiserie métallique et de la chaudronnerie ainsi qu'à celle des emballages métalliques se sont accrues respectivement de 11,6% et de 5,8%. De même, l'activité a été soutenue au niveau du mobilier métallique, de la tuyauterie, de la robinetterie et des appareils de chauffage domestique, mais s'est infléchi de 5,3% dans la branche de la quincaillerie.

Dans le compartiment du matériel de transport, la production a enregistré une baisse de 6%, après avoir augmenté de 14,3% en 2001. Ce retournement de tendance a résulté de l'essoufflement de la demande portant sur la voiture dite économique, face à la concurrence des modèles montés à l'étranger. Cette évolution s'est traduite par une diminution de la production de véhicules particuliers et utilitaires, dont le nombre total a fléchi de 7,5% pour s'établir à 19.640 unités. La fabrication de matériel ferroviaire s'est, en revanche, développée de 18,2% et le montage de cycles et de motocycles de 2,4%.

L'évolution favorable observée en 2001 dans le secteur de l'industrie métallique de base s'est renforcée en 2002 avec une expansion de l'activité de 16,3%. Ce résultat est attribuable en particulier à la hausse de 16,9% de la production sidérurgique, soutenue par le dynamisme du secteur du bâtiment et

des travaux publics, ainsi que par la progression de 13% de la transformation des métaux non ferreux.

La production de matériel électrique et électronique, qui a connu une quasi-stagnation l'année précédente, s'est accrue de 3,6% en 2002, par suite notamment de la hausse de 11,7% de la production de fils et câbles électriques, stimulée par une forte demande étrangère. Les autres sous-branches ont, en revanche, connu globalement une baisse d'activité, liée à la contraction de la demande tant interne qu'externe.

Quant à la branche des machines et matériels d'équipement, son indice s'est inscrit de nouveau en baisse, de 1,6%, sous l'effet des fortes diminutions constatées, notamment dans les compartiments des moteurs et turbines, ainsi que dans ceux des machines pour le travail du métal et du bois, en chute respectivement de 33% et de 37,8%. La branche des machines et matériels agricoles a, en revanche, progressé de 11,9%.

Matériaux  
de construction  
et transformation  
du bois

L'orientation favorable qui a marqué en 2001 l'industrie du ciment et des matériaux de construction s'est confirmée cette année. En effet, l'indice de la production de ce secteur s'est accru de 5,6%, en liaison avec la poursuite de la réalisation des programmes de logements sociaux et d'ouvrages d'infrastructure.

Les ventes de ciment ont avoisiné 8,5 millions de tonnes et augmenté de 5,3%. L'accroissement continu des besoins a incité les opérateurs à accroître leurs capacités de production. C'est ainsi qu'une nouvelle cimenterie est en construction à Tétouan pour un investissement de 1,2 milliard de dirhams et que d'autres sont programmées dans certaines régions. Parallèlement, la production des agglomérés a augmenté de 10,6%, alors que celle de la céramique a stagné.

Enfin, l'industrie du bois a enregistré une hausse de 3,7%, moins soutenue que celle de 2001, en raison de la faiblesse de la demande locale et du relâchement des commandes extérieures.

## LE TOURISME

L'activité touristique mondiale a enregistré en 2002 une reprise, en dépit d'une conjoncture internationale défavorable, marquée par le ralentissement de la croissance économique dans les grands pays industrialisés, ainsi que par l'impact des événements du 11 septembre 2001 et des incertitudes liées aux tensions géopolitiques. De fait, le nombre de touristes dans le monde, estimé à près de 715 millions, a augmenté cette année de 3,1%, après avoir baissé de 1% en 2001. Par région, l'Europe demeure la principale destination, avec 411 millions de visiteurs, nombre en progression de 2,4%. La zone Asie-Pacifique, devenue la deuxième région d'accueil, a reçu plus de 130 millions de touristes, enregistrant un accroissement de 7,9%. En revanche, le continent américain, avec 120,2 millions de visiteurs, a été la seule région à avoir affiché une baisse, limitée toutefois à 0,6%. Enfin, l'Afrique et le Moyen-Orient, régions dont les parts dans le tourisme international demeurent faibles, ne dépassant pas 4% chacune, ont réalisé des progressions de flux respectivement de 3,7% et de 10,6%.

Dans ce contexte et compte tenu notamment du ralentissement économique en Europe, d'où proviennent plus de 80% des touristes à destination du Maroc, l'activité touristique nationale a été moins affectée que l'année précédente. En effet, le nombre de visiteurs étrangers de séjour, chiffré à 2,2 millions, s'est réduit de 1,2% au lieu de 3,3% en 2001. S'agissant des arrivées des Marocains résidant à l'étranger, recensées pour près de 2 millions, elles se sont maintenues à leur niveau de l'an passé, après avoir affiché une hausse de 10,4% un an auparavant. Quant aux recettes des voyages, qui s'étaient inscrites en hausse exceptionnelle de 33,1% en 2001, elles se sont maintenues pratiquement à leur niveau d'il y a un an en s'établissant à 29,2 milliards de dirhams, représentant ainsi 16,5% des recettes courantes de la balance des paiements.

L'élément essentiel en 2002 est le regain de dynamisme qu'a connu l'investissement hôtelier, stimulé notamment par les dispositions du contrat-programme conclu en 2001 entre l'Etat et les promoteurs touristiques dans le cadre de la stratégie de développement du secteur touristique visant l'accueil de

10 millions de touristes à l'horizon 2010. L'année 2002 a été caractérisée par l'augmentation de la capacité d'accueil, de 6.357 lits, au lieu de 2.200 lits en moyenne durant les cinq dernières années et ce, à travers la création ou l'aménagement de plusieurs établissements hôteliers. Ces investissements ont nécessité une enveloppe globale de 1,7 milliard de dirhams, en hausse de plus de 30% par rapport à 2001.

En matière d'organisation et de contrôle du secteur, la loi visant à unifier la réglementation applicable aux établissements touristiques et définissant les conditions de leur exploitation, est entrée en vigueur. Dans le domaine de la promotion, des campagnes de communication ont été menées aussi bien au Maroc qu'à l'étranger et de nouveaux bureaux de représentation ont été ouverts à Dubaï et à Barcelone. Ces actions ont été complétées par un renforcement de la coopération entre les opérateurs touristiques nationaux et leurs homologues étrangers, notamment français et allemands, dans le but de mieux faire connaître le potentiel touristique marocain.

Par ailleurs, une attention accrue a été accordée à la formation professionnelle dans le secteur en vue d'accompagner l'essor attendu de l'activité touristique. C'est ainsi qu'un nouvel Institut de technologie hôtelière et touristique a été inauguré en juillet dans la ville de Fès et huit nouveaux autres établissements sont programmés pour être opérationnels d'ici à 2007.

### **Le flux touristique <sup>(1)</sup>**

En 2002, les arrivées de touristes étrangers de séjour ont accusé une baisse de 1,2% pour s'établir à 2,2 millions. Cette légère diminution recouvre surtout une

---

(1) Voir annexe statistique V-1

chute d'un cinquième du nombre de visiteurs venant du continent américain, qui n'a pu être compensée par l'augmentation modérée des arrivées en provenance d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient. L'Union européenne demeure le principal émetteur de touristes, avec 1,8 million de visiteurs, en hausse de 0,4%, suivie du continent américain avec plus de 119.000 arrivées. L'évolution du flux de touristes européens a été caractérisée en 2002 par l'accroissement des entrées de Français et de Britanniques, respectivement de 4,4% et de 8%. En revanche, la régression du nombre de visiteurs allemands et italiens, qui se poursuit depuis l'année 1999 pour les premiers et l'an 2000 pour les seconds, s'est établie respectivement à 12,1% et à 9%. S'agissant de l'effectif des touristes de croisière, il a atteint cette année 255.305 et s'est accru de 18,1%.

La structure du flux touristique selon le mode de transport continue d'être caractérisée par la prépondérance de l'utilisation de la voie aérienne, empruntée par plus de 70% des visiteurs. Cependant, les entrées par les aéroports ont affiché en 2002 une baisse de 4%, en rapport avec la contraction de plus d'un cinquième des arrivées par Agadir, liée en particulier à la régression continue du nombre de touristes allemands qui constituent la principale clientèle de la ville. Les entrées par Marrakech n'ont, quant à elles, pas connu de changement notable par rapport à 2001. Enfin, le nombre de voyageurs par voies terrestre et maritime s'est inscrit en hausse respectivement de 10,8% et de 7,5%.

## **L'activité hôtelière**

Compte tenu des investissements importants réalisés dans le secteur hôtelier, la capacité d'accueil des 625 unités classées s'est accrue en 2002 de 6% pour s'établir à 103.082 lits, dont près de la moitié est concentrée à Agadir et à Marrakech et concerne les catégories 3 et 4 étoiles. Les nuitées totales recensées en 2002 au niveau des unités classées se sont chiffrées à 11,3 millions, accusant une baisse de 10,8%, imputable aux nuitées réalisées par les étrangers, lesquelles ont fléchi de 13,9%, revenant à 8,9 millions. La durée

moyenne de leur séjour a de nouveau diminué cette année, passant de 7 à 6,4 nuitées. En revanche, les nuitées effectuées par les nationaux ont augmenté de 2,2% pour atteindre 2,4 millions. Au total, le taux d'occupation moyen des unités hôtelières a régressé, en un an, de 47,6% à 44,6%.

L'exécution du contrat-programme conclu entre l'Etat et les promoteurs du secteur touristique s'est poursuivie en 2002 par l'attribution de l'aménagement de la station balnéaire de "Taghazout", près d'Agadir, à un groupe étranger. Ce projet, qui nécessitera un investissement global de 1,6 milliard de dirhams, entre dans le cadre du plan "Azur" qui prévoit l'équipement de cinq autres sites côtiers à Saïdia, Larache, El-Jadida, Essaouira et Guelmim. Au demeurant, un appel à manifestation d'intérêt pour leur réalisation a été lancé en septembre et a vu la participation de plusieurs grands promoteurs internationaux et ce, malgré la conjoncture mondiale difficile que connaît l'activité touristique. En outre, plusieurs contrats ont été signés entre le Maroc et d'importants opérateurs du tourisme mondial, en vue de réaliser des projets touristiques à Casablanca et à Marrakech.

Les efforts ainsi entrepris par les pouvoirs publics en vue d'atteindre l'objectif de 10 millions de touristes à l'horizon 2010 sont appelés à être renforcés par d'autres mesures d'accompagnement concernant les différentes composantes de l'activité touristique. Il s'agit notamment de la libéralisation du transport aérien afin d'encourager la concurrence et partant assurer des prix compétitifs, tout en augmentant les dessertes directes des principales régions touristiques du pays. En outre, les actions en matière d'animation et de loisirs devraient être généralisées parallèlement au renforcement de la politique de promotion à destination des principales régions émettrices de touristes. Enfin, le tourisme intérieur devrait être encouragé de façon permanente, à travers l'adaptation du produit touristique aux besoins spécifiques des résidents et en leur accordant des réductions sur les tarifs des séjours et des transports.

## **LA DEMANDE**

Le produit intérieur brut, compte tenu d'une hausse des prix à la production inférieure à 1%, est estimé en termes courants à 397,8 milliards de dirhams, enregistrant en 2002 une augmentation de 3,8%, au lieu de 8,2% un an auparavant. En regard, la demande finale des résidents s'est élargie de 3,3% pour atteindre 410 milliards, laissant apparaître un déficit en ressources de 12,2 milliards soit 3,1% du PIB, au lieu de 3,5% en 2001 <sup>(1)</sup>.

### **La consommation**

La consommation finale nationale, estimée à 319,7 milliards de dirhams ou 80,4% du PIB s'est inscrite en hausse de 3,5%. La consommation des ménages en biens et services marchands a de nouveau progressé, à un rythme de 2,8% au lieu de 3,3% en 2001, à la faveur de l'amélioration de la production et des revenus agricoles durant deux années successives. En revanche, la consommation des services fournis par les administrations publiques s'est accrue de 5,5% au lieu de 12% en 2001.

### **L'investissement**

L'investissement, évalué à 90,3 milliards de dirhams, a augmenté de 3% compte tenu d'une variation négative des stocks résultant d'une diminution

---

(1) Voir annexes statistiques I-5 à I-7

notable des stocks de pétrole brut. En effet, la formation brute de capital fixe, estimée à plus de 91 milliards de dirhams, a progressé de 6,8% après une quasi-stagnation l'année précédente. Aussi, le taux d'investissement, chiffré à 22,9%, s'est-il légèrement amélioré par rapport à 2001, demeurant toutefois inférieur aux taux réalisés durant les années antérieures, comme le montre le tableau ci-après :

Composantes de la formation brute de capital fixe	1999	2000	2001	2002	Variations en %	
					<u>2001</u> 2000	<u>2002</u> 2001
Matériel et outillage . .	43.542	42.693	40.154	45.650	-5,9	13,7
Bâtiment . . . . .	22.206	23.456	24.469	24.971	4,3	2,1
Travaux publics . . . . .	12.583	15.559	16.861	16.550	8,4	-1,8
Aménagement et plantations . . . . .	2.415	2.580	2.729	2.761	5,8	1,2
Bétail . . . . .	1.150	1.134	1.162	1.210	2,5	4,1
<b>Formation brute de capital fixe (FBCF) . .</b>	<b>81.896</b>	<b>85.422</b>	<b>85.375</b>	<b>91.142</b>	<b>-0,1</b>	<b>6,8</b>
<b>Taux d'investissement FBCF/PIB (en %) . . .</b>	<b>23,7</b>	<b>24,1</b>	<b>22,3</b>	<b>22,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Constituant la moitié des dépenses d'investissement, les acquisitions de matériel et outillages ont marqué en 2002 une expansion de 13,7% après avoir fléchi de près de 6% durant deux années successives. En revanche, le bâtiment, bien que soutenu par la réalisation des programmes de construction de logements sociaux et de lutte contre l'habitat insalubre, n'a enregistré qu'une hausse de 2,1%, confirmant le ralentissement observé depuis quatre ans. Quant aux travaux publics, compte tenu de la diminution des dépenses d'équipement de l'Etat, ils ont accusé une baisse de 1,8% en 2002, interrompant ainsi le rythme d'accroissement soutenu des trois années antérieures. Les principaux chantiers ont porté sur la poursuite des programmes d'extension du réseau routier, d'électrification et de mobilisation des ressources en eau dans le monde rural.

L'évolution de l'investissement en 2002 reflète la réalisation d'importants projets par les organismes publics, notamment dans le secteur de l'énergie, ainsi que les travaux d'aménagement ou de création de sites touristiques. Elle traduit également un regain de dynamisme de l'investissement privé dans les autres secteurs, aussi bien pour l'extension des capacités de production que pour le renouvellement des installations existantes, notamment dans le cadre de la mise à niveau de l'appareil productif.

Eu égard aux objectifs recherchés en matière de croissance et de création d'emplois, le niveau de l'investissement reste toutefois insuffisant et devrait être renforcé à moyen terme, d'autant plus que le secteur privé dispose d'un environnement de plus en plus favorable. En effet, le cadre incitatif ne cesse d'être amélioré parallèlement à l'adoption des mesures visant à lever les contraintes pesant sur la réalisation des projets. Ces actions se sont concrétisées par la simplification des procédures administratives à travers la création de centres régionaux d'investissement, ainsi que par la contribution du Fonds Hassan II pour le développement économique et social au renforcement des infrastructures d'accueil des unités industrielles et touristiques. De même, au niveau du financement, les taux d'intérêt ont connu une nouvelle détente, tandis que des lignes de crédit et des fonds de garantie spécifiques ont été mis en place pour faciliter le financement des petites et moyennes entreprises.



Le revenu national brut disponible, constitué du PIB et des revenus nets extérieurs, à hauteur respectivement de 397,8 et 28,7 milliards de dirhams, s'est chiffré à plus de 426 milliards de dirhams dont 75% ont été affectés à la consommation. Pour sa part, l'épargne nationale brute a augmenté de 0,8% en 2002, après une expansion de 34,3% un an auparavant, pour s'établir à 106,8 milliards de dirhams, soit 25% du revenu national. En baisse par rapport au niveau exceptionnel atteint en 2001, le taux d'épargne est resté toutefois nettement supérieur à la moyenne de 20,7% enregistrée au cours des cinq années antérieures et a sensiblement dépassé le taux d'investissement. Aussi, la capacité de financement, qui représente l'excédent de l'épargne sur l'investissement, a-t-elle atteint plus de 16 milliards de dirhams, soit 4,1% du PIB.

## LES PRIX

La hausse des prix en 2002 est restée contenue aussi bien au niveau de la consommation qu'au stade de la production. En effet, si l'augmentation de l'indice du coût de la vie a atteint 2,8% en 2002 au lieu de 0,6% l'année précédente, cela traduit surtout l'impact des fluctuations conjoncturelles des cours d'un nombre limité de produits agricoles plutôt qu'une orientation générale des prix. L'indice relatif aux produits non alimentaires, moins soumis à des variations volatiles, a enregistré, pour sa part, une hausse de 1,6% au lieu de 2% en 2001 <sup>(1)</sup>.

Cette évolution est confirmée par les indicateurs des prix à la production, qui ont enregistré de faibles augmentations, voire des variations à la baisse. De fait, les coûts de production industrielle ont marqué globalement une quasi-stabilité à la faveur d'une détente des prix à l'importation, les tarifs intérieurs des produits pétroliers ainsi que le salaire minimum légal n'ayant pas connu de modification.

S'inscrivant dans la tendance ayant prévalu ces dernières années, ce rythme d'inflation modérée a été favorisé du côté de la demande par la poursuite d'une politique monétaire appropriée, dans un contexte caractérisé, par ailleurs, par la poursuite du démantèlement tarifaire et par le développement de la concurrence.

### L'indice du coût de la vie

L'évolution de l'indice du coût de la vie a été marquée en 2002 par une hausse quasi continue durant les cinq premiers mois de l'année sous l'effet

---

(1) Voir annexes statistiques VI-1 et VI-2

principalement du renchérissement des produits alimentaires frais. Après un fléchissement saisonnier qui a duré jusqu'au mois d'août, l'indice s'est de nouveau orienté à la hausse à un rythme qui s'est avéré, cette année, relativement modéré du fait de l'augmentation de l'offre des produits agricoles.

Groupes de produits	Pondérations (en %)	Variations en % des indices annuels moyens du coût de la vie			
		2000	2001	2002	Taux moyen des 5 dernières années (%)
<b>Produits alimentaires</b> .....	<b>45,15</b>	<b>+1,5</b>	<b>-1,0</b>	<b>+4,3</b>	<b>+1,4</b>
dont : Viandes .....	10,26	- 5,4	+1,4	+7,0	+0,7
Légumes frais .....	5,49	+21,0	- 15,0	+15,2	+3,9
<b>Produits non alimentaires et services</b> .....	<b>54,85</b>	<b>+2,2</b>	<b>+2,0</b>	<b>+1,6</b>	<b>+2,0</b>
- Habillement .....	7,48	+2,4	+1,4	+1,6	+2,4
- Habitation .....	12,48	+1,7	+2,1	+1,5	+2,1
- Equipement ménager...	5,31	+0,2	+0,1	+0,6	+0,8
- Soins médicaux .....	4,71	+0,5	+1,4	+1,1	+1,5
- Transport et communications.....	7,58	+5,2	+2,6	+0,6	+2,6
- Loisirs et culture .....	4,74	+2,2	+3,6	+3,3	+2,4
- Autres biens et services	12,55	+2,1	+2,1	+2,2	+1,9
<b>Indice général.</b> .....	<b>100</b>	<b>+1,9</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+2,8</b>	<b>+1,7</b>

Les prix des produits alimentaires se sont accrus de 4,3% et ont contribué pour plus des deux tiers à l'augmentation globale de l'indice du coût de la vie. Cette évolution résulte principalement d'un renchérissement de 15,2% des légumes frais et d'une hausse d'environ 7% des prix des viandes et des poissons. Quant aux prix des produits de base, ils ont connu une quasi-stabilité, voire des baisses.

Pour leur part, les prix des produits non alimentaires et des services ont enregistré une hausse de 1,6% au lieu de 2% en 2001, poursuivant ainsi le mouvement de décélération observé depuis cinq ans. En particulier, l'augmentation des prix relatifs au poste "transports et communications" n'a pas dépassé 0,6%

du fait de la stabilité des prix des carburants sur le marché intérieur et d'un tassement des tarifs des communications résultant du développement de la concurrence. Les prix des équipements ménagers ont également connu une quasi-stabilité, tandis que les postes "loisirs et culture" et "autres biens et services" ont augmenté respectivement de 3,3% et 2,2%.

## L'indice des prix à la production

L'indice des prix à la production des industries manufacturières a enregistré en 2002 une baisse de 1,3%, après celle de 1,8% observée l'année précédente. Ce fléchissement est attribuable pour l'essentiel à l'indice relatif à la branche "cokéfaction et raffinage" qui a fait apparaître une diminution en moyenne annuelle de 9,7% des prix de reprise hors taxe.

Groupes de produits	Pondérations (en %)	Variations en % des indices moyens des prix à la production industrielle			
		2000	2001	2002	Taux moyen sur trois ans (%)
<b>Industries manufacturières hors raffinage du pétrole....</b>	<b>86,7</b>	<b>+0,2</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>-</b>
dont :					
Industries alimentaires .....	28,9	- 0,1	- 0,6	+ 2,8	+0,9
Industries chimiques .....	13,3	+ 0,5	- 1,9	- 1,7	-1,0
Industrie textile .....	6,5	- 3,8	+ 0,3	+ 0,7	-0,9
Industrie de l'habillement ...	6,7	- 1,3	- 0,8	-0,2	-0,8
<b>Raffinage du pétrole.....</b>	<b>13,3</b>	<b>+78,8</b>	<b>- 6,6</b>	<b>-9,7</b>	<b>+20,8</b>
<b>Indice général .....</b>	<b>100</b>	<b>+ 9,3</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,3</b>	<b>+2,1</b>

Les prix des industries manufacturières hors raffinage du pétrole ont connu pour leur part une hausse qui n'a pas dépassé 0,6%. Cette évolution recouvre une augmentation de 2,8% dans les industries alimentaires suite au renchérissement des matières premières agricoles et une quasi-stabilité, voire des baisses, dans les autres branches. Les diminutions les plus importantes ont concerné les prix relatifs à l'industrie chimique, l'industrie du papier et du carton ainsi que les machines et appareils électriques.

## L'EMPLOI

La population du Maroc, estimée sur la base d'un taux de croissance démographique annuel moyen de 1,6%, a atteint 29,6 millions d'habitants en l'an 2002, marquant ainsi un accroissement de 461.000 personnes par rapport à l'année précédente. La population en milieu urbain, dont la proportion est passée de 55,9% à 56,6%, s'est inscrite en hausse de 465.000 personnes, en raison notamment de l'exode vers les villes.

Selon les données de l'enquête nationale sur l'emploi <sup>(1)</sup>, la population active âgée de 15 ans et plus, estimée à 10,4 millions, s'est inscrite en augmentation de 1,5% ou 149.000 personnes. La population occupée s'est élevée à 9,2 millions, dont 43,1% dans les activités primaires, 20,5% dans le secteur secondaire et 36,4% dans les services. De son côté, la population à la recherche d'un emploi a avoisiné 1,2 million de personnes, dont 85% en milieu urbain. Elle laisse ainsi apparaître un taux de chômage à l'échelle nationale de 11,6%, en diminution de 0,9 point par rapport à l'année précédente, s'inscrivant dans le prolongement de la tendance baissière entamée en l'an 2000.

La croissance de l'activité économique en 2002 a été à l'origine de la création de 221.000 nouveaux emplois à laquelle ont contribué la plupart des secteurs, notamment l'agriculture, le bâtiment et plus particulièrement l'industrie, qui avait connu des pertes d'emplois l'année précédente. Elle a concerné aussi bien l'auto-emploi que l'emploi salarié et a été attribuable exclusivement au secteur privé, y compris les activités informelles.

---

(1) Voir annexes statistiques VI-3 et VI-4

Dans le milieu urbain, la population active a progressé de 125.000 personnes en un an, pour atteindre 5,6 millions dont 4,5 millions représentent la population active occupée, en hausse de 169.000. En revanche, le nombre de personnes à la recherche d'emploi a diminué de 44.000 pour s'établir à 1 million, dégageant ainsi un taux de chômage de 18,3% en recul de 1,2 point de pourcentage par rapport à l'année 2001.

En milieu rural, la population active s'est établie à 4,8 millions, dont 186.000 personnes ne disposent pas d'un emploi, soit une proportion de 3,9% au lieu de 4,5% en 2001. L'amélioration des opportunités de travail dans les zones rurales est attribuable au bon déroulement de la campagne agricole et a concerné essentiellement l'emploi non rémunéré et l'auto-emploi.

Les actions de promotion de l'emploi ont été poursuivies en 2002. En effet, plus de 19.000 personnes, dont 57% de femmes, ont bénéficié de stages, au titre du programme "formation-insertion", principalement dans l'industrie automobile ainsi que dans les branches de fabrication d'appareils électriques, de machines et d'équipements.

De même, depuis le démarrage du dispositif "jeunes promoteurs" en 1988 et jusqu'à fin août 2002, des jeunes âgés de 20 à 45 ans, diplômés ou justifiant d'une expérience professionnelle, ont obtenu des financements pour 1.265 projets générant 43.351 emplois.

S'agissant du programme "jeunes entrepreneurs", qui s'adresse aux personnes ne disposant pas d'un diplôme, il a permis, depuis sa création en 1995 et jusqu'à fin août 2002, de financer 555 projets, entraînant la création de 2.652 emplois.

Par ailleurs, une superficie de plus de 2.067 ha a été louée à 66 personnes dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième tranche du programme initié

en janvier 2001 en vue de l'insertion de 300 lauréats des établissements supérieurs agricoles. En outre, durant le second semestre 2002, une prime a été accordée aux entreprises qui organisent des stages de formation pour l'insertion de ces lauréats.

Enfin, le programme d'appui à l'auto-emploi, mis en œuvre en 1999 et qui vise à faire bénéficier de services de conseil les jeunes diplômés désirant créer des projets dont le coût d'investissement ne dépasse pas 250.000 dirhams, a contribué, pour sa part, à la création de plus de 170 entreprises en 2002, générant plus de 600 emplois.

## LES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC L'EXTÉRIEUR

Dans un contexte marqué par l'atonie de la demande et l'accentuation de la concurrence sur les marchés extérieurs, les exportations qui ont bénéficié du dynamisme des nouvelles branches d'activité et d'une sensible appréciation des prix ont progressé en 2002 à un taux relativement élevé. En regard, les importations ont augmenté plus faiblement que les exportations, quoiqu'à un rythme plus soutenu qu'en 2001, le développement des achats induit par l'effort d'investissement ayant été atténué par l'allègement de la facture énergétique. Aussi le déficit commercial, resté stable un an plus tôt, s'est-il légèrement réduit en 2002.

Les importations se sont chiffrées à 130,4 milliards de dirhams et accrues de 4,5% ou 5,7 milliards de dirhams, au lieu de 1,8% en 2001. Cette hausse a pour origine la progression notable des achats à la fois de produits bruts, de demi-produits et de biens d'équipement, lesquels ont globalement augmenté de 6,3 milliards de dirhams ou 11% d'une année à l'autre. Dans le même temps, les importations de produits énergétiques ont enregistré une baisse de 1,8 milliard de dirhams, imputable essentiellement aux acquisitions de pétrole brut qui ont diminué de 1,6 milliard, sous l'effet conjugué de la contraction de 12% des quantités et de la quasi-stabilité du prix moyen de la tonne importée. Pour leur part, les dépenses consacrées aux achats de produits alimentaires ont légèrement fléchi en raison, notamment, de l'amélioration de la campagne céréalière.

De leur côté, les exportations se sont établies à 86,6 milliards de dirhams, en accroissement de 7,4% au lieu de 2,3% en 2001. Cette évolution a résulté de la hausse de 6,9% des ventes du groupe OCP, qui ont à nouveau procuré plus de 16% des recettes totales, et de la progression de 7,5% des autres exportations, à

laquelle ont sensiblement contribué les ventes dans le cadre de la sous-traitance industrielle, notamment celles de composants électroniques et de fils et câbles électriques qui ont représenté plus d'un dixième de la valeur globale des exportations <sup>(1)</sup>.

Dans ces conditions, le déficit de la balance commerciale a enregistré une baisse de 0,7% pour s'établir à 43,7 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 11% du PIB au lieu de 11,5% en 2001. Quant au taux de couverture des importations par les exportations, il s'est légèrement amélioré, passant d'une année à l'autre de 64,7% à 66,5%, comme il apparaît dans le tableau ci-après :

En millions de dirhams	2001	2002	Variations en %
Importations C.A.F. ....	124.718	130.377	+4,5
Exportations F.O.B.....	80.667	86.637	+7,4
Solde.....	-44.051	-43.740	-0,7
Taux de couverture (en%) ....	64,7	66,5	-

## LES IMPORTATIONS

Les importations, d'un montant de 130,4 milliards de dirhams, se sont accrues de 4,5%, en relation avec la hausse des achats tant de matières premières et de demi-produits que de biens finis, dont l'impact a été toutefois atténué par l'allègement sensible de la facture énergétique.

---

(1) Voir annexes statistiques VII-1 à VII-4

Importations par catégorie de produits (en millions de dirhams)	2001	2002	Variations	
			Montants	En %
Alimentation, boissons et tabacs .....	15.402	15.144	-258	-1,7
Energie et lubrifiants .....	21.980	20.168	-1.812	-8,2
Produits bruts.....	7.862	8.936	+1.074	+13,7
Demi-produits (*).....	26.596	28.718	+2.122	+8,0
Produits finis d'équipement.....	23.080	26.206	+3.126	+13,5
Produits finis de consommation	29.798	31.205	+1.407	+4,7
<b>Total.....</b>	<b>124.718</b>	<b>130.377</b>	<b>+5.659</b>	<b>+4,5</b>
(*) Y compris l'or industriel				

Les produits  
alimentaires

Les achats de produits alimentaires ont légèrement baissé pour s'établir à 15,1 milliards de dirhams. Les importations de blé, qui ont porté sur 33,2 millions de quintaux, se sont établies à 5,8 milliards de dirhams, en baisse de 6%, tandis que celles d'orge, d'un montant de 779 millions de dirhams, ont chuté de plus de 30%, en liaison avec la forte augmentation de la production locale. A l'inverse, les achats de maïs et de sucre se sont accrus de 13,3% et de 3,7% respectivement.

Les produits  
énergétiques

La facture énergétique s'est contractée de 8,2%, à 20,2 milliards de dirhams, sous l'effet principalement de la baisse des achats de pétrole brut, revenus de 14,5 milliards à 12,9 milliards de dirhams. Dans le même temps, les importations de gas-oil et fuel-oil ainsi que celles de charbon ont diminué respectivement de 18,2% et de 9% pour s'établir à 1,5 milliard et à 2,1 milliards de dirhams. A l'inverse, les acquisitions aussi bien d'huiles de pétrole et lubrifiants que de gaz de pétrole et autres hydrocarbures ont été sensiblement accrues pour atteindre globalement 3,3 milliards de dirhams, au lieu de 2,7 milliards l'année précédente.

Le coût des approvisionnements en matières premières, chiffré à 8,9 milliards de dirhams, a marqué une hausse de 13,7% imputable à la quasi-totalité des produits. Les progressions les plus notables ont concerné les importations de bois et de soufre qui ont porté sur des montants respectifs de 1,9 milliard et 1,1 milliard de dirhams, en augmentation de 22,7% et 8,2%, et celles de fruits oléagineux, en hausse de plus de 42%, à 891 millions de dirhams.

Les produits bruts

Les achats de demi-produits, comptabilisés pour 28,7 milliards de dirhams, se sont accrus de 8% ou 2,1 milliards de dirhams. Cette tendance quasi générale a été observée, en particulier, au niveau des importations de fer et d'acier qui ont progressé de 20,6% pour s'élever à 2,5 milliards de dirhams. Il en est de même pour les achats de papiers et cartons et de matières plastiques qui ont totalisé 5,3 milliards de dirhams et augmenté de 6,7%. Pour leur part, les importations d'engrais ont enregistré une hausse de 22%, s'établissant à un milliard de dirhams.

Les demi-produits

Les achats de biens d'équipement, de 26,2 milliards de dirhams, ont fait apparaître une augmentation de 13,5% ou 3,1 milliards de dirhams. Celle-ci a résulté, notamment, de la progression des acquisitions de matériel de transport, principalement aéronautique. Elle est attribuable également aux importations de matériel à broyer ainsi qu'à celles de biens d'équipement agricoles, qui se sont établies chacune à près d'un milliard de dirhams et ont marqué des hausses respectives de 54,6% et de 12,8%. A l'inverse, les importations d'appareils électriques de téléphonie et d'émetteurs de télécommunication, d'un montant global de 1,1 milliard de dirhams, ont connu un net repli pour la deuxième année consécutive.

Les biens d'équipement

Atteignant 31,2 milliards de dirhams, les acquisitions de biens finis de consommation se sont inscrites en augmentation de 4,7%, due essentiellement à la progression des achats d'appareils récepteurs de télécommunication, de

Les biens  
de consommation

voitures de tourisme et de médicaments qui ont porté sur des montants respectivement de 2,6 milliards, de 2,4 milliards et de 1,8 milliard de dirhams, en hausse de 9,6%, 12,9% et 11,7%. Les importations de produits textiles, destinés essentiellement à être réexportés dans le cadre des admissions temporaires, se sont, quant à elles, globalement réduites de 3,6% pour s'établir à 11,6 milliards de dirhams, dont 8,4 milliards au titre des tissus de coton et de fibres synthétiques, au lieu de 8,7 milliards de dirhams en 2001.

## LES EXPORTATIONS

Évaluées à 86,6 milliards de dirhams, les recettes d'exportation ont progressé de 7,4% ou 6 milliards de dirhams. A elles seules, les exportations de demi-produits et de biens d'équipement ont enregistré une hausse globale de 4,3 milliards de dirhams, résultant pour près de moitié des ventes de composants électroniques et de fils et câbles électriques réalisées sous le régime de l'admission temporaire. En revanche, les ventes de produits énergétiques ont accusé une contraction notable, de près d'un milliard de dirhams.

Exportations par catégorie de produits (en millions de dirhams)	2001	2002	Variations	
			Montants	En %
Alimentation, boissons et tabacs .....	16.691	17.954	+1.263	+ 7,6
Energie et lubrifiants .....	3.406	2.427	-979	-28,7
Produits bruts.....	7.130	8.180	+1.050	+14,7
Demi-produits (*) .....	17.433	20.621	+3.188	+18,3
Produits finis d'équipement .....	4.506	5.606	+1.100	+24,4
Produits finis de consommation	31.501	31.849	+348	+1,1
<b>Total</b> .....	<b>80.667</b>	<b>86.637</b>	<b>+5.970</b>	<b>+7,4</b>
(*) Y compris l'or industriel				

En dépit d'une baisse quasi générale des quantités, les recettes d'exportations de produits alimentaires ont augmenté de 7,6% pour atteindre près de 18 milliards de dirhams. Les ventes de crustacés, mollusques et coquillages, qui ont rapporté 5,9 milliards de dirhams, ont enregistré une amélioration de 13,5%, tandis que celles de poissons en conserves, chiffrées à 2,8 milliards de dirhams, ont progressé de 8%. Les exportations de poissons frais et de farine de poissons se sont, en revanche, établies à 1,4 milliard et 149 millions de dirhams, en baisse de 5,9% et 66% respectivement. S'agissant des ventes d'agrumes et de primeurs, elles ont porté sur un montant global de 4,2 milliards de dirhams, en accroissement de 8,2%.

Les produits alimentaires

En hausse globale de 14,7%, les exportations de produits bruts ont fourni 8,2 milliards de dirhams. Dans ce total, les ventes de phosphates se sont élevées à 4,7 milliards de dirhams, marquant une progression de 11,2%. En liaison avec l'élargissement de la demande, les exportations de minerai de zinc sont passées, pour leur part, de 409 millions à 564 millions et celles de pâte à papier de 237 millions à 480 millions de dirhams.

Les produits bruts

Les livraisons de demi-produits, d'un montant de 20,6 milliards de dirhams, ont enregistré une expansion de 18,3% ou 3,2 milliards de dirhams. Les exportations de composants électroniques, chiffrées à 5,4 milliards de dirhams, se sont accrues de plus d'un quart, tandis que celles d'acide phosphorique, portées à 5,8 milliards de dirhams, ont enregistré une augmentation de 14,1%. En revanche, les ventes d'engrais naturels et chimiques se sont établies à 3,7 milliards de dirhams et réduites de 6,9%, en relation avec la baisse de 10,5% des quantités exportées.

Les demi-produits

Les exportations de biens d'équipement sont passées de 4,5 milliards à 5,6 milliards de dirhams, dont plus de 60% sont constitués par les ventes de fils et câbles pour l'électricité, en augmentation d'environ un tiers. De même, les

Les biens d'équipement

livraisons de sous-systèmes électroniques se sont inscrites en hausse de 28,5% pour atteindre près d'un demi-milliard de dirhams.

Les biens  
de consommation

En s'établissant à 31,8 milliards de dirhams, les ventes de biens finis de consommation, effectuées pour plus des deux tiers dans le cadre de l'admission temporaire sans paiement, ont légèrement augmenté. Cette évolution recouvre, en particulier, une progression de 6,4% des ventes de vêtements confectionnés, qui ont porté sur 18,3 milliards de dirhams, et, à l'inverse, une baisse de plus de 11% de celles d'articles de bonneterie, d'un montant de 7,9 milliards de dirhams.

### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES

La ventilation géographique des échanges commerciaux fait ressortir la part prédominante de l'Union européenne, avec laquelle sont réalisés 72,3% des exportations et 56,3% des importations. D'un montant de 10,7 milliards de dirhams, le solde structurellement déficitaire à l'égard de cet ensemble s'est légèrement réduit par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette évolution recouvre, notamment, un creusement du déficit à l'égard de l'Espagne et de l'Italie, chiffré respectivement à 1,5 milliard et 2,8 milliards de dirhams, au lieu de 100 millions et 1,8 milliard de dirhams en 2001. En revanche, le solde négatif à l'égard de la France, de plus de 4 milliards, a fait place en 2002 à un excédent de 1,4 milliard de dirhams, en raison principalement du net recul des importations.

Vis-à-vis des pays arabes du Moyen-Orient, les sorties nettes de devises se sont établies à 10,2 milliards de dirhams, en hausse de 4,9%. Constituant l'essentiel des échanges avec cette région, les importations, principalement de produits pétroliers, ont atteint 11,4 milliards de dirhams et enregistré une légère augmentation, tandis que les exportations ont accusé une baisse de 17,2% pour s'établir à 1,2 milliard de dirhams.

S'agissant des transactions commerciales avec l'Inde, principale destination de nos exportations d'acide phosphorique, elles ont dégagé un surplus de 2,3 milliards de dirhams, en augmentation de 12,8%. L'excédent envers le Japon, d'un montant de 738 millions de dirhams, s'est également amélioré, en relation notamment avec la progression des exportations de crustacés, mollusques et coquillages.

Au niveau des flux commerciaux avec les Etats-Unis, le solde négatif a enregistré une progression de 89% pour s'établir à 2,8 milliards de dirhams, tandis que, vis-à-vis du Canada, il est revenu de 2,2 milliards à 1,4 milliard de dirhams. Le déficit s'est, en outre, allégé à l'égard du Brésil, à 1,7 milliard de dirhams, par suite du développement notable des exportations, passées de 906 millions à 1,6 milliard de dirhams.

Les transactions commerciales avec les pays de l'Union du Maghreb Arabe se sont soldées par un déficit de 1,6 milliard de dirhams, qui s'est réduit de plus de 6%, en liaison principalement avec la diminution du résultat déficitaire à l'égard de l'Algérie.

## **LES RELATIONS FINANCIERES AVEC L'ÉTRANGER**

En dépit d'un contexte international défavorable, marqué, notamment, par des tensions géopolitiques ainsi que par l'instabilité des marchés financiers, la réorientation des flux touristiques et le renchérissement du pétrole, les résultats positifs enregistrés l'année précédente, au niveau des comptes extérieurs, se sont consolidés en 2002.

L'année sous-revue s'est, par ailleurs, caractérisée sur les marchés des changes internationaux par une nette dépréciation du dollar, en particulier à l'égard de l'euro. Le réaménagement du panier de cotation du dirham, intervenu en avril 2001, a permis d'atténuer l'impact de cette évolution sur la monnaie nationale et, partant, sur les opérations commerciales et financières avec l'étranger.

En définitive, les avoirs extérieurs nets, qui avaient considérablement augmenté l'année précédente, se sont renforcés en 2002 et ce, en relation avec l'excédent réalisé, pour la deuxième année consécutive, au titre des transactions courantes et attribuable, essentiellement, au maintien à un niveau élevé des recettes touristiques et des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger, ainsi qu'à la légère réduction du déficit commercial. Ce surplus a permis, au demeurant, de compenser largement le solde négatif laissé, cette année, par les opérations financières.

### **LA BALANCE DES PAIEMENTS**

La balance des paiements a dégagé un solde excédentaire, chiffré à 7 milliards, au lieu de 43,5 milliards de dirhams en 2001. Les réserves de change nettes ont ainsi atteint près de 111 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 9 mois d'importations de biens et services.

Le surplus des transactions courantes est, en effet, demeuré substantiel, à 16,5 milliards de dirhams, ou 4,1% du PIB. Les opérations financières ont fait apparaître, pour leur part, un solde négatif de 8,5 milliards de dirhams, au lieu de l'excédent de 22,6 milliards de dirhams enregistré un an plus tôt. Cette évolution a essentiellement pour origine la contraction des entrées de capitaux destinés au secteur privé, ainsi que l'accroissement des remboursements au titre de la dette extérieure publique <sup>(1)</sup>.

Soldes en millions de dirhams	1999	2000	2001	2002
<b>A. Transactions courantes.....</b>	<b>-1.637</b>	<b>-5.046</b>	<b>+18.209</b>	<b>+16.451</b>
Biens.....	-23.998	-34.374	-34.157	-33.461
dont marchandises générales.....	-32.318	-44.629	-43.671	-45.280
Services .....	+10.905	+12.132	+21.594	+21.369
dont voyages .....	+14.679	+17.145	+24.796	+24.262
Revenus .....	-9.664	-9.184	-9.412	-8.137
Transferts courants .....	+21.120	+26.380	+40.184	+36.680
<b>B. Compte de capital et d'opérations financières .....</b>	<b>+16.464</b>	<b>-583</b>	<b>+22.625</b>	<b>-8.476</b>
Capital.....	-83	-63	-101	-67
Opérations financières .....	+16.547	- 520	+22.726	-8.409
Secteur privé .....	+21.091	+7.557	+33.997	+5.743
Secteur public .....	-4.298	-8.330	-12.205	-13.982
Autres .....	-246	+253	+934	-170
<b>C. Ecart statistique .....</b>	<b>+ 1.238</b>	<b>+1.223</b>	<b>+2.657</b>	<b>- 946</b>
<b>Solde final .....</b>	<b>+16.065</b>	<b>-4.406</b>	<b>+43.491</b>	<b>+7.028<sup>(*)</sup></b>
(*) Ce montant ne correspond pas à la somme des rubriques en raison des arrondis.				

(1) Voir annexe statistique VIII-1

## Les opérations courantes

- Les biens** D'un montant de 33,5 milliards de dirhams, le déficit des transactions commerciales, évaluées en termes FOB, s'est réduit de 2%. Cette légère baisse recouvre une hausse de 3,7% du solde négatif des échanges de marchandises générales et, à l'inverse, une amélioration d'un quart de la valeur ajoutée réalisée sous le régime de l'admission temporaire sans paiement et comptabilisée pour 11,5 milliards de dirhams.
- Les services** Le solde excédentaire des services, qui s'est établi à 21,4 milliards de dirhams, s'est maintenu pratiquement à son niveau de l'année dernière. Au niveau des voyages, les recettes touristiques ont marqué une quasi-stabilité en s'établissant à 29,2 milliards de dirhams, alors que les dépenses ont progressé de 11,3% pour atteindre 4,9 milliards de dirhams. Cette hausse est attribuable principalement aux sorties de devises au titre du tourisme, qui représentent plus de 38% de la rubrique et qui ont augmenté de près d'un quart, en liaison notamment avec le relèvement, en février 2002, de la dotation touristique annuelle.
- S'agissant des transferts effectués par les administrations publiques et destinés, principalement, à la couverture des frais de fonctionnement des représentations diplomatiques, ils se sont traduits par des décaissements nets, de 2,7 milliards de dirhams, en accroissement de 41,7%.
- Quant aux autres services, ils ont dégagé globalement un solde négatif de 147 millions de dirhams, au lieu de 1,3 milliard en 2001. Cet allègement sensible est attribuable essentiellement à l'amélioration du surplus réalisé au niveau des services de communication, ainsi qu'à la baisse du déficit résultant des frais de transport.
- Les revenus** Le solde négatif des opérations afférentes à la rémunération du capital, d'un montant de 8,1 milliards de dirhams, s'est réduit de 13,5% ou 1,3 milliard

de dirhams, sous l'effet essentiellement de la diminution de 1,6 milliard des charges en intérêts de la dette extérieure publique, chiffrées à 7 milliards de dirhams. Cet allègement est attribuable à la baisse tant des taux d'intérêt internationaux que de l'encours de la dette extérieure. Pour leur part, les produits des placements publics à l'étranger, d'un montant de 4,1 milliards de dirhams, se sont améliorés de 14,7%, en raison principalement de l'augmentation des avoirs extérieurs, dont l'impact a largement compensé la baisse des taux de rendement. Enfin, poursuivant leur tendance haussière, les dépenses au titre des revenus des investissements étrangers ont atteint 5,3 milliards de dirhams en 2002, montant en augmentation de 17,1%.

Le solde excédentaire des transferts courants est passé de 40,2 milliards à 36,7 milliards de dirhams, dont 35,5 milliards au titre de l'excédent courant privé, en baisse de 11,2%. Cette évolution est imputable aux transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger, d'un montant de 31,7 milliards de dirhams, qui ont accusé cette année une diminution de 14% après la hausse exceptionnelle de plus de 60% enregistrée en 2001. Les opérations sur billets de banque ont porté sur un montant de 8,9 milliards de dirhams, en baisse de 44,8% alors que les virements ont augmenté de 10,2% pour s'établir à 22,8 milliards de dirhams. Quant aux pensions et autres revenus à caractère social, ils se sont élevés à 4,6 milliards de dirhams et accrus de 15,9%.

Les transferts courants

L'excédent des transferts courants publics est passé, pour sa part, de 225 millions à 1,2 milliard de dirhams, par suite de la progression sensible des dons.

### **Le compte de capital et d'opérations financières**

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un déficit d'un montant de 8,5 milliards de dirhams, au lieu d'un excédent de 22,6 milliards en 2001, généré essentiellement par le produit de la cession de 35% du capital de Maroc Telecom qui avait renforcé le volume des investissements privés étrangers.

Les flux de capitaux destinés au secteur privé sont, en effet, revenus de 38 milliards à 10,2 milliards de dirhams, dont 3,5 milliards au titre des crédits commerciaux. Quant aux prêts et investissements, leur montant est revenu de 33,3 milliards à 6,6 milliards de dirhams. Les prêts ont atteint un milliard de dirhams, au lieu de 527 millions en 2001, tandis que les investissements directs sont passés de 32,5 milliards à 5,2 milliards de dirhams. Ces derniers ont été effectués pour plus de 41% par la France et ont bénéficié principalement à l'industrie ainsi qu'au secteur immobilier.

Les prêts extérieurs contractés par le Trésor et les établissements publics se sont établis à 7,3 milliards de dirhams, montant en hausse de 3,6% par rapport à celui atteint en 2001. Cette évolution recouvre une progression de 64,3% des crédits commerciaux, chiffrés à 1,3 milliard de dirhams, et une baisse de 3,2% des prêts en devises qui se sont établis à 6,1 milliards de dirhams. Les concours mobilisés par le secteur public proviennent, cette année, pour une large part, du Fonds monétaire arabe et de la Banque européenne d'investissement qui sont intervenus à hauteur respectivement de 1,1 milliard et de 1,4 milliard de dirhams, au lieu de 843 millions et un milliard de dirhams en 2001. En revanche, les tirages au titre des prêts consentis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ainsi que par la Banque africaine de développement, qui ont porté sur respectivement 500 millions et 796 millions de dirhams, ont diminué de 26,8% et 31,1%. Les concours obtenus ont été destinés principalement à la poursuite de la réforme du secteur financier et au développement de l'infrastructure des télécommunications.

De leur côté, les dépenses relatives à l'amortissement de la dette extérieure publique se sont élevées à 21,3 milliards de dirhams. Elles se sont accrues de 10,5% par suite, essentiellement, des règlements opérés dans le cadre de la gestion active de la dette. C'est ainsi qu'un remboursement par anticipation de prêts onéreux a été effectué en faveur de la Banque africaine de développement, pour un montant global de 2,1 milliards de dirhams. Quant aux opérations de conversion de dettes en investissements, réalisées cette année avec l'Espagne, l'Italie et le Koweït, elles se sont chiffrées globalement à 1,2 milliard de dirhams.

Les transferts nets négatifs résultant des prêts et remboursements en capital de la dette extérieure publique ont ainsi atteint 14 milliards de dirhams, et marqué une hausse de 14,6%, liée pour l'essentiel aux opérations avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque africaine de développement.

En définitive, l'encours de la dette extérieure publique, qui continue de s'alléger, s'est établi, à fin décembre 2002, à 142 milliards de dirhams, représentant 35,7% du PIB, au lieu de 42,6% au terme de l'année précédente.

Compte tenu des paiements au titre des intérêts, les charges globales de la dette extérieure publique ont atteint 28,3 milliards de dirhams et représenté de nouveau 16% des recettes courantes.

## **LA REGLEMENTATION DES RELATIONS COMMERCIALES ET FINANCIERES AVEC L'ETRANGER**

L'ouverture de l'économie marocaine a été renforcée en 2002 par l'adoption de nouvelles mesures de libéralisation des opérations de change.

C'est ainsi qu'une nouvelle étape a été franchie dans la libéralisation des opérations en capital, par l'autorisation donnée aux banques de réaliser des placements en devises à l'étranger, laquelle a permis d'élargir les possibilités de placement, limitées précédemment aux opérations effectuées entre banques et avec Bank Al-Maghrib.

Les banques ont été, par ailleurs, habilitées à accorder des crédits en dirhams au profit des non-résidents, pour le financement de la construction ou de l'acquisition de biens immobiliers au Maroc, sous réserve d'un apport personnel en devises d'au moins 30% de la valeur des biens et d'un remboursement par cession de devises.

Outre l'extension de 3 mois à 1 an de l'échéance maximum des opérations de couverture du risque de change lié aux importations, de nouveaux assouplissements ont été introduits dans la réglementation des transferts courants. A cet égard, la dotation touristique annuelle a été relevée de 10.000 à 15.000 dirhams et délégation a été donnée aux banques pour délivrer les dotations en devises au profit du personnel du secteur public effectuant des missions ou des stages à l'étranger.

Enfin, conformément aux engagements pris par le Maroc pour l'instauration progressive de zones de libre-échange avec l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange (AELE), le démantèlement tarifaire s'est poursuivi en 2002 avec une baisse de 25% des droits de douane applicables à une liste de produits comprenant des matières premières, des biens intermédiaires et des produits non fabriqués localement, avant leur exonération totale le 1er mars 2003, date à partir de laquelle débutent les réductions tarifaires sur les importations de produits fabriqués localement à raison de 10% par an.

## **LE MARCHÉ DES CHANGES**

### **La cotation des devises**

En 2002, les développements observés sur les marchés des changes internationaux ont été marqués par le redressement sensible de l'euro face en particulier au dollar, à l'égard duquel il s'est apprécié de près de 15%, d'une fin d'année à l'autre. Ces évolutions se sont traduites par une appréciation de la monnaie nationale de 13,7% par rapport au dollar et de 2,7% et 2,4% à l'égard respectivement du yen et de la livre sterling. Le dirham s'est, par contre, déprécié de 3,8% comparativement à l'euro et de 5,6% par rapport au franc suisse<sup>(1)</sup>.

---

(1) Voir annexes statistiques IX-1

Le taux de change effectif du dirham, calculé sur la base des cours moyens annuels, est demeuré quasiment stable aussi bien en valeur nominale qu'en termes réels.

## **Les opérations de change**

L'évolution du marché des changes marocain au cours de l'année 2002 a été caractérisée par une baisse, en moyenne mensuelle, des dépôts en devises des banques auprès de Bank Al-Maghrib de plus de moitié et leur réorientation vers les correspondants étrangers, à la suite de l'autorisation donnée aux banques d'effectuer des placements en devises à l'étranger. Cependant, les positions de change sont restées à un niveau nettement en deçà des ratios réglementaires.

En raison du recours des banques à l'arbitrage des devises sur le marché international, les échanges interbancaires contre dirhams au comptant ont continué de s'inscrire en baisse, leur volume mensuel moyen revenant, d'une année à l'autre, de 1,5 milliard à 1,2 milliard de dirhams, soit l'équivalent de 5,6% des opérations d'achats et de ventes à la clientèle, au lieu de 7,3% en 2001.

S'agissant des opérations avec Bank Al-Maghrib, qui sont restées ponctuelles et limitées, elles n'ont concerné que les achats au comptant de devises contre dirhams, chiffrés en moyenne à 594 millions de dirhams par mois.

Les transactions de devises contre devises au comptant, réalisées par les banques marocaines auprès de leurs correspondants étrangers, ont porté sur une valeur mensuelle moyenne de 9,6 milliards de dirhams, au lieu de 10,1 milliards l'année passée. Ces opérations d'arbitrage ont concerné le dollar à hauteur de 48,2% et l'euro pour 46,1%.

L'encours mensuel moyen des contrats de couverture de change à terme est passé de 7,1 milliards à 7,9 milliards de dirhams, dont 6,5 milliards pour la couverture des risques de change liés aux importations et 1,4 milliard au titre des exportations.

Enfin, l'encours des prêts et emprunts en devises entre les banques s'est établi, en moyenne de fin de mois, à 1 milliard de dirhams et a enregistré une progression de 6,5%.

## LES FINANCES PUBLIQUES

L'année 2002 a été marquée dans le domaine des finances publiques par le report de la quasi-totalité des opérations de privatisation, qui devaient rapporter une recette de 12,5 milliards de dirhams. Le besoin de financement additionnel qui en est résulté s'est trouvé atténué, du fait que les charges afférentes à la compensation et aux intérêts de la dette se sont révélées inférieures aux prévisions. Cet allègement reflète également le maintien des dépenses de fonctionnement de l'Etat à un niveau inférieur au montant programmé, ainsi que l'accroissement des recettes fiscales. Dans ces conditions, bien que supérieur à la limite de 3% du PIB prévue initialement, le déficit budgétaire a pu être contenu à 4,3% du PIB. La couverture de ce déficit a été assurée sur le marché des adjudications, à des taux en baisse. En conséquence, la dette intérieure a augmenté, tandis que l'effort de réduction de la dette extérieure s'est poursuivi <sup>(1)</sup>.

### LOI DE FINANCES 2002

La loi de finances pour l'exercice 2002 s'inscrit dans le cadre des grandes orientations du plan de développement 2000-2004, à savoir la promotion des investissements et de l'emploi, l'assainissement des finances publiques, la dynamisation du secteur financier, l'intégration progressive du Maroc à l'économie mondiale et le développement des secteurs sociaux.

A cet égard, l'Etat a continué en 2002 sa politique de partenariat avec le secteur privé, notamment à travers la mise en place d'un accord-cadre avec les

---

(1) Voir annexes statistiques X-1 à X-4

professionnels de la filière des textiles. En outre, le démantèlement tarifaire prévu dans le cadre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne a été poursuivi. Parallèlement, les exportateurs indirects ont été autorisés à bénéficier du régime du drawback et les entreprises de transport international ont été exonérées du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée. Enfin, le droit à déduction au titre de la taxe sur la valeur ajoutée sur le gasoil a été accordé aux unités qui assurent, par leurs propres moyens, le transport routier de marchandises.

En vue de dynamiser le marché boursier, il a été décidé d'accorder aux investisseurs institutionnels un abattement de moitié sur les plus-values de cession des actions cotées et d'exonérer les personnes physiques de l'impôt général sur le revenu au titre des profits de cession de ces valeurs.

La loi de finances a également prévu la généralisation des dispositions du régime de retraite, adoptées en 1997, à l'ensemble des fonctionnaires partis à la retraite avant cette date, ainsi que la titularisation de 6.000 agents occasionnels et la création de plus de 11.000 nouveaux emplois, principalement dans le secteur de l'éducation. En outre, il a été procédé à la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux actes médicaux et aux médicaments destinés à traiter certaines maladies chroniques. Par ailleurs, le programme de lutte contre l'habitat insalubre a été appuyé par l'institution d'une taxe sur les ventes de ciment. Parallèlement, l'augmentation de 2% appliquée annuellement à la valeur locative servant au calcul de la taxe urbaine et de la taxe d'édilité n'interviendra désormais que tous les cinq ans.

## **L'EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES 2002**

Les recettes fiscales, y compris le montant de la taxe sur la valeur ajoutée transféré aux collectivités locales, ont totalisé 87,7 milliards de dirhams et progressé de 4,1% d'une année à l'autre, en raison principalement de l'accroissement du produit de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt général sur le revenu. Les recettes non fiscales, dont le taux de réalisation n'a pas dépassé

37,7%, se sont établies à 7,9 milliards de dirhams au lieu de 31,8 milliards, en liaison essentiellement avec la forte baisse des produits de la privatisation. Au total, les recettes ordinaires du Trésor sont restées en deçà de leur niveau de l'année précédente. Toutefois, hors privatisation, elles ont augmenté de 2,8%. En regard, les dépenses ordinaires ont reculé de 2,3% en un an, sous l'effet de la baisse des charges afférentes aux intérêts de la dette publique extérieure et à la compensation des produits de base.

Dans ces conditions, l'épargne budgétaire a atteint 8,4 milliards de dirhams et permis de couvrir 41,4% des dépenses d'investissement. Aussi, le déficit du Trésor s'est-il élargi de 2,6% du PIB en 2001 à 4,3% en 2002.

### **Les ressources ordinaires du Trésor**

Chiffrées à 98,9 milliards de dirhams, les recettes ordinaires du Trésor ont accusé une baisse de 16,9% qui recouvre une hausse de 4,1% des recettes fiscales et une chute de plus des trois quarts des recettes non fiscales.

L'accroissement des recettes fiscales est attribuable essentiellement aux impôts directs, notamment à l'impôt sur les sociétés qui a progressé de 10,4% pour atteindre 12,9 milliards de dirhams. Le produit de l'impôt général sur le revenu s'est, pour sa part, inscrit en hausse de 6,6% en totalisant 16,4 milliards de dirhams, au lieu de 15,3 milliards en 2001.

Pour ce qui est des recettes au titre des impôts indirects, chiffrées à 40,1 milliards de dirhams, elles ont crû de 2,2%, au lieu de 6,9% un an auparavant. Ce ralentissement est imputable à la fois au produit de la taxe sur la valeur ajoutée et à celui des taxes intérieures de consommation, dont les taux de progression sont revenus respectivement de 8,5% et 4,6% en 2001 à 2,8% et 1,4%. Les droits d'enregistrement et de timbre ont rapporté près de 5 milliards de dirhams, montant en hausse de 10%, en liaison avec l'augmentation des transactions immobilières. En revanche, en procurant 12,2 milliards de dirhams, les droits

de douane se sont inscrits en baisse de 0,9%, sous l'effet du démantèlement tarifaire prévu dans le cadre de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Les recettes non fiscales sont revenues en un an de 31,8 milliards de dirhams à 7,9 milliards, en raison essentiellement de la baisse des recettes de privatisation. Prévues pour 12,5 milliards de dirhams, celles-ci devaient provenir de la cession de 16% du capital de Maroc telecom, ainsi que de celle des participations de l'Etat dans certains organismes comme la Régie des Tabacs, la SOMACA et la Banque centrale populaire. Elles n'ont été en définitive réalisées qu'à hauteur de 5%, ne procurant qu'une recette de 621 millions de dirhams, dont 544 millions résultant de la cession aux banques populaires régionales de 21% du capital de la Banque centrale populaire, au lieu du montant exceptionnel de 23,4 milliards réalisé en 2001. En outre, les revenus de monopoles ont reculé de 13,5% en se limitant à 4,2 milliards de dirhams, en liaison, notamment, avec la baisse de plus de moitié de la contrepartie financière versée par Maroc Telecom. Les produits des domaines ont également fléchi en passant de 168 millions à 141 millions de dirhams. Enfin, les recettes diverses, d'un montant de 2,9 milliards de dirhams, ont accusé une baisse de 14,5%.

## **Les dépenses du Trésor**

Les dépenses budgétaires totales ont atteint 115,9 milliards de dirhams, accusant une diminution de 10%, qui a concerné aussi bien les dépenses ordinaires que celles d'équipement.

Arrêtées à 90,5 milliards de dirhams, les dépenses ordinaires ont marqué une baisse de 2,3%, du fait du repli des charges de la compensation de 44,7%, revenues à 4 milliards de dirhams et de la diminution de 28,3% des charges en intérêts de la dette extérieure, établies à 4,2 milliards de dirhams, les décaissements du Trésor au titre des intérêts de la dette intérieure ayant augmenté de

2,6% en s'élevant à 13,2 milliards. Les dépenses de fonctionnement, contenues à un niveau inférieur aux prévisions, ont porté sur 69 milliards de dirhams, en hausse de 3,8% par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses de personnel se sont accrues de 1,2%, atteignant 48,6 milliards et représentant 12,2% du PIB. Les charges en biens et services, d'un montant de 20,5 milliards de dirhams, ont progressé de 10,3%.

Les dépenses d'équipement ont, pour leur part, porté sur 20,3 milliards de dirhams, en baisse de 4,7% par rapport à l'année précédente. Compte tenu du solde débiteur des autres comptes spéciaux du Trésor, d'un montant de 5,1 milliards de dirhams, et de dépenses, de 120 millions de dirhams, au profit du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, le déficit s'est élevé à 17,1 milliards de dirhams. En définitive, le Trésor, qui a de nouveau réduit ses arriérés, de 231 millions de dirhams, a dégagé un déficit de caisse de 17,3 milliards de dirhams au lieu de 18,8 milliards en 2001.

## **LE FINANCEMENT DU DÉFICIT DU TRÉSOR**

Pour couvrir le besoin de financement et faire face aux sorties nettes de capitaux au titre de la dette extérieure, le Trésor a mobilisé des ressources internes pour un montant net de 28,5 milliards de dirhams dans un contexte caractérisé par l'abondance de liquidités et la baisse des taux d'intérêt.

En millions de dirhams	Année (*) 2001	Année 2002
<b>Recettes ordinaires</b> .....	<b>118.964</b>	<b>98.882</b>
Recettes fiscales .....	84.235	87.666
Recettes non fiscales .....	31.810	7.862
Recettes de certains comptes spéciaux du Trésor .....	2.919	3.354
<b>Dépenses ordinaires</b> .....	<b>92.612</b>	<b>90.491</b>
dont intérêts de la dette publique.....	(18.754)	(17.411)
<b>Solde ordinaire</b> .....	<b>26.352</b>	<b>8.391</b>
<b>Dépenses d'équipement</b> .....	<b>21.253</b>	<b>20.253</b>
<b>Solde des comptes spéciaux</b> .....	<b>-4.527</b>	<b>-5.068</b>
<b>Fonds Hassan II</b> .....	<b>10.613</b>	<b>120</b>
<b>Excédent ou déficit global</b> .....	<b>-10.041</b>	<b>-17.050</b>
<b>Variation des arriérés</b> .....	<b>-8.796</b>	<b>-231</b>
<b>Déficit de caisse</b> .....	<b>-18.837</b>	<b>-17.281</b>
<b>Financement net</b> .....	<b>18.837</b>	<b>17.281</b>
<b>Financement extérieur</b> .....	<b>-9.861</b>	<b>-11.199</b>
Tirages .....	3.342	4.484
Remboursements.....	-13.203	-15.683
<b>Financement intérieur</b> .....	<b>28.698</b>	<b>28.480</b>
Financement bancaire .....	-7.795	2.632
- Bank Al-Maghrib (**).....	(-19.227) <sup>(1)</sup>	(-1.140)
- Banques .....	(11.432)	(3.772)
Financement non bancaire .....	36.493	25.848
- Marché des capitaux .....	18.860	12.808
- Dépôts à caractère monétaire.....	113	73
- Autres dépôts .....	17.520	12.967
(*) Chiffres révisés.		
(**) Non compris les chèques pris à l'escompte.		
(1) Dont 10 milliards de dirhams de placements effectués au titre du compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.		

## Le financement extérieur

Le Trésor a bénéficié en 2002 de concours extérieurs d'un montant de 4,5 milliards de dirhams, dont 1,3 milliard sous forme de dons accordés principalement par l'Union européenne. Les prêts obtenus ont totalisé 3,2 milliards de

dirhams et émané pour l'essentiel du Fonds monétaire arabe, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. Ces ressources sont destinées en partie au soutien du développement de l'infrastructure de l'information et au financement de projets d'investissement. Toutefois, les règlements au titre du capital ont augmenté de 19%, atteignant 15,7 milliards de dirhams, y compris le remboursement par anticipation de prêts de la BAD à hauteur de 2,1 milliards de dirhams, ainsi que la conversion en investissements, pour un montant de 1,3 milliard, de dettes contractées auprès de l'Italie, du Koweït et de l'Espagne. Le flux net négatif de capitaux étrangers s'est ainsi élargi, passant, en un an, de 9,9 milliards à 11,2 milliards de dirhams.

### **Le financement intérieur**

Le Trésor a mobilisé, comme l'année précédente, des ressources intérieures, pour un montant net de 28,5 milliards de dirhams, dont 2,6 milliards auprès du système bancaire. Les émissions de bons par adjudication ont procuré un montant net de 26,8 milliards de dirhams, lequel a émané notamment des OPCVM, dont les souscriptions nettes se sont élevées à 12,3 milliards de dirhams, tandis que celles des sociétés d'assurance et des organismes de prévoyance sociale ont atteint 7,7 milliards de dirhams. En revanche, les émissions à guichet ouvert de bons du Trésor à 6 mois ont dégagé un flux négatif de 6,8 milliards de dirhams, alors que les souscriptions nettes au titre des autres emprunts se sont établies à 4,3 milliards de dirhams.

### **LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE**

L'encours de la dette publique directe, compte non tenu des dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux, s'est établi à fin décembre 2002 à 289,3 milliards de dirhams, montant légèrement en baisse par rapport à l'année précédente. Aussi, le taux d'endettement global du Trésor s'est-il réduit en un

an de 76,4% à 72,7% du PIB. L'évolution de la dette se caractérise par une baisse continue des engagements extérieurs depuis 1993, tandis que l'emprunt intérieur a tendance à s'alourdir dans un contexte marqué, au cours des deux dernières années, par la baisse des taux d'intérêt.

A fin décembre 2002, la dette intérieure s'est élevée à 197 milliards de dirhams, marquant une hausse annuelle de 8,2% et représentant 68% environ de la dette publique directe globale au lieu de 62% en 2001. Cette progression est due à l'accroissement de 26,8 milliards des fonds levés sur le marché des adjudications, dont l'encours a atteint 169,9 milliards de dirhams. Sur ce total, les banques détiennent 36,5%, suivies des compagnies d'assurances et organismes de prévoyance sociale avec 27,7% et des OPCVM avec 21,3%. Les ressources mobilisées au titre des autres instruments de la dette ont en revanche régressé, notamment les bons du Trésor à 6 mois, dont l'encours est revenu de 9,4 milliards à 2,5 milliards, en raison de la limitation de la souscription de ces bons aux seules personnes physiques depuis juillet 2002, ainsi que des baisses successives de leur taux de rémunération.

Quant à la dette extérieure, elle s'est établie à 9,1 milliards de dollars ou 92,8 milliards de dirhams au lieu de 9,5 milliards de dollars ou 110,6 milliards de dirhams un an auparavant. Ainsi, sa part dans l'endettement global est revenue de 37,8% à 32%.

## LA MONNAIE

### LA POLITIQUE MONÉTAIRE

A la faveur de la maîtrise de l'inflation et de l'évolution favorable des comptes extérieurs qui ont caractérisé l'exercice précédent, la politique monétaire menée en 2002 a œuvré pour conforter encore la stabilité des prix et consolider le processus d'assouplissement des conditions de financement de l'économie, afin de contribuer à l'amélioration des performances en matière de croissance et d'emploi.

Traduisant les orientations de la politique monétaire, l'objectif quantitatif a été fixé pour l'année 2002, par référence à l'agrégat M1, dans une fourchette de 6,5% à 7,5%, compte tenu d'un taux de croissance escompté de l'ordre de 4,5% et d'une hausse prévue des prix ne dépassant pas 2,5%. La création monétaire devait résulter, pour l'essentiel, du renforcement du niveau des réserves de change atteint au terme de l'année précédente et d'une augmentation de l'offre de crédit permettant d'assurer un financement adéquat de l'activité économique.

Dans ces conditions, Bank Al-Maghrib a réduit les taux directeurs, dès le 19 mars 2002 puis, de nouveau, le 26 décembre de la même année, de 100 points de base au total, les ramenant à 3,25% pour les avances à 7 jours sur appels d'offres et à 4,25% pour les avances à 5 jours. De même, à compter du 13 mai 2002, la banque centrale a abaissé de 3% à 2,5% le taux des reprises de liquidités, qui se substitue de fait au taux directeur plancher lorsque le marché est "hors-banque".

Eu égard à la persistance de liquidités excédentaires, la régulation du marché monétaire a été assurée, en 2002, essentiellement par le recours aux opérations de reprises de liquidités. En l'absence d'indices d'un retour du marché "en-banque", Bank Al-Maghrib a dû recourir à un relèvement du ratio de la réserve monétaire de 10% à 14%, le 26 décembre 2002. Elle a, cependant, assorti cette mesure, d'une part, de la rémunération au taux de 0,5% de la totalité des fonds

constitués à ce titre, afin que le coût en découlant n'interfère dans les mécanismes de transmission des impulsions de la politique monétaire et, d'autre part, d'une réduction des taux directeurs afin de donner un signal clair sur la détermination des autorités monétaires à favoriser la formation de meilleures conditions de financement de l'économie.

Par ailleurs, en vue de limiter la volatilité des taux pratiqués sur le marché interbancaire, Bank Al-Maghrib a rétabli, à partir du 15 avril 2002, le mode d'observance du ratio de la réserve monétaire en moyenne quotidienne au cours d'une période de référence d'un mois <sup>(1)</sup>.

## **LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE**

Bank Al-Maghrib est intervenue en 2002 essentiellement par des opérations de reprises de liquidités, pour éponger les excédents du marché et, partant, en assurer l'équilibre à un niveau permettant à la fois la formation de taux d'intérêt débiteurs favorables au soutien de l'activité économique et de taux d'intérêt créditeurs suffisamment positifs.

Au début de l'année 2002, l'effet expansif résultant de l'augmentation des recours du Trésor à Bank Al-Maghrib a plus que compensé l'impact restrictif exercé par les sorties de devises au titre des échéances de la dette extérieure. Aussi, la banque centrale a-t-elle procédé à des reprises de liquidités pour des montants qui se sont élevés à 5,2 milliards de dirhams au maximum et ce, à un taux de 3%.

De février à avril, les trésoreries bancaires ont pâti de l'incidence restrictive imputable au désengagement du Trésor vis à vis de la banque centrale et à la

---

(1) Voir annexes statistiques XI-1 à XI-13

constitution, auprès d'elle, d'un solde créditeur. Face aux tensions auxquelles a été soumis le taux interbancaire, notamment au début du mois d'avril, quand il s'était établi à 6,67%, soit nettement au-dessus du taux directeur plafond, Bank Al-Maghrib a accordé des avances à 5 jours et à 24 heures, pour plus de 2 milliards, et injecté des liquidités additionnelles à hauteur de 875 millions, en achetant des bons du Trésor dans le cadre des opérations d'open market. Aussi, le taux interbancaire est-il revenu graduellement à environ 3%.

Pour absorber les excédents de liquidités réapparus au cours des deux mois suivants, surtout en mai, consécutivement à des entrées de devises, Bank Al-Maghrib a cédé la totalité de son portefeuille de bons du Trésor et effectué des opérations de reprises de liquidités, pour des montants allant de 1,8 milliard à 3,5 milliards de dirhams, à un taux réduit à 2,5%.

Lorsque, en juillet et août, les trésoreries bancaires se sont ressenties de l'accroissement saisonnier de la circulation fiduciaire, Bank Al-Maghrib a réduit le montant des reprises de liquidités de 3 milliards à 1,5 milliard avant de renoncer momentanément à de telles opérations. Loin de connaître des tensions, comme au début du mois d'avril, le taux interbancaire s'est plutôt stabilisé légèrement en-dessous du taux des avances à 7 jours et ce, à la faveur du rétablissement de la règle du respect de la réserve monétaire en moyenne mensuelle.

L'amélioration des trésoreries bancaires, de septembre à novembre, du fait notamment du reflux saisonnier des billets et monnaies en circulation, a amené la banque centrale à recourir en permanence aux opérations de reprises de liquidités, dont le montant a de nouveau atteint 5 milliards en octobre et novembre. Le taux interbancaire s'est, en conséquence, maintenu à un niveau proche de celui des reprises de liquidités.

Après avoir géré la situation d'abondance de liquidités pendant plus d'une année et demie, Bank Al-Maghrib a, pour geler durablement les liquidités excédentaires, décidé en décembre 2002 de relever de 4 points de pourcentage le coefficient de la réserve monétaire, resté inchangé depuis 1992. Ce faisant, elle a pu, tout en mettant fin aux opérations de reprises de liquidités, éponger les

excédents persistants, d'un montant de plus de 6 milliards de dirhams, et ramener le taux interbancaire à l'intérieur de la bande délimitée par les taux des avances de Bank Al-Maghrib à 7 et 5 jours.

## **LES RÉSULTATS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE**

Sous l'effet conjugué de l'action de régulation de la liquidité et de l'abaissement des taux directeurs de Bank Al-Maghrib, le taux interbancaire moyen a connu une décrue de 145 points de base, revenant de 4,44% en 2001 à 2,99% en 2002.

Cette évolution s'est accompagnée, d'une fin d'année à l'autre, d'une diminution de l'ensemble des taux d'intérêt moyens pondérés pratiqués, toutefois de manière différenciée. En effet, les taux de rémunération des dépôts à 6 mois et à 1 an ont enregistré des baisses de 93 et de 73 points de base respectivement pour s'établir, à fin décembre 2002, à 3,59% et à 4,11%. De même, les taux offerts sur les bons du Trésor émis par adjudication ont connu un repli allant de 65 points de base pour les bons à 15 ans à plus de 210 points de base pour les échéances les plus courtes.

S'agissant du taux de rémunération des bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert, indexé sur celui des bons à 26 semaines émis par adjudication, il a été réduit de 100 points de base et fixé à 5,10% pour le premier semestre de 2002, avant d'être ramené à 3,90% et à 3,30% respectivement pour le troisième et le quatrième trimestres de cette année. Auparavant semestrielles, la période de référence et la fréquence de calcul du taux des bons du Trésor à 6 mois sont devenues trimestrielles à partir de juillet 2002.

Pour leur part, les taux rétribuant les dépôts en comptes sur carnets auprès des banques et en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale, indexés respectivement sur les taux des bons du Trésor à 52 semaines et à 5 ans

émis par adjudication, ont baissé de 130 et de 25 points de base, au total, et ont été fixés à 3,42% et à 3,50% pour le second semestre de l'année 2002.

Les taux des émissions obligataires et des titres de créances négociables ont, quant à eux, connu des réductions plus ou moins significatives eu égard à la différenciation des risques que présentent les émetteurs.

Illustrant la poursuite de la tendance baissière des conditions débitrices, le coût moyen pondéré du crédit bancaire est revenu à 8,48% au cours du second semestre de 2002, au lieu de 8,87% pour la période correspondante de l'exercice précédent, enregistrant une décre de 39 points de base, tandis que le taux moyen pondéré des concours des sociétés de financement a fléchi de 25 points de base.

Toutefois, les banques ont continué à faire bénéficier leurs meilleurs clients de taux proches des taux de base, demeurés inchangés entre 7% pour le court terme et 8,25% pour le long terme, et appliquant aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux particuliers des taux incluant des primes de risque, en fléchissement certes, mais qui paraissent encore élevées. En effet, les taux maximums observés se sont établis, pour le quatrième trimestre 2002, autour de 12,75% pour les crédits à court terme, de 13% pour les crédits à moyen terme et de 12% pour les crédits à long terme, au lieu de 13,25% pour la période correspondante de l'exercice précédent.

S'agissant de l'objectif quantitatif, l'agrégat de monnaie M1 a marqué, en glissement annuel, une hausse de 9%, supérieure à la norme monétaire arrêtée au début de l'exercice 2002 dans une fourchette de 6,5% à 7,5%. Ce dépassement, intervenu au demeurant au cours du mois de décembre, n'est pas imputable à l'évolution des sources de création monétaire mais plutôt aux transformations qu'ont connues les portefeuilles d'actifs financiers, les avoirs à vue s'étant sensiblement accrus parallèlement à la baisse des placements sous forme de dépôts à terme et, surtout, de bons du Trésor à 6 mois.

En fait, la progression de la masse monétaire au sens large, représentée par l'agrégat M3, n'a pas dépassé 6,4% en 2002, au lieu de 14,1% en 2001. Cette évolution a résulté d'un renforcement des avoirs extérieurs nets et d'une augmentation modérée du crédit intérieur, attribuable, en large partie, aux concours à l'économie. Dans le même temps, les agrégats de placements liquides se sont globalement accrus de 20,6%. Au total, les liquidités de l'économie, constituées de M3 et de l'ensemble des agrégats de placements liquides, ont augmenté de 11,7% en moyenne, au lieu de 9,9% en 2001.

Le rythme d'accroissement des liquidités s'est avéré nettement supérieur au taux de croissance à prix courants de l'activité économique, lequel s'est établi à 3,8%, indiquant un ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie et un renforcement des encaisses. Aussi, l'inflation est-elle restée modérée, l'accélération de la hausse de l'indice du coût de la vie, passée de 0,6% en 2001 à 2,8% en 2002, ayant été déterminée exclusivement par le renchérissement de 4,3% des prix des produits alimentaires, sujets à d'amples fluctuations conjoncturelles, alors que l'augmentation des prix des autres biens et services n'a pas dépassé 1,6%, au lieu de 2% l'exercice précédent.



Les crédits bancaires ont augmenté de 3,5% cette année, soit à un rythme proche de celui de la progression du PIB à prix courants. Cette évolution s'est effectuée dans un contexte d'abondance de liquidités où les banques ont employé leurs excédents sur le marché monétaire à de faibles taux de rendement. Dans le même temps, les petites et moyennes entreprises ont continué de souligner leurs difficultés d'accéder au crédit bancaire. De fait, en raison de l'ampleur de leur portefeuille de créances en souffrance, les banques tendent à

être plus sélectives en matière de distribution de crédit et à appliquer des primes de risque élevées notamment dans les cas d'insuffisance des garanties réelles ou de manque de transparence des situations financières.

Dans ce contexte, les petites et moyennes entreprises gagneraient, dans le cadre de leur mise à niveau, d'une part, à améliorer la qualité de leur information financière et, d'autre part, à recourir aux mécanismes spécifiques de garantie et de financement mis en place par les pouvoirs publics. De même, le système bancaire devrait faire preuve de plus de dynamisme dans la prospection de projets bancables. Au demeurant, l'amélioration de l'attractivité du marché des capitaux inciterait les sociétés de plus grande taille à bénéficier davantage des financements alternatifs et rehausserait d'autant l'intérêt des banques pour les petites et moyennes entreprises. Ces conditions sont de nature à favoriser la réduction de la marge d'intermédiation et partant du coût de financement de l'économie, plus particulièrement celui de ses composantes constituées de petites et moyennes entreprises.

Il importe de souligner qu'une nouvelle politique de promotion de cette catégorie d'unités a été initiée avec la promulgation de la loi n° 53 00 du 23 juillet 2002 formant charte de la petite et moyenne entreprise (PME). Celle-ci a notamment fixé les conditions d'éligibilité à ce statut et prévu la création d'une Agence nationale pour la promotion de la PME ainsi que l'introduction de mesures spécifiques d'ordres financier, foncier et administratif en faveur de ces entreprises.

## LES AGRÉGATS DE MONNAIE

Les agrégats de monnaie ont enregistré des hausses chiffrées à 9% pour M1 et à 6,4% pour M3, nettement moins rapides que celles de 15,9% et de 14,1% constatées à l'issue de l'exercice précédent. L'évolution de la masse monétaire au sens large représentée par l'agrégat M3, qui s'est établi à 355,5 milliards de dirhams, a concerné l'ensemble des composantes, toutefois de manière différenciée. En effet, le taux d'accroissement de la circulation fiduciaire est revenu de 13,5% à 5,3%, celui de la monnaie scripturale de 17,1% à 10,7% et celui des comptes d'épargne de 12,3% à 8,9%, les dépôts à terme ayant même accusé une contraction de 1,1% en 2002 alors qu'ils s'étaient renforcés de 10,5% en 2001.

Parallèlement, les agrégats de placements liquides (PL), évalués globalement à 39,7 milliards de dirhams, ont connu une augmentation de 6,8 milliards ou 20,6%, rythme comparable à celui de l'année 2001.

L'évolution des agrégats de monnaie a résulté, au niveau des contreparties de M3, d'un nouveau renforcement des avoirs extérieurs nets, de 8,8 milliards de dirhams ou 8,7%, et d'une augmentation du crédit intérieur à caractère monétaire de 5,5%, attribuable à l'accroissement des concours à l'économie de 9,3 milliards ou 4,3% et des créances sur l'Etat de 2,4 milliards ou 3%<sup>(1)</sup>.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des différents agrégats de monnaie :

---

(1) Voir annexes statistiques XII-1 à XII-15

Encours en millions de dirhams	Fin décembre 2000	Fin décembre 2001		Fin décembre 2002	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
- Monnaie fiduciaire .....	58.169	66.025	+ 13,5	69.556	+ 5,3
- Monnaie scripturale .....	123.094	144.087	+ 17,1	159.522	+10,7
<b>Agrégat M1</b> .....	<b>181.263</b>	<b>210.112</b>	<b>+ 15,9</b>	<b>229.078</b>	<b>+ 9,0</b>
- Placements à vue (M2-M1)...	35.240	39.581	+ 12,3	43.097	+ 8,9
<b>Agrégat M2</b> .....	<b>216.503</b>	<b>249.693</b>	<b>+ 15,3</b>	<b>272.175</b>	<b>+ 9,0</b>
- Placements à terme (M3-M2)	76.281	84.294	+ 10,5	83.337	- 1,1
<b>Agrégat M3</b> .....	<b>292.784</b>	<b>333.987</b>	<b>+ 14,1</b>	<b>355.512</b>	<b>+ 6,4</b>

## L'agrégat M1

Constitué de la circulation fiduciaire et de la monnaie scripturale, l'agrégat M1 a fortement baissé en janvier avant de s'orienter à la hausse pendant le reste de l'année, à l'exception des mois d'avril, de septembre et d'octobre pendant lesquels il s'est inscrit en fléchissement. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées en juin et décembre consécutivement à l'expansion des dépôts à vue auprès des banques respectivement de 6,4% et de 4,9%. A fin décembre 2002, l'agrégat M1 s'est établi à 229,1 milliards de dirhams et accru de 19 milliards ou 9%, contre 15,9% à l'issue de l'exercice précédent. Sa part dans l'agrégat M3 s'est élargie de 1,5 point de pourcentage pour atteindre 64,4%.

Conformément à son profil saisonnier, la monnaie fiduciaire a accusé une contraction durant les quatre premiers mois de l'année, sauf en février qui a coïncidé avec la célébration de la fête de l'Idul Adha. La demande de billets et monnaies s'est par la suite intensifiée, particulièrement en juillet et août, en relation avec la commercialisation de la récolte céréalière, les périodes de vacances et l'afflux des touristes ainsi que des Marocains résidant à l'étranger. Après son reflux saisonnier pendant les trois mois suivants, elle a de nouveau

augmenté en décembre qui a été marqué cette année par l'avènement de l'Idul Fitre. En s'élevant à 69,6 milliards de dirhams, la monnaie fiduciaire a enregistré, en 2002, une hausse de 3,5 milliards ou 5,3%, moins rapide que celle de 13,5% observée un an auparavant. Aussi, sa part dans la masse monétaire s'est-elle légèrement réduite à 19,6%, contre 19,8% à fin décembre 2001.

La monnaie scripturale, dont l'évolution a été caractérisée par une grande volatilité d'un mois à l'autre, s'est élevée à fin décembre 2002 à 159,5 milliards de dirhams, en progression annuelle de 15,4 milliards ou 10,7%, au lieu de 17,1% à l'issue de l'exercice précédent. Les dépôts en comptes de chèques auprès des banques, d'un montant de 98,1 milliards, ont marqué une hausse de 12,5 milliards ou 14,6%, recouvrant un accroissement de 4,1 milliards ou 12,5% des avoirs des Marocains résidant à l'étranger. Pour leur part, les disponibilités en comptes courants chez les banques se sont établies à 39,9 milliards et accrues de 2,8 milliards ou 7,4%. Les avoirs à vue auprès du Trésor et du Service des chèques postaux ont, quant à eux, avec 8,4 milliards, augmenté légèrement par rapport à fin décembre 2001. La part de la monnaie scripturale dans la masse monétaire a atteint 44,9%, en élargissement de 1,8 point de pourcentage comparativement à l'année précédente.

## **L'agrégat M2**

Recensant les placements à vue non transférables par chèques, l'ensemble M2-M1 (M2 moins M1) a connu une hausse continue pour s'établir à fin décembre 2002 à 43,1 milliards de dirhams, en accroissement annuel de 3,5 milliards ou 8,9%, au lieu de 12,3% un an auparavant. Les dépôts en comptes sur carnets auprès des banques, d'un montant de 35,8 milliards, ont augmenté de 2,8 milliards ou 8,4%, au lieu de 13,7%. Chiffrés à 7,3 milliards, les avoirs en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale se sont, quant à eux, accrues de 736 millions ou 11,2% contre 5,9% en 2001. Ces évolutions semblent indiquer que le développement des comptes d'épargne, dont la part au sein de

l'agrégat M3 est passée de 11,9% en 2001 à 12,1% en 2002, ne s'est pas ressenti outre mesure de la réduction des taux de rémunération.

L'agrégat M2, qui recouvre M1 et l'ensemble M2-M1, s'est établi à 272,2 milliards de dirhams et a marqué une progression de 22,5 milliards ou 9%, au lieu de 15,3% à l'issue de l'exercice précédent.

### **L'agrégat M3**

Constitué des placements à terme sous forme de comptes et bons à échéance fixe et de certificats de dépôt, l'ensemble M3-M2 s'est inscrit en baisse quasi continue pendant les sept premiers mois, avant d'enregistrer un mouvement à la hausse durant le reste de l'année, à l'exception de novembre. Il s'est élevé à fin décembre 2002 à 83,3 milliards de dirhams, en contraction annuelle de 957 millions ou 1,1%, alors qu'il avait connu une progression de 10,5% en 2001. Cette évolution a concerné tant les disponibilités en comptes et bons à échéance fixe, d'un montant de 82,5 milliards, qui ont fléchi de 790 millions ou 0,9%, que les certificats de dépôt détenus par les entreprises non financières et les particuliers, qui ont régressé de 167 millions ou 17,1%. Dans un contexte d'abondance de liquidités, les placements à terme semblent avoir pâti de la baisse des taux de rémunération, avant de bénéficier de l'afflux d'une partie des fonds précédemment investis en bons du Trésor à 6 mois. La part des placements à terme dans la masse monétaire s'est rétrécie de 1,8 point de pourcentage, revenant de 25,2% à 23,4% d'une fin d'année à l'autre.

En définitive, l'agrégat M3, constitué de M2 et de l'ensemble M3-M2, a atteint 355,5 milliards de dirhams et connu une progression de 21,5 milliards ou 6,4%, au lieu de 41,2 milliards ou 14,1% en 2001.

## LES AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES

Évalué à 39,7 milliards de dirhams, l'encours des actifs recensés dans les agrégats de placements liquides (PL) a marqué une hausse de 6,8 milliards ou 20,6%, comparable à celle de l'exercice précédent. Cette évolution recouvre une forte expansion de l'agrégat PL2 et, à l'inverse, une nette contraction des agrégats PL1 et PL3.

Le tableau ci-après fait ressortir l'évolution des différents agrégats de placements liquides :

Encours en millions de dirhams	Fin décembre 2000	Fin décembre 2001		Fin décembre 2002	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
Agrégat PL 1	11.420	13.906	+21,8	8.787	-36,8
Agrégat PL 2	12.722	17.111	+34,5	29.696	+73,5
Agrégat PL 3	3.214	1.936	-39,8	1.247	-35,6
<b>Total des agrégats PL</b>	<b>27.356</b>	<b>32.953</b>	<b>+20,5</b>	<b>39.730</b>	<b>+20,6</b>

### L'agrégat PL1

Après avoir connu une hausse de 21,8% en 2001, l'agrégat PL1, qui recouvre essentiellement les titres de créances négociables, autres que les certificats de dépôt, souscrits par les entreprises non financières et les particuliers, a accusé une contraction de 5,1 milliards ou 36,8%, revenant à 8,8 milliards de dirhams à fin décembre 2002. Cette évolution est liée exclusivement au repli, d'une fin d'année à l'autre, de 6,9 milliards ou 73,4% des souscriptions nettes aux bons du Trésor à 6 mois, dont l'encours est passé de 9,4 milliards à fin décembre 2001 à 13,9 milliards à fin juin 2002 avant de chuter à 2,5 milliards à

fin décembre de cette année et ce, en liaison avec les réductions successives du taux de rémunération et la limitation de la possibilité de souscriptions de ces bons aux seules personnes physiques à partir de juillet 2002. Les acquisitions de bons du Trésor négociables ont, en revanche, augmenté de 1,6 milliard ou 38,6% et celles de bons des sociétés de financement de 147 millions ou 56,3%.

### **L'agrégat PL2**

L'agrégat PL2, qui recense les titres d'OPCVM obligataires pour 29,7 milliards de dirhams, a enregistré une expansion de 12,6 milliards ou 73,5% après celle de 34,5% observée à l'issue de l'exercice précédent. Acquis, pour l'essentiel, à l'issue des cinq premiers mois, cette évolution a trouvé son origine dans l'augmentation de la demande et l'appréciation des cours induite par la décreue des taux d'intérêt.

### **L'agrégat PL3**

L'agrégat PL3, qui recouvre les titres émis par les OPCVM actions et diversifiés, s'est établi à 1,2 milliard de dirhams, en fléchissement de 689 millions ou 35,6% et ce, pour la quatrième année consécutive, en relation avec les contre-performances de la Bourse des valeurs de Casablanca.

## **LA LIQUIDITÉ DE L'ÉCONOMIE**

Constituées de la masse monétaire au sens large et du total des agrégats de placements liquides, les liquidités mises à la disposition de l'économie ont atteint, en moyenne des encours de fin de mois, 383,8 milliards de dirhams et marqué une hausse de 11,7%, supérieure à celle de 9,9% constatée en 2001.

Cette évolution recouvre une décélération du rythme de progression des agrégats de monnaie, revenu d'une année à l'autre de 11,7% à 9,5% pour M3, et une expansion des agrégats de placements liquides de 31,7% en 2002 contre un repli de 4,2% en 2001.

En millions de dirhams <sup>(1)</sup>	2000	2001		2002	
	Montants	Montants	Variations en %	Montants	Variations en %
<b>I- Agrégat M3</b> .....	<b>277.483</b>	<b>309.915</b>	<b>+ 11,7</b>	<b>339.361</b>	<b>+ 9,5</b>
M1.....	171.690	193.359	+ 12,6	215.320	+11,4
M3-M1.....	105.793	116.556	+ 10,2	124.040	+ 6,4
<b>II- Agrégats PL</b> .....	<b>35.220</b>	<b>33.733</b>	<b>- 4,2</b>	<b>44.433</b>	<b>+31,7</b>
<b>Liquidités totales (I + II)</b>	<b>312.703</b>	<b>343.649</b>	<b>+ 9,9</b>	<b>383.794</b>	<b>+11,7</b>

(1) En moyenne des encours de fin de mois.

En 2002, les liquidités de l'économie ont augmenté à un rythme supérieur à celui de la croissance tant du PIB hors agriculture à prix courants, de 3,1%, que du PIB global, de 3,8%, et du Revenu national brut disponible (RNBD) de 2,8%. Aussi, le taux de liquidité de l'économie, quel que soit l'indicateur retenu, s'est-il élargi d'une année à l'autre, tel qu'il ressort du tableau ci-après :

Taux de liquidité de l'économie (en pourcentage)	2000	2001	2002
<u>M1</u> ..... PIB hors agriculture	56,4	59,8	64,5
<u>M3</u> ..... PIB hors agriculture	91,1	95,8	101,7
<u>M3</u> ..... RNBD	74,8	74,7	79,6
<u>Liquidités totales</u> ..... PIB hors agriculture	102,7	106,2	115,0
<u>Liquidités totales</u> ..... PIB	88,3	89,7	96,5
<u>Liquidités totales</u> ..... RNBD	84,3	82,8	90,0

Parallèlement, la vitesse de circulation de la monnaie, que reflète le rapport entre le PIB à prix courants et la masse monétaire au sens large, s'est ralentie, revenant de 1,24 en 2001 à 1,17 en 2002.

### LES CONTREPARTIES DE M3

La création monétaire a résulté en 2002 d'un nouvel accroissement des avoirs extérieurs nets de 8,7% et d'une augmentation du crédit intérieur à caractère monétaire de 5,5%, elle-même attribuable à une progression des concours à l'économie de 4,3% et des créances sur l'Etat de 3% .

Le tableau ci-après retrace l'évolution des contreparties de M3 :

Encours en millions de dirhams	Fin décembre 2000	Fin décembre 2001		Fin décembre 2002	
	Montants	Montants	Vari- tions en %	Montants	Vari- tions en %
<b>Avoirs extérieurs nets (I).....</b>	<b>54.685</b>	<b>101.949</b>	<b>+ 86,4</b>	<b>110.780</b>	<b>+ 8,7</b>
<b>Crédit intérieur global</b>					
A. Créances sur l'Etat.....	85.934	78.329	- 8,8	80.697	+ 3,0
B. Concours à l'économie.....	208.024	216.951	+ 4,3	226.221	+ 4,3
C. Contrepartie des avoirs auprès de la C.E.N. ....	6.208	6.576	+ 5,9	7.312	+12,2
<b>Total (A + B + C).....</b>	<b>300.166</b>	<b>301.856</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>314.230</b>	<b>+ 4,1</b>
<i>à déduire :</i>					
<i>Ressources à caractère non monétaire.....</i>	<i>58.534</i>	<i>60.875</i>	<i>+ 4,0</i>	<i>60.011</i>	<i>- 1,4</i>
<b>Crédit intérieur à caractère monétaire (II).....</b>	<b>241.632</b>	<b>240.981</b>	<b>- 0,3</b>	<b>254.219</b>	<b>+ 5,5</b>
<b>Total des contreparties (I+II)</b>	<b>296.317</b>	<b>342. 930</b>	<b>+ 15,7</b>	<b>364.999</b>	<b>+ 6,4</b>
<b>Solde des éléments divers ....</b>	<b>- 3.533</b>	<b>- 8.942</b>	<b>-</b>	<b>-9.487</b>	<b>-</b>
<b>P.M : Agrégat M3.....</b>	<b>292.784</b>	<b>333.987</b>	<b>+ 14,1</b>	<b>355.512</b>	<b>+ 6,4</b>

## Les avoirs extérieurs nets

Après avoir subi une forte baisse à la suite du paiement d'importantes échéances de la dette extérieure en janvier, les avoirs extérieurs nets se sont continuellement orientés à la hausse durant le reste de l'année, à l'exception du mois d'octobre pendant lequel ils ont légèrement fléchi. A fin décembre 2002, les réserves de change ont été évaluées à 110,8 milliards de dirhams, en accroissement de 8,8 milliards ou 8,7% après celui de 47,3 milliards ou 86,4%

constaté à l'issue de l'exercice précédent. Ce renforcement est lié notamment aux résultats des comptes extérieurs et en particulier au maintien d'un flux élevé des recettes touristiques ainsi que des transferts des Marocains résidant à l'étranger.

Les réserves nettes de change de Bank Al-Maghrib ont augmenté de 5,2 milliards ou 5,3%, tandis que celles des banques ont connu une expansion de 3,6 milliards ou 134,3%, atteignant 104,5 milliards et 6,3 milliards de dirhams respectivement. L'évolution des avoirs extérieurs des banques a résulté, pour l'essentiel, du transfert, chez les correspondants étrangers, de la quasi-totalité des dépôts en devises précédemment constitués par les banques auprès de Bank Al-Maghrib et ce, consécutivement à la libéralisation des placements en devises des banques. Celles-ci peuvent désormais effectuer des dépôts auprès de contreparties à l'étranger et acquérir des titres souverains ou émis par des institutions financières multilatérales.

### **Les créances sur l'Etat**

Le retard pris dans la réalisation des opérations de privatisation programmées dans le cadre de la loi de finances pour 2002 s'est traduit par l'apparition d'un besoin de financement du Trésor plus important que prévu. Sa couverture ainsi que celle des règlements extérieurs nets ont été assurées, à la faveur de l'abondance des liquidités qui a caractérisé l'année 2002, par le biais des recours au marché des adjudications à hauteur de 26,8 milliards levés essentiellement auprès d'institutions financières non bancaires, notamment les OPCVM. Aussi, le financement monétaire du Trésor est-il resté relativement limité.

En effet, après avoir baissé de 7,6 milliards ou 8,8% en 2001, les créances sur l'Etat ont enregistré une augmentation ne dépassant pas 2,4 milliards ou 3% pour s'établir à fin décembre 2002 à 80,7 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre un accroissement de 3,8 milliards ou 5,1% des recours du Trésor aux banques et une diminution de 1,5 milliard de sa position nette à l'égard de Bank

Al-Maghrib. Le Trésor s'est désendetté, d'une fin d'année à l'autre, pour 951 millions vis-à-vis de la banque centrale, auprès de laquelle il a, en outre, constitué un solde créditeur additionnel de 516 millions.

### **Les concours à l'économie**

La progression des crédits est restée faible dans une conjoncture de croissance économique modérée, caractérisée par l'abondance des liquidités et la baisse des taux d'intérêt qui ont incité certaines grandes entreprises à recourir à des financements alternatifs sur le marché des capitaux. Les concours à l'économie se sont établis à 226,2 milliards de dirhams, en progression de 9,3 milliards ou 4,3%, comparable à celle de l'année 2001. Les crédits distribués par les banques ont marqué une hausse de 7,8 milliards ou 3,8%, recouvrant une nouvelle expansion des concours aux sociétés de financement, de 3,7 milliards ou 30,8%, et une augmentation de ceux consentis aux entreprises et aux particuliers de 3,2 milliards ou 1,6%. Les crédits immobiliers ont connu un essor de 14,5%, alors que les facilités de trésorerie et à l'équipement ont accusé des baisses respectives de 3,8% et de 7,2%.

En s'établissant à 314,2 milliards de dirhams, le crédit intérieur global, constitué des créances sur l'Etat et des concours à l'économie, a marqué une hausse de 12,4 milliards ou 4,1%, au lieu de 1,7 milliard ou 0,6% en 2001. Compte tenu d'une diminution de 864 millions des ressources non monétaires, le crédit intérieur à caractère monétaire a, en définitive, augmenté de 13,2 milliards ou 5,5%, alors qu'il s'était inscrit en légère baisse un an auparavant.

## LES INSTRUMENTS DE PAIEMENT

La monnaie fiduciaire continue d'être largement utilisée dans le règlement des transactions. Toutefois, sa part dans le total des moyens de paiement proprement dits ne cesse de baisser, revenant de 31,4% en 2001 à 30,4% en 2002. Parallèlement, celle des instruments scripturaux s'accroît, comme en témoigne l'augmentation tant du nombre que du montant total des transactions réglées par chèques, recensées au niveau des chambres de compensation. Au demeurant, cette évolution s'est accompagnée d'une diminution du taux moyen de rejet à un niveau ne dépassant pas 2,5%.

En raison du développement des instruments de paiement scripturaux et de l'expansion des opérations de compensation en découlant, Bank Al-Maghrib avait mis en place en 2001, en collaboration avec les établissements bancaires, le Système Interbancaire Marocain de Télécompensation (SIMT). Testé depuis février de cette même année, celui-ci est devenu opérationnel, à compter de février 2003, pour les chèques échangés sur la place de Casablanca.

Par ailleurs, en vue de promouvoir les cartes bancaires comme moyen de paiement, le "Centre Monétique Interbancaire" (CMI), agréé comme société de financement en avril 2002, devrait démarrer ses activités au cours du deuxième semestre de l'année 2003.

## LES BILLETS ET MONNAIES

La valeur totale des billets et des pièces de monnaie en circulation s'est élevée, à fin décembre 2002, à 73,2 milliards de dirhams, en progression de 3,6 milliards ou 5,1%, nettement moins rapide que celle, exceptionnellement élevée, enregistrée à l'issue de l'exercice précédent. L'année 2001 avait en effet connu une forte expansion des agrégats de monnaie, liée à un flux record de devises.

Chiffres à fin décembre	Nombre en milliers d'unités			Valeur en millions de dirhams		
	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2000	Année 2001	Année 2002
<b>Billets en circulation</b>						
5 dirhams.....	4.243	4.218	4.179	21,2	21,1	20,9
10 dirhams.....	23.123	19.731	17.886	231,2	197,3	178,9
20 dirhams.....	48.063	50.423	49.202	961,3	1.008,5	984,0
50 dirhams.....	34.501	35.755	36.441	1.725,0	1.787,8	1.822,0
100 dirhams.....	279.543	303.142	311.808	27.954,3	30.314,2	31.180,8
200 dirhams.....	146.788	174.870	187.981	29.357,7	34.974,0	37.596,2
<b>Total des billets.....</b>	<b>536.261</b>	<b>588.139</b>	<b>607.497</b>	<b>60.250,7</b>	<b>68.302,9</b>	<b>71.782,8</b>
<b>Total des pièces.....</b>	<b>1.416.354</b>	<b>1.492.638</b>	<b>1.556.161</b>	<b>1.192,9</b>	<b>1.292,4</b>	<b>1.387,8</b>

Représentant environ 98% de la circulation fiduciaire, la valeur des billets de banque s'est élevée à 71,8 milliards de dirhams. Sur ce total, la part des coupures de 200 dirhams est passée de 51,2% à 52,4%, alors que celle des billets de 100 dirhams est revenue de 44,4% à 43,4% d'une année à l'autre. S'agissant des coupures de 50 dirhams et de 20 dirhams, elles ont continué de représenter de faibles proportions, soit 2,5% et 1,4% respectivement. Quant à la valeur des pièces de monnaie en circulation, constituée à hauteur de 30,7% de pièces de 10 dirhams et de 24,3% de pièces de 5 dirhams, elle s'est établie à 1,4 milliard de dirhams.

Effectuées principalement par les banques et les comptables publics, les opérations de versement et de retrait de billets et de pièces de monnaie auprès des guichets de Bank Al-Maghrib se sont soldées en 2002 par des sorties nettes de fonds de l'ordre de 3,6 milliards de dirhams, au lieu de 7,8 milliards à l'issue de l'exercice précédent. Les banques sont à l'origine de ce ralentissement, leurs versements ayant nettement excédé les retraits auprès des guichets de Bank Al-Maghrib. <sup>(1)</sup>

(1) Voir annexe statistique XIII-1

En millions de dirhams	Année 2000	Année 2001	Année 2002
Sorties de fonds .....	55.892	69.501	72.328
Entrées de fonds .....	54.450	61.687	68.744
Sorties nettes ... ..	1.442	7.814	3.584

En effet, les remises de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib se sont élevées à 68,7 milliards de dirhams, marquant une hausse de 11,4% du fait essentiellement de la progression des versements des banques qui se sont accrus de 7,3 milliards ou 13,2% pour s'établir à 62,5 milliards de dirhams, soit 91% du total. Les versements des comptes publics ont, pour leur part, augmenté de 6,7%, passant de 4,8 milliards à 5,1 milliards d'une année à l'autre.

S'agissant des sorties de fonds, elles ont porté sur 72,3 milliards de dirhams en 2002, enregistrant un accroissement de 2,8 milliards ou 4,1%, contre 24,3% un an auparavant. Les retraits des banques, chiffrés à 48,6 milliards, ont marqué une légère hausse de 1,9%, tandis que ceux des comptes publics ont augmenté de 8,2% pour atteindre 21,6 milliards de dirhams.

En vue d'améliorer l'état de la circulation fiduciaire, Bank Al-Maghrib procède systématiquement au tri des billets et monnaies versés aux guichets. Ainsi, sur un total de 504,4 millions de billets reçus, 441,5 millions, soit 88%, ont été triés en 2002. Ces opérations ont donné lieu au retrait de 216,6 millions de billets ne répondant plus aux critères requis pour être remis en circulation, soit un billet sur deux.

En milliers de billets	Année 2000	Année 2001		Année 2002	
	Nombre	Nombre	Variations en %	Nombre	Variations en %
Versements aux guichets de Bank Al-Maghrib .....	464.788	511.685	+10,1	504.366	- 1,4
Billets triés.....	459.140	414.155	- 9,8	441.483	+ 6,6
Billets annulés..	358.148	208.935	- 41,7	216.635	+ 3,7

## LES PAIEMENTS SCRIPTURAUX

### Les opérations de compensation

Bank Al-Maghrib organise l'échange des valeurs entre les adhérents, au sein des 20 chambres de compensation dont elle supervise les opérations et procède au règlement des soldes en résultant.

Le nombre de chèques et d'effets échangés en 2002 s'est élevé à plus de 23 millions, en hausse de 6,8%, alors qu'il était resté quasiment inchangé en 2001. Cette évolution recouvre un accroissement du nombre d'effets traités de 4,3% et, surtout, de celui des chèques de 7,2%. Au demeurant, elle s'est accompagnée d'une diminution des taux de rejet de 23% à 20,1% pour les effets et de 3,2% à 2,5% pour les chèques. La tendance à la baisse de la proportion des chèques rejetés témoigne de l'amélioration de la confiance dans le chèque et du renforcement de sa crédibilité en tant qu'instrument de paiement<sup>(1)</sup>.

Années	Nombre d'opérations (en milliers)			Montant des opérations (en millions de dirhams)			
	Effets	Chèques	Total	Effets	Chèques	Virements	Total
2000	3.203	18.783	<b>21.986</b>	64.932	431.929	318.634	<b>815.495</b>
2001	3.320	18.660	<b>21.980</b>	69.330	438.878	363.438	<b>871.646</b>
2002	3.464	20.010	<b>23.474</b>	71.372	453.269	368.620	<b>893.261</b>

La valeur totale des chèques, effets et virements, de 893,3 milliards de dirhams, s'est accrue de 21,6 milliards ou 2,5%, contre 6,9% en l'an 2001. Cette

(1) Voir annexe statistique XIII-2

décélération a résulté principalement d'un ralentissement des rythmes de progression de la valeur des virements et des effets, revenus respectivement de 14,1% et 6,8% en 2001 à 1,4% et 2,9% en 2002. Le taux d'augmentation du montant des chèques est, quant à lui, passé de 1,6% à 3,3% d'une année à l'autre. S'agissant de la répartition par instrument, elle est restée quasiment inchangée par rapport à l'année précédente, s'établissant à 50,7% pour les chèques, à 41,3% pour les virements et à 8% pour les effets.

## **Le Système Interbancaire Marocain de Télécompensation**

Testé à partir de février 2001 pour les chèques, en parallèle avec l'échange physique de ces valeurs, le Système Interbancaire Marocain de Télécompensation (SIMT), qui a été élargi à l'ensemble des banques, est devenu opérationnel depuis février 2003.

Limitée actuellement aux chèques échangés sur la place de Casablanca, la télécompensation sera graduellement étendue aux effets et aux virements ainsi qu'aux autres villes du Royaume et ce, afin de réduire les délais tout en améliorant la sécurité des opérations de règlement des valeurs.

## **La centralisation des incidents de paiement**

Pour lutter contre l'émission de chèques sans provision et améliorer la confiance en cet instrument, le Service Central des Incidents de Paiement (SCIP), géré par Bank Al-Maghrib, centralise les déclarations des incidents de paiement et tient à jour un fichier sur les personnes physiques et morales qui en sont à l'origine. Les établissements habilités à tenir des comptes chèques doivent se renseigner, auprès du SCIP, sur les demandeurs d'ouverture de compte avant de leur remettre des chéquiers.

En 2002, le SCIP a reçu 291.287 déclarations de non-paiement de chèques pour absence ou insuffisance de provision. S'inscrivant dans la tendance observée au cours des dernières années, ces déclarations ont enregistré en 2002 une baisse de 4,8%, alors que le taux de régularisation des incidents de paiement a atteint 25,3%, au lieu de 22% l'exercice précédent.

Les demandes de renseignements, notamment avant la remise de chéquiers aux demandeurs d'ouverture de comptes, se sont, quant à elles, établies à 703.252, en baisse de 5,2% après avoir augmenté de 24% en l'an 2001.

### **Les cartes bancaires**

Le nombre de cartes bancaires émises a atteint 1,5 million d'unités à fin 2002, marquant une hausse annuelle de 15,3%, tandis que celui des guichets automatiques s'est accru de 21% pour s'établir à 1.162 unités. S'agissant des opérations de retrait d'espèces par cartes, leur nombre a avoisiné 37,8 millions et enregistré une expansion de 22,6%, qui fait suite à celle de 50,9% observée en 2001. Elles ont porté sur un montant de 24,6 milliards de dirhams, au lieu de 18,7 milliards au terme de l'exercice précédent. Quant aux paiements effectués par cartes, ils ont concerné 2,4 millions d'opérations pour une valeur globale de 1,4 milliard de dirhams, au lieu de 2,3 millions d'opérations et 1,3 milliard de dirhams en 2001.

Afin de promouvoir les cartes bancaires comme moyen de paiement, le Groupement Professionnel des Banques du Maroc (GPBM) a mis en place le Centre Monétique Interbancaire (CMI). Celui-ci permettra, à travers l'interconnexion des quatre réseaux existants de cartes bancaires, la centralisation, le traitement et la sécurisation des transactions monétiques.

## LE CRÉDIT

Dans un contexte de modération de la croissance économique, caractérisé par l'abondance des liquidités et la baisse des taux d'intérêt, qui ont incité certaines grandes entreprises à recourir aux marchés de capitaux, ainsi que par la montée des risques que traduit l'augmentation des créances en souffrance, les concours des établissements de crédit ont marqué une progression limitée de 5,4 milliards ou 2,4%, s'établissant, à fin décembre 2002, à 233,3 milliards de dirhams (\*), soit près de 59% du PIB.

Les prêts bancaires octroyés aux entreprises et aux particuliers, qui représentent 85,3% du total, ont augmenté de près de 2%, tandis que les concours des sociétés de financement se sont accrus de 9,3%.

### LES CRÉDITS DISTRIBUÉS PAR LES BANQUES (\*\*)

L'encours des crédits bancaires s'est établi à 214,3 milliards de dirhams, en hausse de 7,3 milliards ou 3,5%, rythme légèrement inférieur à celui de 4,2% observé en 2001.

---

(\*) Non compris les crédits accordés par les banques aux sociétés de financement.

(\*\*) Cette répartition établie au cours des dernières années à partir des bilans des banques sera remplacée, à compter de 2003, par une nouvelle série élaborée conformément aux prescriptions du plan comptable entré en vigueur en l'an 2000.

## Répartition des crédits bancaires selon leur objet

En millions de dirhams	Décembre 2002	En % du total
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie .....	72.403	33,8
Crédits à l'équipement.....	42.116	19,7
Crédits immobiliers .....	35.155	16,4
Crédits à la consommation .....	20.910	9,8
Créances diverses sur la clientèle .....	5.679	2,6
Créances en souffrance .....	38.021	17,7
<b>Total des crédits des banques <sup>(1)</sup>.....</b>	<b>214.284</b>	<b>100,0</b>
(1) Y compris le total des financements accordés par les banques aux sociétés de financement.		

A fin décembre 2002, l'encours des comptes débiteurs et des crédits de trésorerie, d'un montant de 72,4 milliards de dirhams, a représenté 33,8% de l'ensemble des crédits bancaires, tandis que celui des crédits à l'équipement s'est établi à 42,1 milliards, soit près d'un cinquième du total. Quant aux crédits immobiliers et à la consommation, ils ont atteint respectivement 35,2 milliards et 20,9 milliards de dirhams et constitué 16,4% et 9,8% des crédits accordés par les banques.

En ce qui concerne les créances en souffrance, elles ont atteint 38 milliards de dirhams, représentant 17,7% des crédits bancaires. Compte non tenu des banques spécialisées, ce taux est de 11,6%.

## Répartition des crédits bancaires par terme

En millions de dirhams	Décembre 2002	En % du total
<b>Crédits à court terme</b> .....	<b>92.522</b>	<b>43,2</b>
<b>Crédits à moyen et long termes</b> .....	<b>83.741</b>	<b>39,1</b>
Crédits à moyen terme.....	48.159	22,5
Crédits à long terme.....	35.582	16,6
<b>Créances en souffrance</b> .....	<b>38.021</b>	<b>17,7</b>
<b>Total des crédits des banques</b> .....	<b>214.284</b>	<b>100,0</b>

En s'élevant à 92,5 milliards de dirhams, l'encours des crédits à court terme a représenté 43,2% des crédits distribués par les banques à fin décembre 2002. Quant aux crédits à moyen terme et à long terme, ils ont atteint respectivement 48,2 milliards et 35,6 milliards de dirhams, correspondant à 22,5% et 16,6% du total.

## Répartition des crédits bancaires par secteur d'activité

En millions de dirhams	Décembre 2002	En % du total
<b>Secteur primaire</b> .....	<b>18.576</b>	<b>8,7</b>
Agriculture .....	15.923	7,4
Pêche .....	2.653	1,2
<b>Secteur secondaire</b> .....	<b>52.527</b>	<b>24,5</b>
Industries extractives .....	2.589	1,2
Énergie et eau .....	3.068	1,4
Industries manufacturières .....	34.769	16,2
Bâtiment et travaux publics .....	12.101	5,6
<b>Secteur tertiaire</b> .....	<b>143.181</b>	<b>66,8</b>
Hôtellerie .....	9.704	4,5
Transport et communications .....	6.649	3,1
Commerce .....	71.110	33,2
Activités financières .....	19.344	9,0
Autres services .....	36.374	17,0
<b>Total des crédits des banques</b> .....	<b>214.284</b>	<b>100,0</b>

L'encours des crédits consentis au secteur primaire s'est établi à 18,6 milliards de dirhams, soit 8,7% de l'ensemble des facilités octroyées par le système bancaire. Pour leur part, les crédits accordés au secteur secondaire, d'un montant de 52,5 milliards de dirhams, dont près de 35 milliards alloués aux industries de transformation, ont représenté 24,5% du total. Enfin, pour ce qui est des crédits attribués au secteur tertiaire, qui constituent plus des deux tiers du total, ils ont atteint 143,2 milliards, dont près de la moitié a bénéficié aux activités commerciales.

### LES CRÉDITS DISTRIBUÉS PAR LES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

En millions de dirhams	Déc. 2000	Déc. 2001	Déc. 2002	Variations	
				Déc.02/Déc.01	
				Montants	En %
Sociétés de crédit à la consommation	17.934	18.727	20.202	+1.475	+ 7,9
Sociétés de crédit-bail .....	9.209	10.916	12.393	+1.477	+13,5
Sociétés de crédit immobilier .....	1.152	1.209	1.241	+32	+ 2,6
Sociétés d'affacturage .....	625	528	602	+74	+14,0
Sociétés de cautionnement .....	456	511	413	-98	-19,2
<b>Total des crédits des sociétés de financement.....</b>	<b>29.376</b>	<b>31.891</b>	<b>34.851</b>	<b>+2.960</b>	<b>+ 9,3</b>

L'encours des facilités consenties par les sociétés de crédit à la consommation, d'un montant de 20,2 milliards de dirhams représentant 58% des concours des sociétés de financement, a enregistré une progression de 1,5 milliard ou 7,9%, au lieu de 4,4% en 2001. Les prêts personnels non affectés constituent 58,4% du portefeuille de crédits de ces sociétés et les prêts pour achat de véhicules près de 13%.

Quant aux concours des sociétés de crédit-bail, ils se sont établis à 12,4 milliards de dirhams, soit 35,6% des crédits des sociétés de financement, affichant

une hausse de 1,5 milliard ou 13,5%. Les financements ont été destinés à l'acquisition de biens d'équipement à hauteur de 60,2%, de voitures de tourisme à concurrence de 26,8% et de biens immeubles pour près de 7%.

Les prêts consentis par les sociétés de crédit immobilier ont, pour leur part, atteint 1,2 milliard et marqué une augmentation de 2,6%, après celle de 4,9% observée en 2001.

Chiffrés à 602 millions de dirhams, les concours des sociétés d'affacturage se sont inscrits en hausse de 74 millions ou 14%, alors qu'ils avaient accusé une baisse de 15,5% en 2001.

S'agissant des facilités des sociétés de cautionnement, elles ont régressé de 31%, à 2,2 milliards, les crédits par signature, qui représentent 81,6% du total, ayant baissé de 40,6% et ceux par décaissement de 19,2%.

#### **RÉPARTITION DES CONCOURS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT PAR AGENT ÉCONOMIQUE**

En millions de dirhams	Décembre 2002	En % du total
Sociétés.....	136.868	58,7
Entrepreneurs individuels.....	22.036	9,4
Particuliers.....	66.526	28,5
Collectivités locales et administrations publiques	7.825	3,4
<b>Total des crédits des établissements de crédit</b>	<b>233.255</b>	<b>100,0</b>

En s'élevant, à fin décembre 2002, à 136,9 milliards de dirhams, les crédits octroyés aux sociétés ont représenté 58,7% des concours consentis par les établissements de crédit. Pour leur part, les facilités bénéficiant aux particuliers ont atteint 66,5 milliards de dirhams, ou 28,5% du total, tandis que celles allouées aux entrepreneurs individuels se sont établies à 22 milliards. Enfin, les prêts aux collectivités locales ont totalisé 7,8 milliards de dirhams.

## LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En vue de renforcer la situation financière des établissements de crédit, les autorités monétaires ont poursuivi en 2002 leur action d'adaptation du dispositif prudentiel aux normes internationales. Ainsi, en juillet 2002, les modalités de calcul du coefficient minimum de liquidité ont été réaménagées et son taux a été relevé de 60% à 100%, tandis que des règles plus rigoureuses de classification et de provisionnement des créances en souffrance sont entrées en vigueur au début de 2003. En outre, la mission des auditeurs externes, ainsi que les conditions de leur agrément et de leur révocation ont été précisées. Par ailleurs, les éléments de calcul du taux effectif global ont été revus en excluant certains frais liés à la gestion des dossiers.

La libéralisation de l'activité bancaire s'est poursuivie avec la possibilité donnée aux banques d'effectuer, à partir de mai 2002, des opérations de placement en devises à l'étranger et d'accorder, à compter de décembre de la même année, à des étrangers non-résidents, des crédits en dirhams, remboursables par des apports en devises, pour l'acquisition ou la construction de biens immeubles au Maroc.

Le secteur des établissements de crédit se composait à fin décembre 2002 de 18 banques<sup>(1)</sup>, au lieu de 19, suite à une opération de fusion-absorption<sup>(2)</sup>, et de 48 sociétés de financement au lieu de 50 en 2001. La baisse du nombre de ces dernières découle du retrait d'agrément à une société de crédit à la consommation et de la liquidation, à l'initiative des actionnaires, d'une autre société exerçant la même activité. Quant au réseau bancaire, il s'est élargi, par suite de l'ouverture de 64 nouveaux guichets permanents, à 1.878 unités à fin 2002, soit un guichet pour près de 16.000 habitants.

---

(1) Y compris le Crédit populaire dont le réseau comprend la Banque centrale populaire et 16 banques populaires régionales.

(2) Banque centrale populaire et Société marocaine de dépôt et de crédit.

L'activité des établissements de crédit, telle qu'elle ressort de l'évolution de leurs ressources et emplois, s'est inscrite en progression de 5%, moins importante que celle de 9,2% enregistrée un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation de l'activité des banques de 4,7% et de celle des sociétés de financement de 8,5%.

S'agissant des six banques off-shore, installées à Tanger, cinq étaient en activité à fin décembre 2002, au lieu de quatre en 2001. Le total de leurs bilans s'est élevé à 389,1 millions de dollars, en expansion de 84%, et ce, consécutivement à la transformation d'une agence en banque off-shore, dont le total des actifs représente plus de 40% du bilan de l'ensemble des établissements de ladite place.

## L'ACTIVITÉ DES BANQUES

La structure du système bancaire est demeurée caractérisée par une forte concentration, qui s'est au demeurant accentuée en 2002. En effet, sur un total de la situation comptable cumulée des dix-huit banques, de près de 362 milliards de dirhams, la part des trois plus grandes est passée de 48,4% à 50,9%, alors que celles des six établissements moyens et des neuf autres banques sont revenues respectivement de 43,5% à 42,8% et de 8,1% à 6,3%.

Montants en milliards de dirhams	Nombre de banques		Total de la situation comptable cumulée			
			En milliards de dirhams		En %	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002
40 et plus .....	3	3	167,1	184,2	48,4	50,9
De 20 à moins de 40 .....	5	5	133,6	136,6	38,7	37,8
De 10 à moins de 20 .....	1	1	16,6	18,2	4,8	5,0
Moins de 10 .....	10	9	28,2	22,8	8,1	6,3
<b>Total .....</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>345,5</b>	<b>361,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

## Les emplois des banques

Les emplois des banques se sont élevés, à fin décembre 2002, à 367,5 milliards de dirhams<sup>(1)</sup>, en hausse de 16,4 milliards ou 4,7%. Cet accroissement s'explique principalement par la progression des crédits à l'économie et des avoirs chez les correspondants étrangers et, dans une moindre mesure, par l'augmentation de leur portefeuille de bons du Trésor<sup>(2)</sup>.

Les crédits à l'économie ont atteint 214,3 milliards de dirhams et représenté 58,3% des emplois des banques. Ils ont augmenté de 7,3 milliards ou 3,5%, rythme légèrement inférieur à celui de 4% enregistré au terme de l'année précédente. Cette décélération tient, d'une part, au ralentissement de la croissance économique et à une appréciation plus sévère des risques à la suite du renforcement des règles prudentielles et, d'autre part, à l'accroissement des recours des grandes entreprises au marché des capitaux. Cette évolution s'est accompagnée d'une augmentation des créances en souffrance, passées de 35,7 milliards à 38 milliards de dirhams, soit 17,7% du portefeuille de crédits des banques. Compte non tenu des banques spécialisées, ce taux s'établit à 11,6%.

Le portefeuille de bons du Trésor des banques s'est élevé, à fin décembre 2002, à 75,2 milliards de dirhams, en hausse de 2,9 milliards ou 4%, nettement moins importante que celle de l'année précédente. En effet, le Trésor a assuré la couverture de son besoin de financement par le recours au marché des adjudications, notamment auprès d'institutions non bancaires. Ainsi, les souscriptions nettes des banques aux bons du Trésor émis par adjudication n'ont progressé que de 1,1 milliard pour atteindre 56,7 milliards, alors qu'elles avaient augmenté de 13,2 milliards en 2001. Pour leur part, les acquisitions dans le cadre du coefficient d'emploi obligatoire en bons du Trésor à 1 an destinées au financement de programmes socio-économiques sont passées de 1,2 milliard à 1,6 milliard.

---

(1) Les emplois divers et les ressources diverses ont fait l'objet de compensation.

(2) Voir annexe statistique XIV-1

Les autres titres en portefeuille ont atteint 24,6 milliards de dirhams, en accroissement de près de 8% au lieu de 19% en 2001. Les titres de participation, évalués à 13,4 milliards de dirhams, ont augmenté de 11,6%, tandis que les titres de transaction et de placement, d'une valeur de 11,2 milliards, ont marqué une hausse de 3,6%. Cette évolution recouvre notamment un accroissement des titres émis par les entreprises non bancaires de 904 millions et une contraction des bons des sociétés de financement détenus par les banques de 348 millions de dirhams.

Les avoirs des banques auprès des correspondants étrangers se sont chiffrés, à fin décembre 2002, à 8,5 milliards de dirhams, montant en progression de 2,7 milliards ou 47%. Cette évolution est liée à la réorientation, vers les correspondants étrangers, des dépôts en devises précédemment constitués auprès de Bank Al-Maghrib et ce, consécutivement à la libéralisation, en mai, des placements en devises des banques à l'étranger, dans les limites des positions de change.

Enfin, les valeurs en caisse et avoirs liquides, qui se sont établis à 29,8 milliards de dirhams, dont 22,8 milliards au titre de la réserve monétaire, rémunérée au taux de 0,5% à partir de décembre 2002, ont marqué une hausse de 2,4% ou 707 millions. Cette évolution recouvre un accroissement de 2,8 milliards des dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib et de 901 millions de ceux constitués auprès du Trésor et du Service des chèques postaux et une chute, de 3,1 milliards de dirhams ou 96%, des dépôts en devises auprès de Bank Al-Maghrib. Les fonds constitués au titre de la réserve monétaire ont augmenté de 6,3 milliards de dirhams, à la suite du relèvement de 4 points de pourcentage de ce ratio. En conséquence, Bank Al-Maghrib a mis fin aux opérations de reprises de liquidités, dont le montant avait atteint 4 milliards de dirhams au terme de l'exercice précédent.

## Les ressources des banques

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 15,2 milliards ou 6%, au lieu de 14% en 2001, pour atteindre 269,8 milliards de dirhams, soit 73,4% de l'ensemble des ressources des banques. Cette évolution s'est accompagnée, dans un contexte caractérisé par l'aisance des trésoreries bancaires et la baisse des taux d'intérêt, d'un renforcement des comptes à vue et d'une contraction des placements à terme. En effet, les comptes créditeurs à vue non rémunérés, qui constituent près de 55% du total des dépôts, ont augmenté de 14,7 milliards ou 11%, tandis que les dépôts rémunérés ont enregistré une hausse limitée à 555 millions. Celle-ci recouvre un renforcement des comptes d'épargne de 2,8 milliards ou 8,4% et un fléchissement des dépôts à terme et des certificats de dépôt émis, respectivement de 790 millions et de 1,4 milliard.

L'encours des emprunts à moyen et long termes des banques s'est inscrit en repli de 2,3 milliards ou 10,6%, revenant à 19,9 milliards de dirhams à fin décembre 2002. Cette baisse est imputable essentiellement à la diminution des emprunts obligataires de près de 2 milliards et, dans une moindre mesure, à celle des emprunts extérieurs de 376 millions.

Les fonds propres des banques, compte non tenu des résultats de l'exercice, d'un montant de 32,7 milliards de dirhams, soit 8,9% des ressources totales, n'ont pas connu de changement notable d'une année à l'autre, résultant d'une perte limitée de capital enregistrée par la CNCA à la suite de l'abandon de créances dans le cadre de l'opération du traitement du surendettement des agriculteurs.

Les provisions, de 24,5 milliards de dirhams, ont été accrues de 2,4 milliards ou 11% en 2002, en relation principalement avec l'augmentation des créances en souffrance qui ont été couvertes à hauteur de 73% pour les banques commerciales et de 41,7% pour les banques spécialisées.

Les engagements extérieurs des banques envers les correspondants étrangers se sont inscrits en repli de 1 milliard, pour s'établir à 2,2 milliards de

dirhams, tandis que les dépôts en devises des non-résidents ont diminué de 114 millions, revenant à 527 millions de dirhams.

Enfin, compte tenu de la persistance de l'aisance des trésoreries bancaires, les recours des banques à Bank Al-Maghrib sont demeurés insignifiants.

## **L'ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT**

Le total des bilans cumulés des sociétés de financement s'est établi, à fin décembre 2002, à 36,9 milliards de dirhams, en hausse de 8,5%. Celle-ci est attribuable, pour l'essentiel, aux sociétés de crédit à la consommation et aux sociétés de crédit-bail, dont les bilans ont augmenté respectivement de 6,3% et de 15,4%<sup>(1)</sup>.

### **Les sociétés de crédit à la consommation**

Le total des bilans des 26 sociétés de crédit à la consommation s'est élevé à 21,1 milliards de dirhams, affichant une hausse de 1,3 milliard ou 6,3%, supérieure à celle de 4,2% enregistrée l'année précédente. De fait, les crédits, qui constituent plus de 94% de leurs actifs, ont augmenté de 1,2 milliard pour atteindre près de 20 milliards. Représentant environ 19% de ce montant, les créances en souffrance ont progressé de 13,6%, s'établissant à 3,9 milliards. Les provisions correspondantes sont passées de 2,3 milliards à 2,9 milliards, couvrant cette catégorie de créances à hauteur de 74,4%, au lieu de 69,3% en 2001.

---

(1) Voir annexes statistiques XIV-2 et XIV-3

## **Les sociétés de crédit-bail**

L'activité des 9 sociétés de crédit-bail a connu une progression notable en 2002. En effet, le total de leurs bilans a augmenté de 15,4%, pour s'établir à près de 13 milliards de dirhams, par suite d'une hausse de 1,6 milliard ou 14,5% des crédits, dont l'encours s'est élevé à 12,5 milliards de dirhams. S'agissant des créances en souffrance, elles se sont accrues de 6,3%, pour atteindre à 1,3 milliard. Elles ont été couvertes à hauteur de 82,5% par des provisions qui ont été renforcées de 28% et portées à un milliard.

## **Les autres sociétés de financement**

L'encours des crédits par décaissement consentis par les autres sociétés de financement s'est élevé à 2,3 milliards de dirhams, marquant une hausse de 53 millions ou 2,4%. Les facilités octroyées par les sociétés d'affacturage se sont accrues de 26%, pour s'établir à 602 millions, tandis que les concours des sociétés de crédit immobilier ont progressé de 2,6% et atteint 1,2 milliard de dirhams. En revanche, les crédits par signature des sociétés de cautionnement ont accusé une baisse de 40,6% par rapport à 2001.

## **LES COEFFICIENTS PRUDENTIELS**

A l'exception des anciens organismes financiers spécialisés, les banques ont globalement continué à se conformer à la réglementation prudentielle en vigueur. En effet, le coefficient de solvabilité de ces dernières s'est situé, en moyenne, à 12,2% à fin décembre 2002, soit au-dessus du taux réglementaire de 8% qu'elles sont tenues de respecter entre, d'une part, le total de leurs fonds propres et, d'autre part, leurs actifs et leurs engagements par signature, pondérés en fonction du degré de risque. De même, le coefficient de liquidité, porté en juillet de 60% à 100%, a atteint, en moyenne, 122,6% au terme de l'année 2002.

La position de change <sup>(1)</sup> nette définie comme étant l'écart entre les avoirs et les engagements dans une même devise ne doit pas dépasser 10% des fonds propres nets. Calculées par devise, les positions de change sont demeurées nettement inférieures au taux maximum autorisé, s'établissant en moyenne à 0,4% pour le dollar et à 1,1% pour l'euro pour les positions de change longues et à 1% pour les positions courtes sur ces mêmes devises. Les positions de change nettes globales, correspondant à la somme des positions longues ou courtes qui ne doivent pas excéder 20% pour chacune d'entre elles par rapport aux fonds propres nets, ont en moyenne baissé de 5,3% à 1,9% pour les positions longues et augmenté de 0,8% à 2,2% pour les positions courtes.

---

(1) Une position de change est dite longue lorsque les avoirs excèdent les engagements et courte dans le cas inverse.

## LE MARCHÉ DES CAPITAUX

L'expansion du volume des capitaux mobilisés sur les différents compartiments du marché des titres de créances a constitué le fait saillant de l'année 2002, caractérisée par l'abondance des liquidités et la décreue des taux d'intérêt. L'activité boursière a, quant à elle, continué d'être orientée à la baisse pour la quatrième année consécutive.

Afin de promouvoir l'investissement en bourse, des mesures fiscales incitatives ont été adoptées dans le cadre de la loi de finances 2002 et ce, pour une période de quatre ans. Un abattement de 50% de la taxe sur les plus-values a ainsi été prévu en faveur des investisseurs institutionnels, tandis qu'une exonération totale de cette taxe a été décidée au profit des personnes physiques. Parallèlement, la modernisation du marché financier s'est poursuivie avec la mise en place, en mars, d'un système de garantie de bonne fin des opérations boursières. Celui-ci assure aux intervenants le dénouement des transactions effectuées sur le marché central dans un délai normalisé de  $j + 3$ , en prévoyant des procédures pour résoudre les défauts de titres ou d'espèces. A cet effet, les sociétés de bourse sont tenues de constituer des dépôts de garantie destinés à couvrir les pertes pouvant résulter de la liquidation des positions de l'adhérent défaillant.

Enfin, en vue d'améliorer la protection des épargnants, le Conseil déontologique des valeurs mobilières a défini la relation en matière d'intermédiation et de conservation entre, d'une part, les sociétés de bourse et les banques et, d'autre part, leur clientèle et ce à travers des conventions qui précisent les droits et obligations de chaque partie.

## Le marché interbancaire

Le volume des transactions sur le marché interbancaire est revenu, en moyenne des encours de fin de mois, de 3 milliards en 2001 à moins de 2 milliards de dirhams en 2002. Cette contraction est imputable à l'aisance des trésoreries bancaires, ainsi qu'au recours croissant des intervenants aux opérations temporaires sur le marché secondaire des bons du Trésor. Dans ces conditions, la tendance à la dégrue des taux d'intérêt s'est accentuée, le taux moyen pondéré pratiqué sur ce compartiment s'étant inscrit en recul de 145 points de base, revenant, d'une année à l'autre, de 4,44% à 2,99%.<sup>(1)</sup>

## Le marché des bons du Trésor

A la faveur de l'abondance de l'offre de liquidités, le Trésor a pu accroître ses recours au marché des adjudications pour couvrir un besoin de financement important, au demeurant à des taux d'intérêt en baisse. Parallèlement, les transactions sur le marché secondaire ont connu une forte expansion.

Le volume des soumissions a atteint 283 milliards de dirhams, en progression de 61,7%. Sur ce montant global, le Trésor a retenu 75,9 milliards ou 26,8%, au lieu de 57,4 milliards un an auparavant. Les souscriptions des banques se sont élevées à 61,2 milliards contre 42,2 milliards en 2001 et celles de la Caisse de dépôt et de gestion sont passées de 10 milliards à 11,2 milliards, tandis que le volume souscrit par les compagnies d'assurance est resté stable à 1,6 milliard et celui des OPCVM est revenu de 3,6 milliards à 1,9 milliard de dirhams.

Les émissions  
de bons du Trésor

(1) Voir annexe statistique XV-1

Les émissions de bons à court terme se sont établies à 20,4 milliards de dirhams, marquant une contraction de 34,6%. Cette évolution traduit la volonté du Trésor de rallonger la maturité moyenne de ses emprunts dans une conjoncture caractérisée par la baisse des taux d'intérêt. De fait, les taux servis sur les émissions à court terme se sont inscrits en net recul, se situant en moyenne entre 2,64% et 3,76%, contre une fourchette de 4,65% à 5,26% en 2001. Les remboursements ayant atteint 28,5 milliards, l'encours des bons à court terme a accusé une baisse de l'ordre de 31% pour s'établir, en fin d'année, à 18 milliards au lieu de 26 milliards un an auparavant.

A l'inverse, le montant de bons à moyen et long termes émis par adjudication a plus que doublé, pour atteindre 55,5 milliards. Cette évolution est attribuable à l'essor du volume retenu au titre des lignes à 2 ans et à 5 ans qui s'est globalement élevé à 41,2 milliards au lieu de 23 milliards de dirhams en 2001. Le taux de rémunération des bons à 2 ans a accusé un repli de 115 points de base, pour s'établir en moyenne à 4,73%, alors que les taux appliqués aux bons à 5 ans et à 10 ans se sont situés respectivement à 5,65% et 6,19%, en recul de 57 et 54 points de base. Compte tenu des remboursements, d'un montant de 20,6 milliards, l'encours des bons à moyen et long termes s'est élevé, à fin décembre 2002, à 151,9 milliards de dirhams, en hausse de près de 30%<sup>(1)</sup>.

Le marché secondaire  
des bons du Trésor

L'expansion de l'activité sur le marché secondaire s'est poursuivie en 2002, les transactions ayant atteint, en moyenne mensuelle, 206 milliards de dirhams et totalisé 2.474 milliards contre 1.888 milliards en 2001.

Cet essor est resté, toutefois, étroitement lié au développement des opérations temporaires initiées principalement par les banques, la Caisse de dépôt et de gestion et les OPCVM. La structure des transactions par durée résiduelle fait

---

(1) Voir annexes statistiques de XV-2 à XV-4

ressortir la prédominance des échéances allant de plus de 3 ans jusqu'à 5 ans, dont la part s'est établie à 51,7%. En effet, dans un contexte de décline des taux, dont l'ampleur a été inversement proportionnelle à l'échéance, les maturités moyennes semblent avoir bénéficié de l'élargissement des différentiels des taux de rémunération par rapport aux bons à court terme.

### **Les autres titres de créances négociables**

Les émissions de titres de créances négociables autres que les bons du Trésor ont atteint 4 milliards de dirhams contre 3,6 milliards l'année antérieure. Cette évolution recouvre une contraction de plus de moitié des émissions de certificats de dépôt, d'un montant de 668 millions, une stabilité de celles de bons des sociétés de financement, au niveau de 2 milliards, et une forte progression des émissions de billets de trésorerie, passées de 25 millions à 1,3 milliard de dirhams, dont 1 milliard au titre d'une émission de l'Office national de l'électricité. L'essor de ces émissions est lié, notamment, à la baisse des taux d'intérêt servis sur les bons du Trésor, lesquels servent de référence pour la détermination de la rémunération offerte sur le marché des titres négociables.

De fait, les taux pour les durées les plus fréquentes, celle de 5 ans pour les certificats de dépôt et de 3 ans pour les bons des sociétés de financement, ont varié respectivement dans des fourchettes de 6% à 6,50% et de 5,50% à 7%, au lieu de 6% à 8% et de 6,75% à 7,50% en 2001. Pour les billets de trésorerie, dont la différenciation des taux de rémunération est plus marquée en fonction de la qualité des signatures, les taux d'intérêt se sont situés pour la maturité à 3 mois entre 3,60% et 6%.

D'une fin d'année à l'autre, l'encours global des autres titres de créances négociables s'est accru de 6% pour atteindre 11,5 milliards de dirhams, dont

7 milliards en bons des sociétés de financement, 3,4 milliards en certificats de dépôt et 1,1 milliard en billets de trésorerie<sup>(1)</sup>.

### **Les émissions obligataires**

Au terme de l'année 2002, les émissions d'emprunts obligataires ont totalisé 3,8 milliards de dirhams au lieu de 1,9 milliard un an auparavant. Les opérations les plus importantes ont été le fait de l'Office national des chemins de fer qui a réalisé un emprunt d'un montant de 1,7 milliard, garanti par l'Etat, pour une durée de 15 ans, dont une tranche au taux de 6,95% et le reliquat à un taux variable, ainsi que de l'Omnium Nord Africain qui a émis des obligations à 5 ans rémunérées à 6,35%, pour un total de 1,2 milliard. Par ailleurs, Wafasalaf a procédé à deux émissions, d'une valeur globale de 500 millions, pour des durées de 2 et 3 ans, à des taux se situant dans une fourchette de 4,50% à 5,50%.

### **La bourse des valeurs**

Le repli des cours s'est accéléré en 2002, les indices MASI et MADEX<sup>(2)</sup> ayant subi une contre-performance de 16,48% et de 24,39% respectivement. La tendance baissière a prévalu au cours de la majeure partie de l'année, à l'exception d'un redressement en août et, surtout, durant les deux derniers mois où l'indice MASI a enregistré une progression de l'ordre de 3%.

La capitalisation boursière, chiffrée à 87,2 milliards de dirhams, a accusé une contraction de 16,7%, liée principalement à la baisse des cours. En outre, le

---

(1) Voir annexe statistique XV-5

(2) Voir annexe statistique XV-6

montant global des augmentations de capital a subi un net recul, se limitant à 283 millions contre 571 millions de dirhams en 2001, tandis qu'une cimenterie a procédé au rachat de ses actions pour une valeur de 583 millions avant d'opérer une réduction de capital par annulation des actions rachetées.

Le volume des transactions a, pour sa part, enregistré une diminution de 16% pour s'établir à 22,5 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre un recul de 48,5% des échanges sur le marché central, dont le montant est revenu à 8,5 milliards. En regard, les opérations sur le marché des blocs se sont accrues de 46,2% et ont représenté 57% du chiffre d'affaires global, en liaison avec l'essor des opérations de revalorisation qui ont atteint, pour le seul mois de décembre, 8,8 milliards de dirhams.

Les sociétés cotées ont procédé à la distribution de dividendes pour un montant de 4,4 milliards de dirhams, en accroissement de 8,2%. Compte tenu des attributions d'actions gratuites, qui ont porté sur 72,5 millions au lieu de 103 millions de dirhams, le taux de rendement général s'est établi à 5,14%, en hausse de 30,8% par rapport à l'année écoulée. Pour sa part, le taux de rendement partiel est passé de 4,05% à 5,26% et a marqué une progression de 29,9%.

## L'ÉPARGNE FINANCIERE

Les flux de placements financiers des entreprises non financières et des particuliers, tels que dégagés par les variations des encours de fin d'année, ont accusé en 2002 un repli sensible, s'établissant à 54,7 milliards de dirhams, après le niveau exceptionnel de 64,9 milliards réalisé l'année précédente<sup>(1)</sup>. Le volume des flux ainsi enregistré, dans une conjoncture caractérisée par la persistance de la surliquidité et une reprise modeste des investissements, demeure toutefois supérieur à la moyenne des dernières années. La diminution observée d'une année à l'autre recouvre un réaménagement de la structure du portefeuille des actifs financiers qui s'est traduit par un net accroissement des OPCVM obligations alors que les avoirs liquides et les placements à vue et à terme se sont globalement inscrits en baisse. Ainsi, les avoirs en comptes sur carnets ont marqué une légère décélération et les dépôts à terme se sont soldés par un flux négatif. De même, les souscriptions nettes des agents non financiers aux valeurs d'Etat ont, dans l'ensemble, connu une forte contraction due, pour l'essentiel, au recul de l'encours des bons du Trésor à 6 mois émis dans le public.

L'épargne longue s'est, pour sa part, substantiellement renforcée. L'accroissement des souscriptions aux titres de sociétés traduit, cette année encore, le souci des entreprises de renforcer leurs fonds propres. Par ailleurs, les provisions techniques constituées par les compagnies d'assurance et les organismes de prévoyance se sont élargies de manière sensible, reflétant la phase de restructuration de ce secteur.

Le tableau ci-après présente l'évolution, au cours des trois dernières années, des placements des particuliers et des entreprises non financières.

---

(1) Voir annexes statistiques XVI-1 à XVI-3

En millions de dirhams	2000	2001	2002	Flux nets	
				2001	2002
Avoirs liquides.....	182.843	211.259	231.190	28.416	20.031
Placements à vue et à court terme ..	114.746	133.407	128.589	17.661	-3.818
Placements à moyen terme .....	7.612	4.991	6.540	-2.621	1.549
Titres d'OPCVM.....	15.936	19.049	30.943	3.113	11.894
Epargne institutionnelle.....	90.305	96.414	105.523	6.109	9.109
<b>Sous-total.....</b>	<b>411.442</b>	<b>464.120</b>	<b>502.885</b>	<b>52.678</b>	<b>38.765</b>
Titres de sociétés.....				12.783	15.495
dont : . Titres nouvellement émis.....				12.783	15.495
. Actions de sociétés privatisées .....				-	-
<b>Total brut.....</b>				<b>65.461</b>	<b>54.260</b>
Ajustement.....				-563	434
<b>Total net.....</b>				<b>64.898</b>	<b>54.694</b>

## Les avoirs liquides

Les avoirs liquides se sont inscrits en hausse de 9,5% en 2002, enregistrant un flux net de 20 milliards de dirhams, inférieur à celui de l'exercice antérieur. Leur part dans le volume global des flux est demeurée toutefois importante s'établissant à 36,6%. L'accroissement des avoirs en billets et monnaies n'a guère dépassé 3,5 milliards, contre 7,9 milliards l'année précédente, et celui des dépôts à vue est passé, d'une année à l'autre, de 20,6 milliards à 16,5 milliards de dirhams.

(1) Voir annexes statistiques XVI-1 à XVI-3

## Les placements à vue et à terme

Cette catégorie de placements a connu un reflux de 2,3 milliards, après avoir dégagé une hausse nette de 15 milliards, un an auparavant. La baisse ainsi observée est imputable au recul des souscriptions en bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert et à celui des dépôts à terme, les dépôts en comptes sur carnets ayant connu un flux positif.

Les disponibilités en comptes sur carnets se sont, en effet, accrues de 3,5 milliards au lieu de 4,3 milliards en 2001. Ce flux a résulté d'une augmentation de 2,8 milliards des dépôts constitués auprès du système bancaire, et de 736 millions des fonds gérés par la Caisse d'épargne nationale et ce, en dépit de la baisse de leurs taux de rémunération. Le taux d'intérêt des comptes sur carnets auprès des banques, qui était de 4,72% au cours du second semestre 2001, s'est ainsi établi à 3,95% pour les six premiers mois de l'année sous revue, pour revenir à 3,42% à partir du mois de juillet. De même, le taux servi sur les dépôts chez la Caisse d'épargne nationale est passé de 3,75% lors du deuxième semestre 2001 à 3,70% en janvier 2002, puis à 3,50% en juillet 2002.

Dans un contexte d'aisance des trésoreries bancaires et de baisse des taux d'intérêt, les avoirs en comptes à terme et les bons à échéance fixe ont marqué une régression de 1 milliard de dirhams après avoir crû de 8,2 milliards l'année précédente. En baisse au cours des deux premiers trimestres de l'année, ces dépôts ne se sont redressés qu'à partir du mois d'août. Se situant à 4,69% à fin 2001, le taux moyen pondéré servi sur ces placements est revenu à 3,88% en décembre 2002.

Les souscriptions nettes de bons du Trésor ont, pour leur part, enregistré un flux négatif qui découle pour l'essentiel de l'évolution de l'encours des bons du Trésor à 6 mois émis dans le public, qui a marqué cette année une forte baisse de 6,9 milliards après avoir progressé de 5,4 milliards en 2001. Cette évolution s'explique par la baisse du taux de rémunération, revenu de 6,10% à

3,30% d'une fin d'année à l'autre, et surtout par la décision de limiter l'acquisition de cette catégorie de titres aux seules personnes physiques depuis le mois de juillet 2002. Les placements nets effectués par les agents non financiers sur le marché des adjudications ont, quant à eux, connu une progression de 2,6 milliards de dirhams.

## Les titres d'OPCVM

L'encours des titres d'OPCVM détenus par les entreprises non financières et les particuliers a marqué cette année une forte hausse de 11,9 milliards après un accroissement de 3,1 milliards en 2001. Cette évolution est due exclusivement aux titres d'OPCVM obligations, qui ont connu un essor de 12,6 milliards de dirhams. En effet, la baisse des rendements des placements à vue et à terme et l'appréciation des cours des obligations qui en a résulté ont largement favorisé une orientation de l'épargne des agents non financiers vers les titres d'OPCVM obligations dont l'indice de performance s'est amélioré cette année de 6,5% après 7,2% l'année précédente.

En revanche, la poursuite de la tendance baissière des cours boursiers s'est traduite par une nouvelle désaffection vis-à-vis des titres d'OPCVM actions et diversifiés, qui ont marqué un repli de 691 millions après celui de 1,3 milliard enregistré en 2001. Cette orientation s'est répercutée sur les indices de performance de ces titres qui ont connu, d'une fin d'année à l'autre, une dépréciation de 11,5% pour les OPCVM actions et une hausse limitée, de 0,3%, pour les OPCVM diversifiés.

Dans ces conditions, la part des titres détenus par les entreprises non financières et les particuliers dans l'actif net global des OPCVM, qui s'est chiffré en 2002 à 60,1 milliards de dirhams, s'est élargie de 48,1% à plus de 50% et ce, grâce à l'accroissement de la part détenue par les agents non financiers dans les OPCVM obligataires qui est passée en un an de 50,4% à 52,6%. Celles qu'ils détiennent dans les autres types d'OPCVM a, en revanche baissé de 33,9% à 20,7%.

## L'épargne institutionnelle

Les fonds gérés par les organismes de prévoyance et les entreprises d'assurance ont atteint, à fin décembre 2002, un montant global estimé à 105,5 milliards de dirhams, en hausse de 9,1 milliards contre 6,1 milliards l'année précédente.

Dans ce total, l'encours des réserves techniques des organismes de retraite et de prévoyance s'est établi à 53,1 milliards de dirhams, en augmentation de 4,1 milliards de dirhams au lieu de 1,9 milliard réalisé en 2001. Les provisions des établissements gérés par la Caisse de dépôt et de gestion<sup>(1)</sup> se sont chiffrées cette année à 23,6 milliards de dirhams, laissant apparaître un flux net de 2,3 milliards, légèrement supérieur à celui de l'année précédente. L'année 2002 a, en effet, été marquée par le début du processus d'assainissement des caisses de retraites de certains établissements publics dans le cadre de leur transfert vers le Régime collectif d'allocation de retraites (RCAR) ; la première opération a concerné l'Office national des chemins de fer et a été financée par un emprunt obligataire garanti par l'Etat d'un montant de 4,7 milliards de dirhams émis en trois tranches, dont 1,7 milliard au cours de l'année 2002 et le reliquat en 2003 et 2004. S'agissant des disponibilités de la Caisse nationale de sécurité sociale, dont le programme de mise à niveau entamé en 2001 s'est poursuivi cette année, elles ont atteint un montant de 14,7 milliards de dirhams, en augmentation de 657 millions après avoir connu un flux négatif l'exercice antérieur.

Les entreprises d'assurance ont constitué pour leur part des provisions techniques d'un montant estimé à 52,4 milliards de dirhams à fin décembre 2002, enregistrant un accroissement d'environ 5 milliards, contre 4,2 milliards

---

(1) Il s'agit de la Caisse nationale de retraite et d'assurances (CNRA) et du Régime Collectif d'allocation de retraites (RCAR).

observé un an auparavant. Cette évolution s'explique par les performances affichées par la branche vie et capitalisation. Par ailleurs, les mesures de restructuration de ce secteur ont été renforcées par la révision des règles de provisionnement en mars 2002 et la promulgation du nouveau code des assurances en novembre.

## Les titres de sociétés

Le montant net des titres de sociétés nouvellement émis a atteint 15,5 milliards de dirhams, en accroissement annuel de 21,2% au lieu de la légère baisse observée l'exercice antérieur. Ce développement a résulté principalement du ralentissement du mouvement de transformations des sociétés anonymes en sociétés à responsabilité limitée. De ce fait, les réductions de capital ont globalement marqué une contraction notable, revenant en un an de 8,5 milliards à 3,5 milliards, ce qui a largement compensé le fléchissement du volume des apports bruts en capital passé de 21,3 milliards à 19 milliards de dirhams.

En millions de dirhams	1999	2000	2001	2002
<b>Accroissement brut de capital</b> .....	<b>14.946</b>	<b>17.600</b>	<b>21.282</b>	<b>18.978</b>
- Augmentations de capital .....	11.263	12.390	10.801	15.615
- S.A. ....	10.459	11.197	7.920	11.874
<i>Apports en numéraire</i> .....	<i>3.841</i>	<i>309</i>	<i>4.124</i>	<i>7.267</i>
<i>Incorporation de réserves</i> .....	<i>2.054</i>	<i>9.480</i>	<i>2.595</i>	<i>2.027</i>
<i>Apports en nature</i> .....	<i>4.564</i>	<i>1.408</i>	<i>1.201</i>	<i>2.580</i>
- SARL .....	804	1.193	2.881	3.741
- Constitutions de sociétés .....	3.683	5.210	10.481	3.363
- S.A. ....	861	415	3.480	614
- SARL .....	2.822	4.795	7.001	2.749
<b>Réductions de capital</b> .....	<b>-3.552</b>	<b>-4.625</b>	<b>-8.499</b>	<b>-3.483</b>
- S.A. ....	3.329	4.433	8.074	3.116
<i>Réductions</i> .....	<i>562</i>	<i>531</i>	<i>531</i>	<i>1.641</i>
<i>Dissolutions et fusions</i> .....	<i>857</i>	<i>877</i>	<i>2.274</i>	<i>714</i>
<i>Transformations</i> .....	<i>1.910</i>	<i>3.025</i>	<i>5.269</i>	<i>761</i>
- SARL .....	223	192	425	367
<b>Accroissement net de capital</b> .....	<b>11.394</b>	<b>12.975</b>	<b>12.783</b>	<b>15.495</b>
<b>Actions de sociétés privatisées</b> .....	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Les augmentations de capital, d'un montant de 15,6 milliards de dirhams, ont concerné 2.075 sociétés. Dans ce total, les sociétés anonymes, au nombre de 414, sont intervenues à hauteur de 11,9 milliards dont 7,3 milliards en numéraire, 2 milliards par incorporations de réserves et 2,6 milliards d'apports en nature. La répartition sectorielle s'est caractérisée, cette année encore, par la prédominance des entreprises industrielles et financières qui ont drainé près des trois quarts du total des apports. A elles seules, les sociétés d'assurance ont réalisé 4,9 milliards de dirhams. Quant au montant afférent aux sociétés à responsabilité limitée (SARL), il s'est élevé à 3,7 milliards, et a concerné 1.661 sociétés, concentrées pour l'essentiel dans les secteurs de l'industrie et du commerce.

Les capitaux mobilisés au titre des nouvelles constitutions de sociétés ont totalisé 3,4 milliards de dirhams contre 10,5 milliards en 2001. Cette baisse traduit le recul enregistré par les sociétés anonymes qui n'ont attiré que 614 millions pour 146 nouvelles créations, au lieu de 3,5 milliards de dirhams l'exercice antérieur. Elle reflète également une chute de 7 milliards à 2,7 milliards de l'apport des sociétés à responsabilité limitée, au nombre de 3.316. Cette évolution est liée au net ralentissement de la tendance à la transformation des sociétés anonymes qui n'a concerné cette année que 514 unités pour un capital global de 761 millions de dirhams, au lieu de 5,3 milliards l'exercice précédent pour un total de 2.285 sociétés.



Le total des flux de capitaux correspondant aux placements effectués par les agents non financiers en 2002 a permis de financer les entreprises et les ménages à hauteur de 24,7 milliards de dirhams, contre 22,9 milliards l'année précédente et d'assurer la couverture des besoins du Trésor à concurrence de 14,9 milliards, au lieu de 9,7 milliards l'exercice antérieur. L'évolution des placements des agents non financiers reflète également une augmentation des avoirs nets en devises de 8,8 milliards de dirhams, après l'expansion de 47,3 milliards enregistrée un an auparavant.

## LE BILAN DE BANK AL-MAGHRIB

Le bilan de Bank Al-Maghrib, après répartition des bénéfices, a totalisé 125.919,9 millions de dirhams à fin décembre 2002, et marqué une hausse de 5.824,8 millions ou 4,9% d'une année à l'autre.

Cette évolution recouvre, du côté de l'actif, un renforcement des avoirs en devises convertibles et des avances et une diminution des concours financiers à l'Etat et, au niveau du passif, une augmentation de la circulation fiduciaire et des avoirs en compte du Trésor et des banques, ainsi qu'une contraction des engagements en devises.

### ACTIF

Évalués, à fin décembre 2002, à 105.298,7 millions de dirhams, les avoirs extérieurs bruts ont connu une hausse de 5.109,2 millions ou 5,1% après la forte expansion de 87,1% observée en 2001. Cet accroissement a résulté du renforcement des avoirs en devises convertibles de 5.301,7 millions de dirhams, en relation avec le nouvel excédent qu'ont dégagé les comptes extérieurs. Les avoirs en droits de tirage spéciaux ont, quant à eux, fléchi de 181,6 millions pour s'établir à 1.244,2 millions de dirhams.

Avoirs en or, en droits  
de tirage spéciaux  
et en devises convertibles

Les concours financiers alloués au Trésor sont revenus de 6,1 milliards à 5,5 milliards de dirhams, enregistrant une baisse de 10,4% ou 636,1 millions correspondant au remboursement du montant précédemment utilisé au titre de la facilité de caisse. Cette évolution est d'autant plus significative que le Trésor a eu à faire face à un besoin de financement additionnel, consécutif au report des opérations de privatisation, qu'il a couvert essentiellement en recourant au marché des adjudications.

Concours financiers  
à l'Etat

Les créances au titre des avances conventionnelles accordées au Trésor, en application du paragraphe 3 de l'article 35 du dahir portant statut de Bank Al-Maghrib, sont demeurées inchangées à 5.500 millions. Leur ventilation se présente comme suit :

250 millions de dirhams au titre de l'avance conventionnelle	du 12 mars 1964
250 millions de dirhams au " " "	du 31 déc. 1967
500 millions de dirhams au " " "	du 7 mai 1970
1.000 millions de dirhams au " " "	du 13 mars 1974
2.000 millions de dirhams au " " "	du 13 oct. 1977
1.500 millions de dirhams au " " "	du 9 avril 1980

Comptes courants  
postaux

Le solde du compte de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux, arrêté à 38 millions de dirhams, s'est inscrit en hausse de 11,6 millions par rapport à fin décembre 2001.

Opérations de crédit

Les opérations de crédit, chiffrées à 11.013,2 millions de dirhams à fin décembre 2002, ont marqué une hausse de 1.110,8 millions ou 11,2% par rapport à l'année précédente. Cet accroissement est lié à la progression, de 17,3%, qu'ont connue les avances, passées de 8.311,2 millions à 9.748,2 millions de dirhams. Sur ce total, les facilités accordées aux banques sont demeurées insignifiantes, n'atteignant pas 1 million de dirhams, en relation avec l'aisance de leurs trésoreries. Quant aux effets en cours de recouvrement, d'un montant de 1.265 millions, ils ont accusé une diminution de 326,2 millions de dirhams ou 20,5%, imputable essentiellement à la baisse des chèques à crédit immédiat réglés au Trésor.

Emploi du capital  
et des réserves

Le chapitre "Emploi du capital et des réserves", qui recouvre les immobilisations nettes des amortissements et les titres en portefeuille, a porté sur un

montant de 2.594,2 millions de dirhams, en baisse de 68,5 millions ou 2,6% par rapport à fin décembre 2001.

Comprenant principalement les acomptes versés à l'Etat au titre de l'impôt sur les sociétés et les créances sur les tiers, les éléments divers de l'actif ont totalisé, à fin 2002, 1.475,8 millions de dirhams, montant en hausse de 297,8 millions par rapport à décembre 2001.

Divers

## PASSIF

La valeur des billets en circulation s'est établie à 71.782,8 millions de dirhams, en accroissement de 3.479,9 millions ou 5,1%, moins important que celui de 13,4% enregistré au terme de l'exercice précédent, qui avait connu une forte progression des agrégats de monnaie consécutivement à un flux de devises exceptionnellement élevé.

Billets en circulation

La structure des billets en circulation, à fin décembre 2002, se présente comme suit :

4.178.691 billets	de 5 dirhams .....	DH	20.893.455,00
17.886.335 billets	de 10 dirhams .....	DH	178.863.350,00
49.201.748 billets	de 20 dirhams.....	DH	984.034.960,00
36.440.616 billets et 1/2	de 50 dirhams.....	DH	1.822.030.825,00
311.807.695 billets	de 100 dirhams.....	DH	31.180.769.500,00
187.981.163 billets et 1/2	de 200 dirhams.....	DH	37.596.232.700,00
<b>Total .....</b>			<b>DH 71.782.824.790,00</b>

## Circulation métallique

En s'élevant à 1.387,8 millions de dirhams, la valeur des pièces de monnaie en circulation s'est accrue de 95,4 millions ou 7,4% par rapport à fin décembre 2001.

A l'issue de l'exercice 2002, la monnaie métallique se décompose comme suit :

**- Or**

11.445 pièces commémoratives de 250 dirhams.....	DH	2.861.250,00
2.004 pièces commémoratives de 500 dirhams.....	DH	1.002.000,00

**- Argent**

6.377.755 pièces de 1 dirham .....	DH	6.377.755,00
650.746 pièces de 5 dirhams .....	DH	3.253.730,00
27.258 pièces commémoratives de 50 dirhams....	DH	1.362.900,00
9.141 pièces commémoratives de 100 dirhams....	DH	914.100,00
3.927 pièces commémoratives de 150 dirhams....	DH	589.050,00
19.528 pièces commémoratives de 200 dirhams ...	DH	3.905.600,00

**- Nickel**

222.504.153 pièces de 50 centimes et de 1/2 dirham ...	DH	111.252.076,50
402.944.041 pièces de 1 dirham .....	DH	402.944.041,00
66.923.578 pièces de 5 dirhams .....	DH	334.617.890,00
42.557.481 pièces de 10 dirhams .....	DH	425.574.810,00

**- Bronze d'aluminium**

223.106.835 pièces de 5 centimes .....	DH	11.155.341,75
249.412.415 pièces et 1/2 de 20 centimes .....	DH	49.882.483,10
318.722.306 pièces de 10 centimes .....	DH	31.872.230,60

**- Aluminium**

22.888.221 pièces de 1 centime .....	DH	228.882,21
--------------------------------------	----	------------

---

**Total ..... DH 1.387.794.140,16**

En s'établissant à 951,3 millions de dirhams, les engagements en or et en devises convertibles ont accusé une forte contraction de 3.232,8 millions ou 77,3%, alors qu'ils avaient progressé de 1.129 millions ou 37% un an auparavant. Ce recul trouve son origine, pour l'essentiel, dans le transfert, chez les correspondants étrangers, de la quasi-totalité des dépôts en devises précédemment constitués par les banques auprès de Bank Al-Maghrib et ce, par suite de la mesure de libéralisation des placements en devises à l'étranger, intervenue en mai 2002.

Engagements en or  
et en devises convertibles

Les dépôts et autres engagements, d'un montant de 36.696,4 millions de dirhams, ont enregistré, d'une fin d'année à l'autre, une progression de 3.580,4 millions ou 10,8%. Celle-ci a résulté de la constitution par le Trésor d'un solde créditeur de 1.356,8 millions, et de l'accroissement sensible de celui des comptes des banques, à la suite du relèvement du ratio de la réserve monétaire de 10% à 14% à compter du 26 décembre 2002. Les reprises de liquidité se sont, quant à elles, inscrites en repli de 4.000 millions, la banque centrale ayant mis un terme à ces opérations en fin d'année. S'agissant des avoirs en compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, ils se sont établis à 9.159,9 millions de dirhams, en fléchissement de 840,1 millions de dirhams et ce, en relation avec les financements consentis par cet organisme.

Dépôts et autres  
engagements

La contre-valeur des tirages effectués dans le cadre des allocations de droits de tirage spéciaux, d'un montant de 433,6 millions de dirhams, est restée inchangée d'un exercice à l'autre.

Allocations de droits  
de tirage spéciaux

Le total du capital et des réserves, chiffré à 5.369 millions de dirhams, s'est inscrit en baisse de 54,7 millions ou 1%, imputable exclusivement à la contraction des réserves, le capital étant resté à son niveau de 500 millions de dirhams.

Capital et réserves

Divers Les éléments divers du passif, d'un montant de 9.298,8 millions de dirhams, ont marqué une hausse de 1.956,6 millions ou 26,6% qui a résulté, pour l'essentiel, de l'augmentation de la provision pour perte de change de 1.812,6 millions.

Le bénéfice net de l'exercice, après déduction de 1.006,8 millions au titre de l'impôt sur les sociétés, s'est établi à 1.560,1 millions de dirhams, en légère baisse de 167,3 millions par rapport à l'exercice précédent.

**BILAN ET COMPTE DE RESULTATS  
DE L'EXERCICE 2002**

**BILAN DE BANK AL-MAGHRIB****ACTIF**

	En dirhams
<b>Avoirs en or, en droits de tirage spéciaux et en devises convertibles.....</b>	<b>105.298.722.692,56</b>
- Avoirs en or .....	1.960.135.451,30
- Souscription FMI-tranche de réserve .....	1.293.531.311,54
- Avoirs en droits de tirage spéciaux .....	1.244.183.638,90
- Avoirs en devises convertibles .....	100.515.788.590,82
- Souscription au Fonds Monétaire Arabe .....	285.083.700,00
<b>Accords de paiement.....</b>	<b>11.307,30</b>
<b>Concours financiers à l'État.....</b>	<b>5.500.000.000,00</b>
- Avances à l'État - Article 35 par. 3 des Statuts.....	5.500.000.000,00
- Avance à l'État - Article 35 par. 2 des Statuts.....	-
- Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées .....	-
<b>Comptes courants postaux.....</b>	<b>38.002.465,99</b>
<b>Opérations de crédit.....</b>	<b>11.013.237.902,58</b>
- Avances .....	9.748.246.543,55
- Effets en cours de recouvrement .....	1.264.991.359,03
<b>Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire.....</b>	<b>-</b>
<b>Emploi du capital et des réserves.....</b>	<b>2.594.210.247,37</b>
<b>Divers.....</b>	<b>1.475.799.486,97</b>
<b>Total de l'Actif.....</b>	<b>125.919.984.102,77</b>

A FIN DÉCEMBRE 2002

**PASSIF**

	En dirhams
<b>Billets et monnaies en circulation.....</b>	<b>73.170.618.930,16</b>
- Billets .....	71.782.824.790,00
- Monnaies .....	1.387.794.140,16
<b>Engagements en or et en devises convertibles.....</b>	<b>951.329.317,82</b>
- Engagements en or .....	-
- Engagements en devises convertibles .....	719.164.914,55
- Engagements en dirhams convertibles .....	29.827.058,28
- Organismes internationaux .....	202.337.344,99
<b>Accords de paiement.....</b>	<b>225.405,75</b>
<b>Dépôts et autres engagements.....</b>	<b>36.696.384.621,65</b>
- Compte courant du Trésor public .....	1.356.786.737,44
- Banques - comptes opérations .....	22.787.990.367,83
- Banques - comptes de réserves .....	-
- Banques - comptes de reprise de liquidités .....	-
- Autres comptes .....	12.537.775.770,03
- Autres engagements .....	13.831.746,35
<b>Allocations de droits de tirage spéciaux.....</b>	<b>433.628.327,61</b>
<b>Capital et réserves.....</b>	<b>5.368.959.326,91</b>
- Capital .....	500.000.000,00
- Réserves .....	4.868.959.326,91
<b>Divers .....</b>	<b>9.298.838.172,87</b>
<b>Total du Passif .....</b>	<b>125.919.984.102,77</b>

**COMPTE DE RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2002**

	En dirhams
<b>PRODUITS</b>	
Produits d'escompte .....	3.135.028,75
Intérêts .....	3.234.879.296,06
Commissions .....	152.360.449,80
Autres produits financiers .....	256.344.211,39
Produits divers .....	76.299.929,77
<b>I. Total des produits.....</b>	<b>3.723.018.915,77</b>
<b>CHARGES</b>	
Dépenses de fonctionnement .....	492.377.733,94
Charges diverses .....	478.074.017,12
Dotations aux amortissements .....	131.025.919,64
Constitution de provisions .....	54.580.398,47
<b>II. Total des charges.....</b>	<b>1.156.058.069,17</b>
<b>III. Bénéfice brut (I-II).....</b>	<b>2.566.960.846,60</b>
<b>IV. Impôt sur les sociétés .....</b>	<b>1.006.834.689,34</b>
<b>V. Bénéfice net (III-IV).....</b>	<b>1.560.126.157,26</b>

## **ANNEXES**

**I-1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE  
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**  
(Prix du marché de l'année 1980)

(En millions de dirhams)

Branches d'activité	1998	1999	2000*	2001*	2002**
<b>Activités primaires.....</b>	<b>21.901</b>	<b>18.251</b>	<b>15.377</b>	<b>19.619</b>	<b>20.717</b>
Agriculture, sylviculture et pêche .....	21.901	18.251	15.377	19.619	20.717
<b>Activités secondaires .....</b>	<b>39.358</b>	<b>40.422</b>	<b>41.580</b>	<b>43.643</b>	<b>44.817</b>
Industrie extractive .....	3.951	3.905	3.838	3.952	4.079
Énergie et eau <sup>(1)</sup> .....	6.544	6.754	6.722	7.250	7.468
Industrie manufacturière.....	23.277	23.906	24.744	25.792	26.641
Bâtiment et travaux publics.....	5.586	5.857	6.276	6.648	6.628
<b>Activités tertiaires .....</b>	<b>50.005</b>	<b>51.924</b>	<b>54.592</b>	<b>55.705</b>	<b>57.519</b>
Transports et communications.....	8.655	9.358	10.186	10.162	10.625
Commerce et DTI <sup>(2)</sup> .....	26.555	27.618	29.298	30.216	31.395
dont : - Commerce .....	16.467	16.779	17.595	18.766	19.586
- DTI .....	10.088	10.839	11.703	11.449	11.809
Autres services <sup>(3)</sup> .....	14.795	14.948	15.108	15.328	15.499
<b>Produit intérieur brut marchand.....</b>	<b>111.264</b>	<b>110.597</b>	<b>111.549</b>	<b>118.967</b>	<b>123.053</b>
<b>Administrations publiques.....</b>	<b>22.465</b>	<b>23.027</b>	<b>23.351</b>	<b>24.428</b>	<b>24.916</b>
<b>Produit intérieur brut.....</b>	<b>133.729</b>	<b>133.623</b>	<b>134.900</b>	<b>143.395</b>	<b>147.969</b>

**I-2 - VARIATIONS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT**  
(Prix du marché de l'année 1980)

(Variations en pourcentage)

Branches d'activité	1998	1999	2000*	2001*	2002**
<b>Activités primaires.....</b>	<b>27,9</b>	<b>-16,7</b>	<b>-15,7</b>	<b>27,6</b>	<b>5,6</b>
Agriculture, sylviculture et pêche .....	27,9	-16,7	-15,7	27,6	5,6
<b>Activités secondaires .....</b>	<b>2,3</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>5,0</b>	<b>2,7</b>
Industrie extractive .....	- 3,3	- 1,2	- 1,7	3,0	3,2
Énergie et eau <sup>(1)</sup> .....	5,1	3,2	- 0,5	7,9	3,0
Industrie manufacturière.....	2,1	2,7	3,5	4,2	3,3
Bâtiment et travaux publics.....	4,1	4,9	7,1	5,9	- 0,3
<b>Activités tertiaires.....</b>	<b>6,8</b>	<b>3,8</b>	<b>5,1</b>	<b>2,0</b>	<b>3,3</b>
Transports et communications.....	8,7	8,1	8,8	- 0,2	4,6
Commerce et DTI <sup>(2)</sup> .....	7,7	4,0	6,1	3,1	3,9
dont : - Commerce .....	7,5	1,9	4,9	6,7	4,4
- DTI .....	7,9	7,4	8,0	- 2,2	3,1
Autres services <sup>(3)</sup> .....	4,2	1,0	1,1	1,5	1,1
<b>Produit intérieur brut marchand.....</b>	<b>8,6</b>	<b>- 0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>6,6</b>	<b>3,4</b>
<b>Administrations publiques.....</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>4,6</b>	<b>2,0</b>
<b>Produit intérieur brut.....</b>	<b>7,7</b>	<b>- 0,1</b>	<b>1,0</b>	<b>6,3</b>	<b>3,2</b>

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

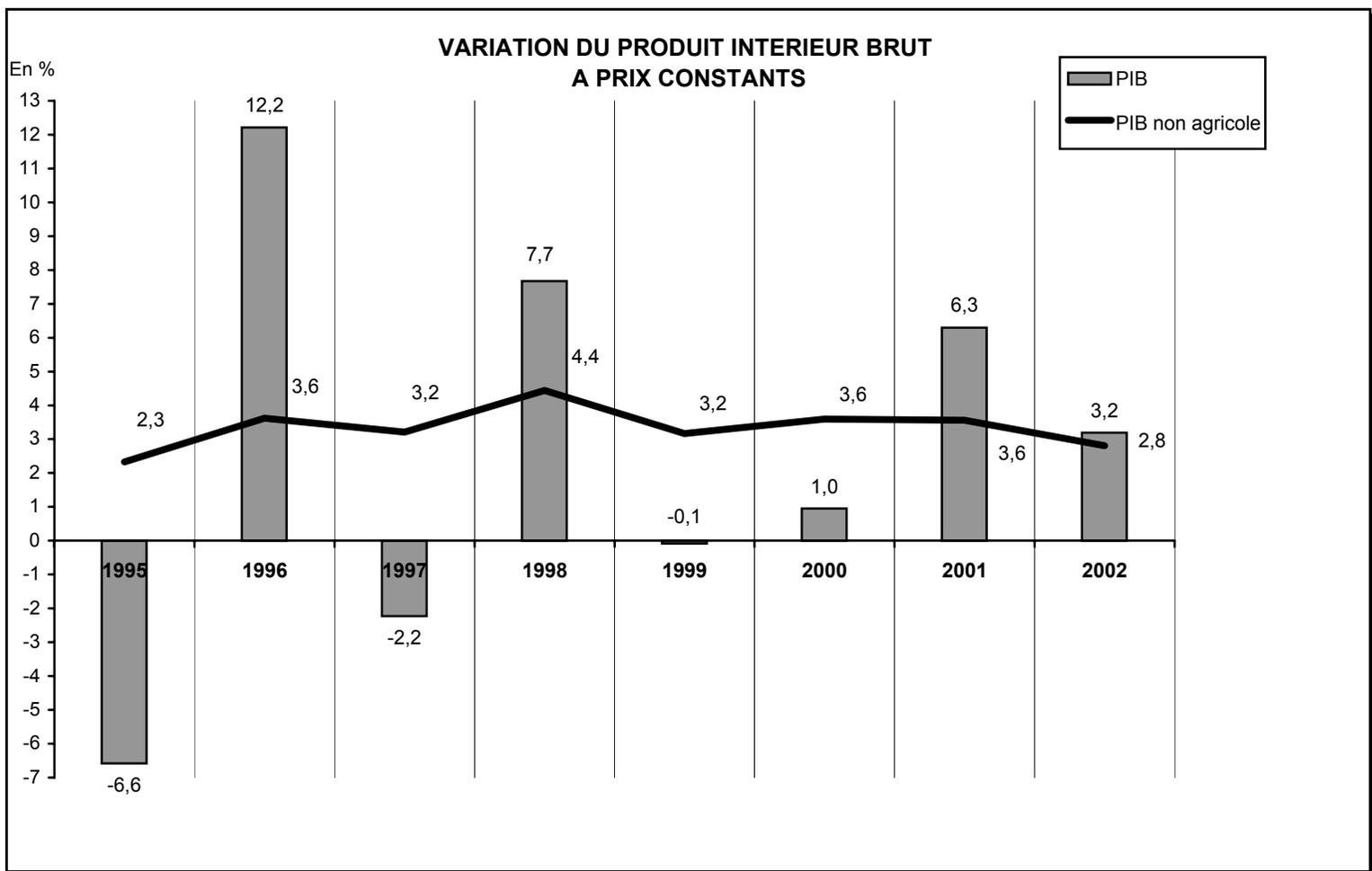
(2) DTI : Droits et taxes à l'importation nets des subventions.

(3) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Département de la prévision économique et du plan.



**I-3 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE  
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Branches d'activité	1998	1999	2000*	2001*	2002**
<b>Activités primaires.....</b>	<b>59.211</b>	<b>52.905</b>	<b>48.991</b>	<b>59.657</b>	<b>64.141</b>
Agriculture, sylviculture et pêche .....	59.211	52.905	48.991	59.657	64.141
<b>Activités secondaires .....</b>	<b>108.669</b>	<b>110.553</b>	<b>113.100</b>	<b>118.653</b>	<b>120.622</b>
Industrie extractive .....	7.335	7.464	7.290	7.429	7.314
Énergie et eau <sup>(1)</sup> .....	27.462	27.159	25.264	26.983	27.129
Industrie manufacturière.....	58.400	59.582	62.246	64.869	66.864
Bâtiment et travaux publics.....	15.472	16.348	18.300	19.372	19.314
<b>Activités tertiaires.....</b>	<b>128.892</b>	<b>132.712</b>	<b>141.628</b>	<b>146.621</b>	<b>153.047</b>
Transports et communications.....	19.796	21.678	24.897	26.259	28.673
Commerce et DTI <sup>(2)</sup> .....	66.104	66.339	70.624	73.036	75.708
dont : - Commerce .....	39.312	39.843	42.490	44.989	47.149
- DTI .....	26.792	26.496	28.134	28.047	28.559
Autres services <sup>(3)</sup> .....	42.992	44.695	46.107	47.326	48.666
<b>Produit intérieur brut marchand.....</b>	<b>296.772</b>	<b>296.170</b>	<b>303.719</b>	<b>324.932</b>	<b>337.810</b>
<b>Administrations publiques.....</b>	<b>47.234</b>	<b>49.424</b>	<b>50.489</b>	<b>58.253</b>	<b>59.972</b>
<b>Produit intérieur brut.....</b>	<b>344.006</b>	<b>345.594</b>	<b>354.208</b>	<b>383.185</b>	<b>397.782</b>

**I-4 - VARIATIONS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT**

(Prix courants)

(variations en pourcentage)

Branches d'activité	1998	1999	2000*	2001*	2002**
<b>Activités primaires.....</b>	<b>20,5</b>	<b>- 10,7</b>	<b>- 7,4</b>	<b>21,8</b>	<b>7,5</b>
Agriculture, sylviculture et pêche .....	20,5	- 10,7	- 7,4	21,8	7,5
<b>Activités secondaires .....</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>4,9</b>	<b>1,7</b>
Industrie extractive .....	2,8	1,8	- 2,3	1,9	-1,5
Énergie et eau <sup>(1)</sup> .....	2,2	- 1,1	- 7,0	6,8	0,5
Industrie manufacturière.....	3,9	2,0	4,5	4,2	3,1
Bâtiment et travaux publics.....	4,8	5,7	11,9	5,9	-0,3
<b>Activités tertiaires.....</b>	<b>6,7</b>	<b>3,0</b>	<b>6,7</b>	<b>3,5</b>	<b>4,4</b>
Transports et communications.....	6,7	9,5	14,8	5,5	9,2
Commerce et DTI <sup>(2)</sup> .....	6,5	0,4	6,5	3,4	3,7
dont : - Commerce .....	7,2	1,4	6,6	5,9	4,8
- DTI .....	5,5	- 1,1	6,2	- 0,3	1,8
Autres services <sup>(3)</sup> .....	6,9	4,0	3,2	2,6	2,8
<b>Produit intérieur brut marchand.....</b>	<b>7,9</b>	<b>- 0,2</b>	<b>2,5</b>	<b>7,0</b>	<b>4,0</b>
<b>Administrations publiques.....</b>	<b>8,9</b>	<b>4,6</b>	<b>2,2</b>	<b>15,4</b>	<b>3,0</b>
<b>Produit intérieur brut.....</b>	<b>8,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,5</b>	<b>8,2</b>	<b>3,8</b>

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) DTI : Droits et taxes à l'importation nets des subventions.

(3) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Département de la prévision économique et du plan.

### I-5 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	1999	2000*	2001*	2002**	Variations en %	
					<u>2001</u> 2000	<u>2002</u> 2001
<b>RESSOURCES</b>						
<b>Produit intérieur brut .....</b>	<b>345.594</b>	<b>354.208</b>	<b>383.185</b>	<b>397.782</b>	<b>8,2</b>	<b>3,8</b>
<b>Déficit en ressources .....</b>	<b>14.880</b>	<b>23.245</b>	<b>13.533</b>	<b>12.215</b>	<b>-41,8</b>	<b>-9,7</b>
Importations de biens et services non facteurs .....	99.543	116.200	120.479	128.239	3,7	6,4
Exportations de biens et services non facteurs .....	84.663	92.955	106.946	116.024	15,1	8,5
<b>Total des ressources disponibles.....</b>	<b>360.474</b>	<b>377.453</b>	<b>396.718</b>	<b>409.997</b>	<b>5,1</b>	<b>3,3</b>
<b>EMPLOIS</b>						
<b>Consommation finale nationale .....</b>	<b>280.562</b>	<b>293.512</b>	<b>308.997</b>	<b>319.680</b>	<b>5,3</b>	<b>3,5</b>
- Ménages résidents .....	214.416	225.823	233.174	239.718	3,3	2,8
- Administrations publiques .....	66.146	67.689	75.823	79.962	12,0	5,5
<b>Investissement.....</b>	<b>79.912</b>	<b>83.941</b>	<b>87.721</b>	<b>90.317</b>	<b>4,5</b>	<b>3,0</b>
Formation brute de capital fixe.....	81.896	85.422	85.375	91.142	- 0,1	6,8
Variation des stocks.....	- 1.984	- 1.481	+ 2.346	- 825	-	-135,2
<b>Total des emplois .....</b>	<b>360.474</b>	<b>377.453</b>	<b>396.718</b>	<b>409.997</b>	<b>5,1</b>	<b>3,3</b>

### I-6 - LE REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	1999	2000*	2001*	2002**	Variations en %	
					<u>2001</u> 2000	<u>2002</u> 2001
Produit intérieur brut .....	345.594	354.208	383.185	397.782	8,2	3,8
Revenus nets reçus de l'extérieur.....	13.243	18.199	31.743	28.665	74,4	- 9,7
<b>Revenu national brut disponible .....</b>	<b>358.837</b>	<b>372.407</b>	<b>414.927</b>	<b>426.447</b>	<b>11,4</b>	<b>2,8</b>
<b>Consommation finale nationale.....</b>	<b>280.562</b>	<b>293.512</b>	<b>308.997</b>	<b>319.680</b>	<b>5,3</b>	<b>3,5</b>
<b>Épargne nationale brute .....</b>	<b>78.275</b>	<b>78.895</b>	<b>105.930</b>	<b>106.767</b>	<b>34,3</b>	<b>0,8</b>
<b>Affectation du revenu national brut disponible</b>	<b>358.837</b>	<b>372.407</b>	<b>414.927</b>	<b>426.447</b>	<b>11,4</b>	<b>2,8</b>

### I-7 - INVESTISSEMENT ET ÉPARGNE

(Prix courants)

(En millions de dirhams)

	1999	2000*	2001*	2002**	Variations en %	
					<u>2001</u> 2000	<u>2002</u> 2001
Épargne nationale brute.....	78.275	78.895	105.930	106.767	34,3	0,8
Transferts nets en capital						
reçus du reste du monde .....	- 84	- 63	- 101	- 66	60,3	-34,7
Besoin de financement .....	1.720	5.109	-	-	-	-
<b>Total des ressources.....</b>	<b>79.912</b>	<b>83.941</b>	<b>105.829</b>	<b>106.701</b>	<b>26,1</b>	<b>0,8</b>
Formation brute de capital fixe.....	81.896	85.422	85.375	91.142	- 0,1	6,8
Variation des stocks .....	- 1.984	- 1.481	+ 2.346	- 825	-	-
Capacité de financement .....	-	-	18.108	16.384	-	-
<b>Total des emplois.....</b>	<b>79.912</b>	<b>83.941</b>	<b>105.829</b>	<b>106.701</b>	<b>26,1</b>	<b>0,8</b>

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Département de la prévision économique et du plan.

## II-1 - CÉRÉALICULTURE

	Campagne 2000-2001			Campagne 2001-2002		
	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)
<b>Céréales principales</b>						
Blé tendre.....	1.724	22.776	13,2	1.745	23.252	13,3
Blé dur.....	977	10.398	10,6	882	10.315	11,7
Orge.....	2.126	11.552	5,4	2.002	16.690	8,3
Maïs.....	254	536	2,1	265	1.989	7,5
<b>Total.....</b>	<b>5.081</b>	<b>45.262</b>	<b>8,9</b>	<b>4.894</b>	<b>52.246</b>	<b>10,7</b>
<b>Céréales secondaires .</b>	<b>57,6</b>	<b>678</b>	<b>11,8</b>	<b>47,8</b>	<b>513</b>	<b>10,7</b>
dont : riz .....	7,5	396	52,8	6,4	265,3	41,5

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.  
(Direction de la programmation et des affaires économiques).

## II-2 - CÉRÉALES

Commercialisation officielle

(En milliers de quintaux)

	Juin 2000 à mai 2001	Juin 2001 à mai 2002	Juin à décembre 2002
Blé tendre.....	4.036	8.052	9.157
Blé dur.....	99	87	134
Orge.....	6	68	100
Maïs.....	28	2	20
<b>Total.....</b>	<b>4.169</b>	<b>8.209</b>	<b>9.411</b>

Source : Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses.

### II-3 - LÉGUMINEUSES

	Campagne 2000-2001			Campagne 2001-2002		
	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)
Fèves .....	143	820	5,7	154	888	5,8
Pois chiches .....	58	318	5,5	72	513	7,1
Petits pois .....	28	128	4,6	39	216	5,5
Lentilles .....	42	129	3,1	61	417	6,8
Divers .....	43	222	5,2	56	331	5,9
<b>Total.....</b>	<b>314</b>	<b>1.617</b>	<b>5,1</b>	<b>382</b>	<b>2.365</b>	<b>6,2</b>

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

### II-4 - CULTURES MARAÎCHÈRES

	Oct. 2000 à Sept. 2001			Oct. 2001 à Sept. 2002		
	Superficie (1000 ha)	Production (1000 t)	Rendement (en t/ha)	Superficie (1000 ha)	Production (1000 t)	Rendement (en t/ha)
<b>Cultures maraîchères de saison .....</b>	<b>214,0</b>	<b>3.707</b>	<b>17,3</b>	<b>201,4</b>	<b>4.200</b>	<b>20,9</b>
<b>Primeurs .....</b>	<b>24,0</b>	<b>962</b>	<b>40,1</b>	<b>24,5</b>	<b>1.105</b>	<b>45,1</b>
Tomates .....	4,7	446	94,9	5,9	565	95,8
Pommes de terre .....	9,5	140	14,7	7,0	130	18,6
Autres fruits et légumes ...	9,8	376	38,4	11,6	410	35,3
<b>Total.....</b>	<b>238,0</b>	<b>4.669</b>	<b>19,6</b>	<b>225,9</b>	<b>5.305</b>	<b>23,5</b>

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

### II-5 - EXPORTATION DE PRIMEURS

(En milliers de tonnes)

	Oct. 1999 à Sept. 2000	Oct. 2000 à Sept. 2001	Oct. 2001 à Sept. 2002
Tomates .....	215,8	186,8	205,0
Pommes de terre .....	66,6	47,1	38,6
Autres légumes .....	93,4	109,7	133,0
<b>Total.....</b>	<b>375,8</b>	<b>343,6</b>	<b>376,6</b>

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

## II-6 - AGRUMES

(En milliers de tonnes)

	Oct.99 à Juil.2000		Oct.2000 à Juil.2001		Oct.2001 à Juil.2002	
	Production	Exportation	Production	Exportation	Production	Exportation
Oranges.....	845	325	694	254	703	240
Clémentines .....	360	192	175	95	286	122
Divers .....	195	80	110	41	154	68
<b>Total.....</b>	<b>1.400</b>	<b>597</b>	<b>979</b>	<b>390</b>	<b>1.143</b>	<b>430</b>

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.  
(Direction de la production végétale).

## II-7 - BETTERAVE À SUCRE ET PRODUCTION DE SUCRE

	Superficies récoltées (ha)	Récolte ( tonnes )	Rendement (tonnes/ha)	Production de sucre* ( tonnes )
<b>Campagne 2000-2001</b>				
Gharb .....	16.500	767.000	46,5	} 126.672
Loukkos .....	5.600	225.000	40,2	
Tadla .....	13.500	675.000	50,0	80.000
Doukkala .....	18.400	1.192.000	64,8	159.000
Moulouya .....	4.400	247.000	56,1	33.048
<b>Total.....</b>	<b>58.400</b>	<b>3.106.000</b>	<b>53,2</b>	<b>398.720</b>
<b>Campagne 2001-2002</b>				
Gharb .....	16.800	764.000	45,5	110.200
Loukkos .....	5.660	253.000	44,7	36.800
Tadla .....	13.640	668.000	49,0	91.184
Doukkala .....	18.480	985.000	53,3	107.216
Moulouya .....	4.830	316.000	65,4	33.000
<b>Total.....</b>	<b>59.410</b>	<b>2.986.000</b>	<b>50,3</b>	<b>378.400</b>

(\*) Données du Ministère de l'industrie, du commerce et des télécommunications.

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.  
(Direction de la production végétale).

## II-8 - CANNE À SUCRE ET PRODUCTION DE SUCRE

	Superficies récoltées (ha)	Production (tonnes)	Rendement (tonnes/ha)	Production de sucre* (tonnes)
<b>2001</b>				
Gharb .....	13.644	989.000	72,5	} 101.593
Loukkos .....	4.262	332.000	77,9	
<b>Total.....</b>	<b>17.906</b>	<b>1.321.000</b>	<b>73,8</b>	<b>101.593</b>
<b>2002</b>				
Gharb .....	10.050	624.000	62,1	59.400
Loukkos .....	3.960	314.000	79,3	29.200
<b>Total.....</b>	<b>14.010</b>	<b>938.000</b>	<b>67,0</b>	<b>88.600</b>

(\*) Données du Ministère de l'industrie, du commerce et des télécommunications.

**Source** : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

## II-9 - COTON <sup>(1)</sup>

	Campagne 2000-2001			Campagne 2001-2002		
	Superficie ( ha)	Production (Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie ( ha)	Production (Qx)	Rendement (Qx/ha)
	Doukkala .....	300	3.600	12,0	340	4.080

(1) Depuis la campagne 1999 - 2000, la culture du coton est pratiquée uniquement dans la région de Doukkala.

**Source** : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

## II-10 - OLÉICULTURE

(En milliers de tonnes)

	Récolte fin 2000 - début 2001	Récolte fin 2001 - début 2002*	Récolte fin 2002 - début 2003**
	Production d'olives.....	420	600
Production d'huile.....	35	60	45

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

## II-11 - OLÉAGINEUX

	Campagne 2000-2001			Campagne 2001-2002		
	Superficie récoltée (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)	Superficie récoltée (1000 ha)	Production (1000 Qx)	Rendement (Qx/ha)
	Tournesol.....	61,5	270	4,4	45,8	164
Arachide.....	20,8	500	24,0	21,0	480	22,9

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

## II-12 - VITICULTURE

	Année 2000		Année 2001		Année 2002	
	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)	Superficie (ha)	Production (tonnes)
Raisins de table .....	37.500	196.600	38.800	203.200	39.600	240.600
Raisins de cuve .....	9.800	56.000	10.700	60.800	10.400	79.000
<b>Total.....</b>	<b>47.300</b>	<b>252.600</b>	<b>49.500</b>	<b>264.000</b>	<b>50.000</b>	<b>319.600</b>

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la production végétale).

## II-13 - ÉLEVAGE <sup>(1)</sup>

(En milliers de têtes)

	2000	2001	2002*
Bovins.....	2.575	2.500	2.570
Ovins.....	14.499	15.000	15.102
Caprins.....	4.930	4.800	5.046
<b>Total.....</b>	<b>22.004</b>	<b>22.300</b>	<b>22.718</b>

(1) Il s'agit du recensement du cheptel effectué en octobre-novembre.

(\*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de la programmation et des affaires économiques).

## II-14 - PRODUCTION DE VIANDE DISPONIBLE À LA CONSOMMATION

(En milliers de tonnes)

	2000	2001*	2002**
<b>Viande rouge .....</b>	<b>330</b>	<b>334</b>	<b>344</b>
Bovins.....	140	145	170
Ovins.....	120	120	110
Caprins.....	22	20	15
Autres et abats.....	48	49	49
<b>Viande blanche .....</b>	<b>220</b>	<b>280</b>	<b>315</b>

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture et du développement rural.

(Direction de l'élevage).

## II-15 - PÊCHES MARITIMES

(En milliers de tonnes)

	2001*	2002**
<b>Production.....</b>	<b>1.101,1</b>	<b>949,3</b>
Pêche hauturière.....	122,5	56,5
Pêche côtière.....	978,6	892,8
<b>Consommation de produits frais <sup>(1)</sup>.....</b>	<b>189,5</b>	<b>229,5</b>
<b>Transformation .....</b>	<b>769,7</b>	<b>650,5</b>
Conserves <sup>(1)</sup> .....	210,0	230,0
Sous-produits .....	509,0	353,1
Congélation .....	58,3	67,4
<b>Exportation .....</b>	<b>391,0</b>	<b>303,8</b>
Poisson frais et congelé.....	55,0	46,4
Crustacés et mollusques .....	134,0	127,9
Conserves .....	109,0	106,4
Sous-produits .....	93,0	23,1

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

(1) Désormais, l'Office national des pêches (ONP) déduit de la consommation de produits frais les achats effectués par les mareyeurs mais livrés au secteur des conserveries, pour les inclure dans la rubrique "Conserves".

Sources : - Production : Ministère des pêches maritimes et Office national des pêches.

- Exportation : Office des changes.

### III-1 - PRINCIPAUX PRODUITS MINIERS

(en milliers de tonnes)

	Production <sup>(1)</sup>			Exportation <sup>(2)</sup>		
	2000	2001*	2002**	2000	2001*	2002**
<b>Phosphates secs.....</b>	<b>21.463,0</b>	<b>21.983,0</b>	<b>23.041,0</b>	<b>10.487,5</b>	<b>10.853,2</b>	<b>11.649,3</b>
<b>Autres minerais non métalliques</b>						
. Barytine.....	343,6	467,1	469,9	327,2	410,9	406,8
. Fluorine.....	77,0	96,5	94,9	78,2	94,0	94,5
. Sel .....	162,4	231,8	266,1	37,7	111,3	-
. Bentonite .....	43,2	71,7	65,8	25,0	41,8	-
<b>Minerais métalliques</b>						
. Zinc .....	201,7	174,8	178,4	190,3	187,4	325,3
. Plomb .....	117,4	110,9	87,4	39,2	33,7	30,8
. Fer .....	6,5	8,0	1,6	-	-	-
. Cuivre .....	23,2	19,1	17,8	25,2	20,9	19,3
. Manganèse .....	25,8	13,8	17,5	16,9	15,5	13,8

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : (1) Production : Ministère de l'énergie et des mines.

(2) Exportation : Office des changes.

### III-2 - INDICE DE LA PRODUCTION MINIÈRE

(base 100 en 1992)

	Pondé- ration	2000	2001*	2002**	Variations en %
					<u>2002</u> 2001
<b>Indice général.....</b>	<b>100,0</b>	<b>109,6</b>	<b>112,2</b>	<b>115,1</b>	<b>+ 2,6</b>
dont :					
- Phosphates.....	78,65	112,1	114,9	120,4	+ 4,8
- Minerais métalliques .....	16,50	103,2	89,0	80,2	- 9,9

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Département de la prévision économique et du plan.

### III-3 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	2000		2001*		2002**	
	Total	%	Total	%	Total	%
<b>Consommation primaire .....</b>	<b>9.655</b>	<b>100</b>	<b>10.161</b>	<b>100</b>	<b>10.287</b>	<b>100</b>
- Charbon .....	2.567	26,6	3.274	32,2	3.331	32,4
- Produits pétroliers .....	6.236	64,6	6.166	60,7	6.277	61,0
- Gaz naturel .....	38	0,4	38	0,4	48	0,5
- Électricité hydraulique, éolienne et importée.....	814	8,4	683	6,7	631	6,1
<b>dont :</b>						
<b>Matières premières locales .....</b>	<b>267</b>	<b>100</b>	<b>325</b>	<b>100</b>	<b>323</b>	<b>100</b>
- Anthracite .....	16	6,0	-	-	-	-
- Pétrole et gaz naturel.....	51	19,1	48	14,8	54	16,7
- Électricité hydraulique et éolienne.....	200	74,9	277	85,2	269	83,3
<b>Déficit énergétique.....</b>	<b>9.388</b>		<b>9.836</b>		<b>9.964</b>	
- En pourcentage de la consommation globale.....		97,2		96,8		96,9

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'énergie et des mines.

### III-4 - PRODUCTION D'ÉNERGIE

	2000	2001*	2002**	Variations en % <u>2002</u> 2001
<b>Activité d'extraction</b>				
Production d'antracite (1.000 t) .....	29,0	-	-	-
Production de pétrole brut (1.000 t) .....	14,0	10,8	6,5	- 39,8
Production de gaz naturel (millions m <sup>3</sup> ).....	50,0	50,0	63,0	26,0
<b>Activité de transformation</b>				
Production des raffineries (1.000 t) <sup>(1)</sup> .....	6.189,0	6.324,0	5.694,0	- 10,0
Production nette d'énergie électrique (millions kWh) .....	11.579	13.153	14.103	7,2
dont : production concessionnelle (thermique et éolienne)	(6.499,8)	(9.233,8)	(9.566,6)	(3,6)

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

(1) A l'exclusion des produits non énergétiques (bitumes et lubrifiants).

Sources : Ministère de l'énergie et des mines et Office national de l'électricité.

### III-5 - PRODUCTION D'ÉNERGIE EXPRIMÉE EN TONNES ÉQUIVALENT PÉTROLE (TEP)

En milliers de T.E.P.	2001*			2002**		
	Quantités	Variations en %	Structure	Quantités	Variations en %	Structure
<b>Production totale</b> <sup>(1)</sup> .....	<b>9.744</b>	<b>5,9</b>	<b>100,0</b>	<b>9.361</b>	<b>- 3,9</b>	<b>100,0</b>
dont :						
. Produits pétroliers <sup>(2)</sup> .....	6.324	2,2	64,9	5.694	- 10,0	60,8
. Electricité .....	3.420	14,2	35,1	3.667	7,2	39,2
. Charbon.....	-	-	-	-	-	-

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

(1) La production totale d'énergie a été évaluée à partir des données du Ministère de l'énergie et des mines et de l'Office national de l'électricité et sur la base d'un coefficient de conversion de 0,26 TEP par 1000 kWh pour l'électricité et de 0,56 TEP par tonne pour le charbon.

(2) A l'exclusion des produits non énergétiques (bitumes et lubrifiants).

### III-6 - CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE

	2000	2001*	2002**	Variations en % <u>2002</u> 2001
<b>Produits pétroliers (1.000 t)</b>	<b>6.236</b>	<b>6.166</b>	<b>6.277</b>	<b>1,8</b>
- <b>Produits blancs</b>	<b>3.656</b>	<b>3.791</b>	<b>3.812</b>	<b>0,6</b>
. Essence ordinaire.....	79	79	76	- 3,8
. Essence super.....	326	323	321	- 0,6
. Carburacteur.....	285	278	282	1,4
. Gasoil.....	2.841	2.992	3.026	1,1
. Divers.....	125	119	107	- 10,1
- <b>Gaz liquéfiés .....</b>	<b>1.129</b>	<b>1.189</b>	<b>1.240</b>	<b>4,3</b>
. Butane.....	1.038	1.086	1.134	4,4
. Propane.....	91	103	106	2,9
- <b>Fuel-oil .....</b>	<b>1.451</b>	<b>1.186</b>	<b>1.225</b>	<b>3,3</b>
. Quantités utilisées pour la production d'électricité .....	611	292	422	44,5
. Autres .....	840	894	803	- 10,2
<b>Charbon (1.000 t) .....</b>	<b>3.913</b>	<b>4.969</b>	<b>5.047</b>	<b>1,6</b>
. Quantités utilisées pour la production d'électricité .....	3.219	4.171	4.317	3,5
. Autres .....	694	798	730	- 8,5
<b>Gaz naturel (millions m).....</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>63</b>	<b>26,0</b>
<b>Électricité ONE (millions kWh) .....</b>	<b>12.175</b>	<b>12.800</b>	<b>13.425</b>	<b>4,9</b>
dont : apports extérieurs .....	2.363	1.564	1.392	- 11,0

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Sources : Ministère de l'énergie et des mines et Office national de l'électricité.

### III-7 - CONSOMMATION FINALE D'ÉNERGIE <sup>(1)</sup>

En milliers de tonnes équivalent pétrole (TEP)	2001*			2002**		
	Quantités	Variations en %	Structure en %	Quantités	Variations en %	Structure en %
<b>Consommation finale d'énergie<sup>(2)</sup> .....</b>	<b>9.757</b>	<b>5,2</b>	<b>100</b>	<b>9.868</b>	<b>1,1</b>	<b>100</b>
. Produits pétroliers .....	5.902	4,4	60,5	5.895	- 0,1	59,7
dont :						
. (gasoil) .....	(2.982)	(5,4)	(30,6)	(3.018)	( 1,2)	(30,6)
. Électricité .....	3.328	5,1	34,1	3.491	4,9	35,4
. Charbon .....	527	15,1	5,4	482	- 8,5	4,9

(1) La consommation finale d'énergie est égale à la consommation primaire diminuée, de la consommation de produits énergétiques par l'ONE.

(2) La consommation finale d'énergie est évaluée à partir des données du Ministère de l'énergie et des mines et de l'Office national de l'électricité, sur la base d'un coefficient de conversion de 0,26 TEP par 1000 kWh pour l'électricité et de 0,66 TEP par tonne pour le charbon.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

#### IV-1 - INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Base 100 en 1992)

	Pondération	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Variations en %	
					<u>2001</u> 2000	<u>2002</u> 2001
<b>Industries alimentaires, boissons et tabacs</b>	<b>249</b>	<b>129,7</b>	<b>135,5</b>	<b>138,1</b>	<b>4,5</b>	<b>1,9</b>
. Industries alimentaires <sup>(1)</sup> .....	184	132,7	135,7	139,3	2,3	2,7
. Boissons et tabacs .....	65	120,8	134,9	134,8	11,7	- 0,1
<b>Industries du textile, de l'habillement et du cuir</b>	<b>223</b>	<b>118,0</b>	<b>115,5</b>	<b>114,7</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 0,7</b>
. Produits textiles et bonneterie .....	113	102,0	101,9	101,1	- 0,1	- 0,8
. Habillement à l'exclusion des chaussures .....	90	138,7	131,2	129,2	- 5,4	- 1,5
. Cuir, articles et chaussures en cuir .....	20	114,8	120,9	126,1	5,3	4,3
<b>Industries chimiques et parachimiques</b>	<b>218</b>	<b>132,6</b>	<b>138,2</b>	<b>145,7</b>	<b>4,2</b>	<b>5,4</b>
. Produits de la chimie et de la parachimie .....	151	130,0	137,7	145,2	5,9	5,4
. Articles en caoutchouc et en plastique .....	30	126,3	122,9	130,3	- 2,7	6,0
. Papier et carton, imprimerie .....	37	148,2	153,0	160,0	3,2	4,6
<b>Industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques</b>	<b>181</b>	<b>121,2</b>	<b>129,1</b>	<b>133,6</b>	<b>6,5</b>	<b>3,5</b>
. Produits de l'industrie métallique de base.....	22	135,3	144,8	168,4	7,0	16,3
. Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines.....	61	109,0	118,8	127,0	9,0	6,9
. Machines et matériel d'équipement .....	20	120,5	118,2	116,3	- 1,9	- 1,6
. Matériel de transport.....	41	125,5	143,4	134,8	14,3	- 6,0
. Matériel électrique et électronique .....	34	127,1	127,4	132,0	0,2	3,6
. Matériel de bureau, de mesure, d'optique et d'horlogerie ...	2	159,6	114,9	125,7	-28,0	9,4
. Autres industries manufacturières .....	1	111,7	108,8	102,4	- 2,6	- 5,9
<b>Bois et matériaux de construction</b>	<b>129</b>	<b>119,6</b>	<b>124,0</b>	<b>130,9</b>	<b>3,7</b>	<b>5,6</b>
. Bois et articles en bois .....	21	110,8	116,8	121,1	5,4	3,7
. Transformation des minéraux de carrière.....	108	121,3	125,4	132,8	3,4	5,9
<b>Ensemble des industries de transformation .....</b>	<b>1000</b>	<b>124,9</b>	<b>128,9</b>	<b>132,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>

(1) Produits des industries alimentaires (branche 10) et autres produits des industries alimentaires (branche 11).

Source : Département de la prévision économique et du plan.

**V-1 - ENTRÉES DE TOURISTES**

	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Variations <u>2002</u> 2001 (%)
<b>I - Touristes de nationalité étrangère .....</b>	<b>2.505.708</b>	<b>2.465.788</b>	<b>2.477.572</b>	<b>+ 0,5</b>
<b>A. Tourisme de séjour .....</b>	<b>2.325.505</b>	<b>2.249.662</b>	<b>2.222.267</b>	<b>- 1,2</b>
<b>Pays d'union Européene.....</b>	<b>1.805.088</b>	<b>1.772.365</b>	<b>1.778.716</b>	<b>+ 0,4</b>
dont :				
. France .....	813.865	840.230	877.465	+ 4,4
. Espagne .....	232.245	200.519	201.258	+ 0,4
. Allemagne .....	211.039	196.700	172.860	-12,1
. Royaume-Uni .....	137.232	135.642	146.511	+ 8,0
. Italie .....	142.426	123.628	112.518	- 9,0
<b>Autres pays d'Europe.....</b>	<b>113.494</b>	<b>92.180</b>	<b>90.037</b>	<b>- 2,3</b>
<b>Amériques.....</b>	<b>178.625</b>	<b>149.103</b>	<b>119.229</b>	<b>-20,0</b>
dont :				
. États-Unis .....	121.068	97.072	72.845	-25,0
. Canada .....	34.320	31.633	28.503	- 9,9
. Argentine .....	6.876	5.693	2.697	-52,6
<b>Moyen-Orient (*) .....</b>	<b>67.157</b>	<b>72.165</b>	<b>74.273</b>	<b>+ 2,9</b>
<b>Maghreb .....</b>	<b>63.989</b>	<b>71.454</b>	<b>67.279</b>	<b>- 5,8</b>
<b>Autres pays d'Afrique .....</b>	<b>36.077</b>	<b>38.477</b>	<b>36.152</b>	<b>- 6,0</b>
<b>Asie .....</b>	<b>40.120</b>	<b>33.094</b>	<b>35.616</b>	<b>+ 7,6</b>
<b>Autres pays .....</b>	<b>20.955</b>	<b>20.824</b>	<b>20.965</b>	<b>+ 0,7</b>
<b>B. Tourisme de croisière.....</b>	<b>180.203</b>	<b>216.126</b>	<b>255.305</b>	<b>+ 18,1</b>
<b>II - Ressortissants marocains     résidant à l'étranger .....</b>	<b>1.787.532</b>	<b>1.973.653</b>	<b>1.971.065</b>	<b>- 0,1</b>
<b>Total .....</b>	<b>4.293.240</b>	<b>4.439.441</b>	<b>4.448.637</b>	<b>+ 0,2</b>

(\*) Y compris l'Egypte.

Source : Ministère du tourisme.

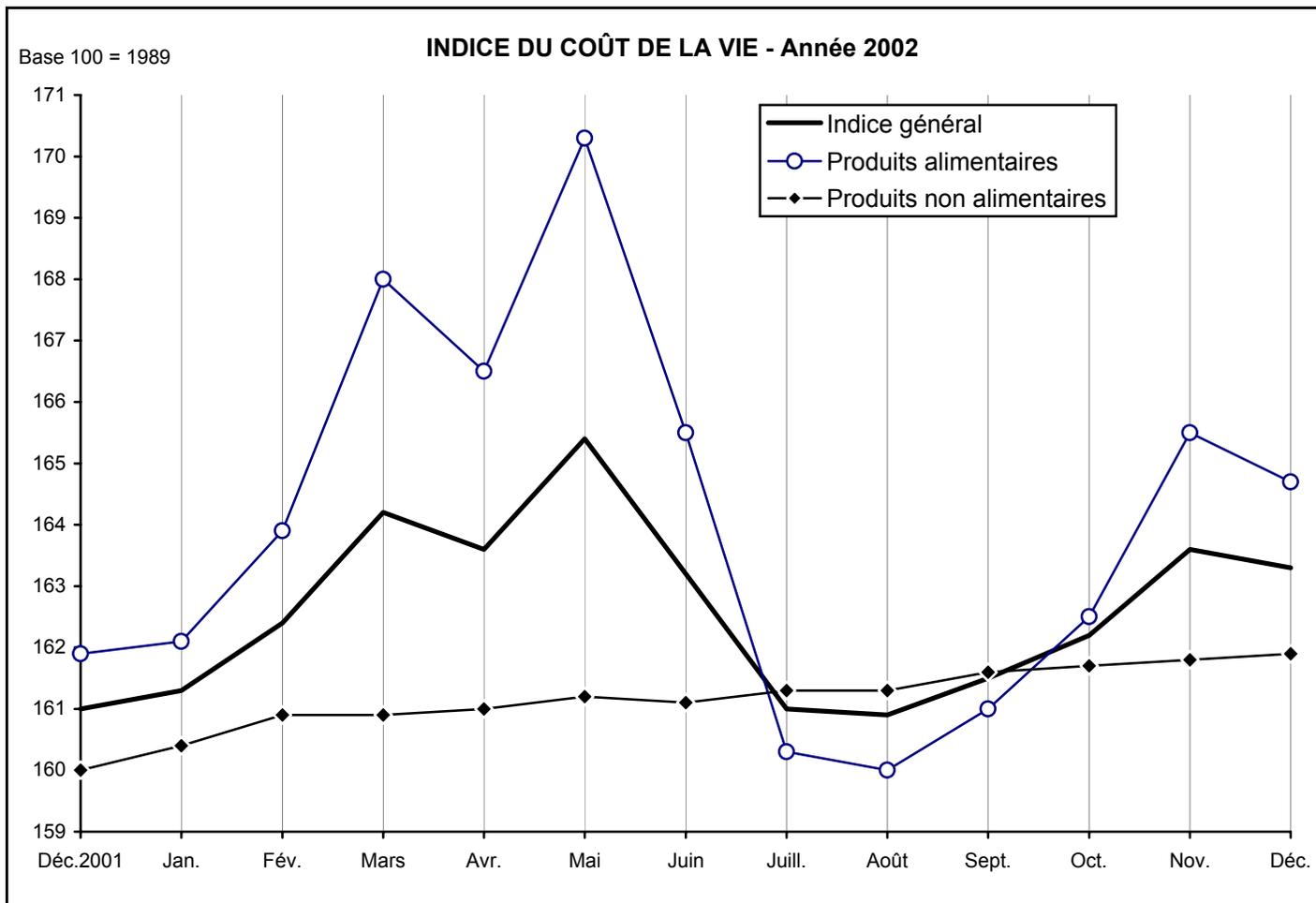
VI-1 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)

(Base 100 en 1989)

Groupes	2001		2002													Variations en %	
	Moy. annuelle	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moy. annuelle	Déc.02 Déc.01	2002* 2001*
<b>Produits alimentaires .....</b>	157,5	161,9	162,1	163,9	168,0	166,5	170,3	165,5	160,3	160,0	161,0	162,5	165,5	164,7	164,2	+ 1,7	+ 4,3
dont :																	
Céréales et produits à base de céréales ..	142,4	143,1	142,8	142,9	143,4	143,3	143,3	143,3	143,1	143,5	143,8	143,6	143,6	143,5	143,3	+ 0,3	+ 0,6
Lait, produits laitiers et oeufs .....	139,7	146,8	143,5	140,6	139,9	138,9	139,1	141,1	140,4	143,2	143,7	144,9	149,4	148,0	142,7	+ 0,8	+ 2,2
Corps gras .....	140,1	140,5	138,9	138,7	138,6	138,6	138,0	137,9	138,1	139,4	140,6	142,7	143,5	144,0	139,9	+ 2,5	- 0,1
Viandes .....	165,1	168,2	168,1	168,8	169,7	173,6	186,0	178,3	176,7	178,0	179,4	178,0	179,7	183,2	176,6	+ 8,9	+ 7,0
Poissons frais .....	166,9	186,9	174,1	176,3	178,1	169,9	183,4	177,3	173,0	176,9	174,9	173,9	198,2	192,4	179,0	+ 2,9	+ 7,2
Légumes frais .....	166,7	206,2	218,4	236,2	272,5	230,9	193,9	175,5	147,0	140,7	146,1	166,3	188,6	188,5	192,1	- 8,6	+ 15,2
Fruits frais .....	205,4	171,0	169,7	176,0	189,7	222,9	305,8	274,5	222,1	209,4	213,2	215,7	202,1	172,2	214,4	+ 0,7	+ 4,4
<b>Produits non alimentaires .....</b>	158,7	160,0	160,4	160,9	160,9	161,0	161,2	161,1	161,3	161,3	161,6	161,7	161,8	161,9	161,2	+ 1,2	+ 1,6
Habillement .....	163,5	165,0	165,2	165,5	165,6	166,0	166,1	166,0	166,3	166,2	166,3	166,5	166,9	167,2	166,2	+ 1,3	+ 1,7
Habitation .....	162,5	163,1	163,6	164,6	164,7	164,9	165,0	165,0	165,1	165,1	165,1	165,2	165,4	165,7	165,0	+ 1,6	+ 1,6
Équipement ménager .....	138,4	139,0	139,0	139,1	139,2	139,2	139,2	139,3	139,3	139,3	139,3	139,2	139,3	139,3	139,2	+ 0,2	+ 0,6
Soins médicaux .....	142,5	143,2	144,1	144,1	144,0	143,8	144,1	144,1	144,1	144,1	144,1	144,1	144,4	144,4	144,1	+ 0,8	+ 1,1
Transport et communications .....	162,5	163,2	163,3	163,3	163,4	163,4	163,4	163,4	163,4	163,5	163,5	163,5	163,5	163,6	163,4	+ 0,2	+ 0,6
Loisirs et culture .....	159,5	162,8	163,1	163,3	163,4	163,4	163,7	163,7	165,1	165,2	166,5	166,6	166,6	166,4	164,8	+ 2,2	+ 3,3
Autres biens et services .....	166,6	169,1	169,2	169,7	169,6	169,8	170,0	170,1	170,3	170,5	170,8	170,8	171,1	171,2	170,3	+ 1,2	+ 2,2
<b>Indice général .....</b>	<b>158,3</b>	<b>161,0</b>	<b>161,3</b>	<b>162,4</b>	<b>164,2</b>	<b>163,6</b>	<b>165,4</b>	<b>163,2</b>	<b>161,0</b>	<b>160,9</b>	<b>161,5</b>	<b>162,2</b>	<b>163,6</b>	<b>163,3</b>	<b>162,7</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 2,8</b>

(\*) Moyenne annuelle.

Source : Département de la prévision économique et du plan.



VI-2 - INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (\*)

(Base 100 = 1997)

	Pondérations en%	4ème trim. 2001	Moyenne 2001	2002					Variations en %		
				1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	Moyenne	4ème trim. 02	2001	2002
									4ème trim. 01	2000	2001
Industries alimentaires .....	28,9	99,8	99,2	100,4	102,0	102,0	103,5	102,0	+ 3,7	- 0,6	+ 2,8
Industrie du tabac .....	3,1	113,4	113,4	113,4	113,4	113,4	113,4	113,4	-	- 0,3	-
Industrie textile .....	6,5	98,1	97,4	98,1	98,0	98,0	98,0	98,0	- 0,1	+ 0,3	+ 0,7
Industrie de l'habillement .....	6,7	96,5	96,8	96,5	96,5	96,5	96,8	96,6	+ 0,3	- 0,8	- 0,2
Industrie du cuir et de la chaussure .....	1,6	96,0	96,3	97,4	97,4	97,4	97,0	97,3	+ 1,0	- 0,7	+ 1,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois .....	1,8	97,8	98,5	97,6	97,6	97,6	97,6	97,6	- 0,2	- 0,5	- 0,9
Industrie du papier et du carton .....	2,6	90,4	94,5	90,4	92,6	93,7	88,1	91,2	- 2,5	- 9,0	- 3,6
Edition, imprimerie, reproduction .....	1,4	96,5	95,5	96,5	96,5	96,5	96,5	96,5	-	+ 4,6	+ 1,1
Raffinage du pétrole .....	13,3	131,0	142,7	115,1	135,7	128,9	135,8	128,9	+ 3,7	- 6,6	- 9,7
Industrie chimique .....	13,1	94,6	96,6	94,6	95,0	95,0	94,6	94,8	-	- 1,9	- 1,7
Industrie du caoutchouc et des plastiques .....	2,0	96,8	97,6	95,9	95,9	95,9	95,9	95,9	- 0,9	-	-
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques .....	5,9	106,2	104,9	106,1	106,1	106,4	106,4	106,3	+ 0,2	+ 1,4	+ 1,4
Métallurgie .....	3,2	99,8	99,8	100,6	100,5	101,3	101,8	101,1	+ 2,0	- 1,3	+ 1,3
Travail des métaux .....	3,0	101,3	101,1	101,4	101,4	102,1	102,2	101,8	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,7
Fabrication de machines et équipements .....	0,9	96,2	96,4	91,0	91,0	91,0	91,0	91,0	- 5,4	- 1,4	- 5,6
Fabrication de machines et appareils électriques .....	2,0	105,3	106,9	103,2	103,1	102,4	101,7	102,6	- 3,4	- 0,8	- 3,9
Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication .....	0,5	96,8	96,9	93,4	93,4	93,4	93,4	93,4	- 3,5	- 0,3	- 3,6
Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie .....	0,1	96,8	96,8	103,2	103,2	103,2	103,2	103,2	+ 6,6	-	-
Industrie automobile .....	2,5	99,4	99,1	99,2	99,6	99,6	99,6	99,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4
Fabrication d'autres matériels de transport .....	0,1	92,4	92,8	92,4	93,9	93,9	93,9	93,5	+ 1,6	- 2,3	+ 0,9
Fabrication de meubles, industries diverses .....	0,9	102,7	101,7	102,7	102,7	102,7	102,7	102,7	-	+ 2,7	+ 1,0
<b>Indice général .....</b>	<b>100</b>	<b>101,7</b>	<b>105,1</b>	<b>101,4</b>	<b>104,7</b>	<b>103,9</b>	<b>105,1</b>	<b>103,8</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,3</b>

(\*) Indice calculé sur la base des prix hors taxe, sortie usine.

Source : Département de la prévision économique et du plan.

### VI-3 - INDICATEURS DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE

(Population en milliers et taux en %)

	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Année 2001	Année 2002	Variations absolues 2002/2001 <sup>(2)</sup>	Année 2001	Année 2002	Variations absolues 2002/2001 <sup>(2)</sup>	Année 2001	Année 2002	Variations absolues 2002/2001 <sup>(2)</sup>
<b>Population totale .....</b>	<b>16.308</b>	<b>16.773</b>	<b>+ 465</b>	<b>12.863</b>	<b>12.859</b>	<b>- 4</b>	<b>29.171</b>	<b>29.632</b>	<b>+ 461</b>
<b>Population âgée de 15 ans et plus</b>	<b>11.807</b>	<b>12.231</b>	<b>+ 424</b>	<b>8.147</b>	<b>8.244</b>	<b>+ 97</b>	<b>19.954</b>	<b>20.475</b>	<b>+ 521</b>
<b>Population active âgée de 15 ans et plus .....</b>	<b>5.433</b>	<b>5.558</b>	<b>+ 125</b>	<b>4.797</b>	<b>4.821</b>	<b>+ 24</b>	<b>10.230</b>	<b>10.379</b>	<b>+ 149</b>
dont : - Population occupée .....	4.372	4.541	+ 169	4.583	4.635	+ 52	8.954	9.176	+ 222
- Population en chômage .....	1.061	1.017	- 44	214	186	- 28	1.275	1.203	- 72
<b>Taux d'activité <sup>(1)</sup> .....</b>	<b>46,0</b>	<b>45,4</b>	<b>- 0,6</b>	<b>58,9</b>	<b>58,5</b>	<b>- 0,4</b>	<b>51,3</b>	<b>50,7</b>	<b>- 0,6</b>
<b>Taux de chômage .....</b>	<b>19,5</b>	<b>18,3</b>	<b>- 1,2</b>	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>- 0,6</b>	<b>12,5</b>	<b>11,6</b>	<b>- 0,9</b>
<b>. Selon le sexe</b>									
Hommes .....	18,0	16,6	- 1,4	5,6	4,7	- 0,9	12,5	11,3	- 1,2
Femmes .....	24,7	24,2	- 0,5	1,6	1,7	+ 0,1	12,5	12,5	0,0
<b>. Selon l'âge</b>									
15 à 24 ans .....	35,5	34,2	- 1,3	7,2	6,2	- 1,0	18,9	17,6	- 1,3
25 à 34 ans .....	28,0	26,2	- 1,8	5,9	4,7	- 1,2	19,2	17,7	- 1,5
35 à 44 ans .....	9,2	8,7	- 0,5	2,3	2,2	- 0,1	6,5	6,3	- 0,2
45 ans et plus .....	3,5	3,2	- 0,3	1,1	1,1	-	2,3	2,1	- 0,2
<b>. Selon le diplôme</b>									
Sans diplôme .....	11,8	10,4	- 1,4	3,0	2,6	- 0,4	6,4	5,6	- 0,8
Ayant un diplôme .....	26,8	25,6	- 1,2	15,8	13,6	- 2,2	25,0	23,7	- 1,3

(1) Population active âgée de 15 ans et plus rapportée à la population âgée de 15 ans et plus.

(2) Pour les taux, il s'agit d'une variation en points de pourcentage.

Source : Département de la prévision économique et du plan.

**VI-4 - ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SELON LES BRANCHES  
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (1)**

(En milliers de personnes)

Branches d'activité	Année 2001	Année 2002	Variations	
			absolues	en %
Agriculture, élevage et pêche .....	3.900	3.951	51	1,3
Industries (y compris l'artisanat) .....	1.169	1.231	62	5,3
Bâtiment et travaux publics .....	598	646	48	8,0
Commerce .....	1.155	1.180	25	2,2
Transports et communications .....	317	332	15	4,8
Administration générale et services sociaux fournis à la collectivité.....	975	976	1	0,1
Autres services (y compris les réparations) .....	836	856	20	2,4
Activités mal désignées .....	5	4	- 1	- 16,8
<b>Total .....</b>	<b>8.955</b>	<b>9.176</b>	<b>221</b>	<b>2,5</b>

(1) Il s'agit de l'emploi des personnes âgées de 15 ans et plus.

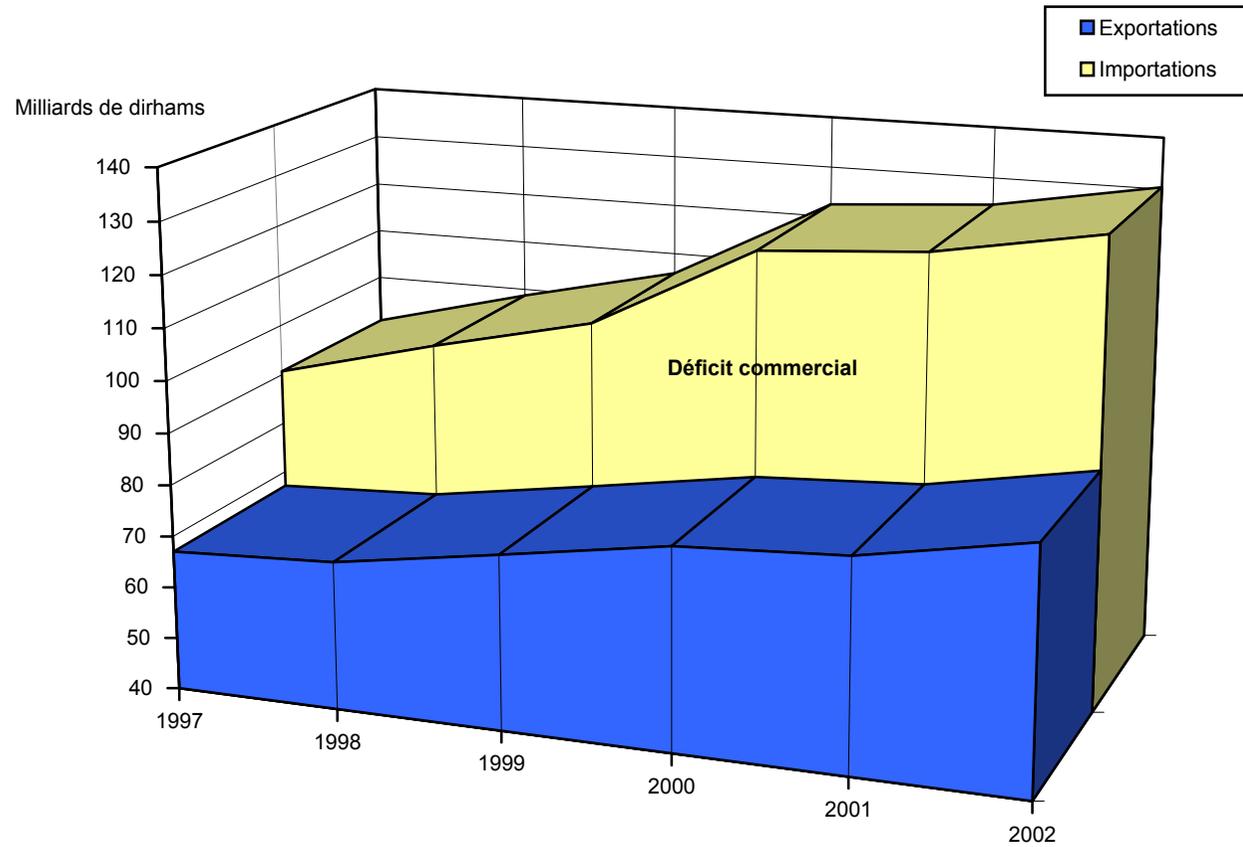
**Source** : Département de la prévision économique et du plan.

**VII-1 - STRUCTURE DES TRANSACTIONS COMMERCIALES <sup>(1)</sup>**

Part en % par catégorie de produits	Importations		Exportations	
	Année 2001	Année 2002	Année 2001	Année 2002
Produits alimentaires, boissons et tabacs.....	12,4	11,6	20,7	20,7
Produits énergétiques et lubrifiants .....	17,6	15,5	4,2	2,8
Produits bruts .....	6,3	6,9	8,8	9,4
Demi-produits .....	21,3	22,0	21,6	23,8
Produits finis .....	42,4	44,0	44,7	43,3
. Biens d'équipement .....	18,5	20,1	5,6	6,5
. Biens de consommation .....	23,9	23,9	39,1	36,8
<b>Total .....</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(1) Les statistiques du commerce extérieur incluent, à partir de l'année 1998, les transactions réalisées dans le cadre de l'admission temporaire sans paiement, tant au niveau global qu'au niveau de chaque produit.

### ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'EXTERIEUR



**VII-2 - IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS**

Poids en milliers de tonnes; Valeur en millions de dirhams	Année 2001*		Année 2002**		Variations			
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids		Valeur	
					1000 t	%	Montants	%
<b>Produits alimentaires, boissons et tabacs.....</b>	<b>6.612</b>	<b>15.402</b>	<b>6.606</b>	<b>15.144</b>	<b>-6</b>	<b>-0,1</b>	<b>- 258</b>	<b>-1,7</b>
Blé .....	3.376	6.189	3.318	5.819	- 58	-1,7	- 370	-6,0
Maïs .....	973	1.319	1.076	1.494	103	10,6	175	13,3
Orge .....	807	1.114	631	779	- 176	-21,8	- 335	- 30,1
Sucre .....	512	1.535	574	1.592	62	12,1	57	3,7
Produits laitiers .....	54	977	62	976	8	14,8	- 1	-0,1
Thé .....	38	671	44	641	6	15,8	- 30	- 4,5
Tabacs .....	10	734	10	703	-	-	- 31	- 4,2
Autres produits .....	842	2.863	891	3.140	49	5,8	277	9,7
<b>Produits énergétiques et lubrifiants .....</b>	<b>14.089</b>	<b>21.980</b>	<b>13.298</b>	<b>20.168</b>	<b>- 791</b>	<b>- 5,6</b>	<b>-1.812</b>	<b>-8,2</b>
Huile brute de pétrole .....	7.259	14.488	6.390	12.861	- 869	- 12,0	-1.627	- 11,2
Produits pétroliers raffinés .....	1.694	4.790	1.816	4.993	122	7,2	203	4,2
Charbon .....	5.136	2.340	5.092	2.129	- 44	- 0,9	- 211	- 9,0
Energie électrique .....	-	362	-	185	-	-	- 177	-48,9
<b>Produits bruts .....</b>	<b>4.391</b>	<b>7.862</b>	<b>4.953</b>	<b>8.936</b>	<b>562</b>	<b>12,8</b>	<b>1.074</b>	<b>13,7</b>
Huiles végétales .....	404	1.698	367	1.858	- 37	- 9,2	160	9,4
Graines et fruits oléagineux .....	254	627	353	891	99	39,0	264	42,1
Bois bruts .....	594	1.559	793	1.913	199	33,5	354	22,7
Fibres textiles et coton .....	90	1.273	93	1.183	3	3,3	- 90	-7,1
Soufre brut .....	2.528	1.042	2.818	1.127	290	11,5	85	8,2
Autres produits .....	521	1.663	529	1.964	8	1,5	301	18,1
<b>Demi-produits <sup>(1)</sup>.....</b>	<b>4.174</b>	<b>26.596</b>	<b>4.596</b>	<b>28.718</b>	<b>422</b>	<b>10,1</b>	<b>2.122</b>	<b>8,0</b>
Produits chimiques.....	827	3.817	882	3.852	55	6,7	35	0,9
Matières colorantes et désinfectants .....	31	1.052	35	1.061	4	12,9	9	0,9
Engrais naturels et chimiques .....	591	856	724	1.044	133	22,5	188	22,0
Fer et acier .....	898	2.034	1.029	2.454	131	14,6	420	20,6
Autres produits métallurgiques et sidérurgiques .....	529	3.621	568	3.796	39	7,4	175	4,8
Matières plastiques.....	307	3.189	345	3.353	38	12,4	164	5,1
Papiers et cartons .....	198	1.746	228	1.914	30	15,2	168	9,6
Fils de fibres et de coton .....	37	1.175	42	1.201	5	13,5	26	2,2
Autres produits .....	756	9.106	743	10.043	- 13	- 1,7	937	10,3
<b>Biens d'équipement agricoles.....</b>	<b>17</b>	<b>885</b>	<b>21</b>	<b>998</b>	<b>4</b>	<b>23,5</b>	<b>113</b>	<b>12,8</b>
<b>Biens d'équipement industriels.....</b>	<b>271</b>	<b>22.195</b>	<b>353</b>	<b>25.208</b>	<b>82</b>	<b>30,3</b>	<b>3.013</b>	<b>13,6</b>
Machines et appareils divers .....	31	4.746	36	4.908	5	16,1	162	3,4
Chaudières .....	2	239	2	125	-	-	- 114	-47,7
Matériels à broyer .....	13	657	22	1.016	9	69,2	359	54,6
Machines textiles .....	6	685	6	662	-	-	- 23	-3,4
Matériels d'extraction .....	15	404	19	504	4	26,7	100	24,8
Outils et machines outils .....	11	658	11	674	-	-	16	2,4
Avions, bateaux .....	1	40	27	1.760	26	-	1.720	-
Voitures industrielles .....	36	1.915	42	2.299	6	16,7	384	20,1
Appareils électriques de téléphonie.....	2	1.041	1	772	- 1	-50,0	- 269	-25,8
Emetteurs de télécommunication .....	3	1.042	-	298	- 3	-	- 744	-71,4
Fils et câbles pour l'électricité .....	13	785	16	931	3	23,1	146	18,6
Autres produits .....	138	9.983	171	11.259	33	23,9	1.276	12,9
<b>Biens de consommation .....</b>	<b>435</b>	<b>29.798</b>	<b>488</b>	<b>31.205</b>	<b>53</b>	<b>12,2</b>	<b>1.407</b>	<b>4,7</b>
Médicaments .....	4	1.653	4	1.846	-	-	193	11,7
Produits textiles .....	122	12.029	116	11.601	- 6	- 4,9	- 428	-3,6
Ouvrages en matières plastiques .....	28	1.223	35	1.465	7	25,0	242	19,8
Appareils récepteurs de télécommunication .....	12	2.380	16	2.609	4	33,3	229	9,6
Voitures de tourisme .....	26	2.141	28	2.417	2	7,7	276	12,9
Pièces détachées pour voitures.....	24	1.040	20	615	- 4	- 16,7	- 425	-40,9
Autres produits .....	219	9.332	269	10.652	50	22,8	1.320	14,1
<b>Total.....</b>	<b>29.989</b>	<b>124.718</b>	<b>30.315</b>	<b>130.377</b>	<b>326</b>	<b>1,1</b>	<b>5.659</b>	<b>4,5</b>

(1) Y compris l'or industriel, pour un montant de 120 millions de dirhams en 2001 et de 222 millions de dirhams en 2002.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

### VII-3 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Poids en milliers de tonnes; Valeur en millions de dirhams	Année 2001*		Année 2002**		Variations			
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids		Valeur	
					1000 t	%	Montants	%
<b>Produits alimentaires, boissons et tabacs.....</b>	<b>1.541</b>	<b>16.691</b>	<b>1.444</b>	<b>17.954</b>	<b>-97</b>	<b>-6,3</b>	<b>1.263</b>	<b>7,6</b>
Agrumes .....	431	2.083	408	2.092	-23	-5,3	9	0,4
Primeurs .....	334	1.829	334	2.141	-	-	312	17,1
Crustacés, mollusques et coquillages .....	134	5.187	128	5.885	-6	-4,5	698	13,5
Poissons frais .....	55	1.443	46	1.358	-9	-16,4	-85	-5,9
Poissons en conserve .....	109	2.587	106	2.794	-3	-2,8	207	8,0
Conserves de légumes et de fruits.....	91	1.195	89	1.222	-2	-2,2	27	2,3
Farine de poissons.....	76	439	23	149	-53	-69,7	-290	-66,1
Autres produits .....	311	1.928	310	2.313	-1	-0,3	385	20,0
<b>Produits énergétiques et lubrifiants .....</b>	<b>1.900</b>	<b>3.406</b>	<b>1.191</b>	<b>2.427</b>	<b>-709</b>	<b>-37,3</b>	<b>-979</b>	<b>-28,7</b>
<b>Produits bruts d'origine animale et végétale....</b>	<b>121</b>	<b>1.394</b>	<b>190</b>	<b>1.702</b>	<b>69</b>	<b>57,0</b>	<b>308</b>	<b>22,1</b>
Pâte à papier .....	53	237	115	480	62	117,0	243	102,5
Plantes et fleurs .....	12	230	13	241	1	8,3	11	4,8
Agar-agar .....	1	206	1	198	-	-	-8	-3,9
Lièges .....	10	112	10	97	-	-	-15	-13,4
Autres produits .....	45	609	51	686	6	13,3	77	12,6
<b>Produits bruts d'origine minérale .....</b>	<b>13.171</b>	<b>5.736</b>	<b>14.128</b>	<b>6.478</b>	<b>957</b>	<b>7,3</b>	<b>742</b>	<b>12,9</b>
Phosphates .....	10.853	4.215	11.649	4.686	796	7,3	471	11,2
Minerai de zinc .....	187	409	325	564	138	73,8	155	37,9
Plomb et cuivre .....	123	175	50	147	-73	-59,3	-28	-16,0
Autres minerais .....	2.008	937	2.104	1.081	96	4,8	144	15,4
<b>Demi-produits <sup>(1)</sup>.....</b>	<b>4.585</b>	<b>17.433</b>	<b>4.846</b>	<b>20.621</b>	<b>261</b>	<b>5,7</b>	<b>3.188</b>	<b>18,3</b>
Acide phosphorique .....	1.558	5.076	1.702	5.794	144	9,2	718	14,1
Engrais naturels et chimiques .....	2.452	3.947	2.195	3.676	-257	-10,5	-271	-6,9
Composants électroniques (transistors) .....	3	4.302	3	5.404	-	-	1.102	25,6
Plomb et argent bruts .....	53	735	72	992	19	35,8	257	35,0
Cuirs et peaux .....	4	316	1	221	-3	-75,0	-95	-30,1
Tôles .....	28	154	84	373	56	200,0	219	142,2
Autres produits .....	487	2.903	789	4.161	302	62,0	1.258	43,3
<b>Biens d'équipement .....</b>	<b>47</b>	<b>4.506</b>	<b>88</b>	<b>5.606</b>	<b>41</b>	<b>87,2</b>	<b>1.100</b>	<b>24,4</b>
Bandages et pneumatiques .....	3	101	5	155	2	66,7	54	53,5
Sous-systèmes électroniques .....	1	386	1	496	-	-	110	28,5
Fils et câbles pour l'électricité .....	18	2.552	25	3.370	7	38,9	818	32,1
Autres produits .....	25	1.467	57	1.585	32	128,0	118	8,1
<b>Biens de consommation .....</b>	<b>249</b>	<b>31.501</b>	<b>240</b>	<b>31.849</b>	<b>-9</b>	<b>-3,6</b>	<b>348</b>	<b>1,1</b>
Vêtements confectionnés .....	85	17.202	82	18.298	-3	-3,5	1.096	6,4
Articles de bonneterie .....	53	8.900	53	7.903	-	-	-997	-11,2
Chaussures .....	10	1.329	10	1.356	-	-	27	2,0
Tapis .....	3	179	2	133	-1	-33,3	-46	-25,7
Tissus de fibres et de coton .....	9	686	7	612	-2	-22,2	-74	-10,8
Autres produits .....	89	3.205	86	3.547	-3	-3,4	342	10,7
<b>Total.....</b>	<b>21.614</b>	<b>80.667</b>	<b>22.127</b>	<b>86.637</b>	<b>513</b>	<b>2,4</b>	<b>5.970</b>	<b>7,4</b>

(1) Y compris l'or industriel, pour un montant de 131 millions de dirhams en 2001 et de 292 millions de dirhams en 2002.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

## VII-4 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES

(En millions de dirhams)

	Importations C.A.F.		Exportations F.O.B.		Soldes	
	2001	2002	2001	2002	2001	2002
<b>EUROPE .....</b>	<b>81.349</b>	<b>84.881</b>	<b>61.840</b>	<b>65.835</b>	<b>-19.509</b>	<b>-19.046</b>
<b>Union européenne .....</b>	<b>70.603</b>	<b>73.382</b>	<b>59.431</b>	<b>62.639</b>	<b>-11.172</b>	<b>-10.743</b>
France .....	31.232	26.851	27.158	28.283	- 4.074	+ 1.432
Espagne .....	11.915	15.143	11.816	13.597	- 99	- 1.546
Allemagne .....	6.422	6.854	3.796	3.609	- 2.626	- 3.245
Italie .....	6.454	7.481	4.619	4.700	- 1.835	- 2.781
Royaume-Uni .....	7.124	6.972	6.856	7.043	- 268	+ 71
Pays-Bas .....	2.007	2.156	1.713	1.936	- 294	- 220
U.E. Belgo-luxembourgeoise .....	1.822	2.676	2.042	1.833	+ 220	- 843
Autres pays de l' U.E. ....	3.628	5.249	1.431	1.638	- 2.196	- 3.611
<b>Autres pays de l'Europe.....</b>	<b>10.746</b>	<b>11.499</b>	<b>2.409</b>	<b>3.196</b>	<b>- 8.337</b>	<b>- 8.303</b>
Russie .....	4.197	3.923	609	661	- 3.589	- 3.262
<b>ASIE .....</b>	<b>23.750</b>	<b>25.098</b>	<b>8.722</b>	<b>9.399</b>	<b>-15.028</b>	<b>- 15.699</b>
<b>Pays arabes du Moyen-Orient .....</b>	<b>11.152</b>	<b>11.383</b>	<b>1.424</b>	<b>1.179</b>	<b>- 9.728</b>	<b>- 10.204</b>
<b>Autres pays d'Asie .....</b>	<b>12.598</b>	<b>13.715</b>	<b>7.298</b>	<b>8.220</b>	<b>- 5.300</b>	<b>- 5.495</b>
Japon .....	1.885	2.287	2.396	3.025	+ 511	+ 738
Inde .....	756	957	2.762	3.220	+ 2.006	+ 2.263
Iran .....	3.185	3.191	289	299	- 2.896	- 2.892
Chine .....	3.146	3.754	391	287	- 2.755	- 3.467
Autres .....	3.627	3.526	1.461	1.389	- 2.166	- 2.137
<b>AMÉRIQUE .....</b>	<b>12.354</b>	<b>12.723</b>	<b>5.233</b>	<b>5.860</b>	<b>- 7.121</b>	<b>- 6.863</b>
États-Unis .....	4.608	5.617	3.126	2.822	- 1.482	- 2.795
Canada .....	2.546	1.765	335	347	- 2.211	- 1.418
Brésil .....	3.065	3.341	906	1.633	- 2.159	- 1.708
Mexique .....	84	127	487	627	+ 403	+ 500
Autres .....	2.051	1.873	380	431	- 1.671	- 1.442
<b>AFRIQUE .....</b>	<b>6.805</b>	<b>6.733</b>	<b>3.425</b>	<b>4.384</b>	<b>- 3.380</b>	<b>- 2.349</b>
<b>Pays de L'U.M.A. ....</b>	<b>3.473</b>	<b>3.349</b>	<b>1.803</b>	<b>1.780</b>	<b>- 1.670</b>	<b>- 1.569</b>
Algérie .....	2.184	1.759	98	239	- 2.086	- 1.520
Tunisie .....	511	607	596	541	+ 85	- 66
Libye .....	778	977	913	741	+ 135	- 236
Mauritanie .....	-	6	196	259	+ 196	+ 253
<b>Autres .....</b>	<b>3.332</b>	<b>3.384</b>	<b>1.622</b>	<b>2.604</b>	<b>- 1.710</b>	<b>- 780</b>
<b>Océanie et Divers.....</b>	<b>460</b>	<b>942</b>	<b>1.447</b>	<b>1.159</b>	<b>+ 987</b>	<b>+ 217</b>
<b>Total .....</b>	<b>124.718</b>	<b>130.377</b>	<b>80.667</b>	<b>86.637</b>	<b>- 44.051</b>	<b>- 43.740</b>

Source : Office des changes.

VIII-1 - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(En millions de dirhams)

	Année 2001*			Année 2002**		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>171.489,8</b>	<b>153.280,4</b>	<b>+18.209,4</b>	<b>176.720,5</b>	<b>160.270,0</b>	<b>+16.450,5</b>
<b>Biens .....</b>	<b>80.723,8</b>	<b>114.880,6</b>	<b>- 34.156,8</b>	<b>86.637,1</b>	<b>120.098,3</b>	<b>- 33.461,2</b>
- Marchandises générales .....	52.759,9	96.430,6	- 43.670,7	56.261,5	101.541,4	- 45.279,9
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation .....	27.553,6	18.346,5	+ 9.207,1	29.990,4	18.469,6	+ 11.520,8
- Achats de biens dans les ports .....	410,3	103,5	+ 306,8	385,2	87,3	+ 297,9
<b>Services .....</b>	<b>45.539,9</b>	<b>23.945,6</b>	<b>+21.594,3</b>	<b>47.979,4</b>	<b>26.610,7</b>	<b>+21.368,7</b>
- Transports .....	7.455,8	8.844,8	- 1.389,0	8.601,3	9.445,9	- 844,6
- Voyages .....	29.195,8	4.399,9	+ 24.795,9	29.158,4	4.896,7	+ 24.261,7
- Services de communication .....	1.908,7	193,9	+ 1.714,8	2.550,8	215,0	+ 2.335,8
- Services d'assurances .....	331,7	428,7	- 97,0	313,1	501,7	- 188,6
- Redevances et droits de licence .....	249,6	2.898,1	- 2.648,5	122,5	446,8	- 324,3
- Autres services aux entreprises - Services fournis ou reçus par les administrations publiques NCA .....	3.659,4	2.504,1	+ 1.155,3	4.351,3	5.476,7	- 1.125,4
2.738,9	4.676,1	- 1.937,2	2.882,0	5.627,9	- 2.745,9	
<b>Revenus .....</b>	<b>3.684,7</b>	<b>13.096,5</b>	<b>- 9.411,8</b>	<b>4.152,0</b>	<b>12.288,9</b>	<b>- 8.136,9</b>
- Revenus des investissements privés .....	154,9	4.548,3	- 4.393,4	102,0	5.327,8	- 5.225,8
- Revenus des investissements et des emprunts publics .....	3.529,8	8.548,2	- 5.018,4	4.050,0	6.961,1	- 2.911,1
<b>Transferts courants.....</b>	<b>41.541,4</b>	<b>1.357,7</b>	<b>+40.183,7</b>	<b>37.952,0</b>	<b>1.272,1</b>	<b>+36.679,9</b>
- Publics .....	734,7	509,7	+ 225,0	1.665,8	484,8	+ 1.181,0
- Privés .....	40.806,7	848,0	+ 39.958,7	36.286,2	787,3	+ 35.498,9
<b>B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIERES .....</b>	<b>46.158,1</b>	<b>23.533,0</b>	<b>+22.625,1</b>	<b>17.757,9</b>	<b>26.233,9</b>	<b>- 8.476,0</b>
<b>1. Capital .....</b>	<b>-</b>	<b>101,1</b>	<b>- 101,1</b>	<b>-</b>	<b>66,8</b>	<b>- 66,8</b>
Transfert de capital.....	-	101,1	- 101,1	-	66,8	- 66,8
<b>2. Opérations financières .....</b>	<b>46.158,1</b>	<b>23.431,9</b>	<b>+22.726,2</b>	<b>17.757,9</b>	<b>26.167,1</b>	<b>- 8.409,2</b>
<b>Secteur privé.....</b>	<b>38.004,7</b>	<b>4.007,7</b>	<b>+33.997,0</b>	<b>10.168,1</b>	<b>4.425,6</b>	<b>+5.742,5</b>
- Crédits commerciaux .....	3.597,3	-	+ 3.597,3	3.541,6	-	+ 3.541,6
- Prêts et investissements .....	33.296,4	4.007,7	+ 29.288,7	6.626,5	4.425,6	+ 2.200,9
- Autres capitaux privés .....	1.111,0	-	+ 1.111,0	-	-	-
<b>Secteur public .....</b>	<b>7.093,1</b>	<b>19.298,2</b>	<b>- 12.205,1</b>	<b>7.348,3</b>	<b>21.330,1</b>	<b>- 13.981,8</b>
- Prêts .....	7.093,1	19.298,2	- 12.205,1	7.348,3	21.330,1	- 13.981,8
<b>Autres .....</b>	<b>1.060,3</b>	<b>126,0</b>	<b>+ 934,3</b>	<b>241,5</b>	<b>411,4</b>	<b>- 169,9</b>
<b>C. ÉCART STATISTIQUE .....</b>	<b>2.656,8</b>	<b>-</b>	<b>+ 2.656,8</b>	<b>-</b>	<b>946,1</b>	<b>- 946,1</b>
<b>TOTAL .....</b>	<b>220.304,7</b>	<b>176.813,4</b>	<b>+43.491,3</b>	<b>194.478,4</b>	<b>187.450,0</b>	<b>+7.028,4</b>

NCA : non compris ailleurs.

(\*) Données rectifiées.

(\*\*) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

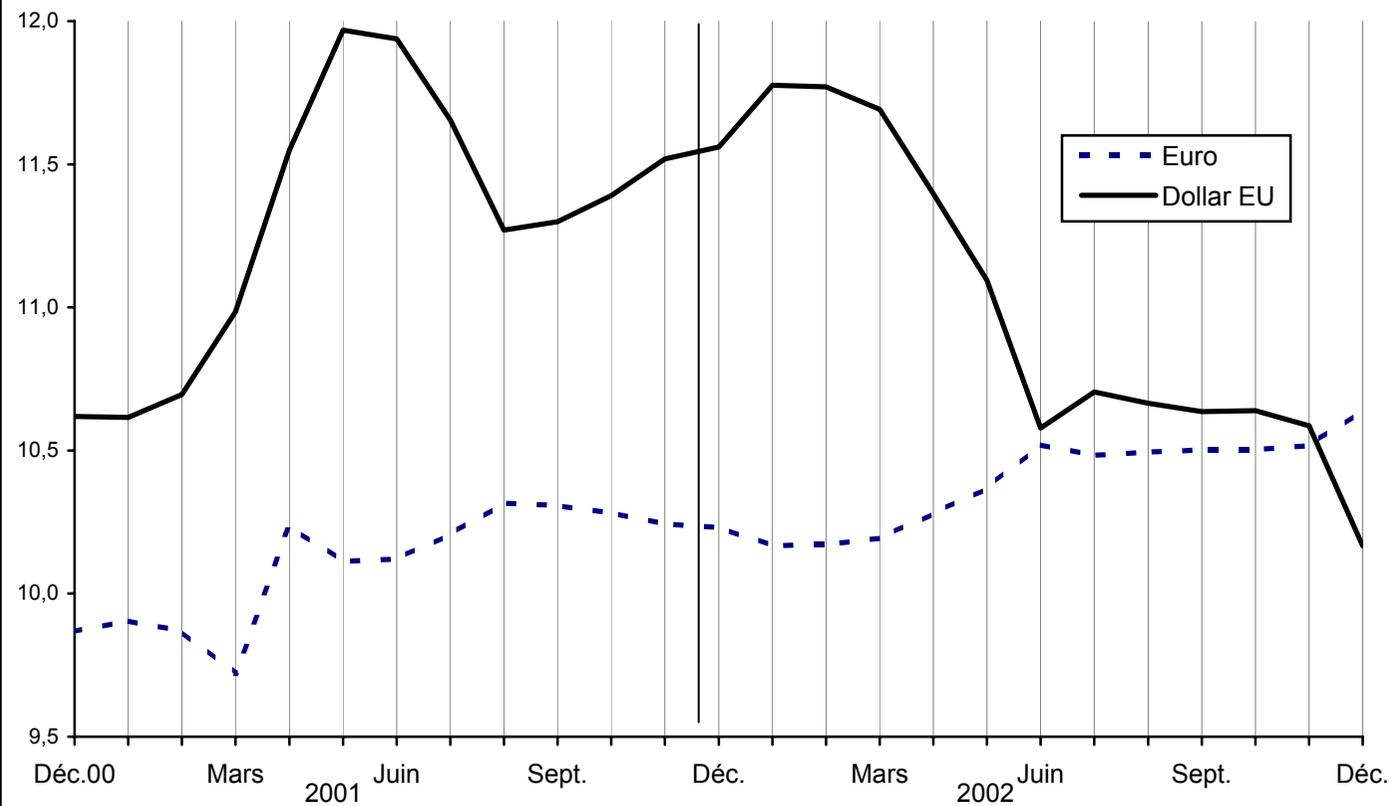
**IX-1- COURS DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVICES COTÉES PAR BANK AL-MAGHRIB**

- Cours virement -

Fin de période		2001		2002												
		Moyenne annuelle	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne annuelle
1 euro - EUR	Achat	10,1080	10,2010	10,1380	10,1400	10,1630	10,2490	10,3370	10,4880	10,4510	10,4630	10,4710	10,4700	10,4860	10,6080	10,3903
	Vente		10,2620	10,1990	10,2010	10,2240	10,3100	10,3990	10,5510	10,5140	10,5250	10,5340	10,5330	10,5490	10,6720	
1 dollar E.U. - USD	Achat	11,303	11,525	11,741	11,735	11,656	11,363	11,062	10,547	10,673	10,633	10,604	10,607	10,555	10,136	11,021
	Vente		11,595	11,811	11,806	11,727	11,432	11,128	10,610	10,737	10,697	10,667	10,671	10,618	10,197	
1 dollar canadien - CAD	Achat	7,3015	7,2464	7,4041	7,3154	7,3104	7,2477	7,2357	7,0042	6,7758	6,8297	6,7227	6,7699	6,7133	6,4212	7,0194
	Vente		7,2899	7,4486	7,3594	7,3544	7,2913	7,2792	7,0463	6,8166	6,8708	6,7631	6,8105	6,7537	6,4598	
1 livre sterling - GBP	Achat	16,262	16,697	16,596	16,605	16,586	16,560	16,164	16,154	16,680	16,469	16,637	16,543	16,390	16,306	16,525
	Vente		16,798	16,969	16,705	16,686	16,660	16,261	16,251	16,780	16,568	16,737	16,643	16,489	16,404	
1 franc suisse - CHF	Achat	6,6952	6,8940	6,8759	6,8727	6,9264	7,0203	7,0567	7,1263	7,1881	7,1225	7,1787	7,1582	7,1035	7,3062	7,0427
	Vente		6,9354	6,9172	6,9140	6,9681	7,0624	7,0991	7,1691	7,2313	7,1653	7,2219	7,2012	7,1461	7,3501	
100 yens japonais - GPY	Achat	9,3018	8,7742	8,8173	8,7529	8,8060	8,8593	8,8937	8,8835	8,8974	8,9872	8,7414	8,6556	8,6150	8,5445	8,7988
	Vente		8,8270	8,8703	8,8055	8,8589	8,9125	8,9472	8,9368	8,9509	9,0412	8,7939	8,7076	8,6668	8,5958	

### COURS DE CHANGE VIREMENT (Fin de période)

En dirhams



## X-1 - SITUATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DU TRÉSOR

(En millions de dirhams)

	Janvier - Décembre 2001*	Janvier - Décembre 2002
<b>I. RESSOURCES ORDINAIRES.....</b>	<b>118.964</b>	<b>98.882</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>84.235</b>	<b>87.666</b>
Impôts directs.....	28.162	30.377
Droits de douane.....	12.350	12.233
Impôts indirects.....	39.177	40.057
Enregistrement et timbre.....	4.546	4.999
Recettes exceptionnelles.....	-	-
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>31.810</b>	<b>7.862</b>
Monopoles et exploitations.....	4.904	4.244
Revenus du domaine.....	168	141
Autres recettes.....	3.341	2.856
Privatisation.....	23.397	621
<b>Recettes de certains comptes spéciaux .....</b>	<b>2.919</b>	<b>3.354</b>
<b>II. CHARGES .....</b>	<b>129.005</b>	<b>115.932</b>
<b>Dépenses ordinaires.....</b>	<b>92.612</b>	<b>90.491</b>
Fonctionnement.....	66.534	69.033
dont dépenses de personnel .....	(47.998)	(48.580)
Intérêts de la dette publique.....	18.754	17.411
. intérieure.....	(12.846)	(13.174)
. extérieure .....	(5.908)	(4.237)
Subventions des prix.....	7.324	4.047
<b>SOLDE ORDINAIRE.....</b>	<b>+ 26.352</b>	<b>+ 8.391</b>
<b>Dépenses d'investissement.....</b>	<b>21.253</b>	<b>20.253</b>
<b>Solde des comptes spéciaux du Trésor.....</b>	<b>- 4.527</b>	<b>- 5.068</b>
<b>Fonds Hassan II .....</b>	<b>10.613</b>	<b>120</b>
<b>DÉFICIT BUDGÉTAIRE.....</b>	<b>- 10.041</b>	<b>- 17.050</b>
En % du P.I.B. ....	(2,6)	(4,3)
<b>III. VARIATION DES ARRIÉRÉS.....</b>	<b>- 8.796</b>	<b>- 231</b>
<b>BESOIN DE FINANCEMENT (I-II+III) .....</b>	<b>- 18.837</b>	<b>- 17.281</b>
<b>FINANCEMENT NET.....</b>	<b>18.837</b>	<b>17.281</b>
<b>Financement extérieur.....</b>	<b>- 9.861</b>	<b>- 11.199</b>
Emprunts extérieurs .....	3.342	4.484
Amortissements .....	- 13.203	- 15.683
<b>Financement intérieur.....</b>	<b>28.698</b>	<b>28.480</b>
Financement bancaire .....	- 7.795	2.632
- Bank Al-Maghrib (**).....	(- 19.227) <sup>(1)</sup>	(- 1.140)
- Banques .....	( 11.432)	( 3.772)
Financement non bancaire .....	36.493	25.848
- Sur le marché des capitaux .....	18.860	12.808
- Dépôts monétaires au Trésor et au C.C.P.....	113	73
- Autres dépôts .....	17.520 <sup>(1)</sup>	12.967

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Non compris les chèques pris à l'escompte.

(1) Dont 10 milliards de dirhams de placements effectués au titre du compte du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

**Sources :** Ministère des finances et de la privatisation.  
Bank Al-Maghrib.

## X-2 - ÉVOLUTION DES RECETTES ORDINAIRES DU TRÉSOR

(En millions de dirhams)

	Janvier - Décembre 2001	Janvier - Décembre 2002	Variations en %
<b>RECETTES FISCALES .....</b>	<b>84.235</b>	<b>87.666</b>	<b>+ 4,1</b>
<b>Impôts directs .....</b>	<b>28.162</b>	<b>30.377</b>	<b>+ 7,9</b>
Impôt sur les sociétés .....	11.697	12.914	+ 10,4
Impôt général sur le revenu .....	15.338	16.353	+ 6,6
Participation à la solidarité nationale .....	285	152	- 46,7
Autres .....	842	958	+ 13,8
<b>Droits de douane .....</b>	<b>12.350</b>	<b>12.233</b>	<b>- 0,9</b>
Droits d'importation .....	12.308	12.193	- 0,9
Prélèvement fiscal à l'importation .....	9	-	-
Autres .....	33	40	+ 21,2
<b>Impôts indirects .....</b>	<b>39.177</b>	<b>40.057</b>	<b>+ 2,2</b>
Taxe sur la valeur ajoutée .....	23.298	23.952	+ 2,8
- Intérieure .....	(10.482)	(10.751)	+ 2,6
- Importation .....	(12.816)	(13.201)	+ 3,0
Taxes intérieures de consommation .....	15.879	16.105	+ 1,4
- Produits énergétiques .....	(9.239)	(9.308)	+ 0,7
- Tabacs .....	(5.627)	(5.801)	+ 3,1
- Autres .....	(1.013)	( 996)	- 1,7
<b>Enregistrement et timbre .....</b>	<b>4.546</b>	<b>4.999</b>	<b>+ 10,0</b>
<b>RECETTES NON FISCALES .....</b>	<b>31.810</b>	<b>7.862</b>	<b>- 75,3</b>
Monopoles et exploitations.....	4.904	4.244	- 13,5
Domaines .....	168	141	- 16,1
Autres recettes .....	3.341	2.856	- 14,5
Privatisation .....	23.397	621	- 97,3
<b>RECETTES DE CERTAINS COMPTES SPÉCIAUX ...</b>	<b>2.919</b>	<b>3.354</b>	<b>+ 14,9</b>
<b>TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES .....</b>	<b>118.964</b>	<b>98.882</b>	<b>- 16,9</b>

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

### X-3 - PRÉVISIONS DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

	Loi de finances 2e semestre 2000	Loi de finances 2001	Loi de finances 2002
<b>Dépenses de fonctionnement.....</b>	<b>33.617</b>	<b>74.879</b>	<b>75.442</b>
Dépenses de personnel .....	21.927	45.219	51.163
Matériel et interventions.....	5.680	12.770	12.924
Charges communes.....	3.540	11.200	8.705
dont subventions des prix .....	(1.000)	(5.705)	(2.705)
Dépenses imprévues et dotations provisionnelles.....	2.470	5.690	2.650
<b>Dépenses de la dette.....</b>	<b>18.588</b>	<b>42.226</b>	<b>46.708</b>
Dette intérieure .....	10.143	27.293	31.812
Dette extérieure .....	8.445	14.933	14.896
<b>Dépenses d'équipement.....</b>	<b>12.929</b>	<b>21.695</b>	<b>19.925</b>
<b>Dépenses totales.....</b>	<b>65.134</b>	<b>138.800</b>	<b>142.075</b>

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

### X-4 - PRÉVISIONS DE RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En millions de dirhams)

	Loi de finances 2e semestre 2000	Loi de finances 2001	Loi de finances 2002
<b>Recettes fiscales</b>	<b>35.509</b>	<b>76.993</b>	<b>79.734</b>
- Impôts directs.....	11.630	27.624	28.899
- Droits de douane.....	6.177	13.356	13.609
- Impôts indirects.....	16.033	31.587	32.564
dont produits pétroliers .....	(5.125)	(9.400)	(9.178)
- Enregistrement et timbre.....	1.669	4.426	4.662
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>14.373</b>	<b>28.830</b>	<b>20.113</b>
- Monopoles et exploitations.....	10.367	5.638	5.996
- Revenus du domaine .....	69	157	171
- Produits divers.....	547	1.014	954
- Recettes en atténuation de dépenses....	540	721	492
- Privatisation .....	2.850	21.300	12.500
<b>Recettes d'emprunt.....</b>	<b>10.492</b>	<b>34.517</b>	<b>36.249</b>
- Extérieures.....	2.492	6.517	6.800
- Intérieures.....	8.000	28.000	29.449
<b>Recettes totales.....</b>	<b>60.374</b>	<b>140.340</b>	<b>136.096</b>

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

**XI-1 - ÉVOLUTION DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE**

(En millions de dirhams)	Déc. 2001	Variations mensuelles 2002 (1)											
	Encours	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Monnaie "Banque centrale" (2)</b> .....	<b>101.284</b>	<b>+ 1.378</b>	<b>- 443</b>	<b>-2.237</b>	<b>-1.587</b>	<b>+ 1.809</b>	<b>+ 1.262</b>	<b>+ 77</b>	<b>- 4.161</b>	<b>+ 193</b>	<b>+ 1.400</b>	<b>+ 1.274</b>	<b>- 4.035</b>
- Billets et monnaies .....	68.504	- 541	- 493	+ 215	+ 708	- 27	+ 7	- 2.652	- 3.670	+ 996	+ 733	+ 255	- 126
- Comptes des banques (3) .....	14.662	- 425	+ 456	- 449	+ 105	+ 558	- 668	+ 1.374	- 2.418	+ 1.210	- 503	- 649	- 4.069
- Comptes du Trésor (4) .....	11.518	+ 1.517	- 273	- 1.025	- 2.317	+ 1.017	- 181	+ 450	+ 1.677	- 2.085	+ 1.088	+ 1.437	+ 96
- Comptes de dépôt en devises des banques	4.093	+ 684	- 201	- 371	+ 237	- 23	+ 2.050	+ 718	+ 204	+ 109	+ 168	+ 212	+ 162
- Autres.....	2.507	+ 143	+ 68	- 607	- 320	+ 284	+ 54	+ 187	+ 46	- 37	- 86	+ 19	- 98
<b>Avoirs nets de change de</b>													
<b>Bank Al-Maghrib</b> .....	<b>97.716</b>	<b>- 1.245</b>	<b>- 291</b>	<b>+1.622</b>	<b>+ 301</b>	<b>+ 1.320</b>	<b>- 590</b>	<b>- 728</b>	<b>+ 3.823</b>	<b>+ 1.768</b>	<b>- 443</b>	<b>- 997</b>	<b>+ 1.179</b>
<b>Concours directs de Bank</b>													
<b>Al-Maghrib au Trésor</b> .....	<b>5.870</b>	<b>+ 2.488</b>	<b>- 740</b>	<b>- 1.021</b>	<b>- 761</b>	<b>+ 258</b>	<b>- 254</b>	<b>+ 50</b>	<b>+ 265</b>	<b>- 237</b>	<b>- 102</b>	<b>+ 247</b>	<b>- 118</b>
<b>Créances diverses de Bank</b>													
<b>Al-Maghrib</b> .....	<b>8.375</b>	<b>+ 20</b>	<b>+ 73</b>	<b>- 22</b>	<b>- 16</b>	<b>- 13</b>	<b>+ 52</b>	<b>+ 119</b>	<b>+ 90</b>	<b>+ 104</b>	<b>- 13</b>	<b>+ 67</b>	<b>+ 257</b>
<b>Autres facteurs</b> .....	<b>- 9.129</b>	<b>+ 249</b>	<b>- 535</b>	<b>- 198</b>	<b>+ 461</b>	<b>+ 398</b>	<b>- 288</b>	<b>- 268</b>	<b>- 726</b>	<b>- 70</b>	<b>+ 84</b>	<b>- 417</b>	<b>- 684</b>
<b>Total</b> .....	<b>- 1.548</b>	<b>+ 2.890</b>	<b>- 1.936</b>	<b>- 1.856</b>	<b>- 1.602</b>	<b>+ 3.772</b>	<b>+ 182</b>	<b>- 750</b>	<b>- 709</b>	<b>+ 1.758</b>	<b>+ 926</b>	<b>+ 174</b>	<b>- 3.401</b>
<b>Interventions de Bank Al-Maghrib</b>													
<b>sur le marché monétaire (5)</b> .....	<b>- 1.548</b>	<b>- 2.890</b>	<b>+ 1.936</b>	<b>+ 1.856</b>	<b>+ 1.602</b>	<b>- 3.772</b>	<b>- 182</b>	<b>+ 750</b>	<b>+ 709</b>	<b>- 1.758</b>	<b>- 926</b>	<b>- 174</b>	<b>+ 3.401</b>
- Appels d'offres .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Avances à 5 jours .....	153	- 153	-	-	+ 537	- 537	-	-	-	-	-	-	-
- Avances à 24 heures .....	11	- 7	+ 19	- 22	-	+ 32	- 32	-	- 1	+ 2	- 1	+ 1	+ 1
- Open market (6) .....	-	-	-	+ 63	+ 480	- 462	- 80	-	-	-	-	-	-
- Reprises de liquidité (7) .....	- 1.712	- 2.730	+ 1.917	+ 1.815	+ 585	- 2.805	- 70	+ 750	+ 710	- 1.760	- 925	- 175	+ 3.400

(1) Variations des encours mensuels, moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(2) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(3) Les avoirs en comptes des banques sont constitués en quasi totalité de la réserve monétaire.

(4) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrib et le signe (-) à une ponction.

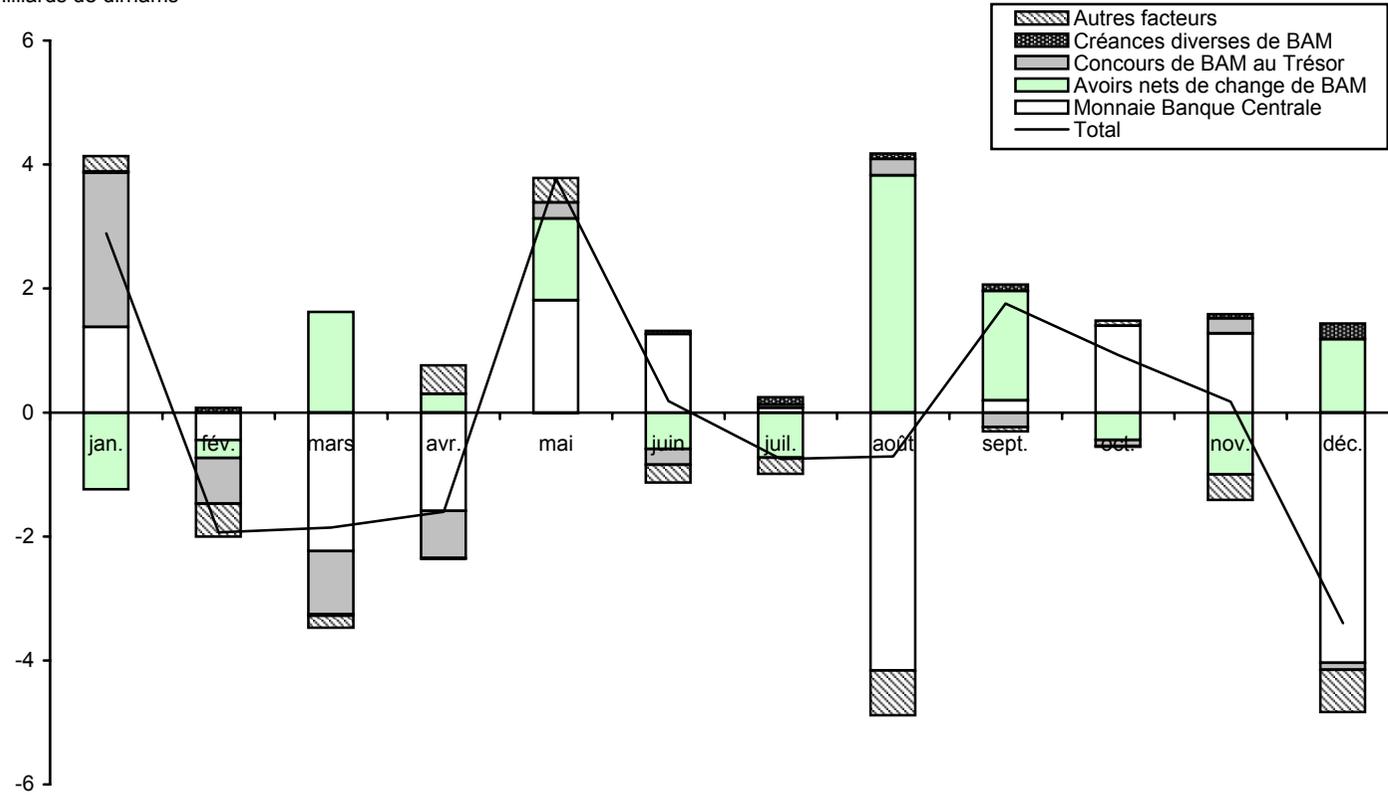
(6) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(7) Le signe (-) correspond à une ponction de la liquidité et le signe (+) à une remise de la liquidité.

Source : Bank Al-Maghrib

**IMPACT MENSUEL DES FACTEURS AUTONOMES  
DE LA LIQUIDITE BANCAIRE  
(Moyenne des fins de semaines - Année 2002)**

Milliards de dirhams



**XI-2 - INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**

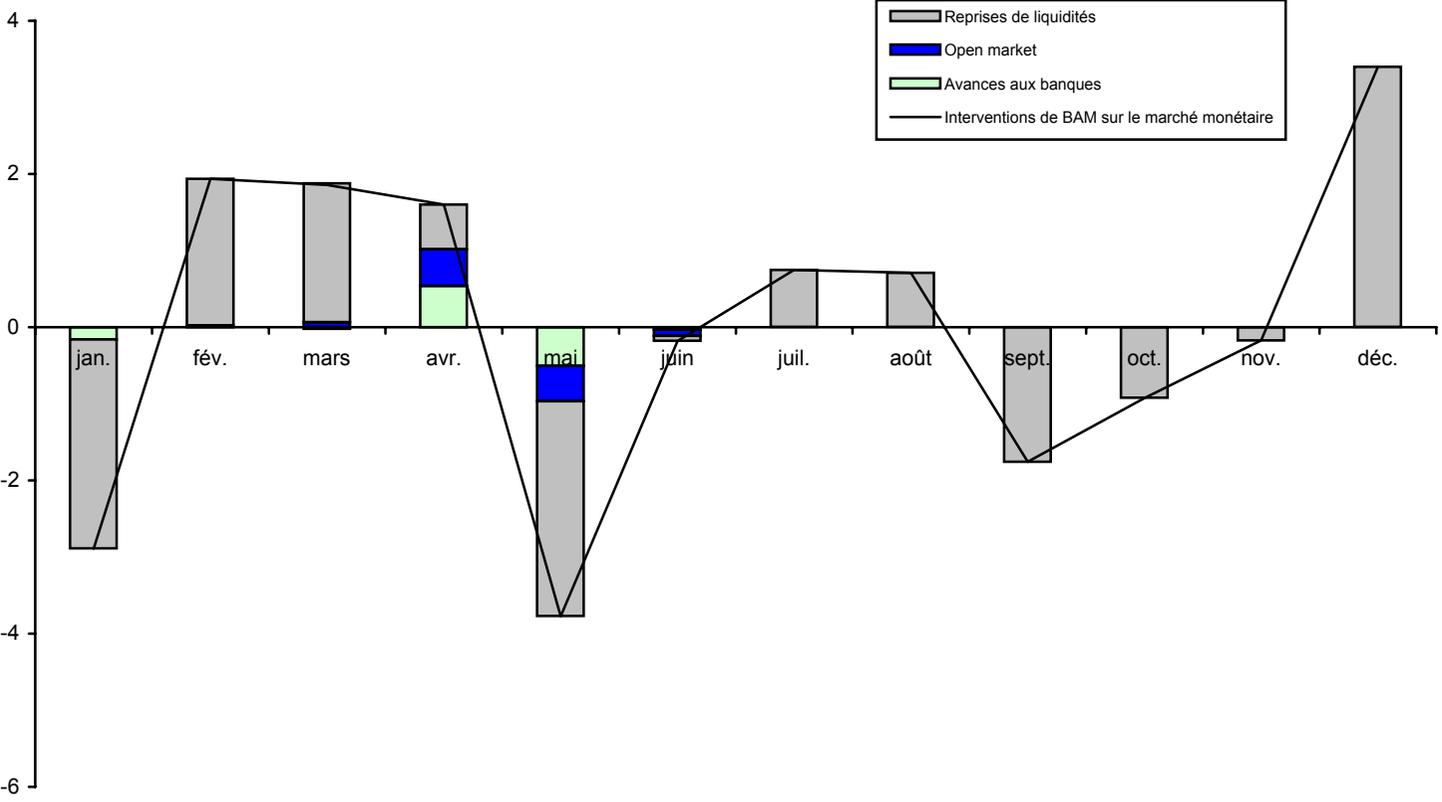
(En millions de dirhams)

Année 2002 (moyenne quotidienne de la semaine)	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures		Open Market	Reprises de liquidités	Total
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs			
1er au 2 janvier 2002.....	-	-	-	7	-	-3.429	-3.422
3 au 9 janvier .....	-	-	-	7	-	-4.587	-4.580
10 au 16 janvier .....	-	-	-	1	-	-4.157	-4.156
17 au 23 janvier .....	-	-	-	9	-	-3.967	-3.958
24 au 30 janvier .....	-	-	-	4	-	-4.471	-4.467
31 janvier au 6 février .....	-	-	-	2	-	-3.481	-3.479
7 au 13 février .....	-	-	-	15	-	-2.017	-2.002
14 au 20 février .....	-	-	-	27	-	-1.214	-1.187
21 au 27 février .....	-	-	-	2	-	-1.291	-1.289
28 février au 6 mars .....	-	-	-	1	-	-1.143	-1.142
7 au 13 mars .....	-	-	-	1	-	- 336	- 335
14 au 20 mars .....	-	-	23	22	19	- 200	- 136
21 au 27 mars .....	-	-	-	5	-19	- 957	- 971
28 mars au 3 avril .....	-	410	173	34	107	- 171	553
4 au 10 avril .....	-	976	-	3	-39	- 71	869
11 au 17 avril .....	-	-	-	1	-	- 257	- 256
18 au 24 avril .....	-	314	-	1	-38	-	277
25 avril au 1er mai .....	-	-	-	2	-	- 257	- 255
2 au 8 mai .....	-	-	-	2	-28	-3.086	-3.112
9 au 15 mai .....	-	-	4	1	-	-3.143	-3.138
16 au 22 mai .....	-	-	21	3	-	-1.714	-1.690
23 au 29 mai .....	-	-	83	2	-	-2.500	-2.415
30 mai au 5 juin.....	-	-	19	-	-	-3.000	-2.981
6 au 12 juin.....	-	-	-	3	-	-3.000	-2.997
13 au 19 juin.....	-	-	-	1	-	-3.000	-2.999
20 au 26 juin.....	-	-	-	-	-	-3.000	-3.000
27 juin au 3 juillet.....	-	-	-	5	-	-3.000	-2.995
4 au 10 juillet .....	-	-	-	1	-	-3.000	-2.999
11 au 17 juillet .....	-	-	59	-	-	-3.000	-2.941
18 au 24 juillet .....	-	-	1	1	-	-1.500	-1.498
25 au 31 juillet .....	-	-	-	3	-	-1.500	-1.497
1er au 7 août.....	-	-	-	1	-	-	1
8 au 14 août.....	-	-	-	-	-	-3.000	-3.000
15 au 21 août.....	-	-	-	-	-	-1.429	-1.429
22 au 28 août.....	-	-	-	2	-	- 500	- 498
29 août au 4 septembre.....	-	-	-	-	-	-1.700	-1.700
5 au 11 septembre.....	-	-	-	2	-	-1.700	-1.698
12 au 18 septembre.....	-	-	-	1	-	-3.143	-3.142
19 au 25 septembre.....	-	-	-	1	-	-4.000	-3.999
26 septembre au 2 octobre.....	-	-	-	2	-	-4.500	-4.498
3 au 9 octobre .....	-	-	-	1	-	-4.500	-4.499
10 au 16 octobre .....	-	-	-	3	-	-4.000	-3.997
17 au 23 octobre .....	-	-	-	-	-	-3.400	-3.400
24 au 30 octobre .....	-	-	-	2	-	-5.000	-4.998
31 octobre au 6 novembre .....	-	-	-	1	-	-5.000	-4.999
7 au 13 novembre .....	-	-	2	2	-	-5.000	-4.996
14 au 20 novembre .....	-	-	-	6	-	-4.300	-4.294
21 au 27 novembre .....	-	-	-	6	-	-3.500	-3.494
28 novembre au 4 décembre .....	-	-	-	10	-	-3.500	-3.490
5 au 11 décembre .....	-	-	-	8	-	-2.000	-1.992
12 au 18 décembre .....	-	-	-	1	-	-2.000	-1.999
19 au 25 décembre .....	-	-	-	6	-	-	6
26 au 31 décembre 2002 .....	-	-	-	-	-	-	0
<b>Moyenne .....</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>0,04</b>	<b>- 2.426</b>	<b>- 2.383</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**INTERVENTIONS MENSUELLES DE BANK AL-MAGRIB  
SUR LE MARCHE MONETAIRE  
(Moyenne des fins de semaines - Année 2002)**

Milliards de dirhams



### XI-3 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux annuels en pourcentage)

Année 2002	Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib				Taux du marché interbancaire		
	à 7 jours (Appels d'offres)	à 5 jours	à 24 heures		Reprises de liquidités (1)	Moyenne mensuelle	Fin de mois
			A l'initiative des banques	Couverture des soldes débiteurs			
Janvier .....	4,25	5,25	9,25	11,25	3,00	2,96	2,82
Février .....	4,25	5,25	9,25	11,25	3,00	3,13	3,17
Mars .....	3,75 <sup>(2)</sup>	4,75 <sup>(2)</sup>	8,75 <sup>(2)</sup>	10,75 <sup>(2)</sup>	3,00	3,21	1,94
Avril .....	3,75	4,75	8,75	10,75	3,00	3,60	3,03
Mai .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,5-3,00 <sup>(3)</sup>	2,98	3,15
Juin .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,50	2,84	2,46
Juillet .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,50	2,83	3,59
Août .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,50	2,77	2,65
Septembre .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,50	3,09	3,64
Octobre .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,50	2,77	2,46
Novembre .....	3,75	4,75	8,75	10,75	2,50	2,72	3,14
Décembre .....	3,25 <sup>(5)</sup>	4,25 <sup>(5)</sup>	8,25 <sup>(5)</sup>	10,25 <sup>(5)</sup>	2,50 <sup>(4)</sup>	2,94	3,29

(1) Sous forme de dépôts constitués auprès de Bank Al-Maghrib ou d'interventions de celle-ci sur le marché interbancaire.

(2) A compter du 19 mars 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

(3) A compter du 13 mai 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, le taux des reprises de liquidités.

(4) Les reprises de liquidités ont été suspendu à compter du 19 décembre 2002.

(5) A compter du 26 décembre 2002, Bank Al-Maghrib a réduit, de 50 points de base, les taux de ses interventions sur le marché monétaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

### XI-4 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

Dépôts chez les banques	Année 2001		Année 2002	
	Janvier - juin	Juillet - Décembre	Janvier - juin	Juillet - Décembre
Comptes à vue .....	non rémunérés	non rémunérés	non rémunérés	non rémunérés
Comptes sur carnets <sup>(1)</sup> .....	5,11 (minimum)	4,72 (minimum)	3,95 (minimum)	3,42 (minimum)
Autres comptes .....	Taux libre	Taux libre	Taux libre	Taux libre

(1) A compter du 1er juillet 1999, le taux de rémunération minimum des comptes sur carnets est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines, émis par adjudication au cours du semestre précédent, diminué de 100 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

### XI-5 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

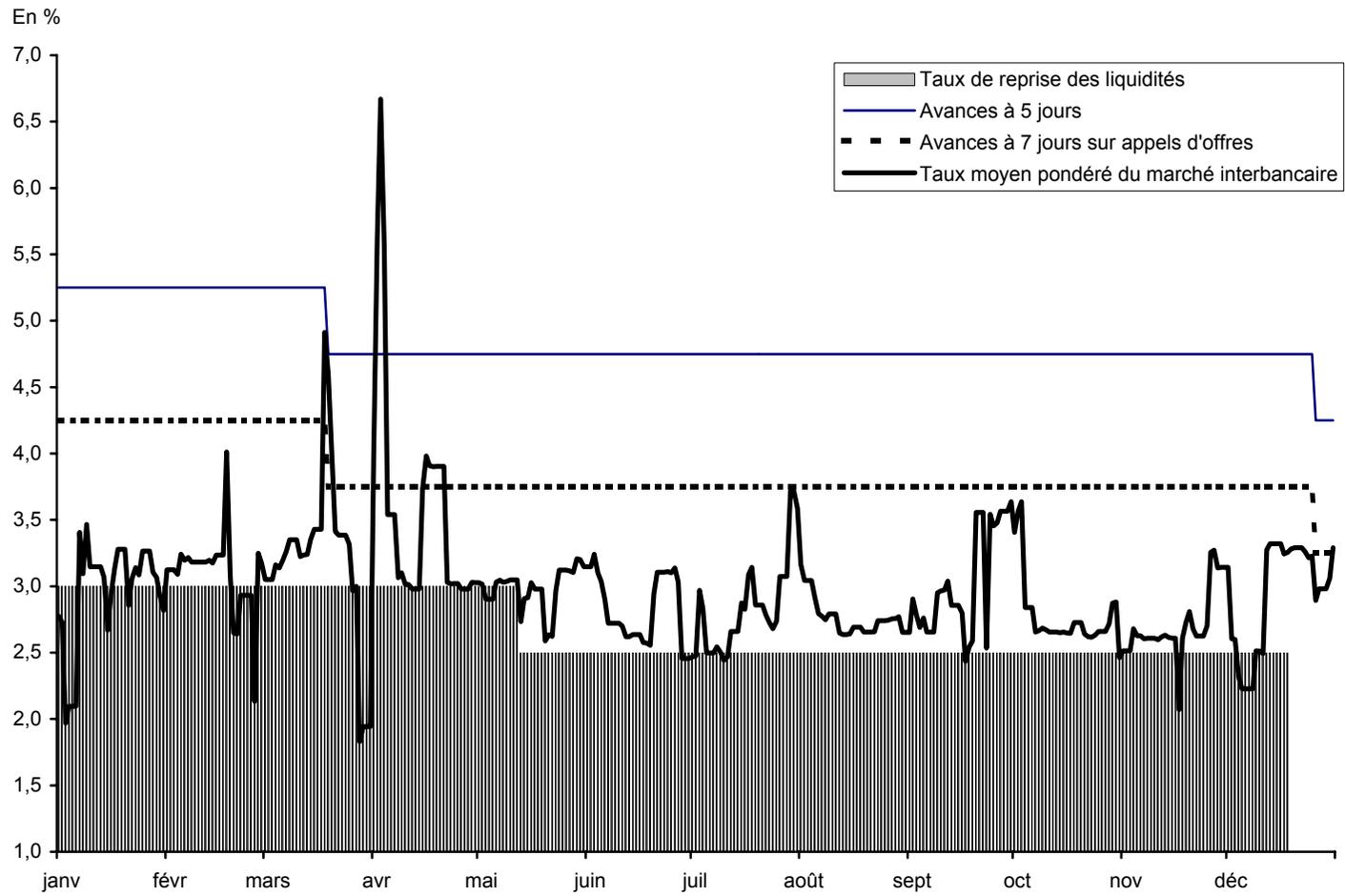
(taux annuels en pourcentage)

Période	Janv. - Juin 2001	Juil. - Déc. 2001	Janv. - Juin 2002	Juil. - Déc. 2002
Livrets de la Caisse d'épargne nationale <sup>(1)</sup> .....	3,95	3,75	3,70	3,50

(1) A partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudication au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

### TAUX MOYEN PONDERE DU MARCHE INTERBANCAIRE - Année 2002



**XI-6 - TAUX D'INTÉRÊT MOYEN PONDÉRÉ DES COMPTES  
ET BONS A ÉCHÉANCE FIXE**  
(taux annuels en pourcentage)

Année 2002	TMP* des dépôts à 6 mois	TMP* des dépôts à 12 mois	TMP* des dépôts à 6 et 12 mois
Janvier .....	4,28	4,77	4,55
Février .....	4,43	4,78	4,61
Mars .....	4,62	4,81	4,71
Avril .....	4,31	4,87	4,60
Mai .....	4,20	4,66	4,43
Juin .....	3,41	4,53	3,92
Juillet .....	4,14	4,49	4,34
Août .....	4,10	4,52	4,41
Septembre .....	4,07	4,58	4,42
Octobre .....	3,94	4,38	4,19
Novembre .....	3,61	4,03	3,85
Décembre .....	3,59	4,11	3,88

(\*) Taux moyen pondéré.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-7 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR A 6 MOIS <sup>(1)</sup>**  
(taux annuels en pourcentage)

Période	Juil. - Déc. 2001	Janv. - Juil. 2002	Juil. - Sept. 2002	Oct. - Déc. 2002
- Bons du Trésor à 6 mois.....	6,10	5,10	3,90 <sup>(2)</sup>	3,30

(1) Émission permanente.

(2) A compter de juillet 2002, le taux de rémunération des bons à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du trimestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-8 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR ADJUDICATION**

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
<b>2001</b>								
Janvier .....	5,80	6,05	6,36	6,88	7,00	-	-	-
Février.....	-	5,80	6,16	6,53	6,75	6,99	-	-
Mars .....	5,25	5,35	5,58	5,85	6,13	6,61	7,09	-
Avril.....	4,90	5,00	5,19	5,76	5,86	6,44	7,04	-
Mai .....	4,68	4,76	4,99	5,22	5,84	-	-	-
Juin .....	4,57	4,69	4,92	5,19	-	-	-	-
Juillet .....	4,47	4,61	4,91	5,20	-	-	-	-
Août .....	4,50	4,81	4,97	-	-	-	-	-
Septembre .....	-	4,86	4,99	-	6,13	-	-	-
Octobre .....	4,58	4,89	5,10	-	6,21	6,76	-	-
Novembre .....	-	4,75	4,98	5,48	6,21	-	-	-
Décembre .....	-	-	4,64	5,30	6,18	6,74	7,13	-
<b>2002</b>								
Janvier .....	-	4,28	4,61	5,28	6,20	6,76	-	-
Février.....	-	-	4,53	5,24	6,20	6,70	7,15	-
Mars .....	-	-	4,50	5,16	6,15	-	7,15	-
Avril.....	3,80	3,95	4,05	4,85	5,98	6,63	7,10	-
Mai .....	-	-	3,94	4,70	5,89	6,59	7,09	-
Juin .....	3,15	3,45	3,56	4,47	5,67	6,53	7,05	-
Juillet .....	-	3,10	3,28	4,31	5,48	6,40	6,98	-
Août .....	3,00	3,05	3,27	4,31	5,48	6,41	7,01	-
Septembre .....	-	3,04	3,24	4,31	5,34	6,40	7,01	-
Octobre .....	-	-	2,83	3,92	5,07	6,17	6,76	-
Novembre .....	2,53	2,65	2,71	3,78	4,84	5,89	6,48	-
Décembre .....	2,46	2,61	2,74	3,77	4,84	5,89	6,48	-

**XI-9 - TAUX D'ÉMISSION DES TITRES  
DE CRÉANCES NÉGOCIABLES**  
(taux annuels en pourcentage)

	2001	2002
<b>Certificats de dépôt</b>		
à 10 jours .....	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus .....	3,00 à 5,65	2,80 à 4,25
De 3 mois à 6 mois non inclus .....	-	4,75
De 6 mois à 12 mois non inclus .....	5,00 à 5,90	4,50 à 5,00
De 12 mois à 18 mois non inclus .....	5,25 à 7,00	4,60 à 5,50
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	6,25	5,50
De 3 ans à 5 ans non inclus .....	6,50	-
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	6,75 à 7,50	6,00 à 6,50
à 7 ans .....	-	6,90
<b>Bons de sociétés de financement</b>		
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus .....	6,25 à 7,90	5,16 à 6,50
De 3 ans à 5 ans non inclus .....	6,00 à 8,05	5,76 à 7,10
De 5 ans à 7 ans non inclus .....	6,65 à 8,32	6,70 à 7,20
à 7 ans .....	-	-
<b>Billets de trésorerie</b>		
à 10 jours .....	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus .....	-	3,00
De 3 mois à 6 mois non inclus .....	-	3,60 à 6,00
De 6 mois à 1 an non inclus .....	-	4,20 à 6,00
à 1 an .....	7,90	3,25

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-10 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS  
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE (1)**  
(taux annuels en pourcentage)

Durée des titres	2001	2002
- 3 ans .....	-	4,75 - 7,50
- 5 ans .....	6,70 - 7,00	6,35
- 7 ans .....	-	-
- 8 ans .....	-	-
- 10 ans .....	-	-
- 15 ans .....	-	6,95 <sup>(2)</sup>

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Il s'agit d'une émission garantie par l'Etat.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-11 - TAUX DE BASE BANCAIRES AFFICHÉS  
PAR LES PRINCIPALES BANQUES**  
(taux annuels en pourcentage)

Taux de base bancaires	2001	2002
- Crédits à l'exportation .....	7,00 - 7,50	7,00
- Crédits à court terme .....	7,25 - 8,00	7,25
- Crédits à moyen terme .....	7,50 - 8,25	7,25 <sup>(1)</sup>
- Crédits à long terme .....	8,50 - 9,00	8,25 <sup>(1)</sup>

(1) En avril 2002, une banque de la place a ramené le taux des crédits à moyen terme à 7,25% et celui des crédits à long terme à 8,25%.

**XI-12 - TAUX DÉBITEURS**  
(taux annuels en pourcentage)

Année 2002	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Crédits à l'exportation .....	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
Autres crédits à court terme .....	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	12,75
Crédits à moyen terme ( PME/PMI) ..	7,50	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00	7,00	12,00
Autres crédits à moyen terme .....	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,00
Crédits à long terme .....	8,00	13,25	8,00	12,00	8,00	12,00	8,00	12,00

Source : Bank Al-Maghrib.

**XI-13 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS  
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**  
(taux annuels en pourcentage)

Périodes Taux	Oct. 00 - Mars 01	Avril - Sept. 01	Oct. 01 - Mars 02	Avril - Sept 02	Oct 02 - Mars 03
	TMP* des banques .....	9,03	9,09	9,13	8,87
TMP* des sociétés de financement ...	14,96	14,21	13,36	13,14	13,23
TMP* de l'ensemble des établissements de crédit .....	9,66	9,66	9,65	9,46	9,19
<b>Taux maximum des intérêts conventionnels <sup>(1)</sup> .....</b>	<b>15,46</b>	<b>15,46</b>	<b>15,44</b>	<b>15,14</b>	<b>14,70</b>

(\*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit x 1,60 à partir du mois d'octobre 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

## XII-1 - LES AGRÉGATS DE MONNAIE

(En millions de dirhams)

Composantes	Fin décembre 2001			Fin décembre 2002		
	Montants	Variations annuelles		Montants	Variations annuelles	
		Montants	%		Montants	%
Monnaie fiduciaire.....	66.025	7.856	13,5	69.556	3.531	5,3
Monnaie scripturale.....	144.087	20.993	17,1	159.522	15.435	10,7
<b>Total M1 .....</b>	<b>210.112</b>	<b>28.849</b>	<b>15,9</b>	<b>229.078</b>	<b>18.966</b>	<b>9,0</b>
Placements à vue (M2 - M1) .....	39.581	4.341	12,3	43.097	3.516	8,9
<b>Total M2 .....</b>	<b>249.693</b>	<b>33.190</b>	<b>15,3</b>	<b>272.175</b>	<b>22.482</b>	<b>9,0</b>
Placements à terme (M3 - M2).....	84.294	8.013	10,5	83.337	- 957	- 1,1
<b>Total M3 .....</b>	<b>333.987</b>	<b>41.203</b>	<b>14,1</b>	<b>355.512</b>	<b>21.525</b>	<b>6,4</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

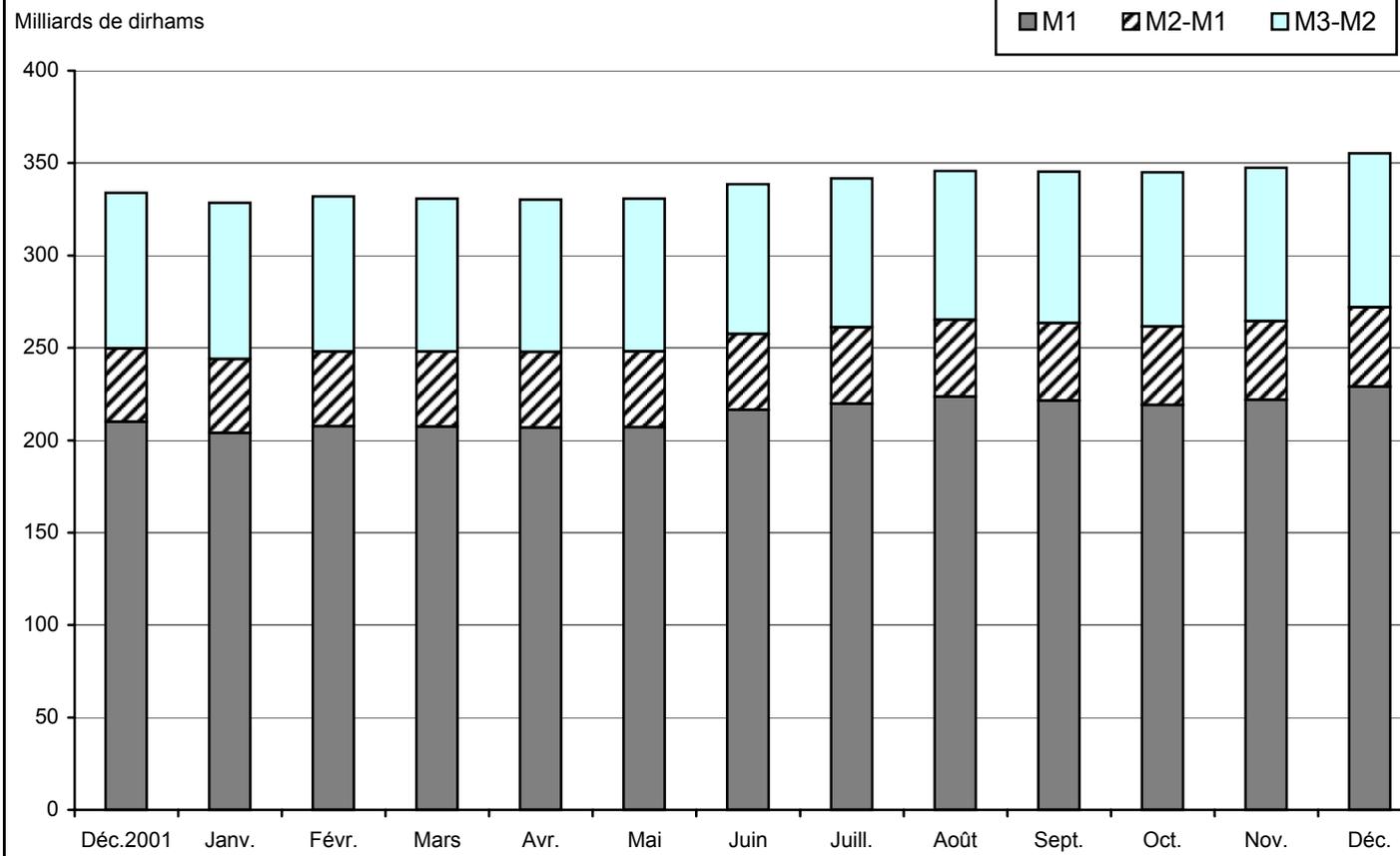
## XII-2 - LES AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES

(En millions de dirhams)

Composantes	Fin décembre 2001			Fin décembre 2002		
	Montants	Variations annuelles		Montants	Variations annuelles	
		Montants	%		Montants	%
PL 1 .....	13.906	2.486	41,9	8.787	- 5.119	- 36,8
PL 2 .....	17.111	4.389	34,5	29.696	12.585	73,5
PL 3 .....	1.936	-1.278	- 39,8	1.247	- 689	-35,6
<b>Total PL .....</b>	<b>32.953</b>	<b>5.597</b>	<b>28,9</b>	<b>39.730</b>	<b>6.777</b>	<b>20,6</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**AGREGATS DE MONNAIE**  
**(Encours de fin de mois - Année 2002)**



### XII-3 - ÉVOLUTION MENSUELLE DE L'AGRÉGAT M1

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Monnaie fiduciaire.....	66.025	64.957	67.276	65.479	65.362	65.618	65.760	69.546	71.124	69.689	69.437	69.395	69.556
Monnaie scripturale .....	144.087	138.952	140.232	141.933	141.448	141.500	150.597	150.310	152.373	151.825	149.583	152.367	159.522
<b>Total M1 .....</b>	<b>210.112</b>	<b>203.909</b>	<b>207.508</b>	<b>207.412</b>	<b>206.810</b>	<b>207.118</b>	<b>216.357</b>	<b>219.856</b>	<b>223.497</b>	<b>221.514</b>	<b>219.020</b>	<b>221.762</b>	<b>229.078</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

### XII-4 - ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Billets en circulation.....	68.303	66.890	69.667	67.337	67.218	67.362	67.740	71.969	73.835	72.043	71.493	71.537	71.783
Monnaies divisionnaires..	1.292	1.295	1.303	1.305	1.311	1.314	1.317	1.330	1.350	1.361	1.370	1.379	1.388
<b>Sous-total.....</b>	<b>69.595</b>	<b>68.185</b>	<b>70.970</b>	<b>68.642</b>	<b>68.529</b>	<b>68.676</b>	<b>69.057</b>	<b>73.299</b>	<b>75.185</b>	<b>73.404</b>	<b>72.863</b>	<b>72.916</b>	<b>73.171</b>
<i>à déduire :</i> <i>Encaisses des banques</i> <i>et des comptables publics..</i>	3.570	3.228	3.694	3.163	3.167	3.058	3.297	3.753	4.061	3.715	3.426	3.521	3.615
<b>Total de la monnaie fiduciaire.....</b>	<b>66.025</b>	<b>64.957</b>	<b>67.276</b>	<b>65.479</b>	<b>65.362</b>	<b>65.618</b>	<b>65.760</b>	<b>69.546</b>	<b>71.124</b>	<b>69.689</b>	<b>69.437</b>	<b>69.395</b>	<b>69.556</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-5 - ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA MONNAIE SCRIPTURALE**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Monnaie scripturale</b>													
Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al-Maghrib.....	2.569	1.786	2.595	2.876	2.520	2.240	2.811	2.546	2.658	2.454	2.566	2.978	3.245
Comptes créditeurs à vue auprès des banques.....	133.233	128.786	129.395	130.771	130.669	131.019	139.456	139.506	141.393	141.013	138.693	140.969	147.919
<b>Total des dépôts à vue auprès du système bancaire....</b>	<b>135.802</b>	<b>130.572</b>	<b>131.990</b>	<b>133.647</b>	<b>133.189</b>	<b>133.259</b>	<b>142.267</b>	<b>142.052</b>	<b>144.051</b>	<b>143.467</b>	<b>141.259</b>	<b>143.947</b>	<b>151.164</b>
Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux.....	2.599	2.694	2.556	2.600	2.573	2.555	2.644	2.572	2.636	2.672	2.638	2.734	2.672
Comptes créditeurs à vue auprès du Trésor.....	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686	5.686
<b>Total des dépôts au Trésor et aux Chèques postaux.....</b>	<b>8.285</b>	<b>8.380</b>	<b>8.242</b>	<b>8.286</b>	<b>8.259</b>	<b>8.241</b>	<b>8.330</b>	<b>8.258</b>	<b>8.322</b>	<b>8.358</b>	<b>8.324</b>	<b>8.420</b>	<b>8.358</b>
<b>Total de la monnaie scripturale .....</b>	<b>144.087</b>	<b>138.952</b>	<b>140.232</b>	<b>141.933</b>	<b>141.448</b>	<b>141.500</b>	<b>150.597</b>	<b>150.310</b>	<b>152.373</b>	<b>151.825</b>	<b>149.583</b>	<b>152.367</b>	<b>159.522</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-6 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES COMPTES CRÉDITEURS À VUE AUPRÈS DES BANQUES**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Comptes de chèques.....	85.607	86.190	87.008	87.328	88.224	89.140	91.989	94.001	95.281	95.248	95.313	95.575	98.105
dont : M.R.E. ....	(32.819)	(33.412)	(34.430)	(34.019)	(34.506)	(35.040)	(36.373)	(37.908)	(37.739)	(36.902)	(36.340)	(37.087)	(36.911)
Comptes courants.....	37.181	32.688	33.247	33.205	32.698	32.420	35.824	34.835	36.181	36.251	34.359	36.091	39.936
Autres dépôts.....	10.445	9.908	9.140	10.238	9.747	9.459	11.643	10.670	9.931	9.514	9.021	9.303	9.878
<b>Total.....</b>	<b>133.233</b>	<b>128.786</b>	<b>129.395</b>	<b>130.771</b>	<b>130.669</b>	<b>131.019</b>	<b>139.456</b>	<b>139.506</b>	<b>141.393</b>	<b>141.013</b>	<b>138.693</b>	<b>140.969</b>	<b>147.919</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-7 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES AGRÉGATS M2 ET M3**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>M1</b> .....	<b>210.112</b>	<b>203.909</b>	<b>207.508</b>	<b>207.412</b>	<b>206.810</b>	<b>207.118</b>	<b>216.357</b>	<b>219.856</b>	<b>223.497</b>	<b>221.514</b>	<b>219.020</b>	<b>221.762</b>	<b>229.078</b>
<b>Placements à vue (M2-M1)</b>	<b>39.581</b>	<b>40.064</b>	<b>40.451</b>	<b>40.674</b>	<b>40.982</b>	<b>41.098</b>	<b>41.177</b>	<b>41.439</b>	<b>41.618</b>	<b>41.917</b>	<b>42.530</b>	<b>42.703</b>	<b>43.097</b>
Comptes sur carnets auprès des banques .....	33.005	33.422	33.770	33.951	34.222	34.319	34.388	34.627	34.788	35.027	35.333	35.467	35.785
Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale (CEN) .....	6.576	6.642	6.681	6.723	6.760	6.779	6.789	6.812	6.830	6.890	7.197	7.236	7.312
<b>Total M2</b> .....	<b>249.693</b>	<b>243.973</b>	<b>247.959</b>	<b>248.086</b>	<b>247.792</b>	<b>248.216</b>	<b>257.534</b>	<b>261.295</b>	<b>265.115</b>	<b>263.431</b>	<b>261.550</b>	<b>264.465</b>	<b>272.175</b>
<b>Placements à terme (M3-M2)</b>	<b>84.294</b>	<b>84.607</b>	<b>84.004</b>	<b>82.720</b>	<b>82.549</b>	<b>82.655</b>	<b>81.127</b>	<b>80.456</b>	<b>80.584</b>	<b>82.255</b>	<b>83.556</b>	<b>82.896</b>	<b>83.337</b>
Certificats de dépôt <sup>(1)</sup> .....	976	959	959	957	951	1.102	1.100	930	812	812	808	809	809
Comptes à terme et bons à échéance fixe .....	83.318	83.648	83.045	81.763	81.598	81.553	80.027	79.526	79.772	81.443	82.748	82.087	82.528
dont M.R.E. ....	(34.355)	(35.915)	(35.417)	(35.793)	(35.810)	(36.344)	(35.599)	(34.590)	(34.361)	(35.268)	(35.871)	(35.805)	(36.061)
<b>Total M3</b> .....	<b>333.987</b>	<b>328.580</b>	<b>331.963</b>	<b>330.806</b>	<b>330.341</b>	<b>330.871</b>	<b>338.661</b>	<b>341.751</b>	<b>345.699</b>	<b>345.686</b>	<b>345.106</b>	<b>347.361</b>	<b>355.512</b>

(1) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-8 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES <sup>(1)</sup>**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>PL 1</b>													
Bons du Trésor à 6 mois .....	9.407	9.787	10.139	10.737	11.225	11.886	13.916	13.020	11.528	10.447	8.688	6.421	2.502
Bons du Trésor négociables <sup>(2)</sup> .....	4.238	4.900	5.353	4.944	5.506	6.317	5.528	6.176	4.880	5.948	5.036	4.936	5.873
Billets de Trésorerie .....	-	-	16	16	16	10	19	19	15	15	15	13	4
Bons émis par les sociétés de financement .....	261	265	268	268	404	404	405	408	407	408	408	408	408
<b>Total PL 1</b> .....	<b>13.906</b>	<b>14.952</b>	<b>15.776</b>	<b>15.965</b>	<b>17.151</b>	<b>18.617</b>	<b>19.868</b>	<b>19.623</b>	<b>16.830</b>	<b>16.818</b>	<b>14.147</b>	<b>11.778</b>	<b>8.787</b>
<b>PL 2</b>													
Titres émis par les OPCVM obligations .....	17.111	20.477	21.319	24.284	25.014	28.171	26.608	28.367	28.086	29.708	30.078	31.135	29.696
<b>Total PL 2</b> .....	<b>17.111</b>	<b>20.477</b>	<b>21.319</b>	<b>24.284</b>	<b>25.014</b>	<b>28.171</b>	<b>26.608</b>	<b>28.367</b>	<b>28.086</b>	<b>29.708</b>	<b>30.078</b>	<b>31.135</b>	<b>29.696</b>
<b>PL 3</b>													
Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés .....	1.936	1.872	2.238	2.280	2.044	1.513	1.495	1.368	1.944	1.348	1.321	1.265	1.247
<b>Total PL 3</b> .....	<b>1.936</b>	<b>1.872</b>	<b>2.238</b>	<b>2.280</b>	<b>2.044</b>	<b>1.513</b>	<b>1.495</b>	<b>1.368</b>	<b>1.944</b>	<b>1.348</b>	<b>1.321</b>	<b>1.265</b>	<b>1.247</b>
<b>Total PL</b> .....	<b>32.953</b>	<b>37.301</b>	<b>39.333</b>	<b>42.529</b>	<b>44.209</b>	<b>48.301</b>	<b>47.971</b>	<b>49.358</b>	<b>46.860</b>	<b>47.874</b>	<b>45.546</b>	<b>44.178</b>	<b>39.730</b>

(1) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers.

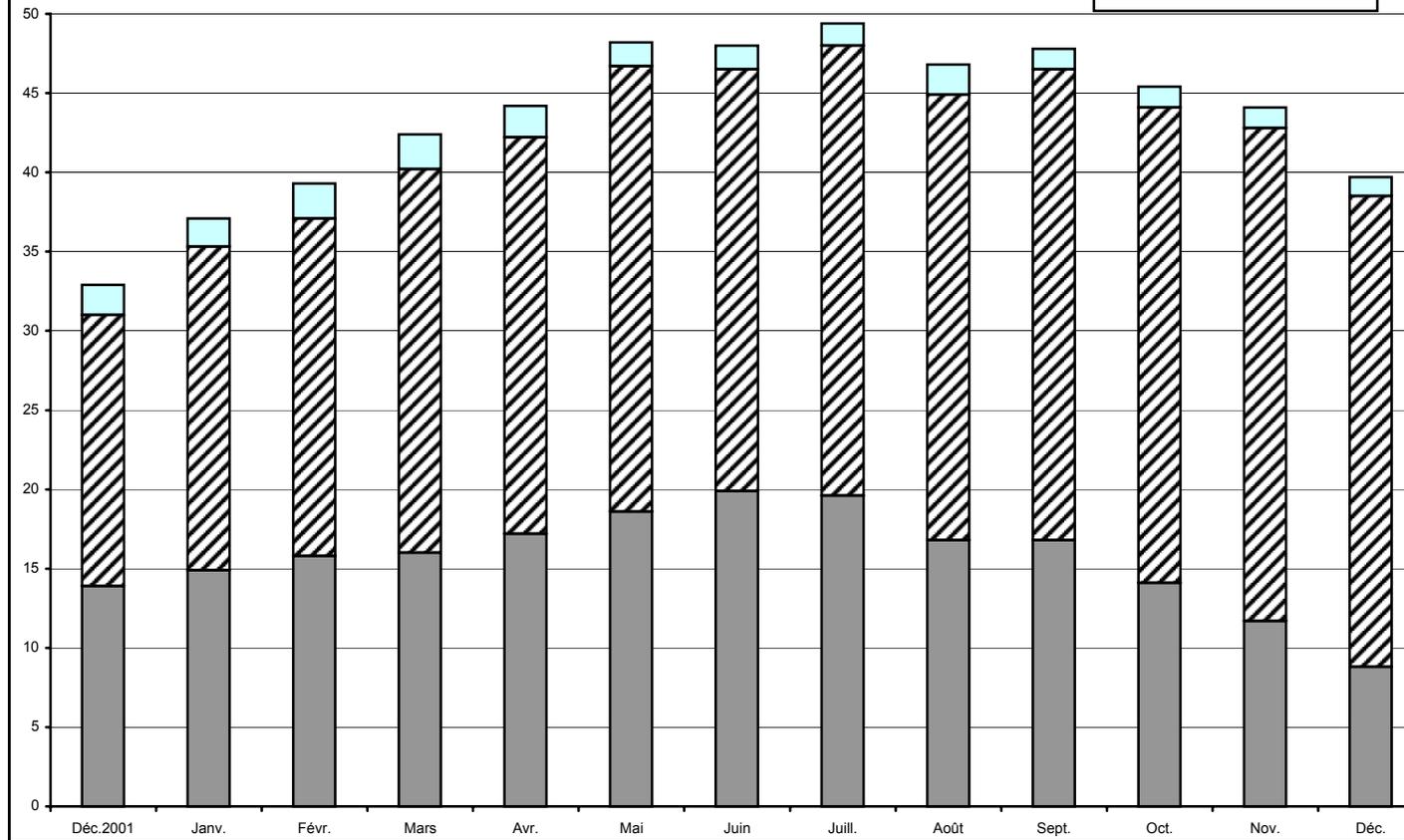
(2) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications.

Source : Bank Al-Maghrib.

### AGREGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (PL) (Encours de fin de mois - Année 2002)

Milliards de dirhams

■ PL1 ■ PL2 □ PL3



## XII-9 - LES CONTREPARTIES DE L'AGRÉGAT M 3

(En millions de dirhams)

Composantes	Fin décembre 2001			Fin décembre 2002		
	Montants	Variations annuelles		Montants	Variations annuelles	
		Montants	%		Montants	%
<b>Avoirs extérieurs nets <sup>(1)</sup></b>						
. de Bank Al-Maghrib .....	99.264	46.613	88,5	104.490	5.226	5,3
. des banques .....	2.685	651	32,0	6.290	3.605	134,3
<b>Total (I) .....</b>	<b>101.949</b>	<b>47.264</b>	<b>86,4</b>	<b>110.780</b>	<b>8.831</b>	<b>8,7</b>
<b>Crédit intérieur global</b>						
<b>A. Créances sur l'État <sup>(1)</sup></b>						
. Créances de Bank Al-Maghrib .....	- 3.117	-19.150	- 119,4	- 4.584	-1.467	47,1
. Créances des banques .....	73.161	11.432	18,5	76.923	3.762	5,1
. Créances des entreprises non financières et des particuliers <sup>(2)</sup> .....	8.285	113	1,4	8.358	73	0,9
<b>Sous-total .....</b>	<b>78.329</b>	<b>- 7.605</b>	<b>- 8,8</b>	<b>80.697</b>	<b>2.368</b>	<b>3,0</b>
<b>B. Concours à l'économie <sup>(1)</sup></b>						
. Crédits de Bank Al-Maghrib .....	8.304	833	11,1	9.747	1.443	17,4
. Concours des banques <sup>(3)</sup> .....	208.647	8.094	4,0	216.474	7.827	3,8
<b>Sous-total .....</b>	<b>216.951</b>	<b>8.927</b>	<b>4,3</b>	<b>226.221</b>	<b>9.270</b>	<b>4,3</b>
<b>C. Contrepartie des avoirs en comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale <sup>(4)</sup> .....</b>	<b>6.576</b>	<b>368</b>	<b>5,9</b>	<b>7.312</b>	<b>736</b>	<b>11,2</b>
<b>Total (A+B+C) .....</b>	<b>301.856</b>	<b>1.690</b>	<b>0,6</b>	<b>314.230</b>	<b>12.374</b>	<b>4,1</b>
<b>A déduire : Ressources à caractère non monétaire <sup>(5)(6)</sup> .....</b>	<b>60.875</b>	<b>2.341</b>	<b>4,0</b>	<b>60.011</b>	<b>- 864</b>	<b>- 1,4</b>
<b>Crédit intérieur à caractère monétaire (II) .....</b>	<b>240.981</b>	<b>- 651</b>	<b>- 0,3</b>	<b>254.219</b>	<b>13.238</b>	<b>5,5</b>
<b>Total des contreparties (I+II).....</b>	<b>342.930</b>	<b>46.613</b>	<b>15,7</b>	<b>364.999</b>	<b>22.069</b>	<b>6,4</b>
<b>Solde des éléments divers <sup>(7)</sup> .....</b>	<b>- 8.943</b>	<b>- 5.410</b>		<b>- 9.487</b>	<b>- 544</b>	
<b>Total de l'agrégat M 3 .....</b>	<b>333.987</b>	<b>41.203</b>	<b>14,1</b>	<b>355.512</b>	<b>21.525</b>	<b>6,4</b>

(1) Voir le détail des composantes des avoirs extérieurs nets, des créances sur l'État et des concours à l'économie respectivement dans les tableaux XII-11, XII-12 et XII-13.

(2) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(3) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(4) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la Caisse de de dépôts et de gestion. Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(5) Emprunts intérieurs et extérieurs contractés par les banques (voir ressources des banques annexe XIV-1).

(6) Excédent des fonds propres (capital et réserves) sur le total des immobilisations et du portefeuille de titres de participation.

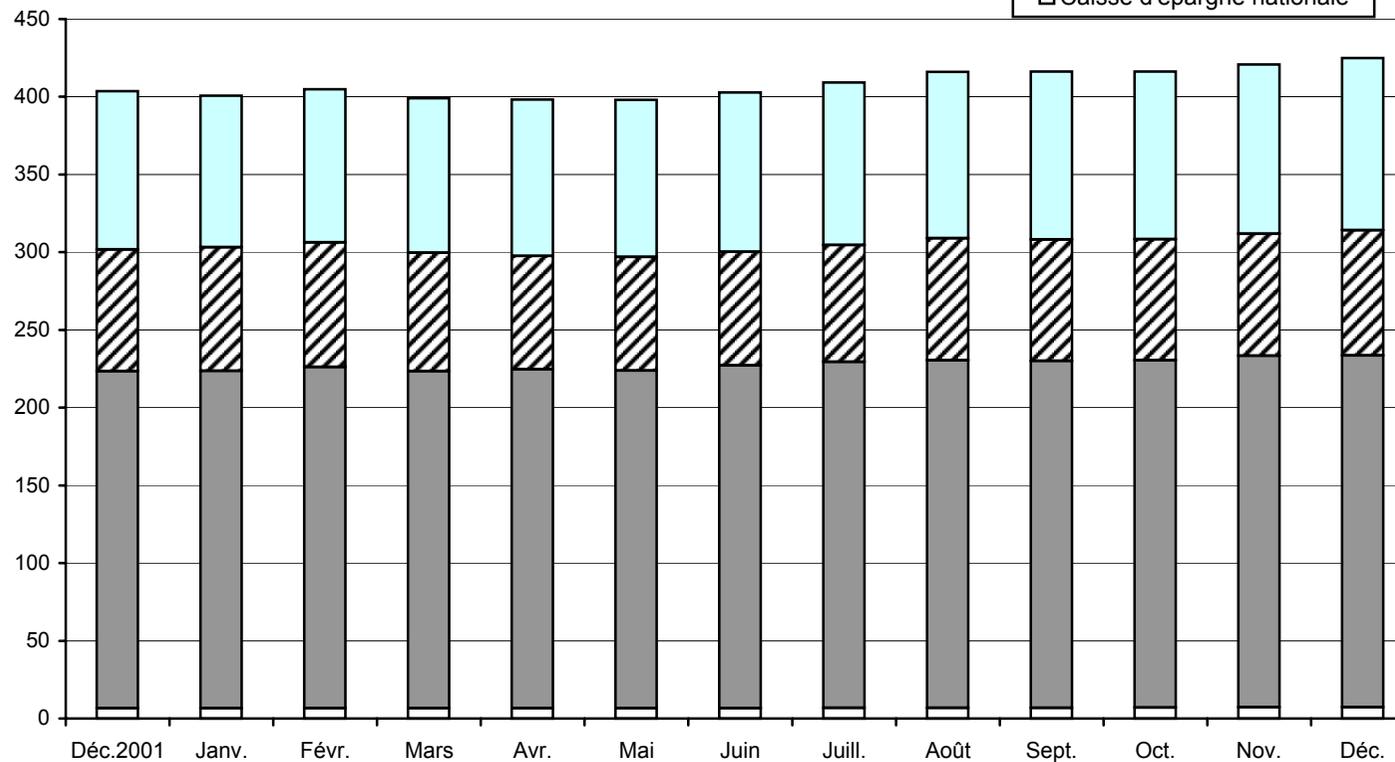
(7) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les autres éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

**CONTREPARTIES DE M3 (\*)**  
**Encours de fin de mois - Année 2002**

Milliards de dirhams

- Avoirs extérieurs nets
- ▨ Créances sur l'Etat
- Concours à l'économie
- Caisse d'épargne nationale



(\*) Avant déduction des financements sur ressources à caractère non monétaire

**XII-10 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES CONTREPARTIES DE M3**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Avoirs extérieurs nets <sup>(1)</sup></b>													
- de Bank Al-Maghrib.....	99.264	95.963	96.799	98.007	98.531	98.922	98.845	100.553	102.322	103.928	102.930	102.009	104.490
- des banques .....	2.685	1.608	1.807	1.519	2.228	2.304	3.660	4.198	4.842	4.242	5.024	6.858	6.290
<b>Total (I).....</b>	<b>101.949</b>	<b>97.571</b>	<b>98.606</b>	<b>99.526</b>	<b>100.759</b>	<b>101.226</b>	<b>102.505</b>	<b>104.751</b>	<b>107.164</b>	<b>108.170</b>	<b>107.954</b>	<b>108.867</b>	<b>110.780</b>
<b>CRÉDIT INTÉRIEUR GLOBAL</b>													
<b>A. Créances sur l'État <sup>(1)</sup></b>													
Créances de Bank													
Al-Maghrib .....	- 3.117	- 2.276	- 2.477	- 5.697	- 7.890	- 6.666	- 6.292	- 4.968	- 4.390	- 4.897	- 3.925	- 3.704	- 4.584
Créances des banques .....	73.161	73.489	74.484	73.508	72.456	71.493	71.187	71.926	74.610	74.731	73.571	73.833	76.923
Créances des particuliers et des entreprises non financières <sup>(2)</sup> .....	8.285	8.380	8.242	8.286	8.259	8.241	8.330	8.258	8.322	8.358	8.324	8.420	8.358
<b>Sous-total .....</b>	<b>78.329</b>	<b>79.593</b>	<b>80.249</b>	<b>76.097</b>	<b>72.825</b>	<b>73.068</b>	<b>73.225</b>	<b>75.216</b>	<b>78.542</b>	<b>78.192</b>	<b>77.970</b>	<b>78.549</b>	<b>80.697</b>
<b>B. Concours à l'économie <sup>(1)</sup></b>													
Crédits de Bank Al-Maghrib .....	8.304	8.451	8.448	8.372	8.367	8.366	8.509	8.507	8.708	8.707	8.706	9.025	9.747
Concours des banques <sup>(3)</sup> .....	208.647	208.567	211.006	208.404	209.703	208.908	211.842	214.143	214.860	214.411	214.695	217.111	216.474
<b>Sous-total .....</b>	<b>216.951</b>	<b>217.018</b>	<b>219.454</b>	<b>216.776</b>	<b>218.070</b>	<b>217.274</b>	<b>220.351</b>	<b>222.650</b>	<b>223.568</b>	<b>223.118</b>	<b>223.401</b>	<b>226.136</b>	<b>226.221</b>
<b>C. Contrepartie des avoirs en comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale <sup>(4)</sup> .....</b>	<b>6.576</b>	<b>6.642</b>	<b>6.681</b>	<b>6.723</b>	<b>6.760</b>	<b>6.779</b>	<b>6.789</b>	<b>6.812</b>	<b>6.830</b>	<b>6.890</b>	<b>7.197</b>	<b>7.236</b>	<b>7.312</b>
<b>Total (A+B+C) .....</b>	<b>301.856</b>	<b>303.253</b>	<b>306.384</b>	<b>299.596</b>	<b>297.655</b>	<b>297.121</b>	<b>300.365</b>	<b>304.678</b>	<b>308.940</b>	<b>308.200</b>	<b>308.568</b>	<b>311.921</b>	<b>314.230</b>
<b>A déduire : Ressources à caractère non monétaire .....</b>	<b>60.875</b>	<b>61.808</b>	<b>61.847</b>	<b>60.025</b>	<b>58.407</b>	<b>61.317</b>	<b>58.634</b>	<b>58.961</b>	<b>62.099</b>	<b>60.696</b>	<b>61.173</b>	<b>59.470</b>	<b>60.011</b>
Emprunts contractés par les banques <sup>(5)</sup> .....	26.758	28.072	27.809	25.988	24.668	24.987	23.166	24.001	26.890	25.664	26.033	24.318	25.011
Provisions constituées par les banques .....	22.037	22.045	22.423	22.538	22.546	23.681	24.047	24.105	24.263	24.306	24.542	24.673	24.468
Fonds propres nets de Bank Al-Maghrib et des banques <sup>(6)</sup> .....	12.080	11.691	11.615	11.499	11.193	12.649	11.421	10.855	10.946	10.726	10.598	10.479	10.532
<b>CRÉDIT INTÉRIEUR A CARACTÈRE MONÉTAIRE (II) .....</b>	<b>240.981</b>	<b>241.445</b>	<b>244.537</b>	<b>239.571</b>	<b>239.248</b>	<b>235.804</b>	<b>241.731</b>	<b>245.717</b>	<b>246.841</b>	<b>247.504</b>	<b>247.395</b>	<b>252.451</b>	<b>254.219</b>
<b>TOTAL DES CONTREPARTIES (I+II).....</b>	<b>342.930</b>	<b>339.016</b>	<b>343.143</b>	<b>339.097</b>	<b>340.007</b>	<b>337.030</b>	<b>344.236</b>	<b>350.468</b>	<b>354.005</b>	<b>355.674</b>	<b>355.349</b>	<b>361.318</b>	<b>364.999</b>
Solde des éléments divers <sup>(7)</sup> .....	- 8.943	-10.436	-11.180	- 8.291	- 9.666	- 6.159	- 5.575	- 8.717	- 8.306	- 9.988	-10.243	-13.957	- 9.487
<b>AGRÉGAT M 3 .....</b>	<b>333.987</b>	<b>328.580</b>	<b>331.963</b>	<b>330.806</b>	<b>330.341</b>	<b>330.871</b>	<b>338.661</b>	<b>341.751</b>	<b>345.699</b>	<b>345.686</b>	<b>345.106</b>	<b>347.361</b>	<b>355.512</b>

(1) Voir le détail des composantes des avoirs extérieurs nets, des créances sur l'Etat et des concours à l'économie respectivement dans les annexes XII-11, XII-12 et XII-13.

(2) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(3) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(4) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la Caisse de dépôts et de gestion. Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(5) Emprunts intérieurs et extérieurs contractés par les banques (voir ressources des banques annexe XIV-1).

(6) Excédent des fonds propres (capital et réserves) sur le total des immobilisations et du portefeuille de titres de participation.

(7) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les autres éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-11 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES AVOIRS EXTÉRIEURS**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>A. Avoirs extérieurs bruts de Bank Al-Maghrif</b>													
. Avoirs en or .....	1.957	1.957	1.957	1.957	1.957	1.959	1.959	1.959	1.959	1.959	1.960	1.960	1.960
. Avoirs en devises convertibles.....	95.214	92.023	92.866	94.028	94.572	95.078	94.986	96.793	98.276	99.920	98.925	98.056	100.516
. Avoirs en D.T.S.....	1.426	1.330	1.331	1.328	1.309	1.213	1.166	1.074	1.391	1.383	1.372	1.289	1.244
. Souscription au F.M.I. - tranche de réserve .....	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294	1.294
. Souscription au Fonds Monétaire Arabe .....	300	302	301	301	298	295	290	292	292	290	290	289	285
. Avoirs en devises inconvertibles.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total .....</b>	<b>100.191</b>	<b>96.906</b>	<b>97.749</b>	<b>98.908</b>	<b>99.430</b>	<b>99.839</b>	<b>99.695</b>	<b>101.412</b>	<b>103.212</b>	<b>104.846</b>	<b>103.841</b>	<b>102.888</b>	<b>105.299</b>
<b>B. Engagements extérieurs de Bank Al-Maghrif</b>													
. Comptes des organismes internationaux.....	194	194	194	194	194	194	194	205	205	205	202	202	202
. Autres engagements .....	733	749	756	707	705	723	656	654	685	713	709	677	607
<b>Sous-total .....</b>	<b>927</b>	<b>943</b>	<b>950</b>	<b>901</b>	<b>899</b>	<b>917</b>	<b>850</b>	<b>859</b>	<b>890</b>	<b>918</b>	<b>911</b>	<b>879</b>	<b>809</b>
<b>I. Total des avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrif (A-B) .....</b>	<b>99.264</b>	<b>95.963</b>	<b>96.799</b>	<b>98.007</b>	<b>98.531</b>	<b>98.922</b>	<b>98.845</b>	<b>100.553</b>	<b>102.322</b>	<b>103.928</b>	<b>102.930</b>	<b>102.009</b>	<b>104.490</b>
<b>C. Avoirs extérieurs bruts des banques <sup>(1)</sup> .....</b>	<b>6.566</b>	<b>5.936</b>	<b>6.095</b>	<b>5.976</b>	<b>6.401</b>	<b>6.247</b>	<b>8.115</b>	<b>8.111</b>	<b>8.858</b>	<b>8.208</b>	<b>8.811</b>	<b>10.519</b>	<b>9.030</b>
<b>D. Engagements extérieurs des banques <sup>(2)</sup> .....</b>	<b>3.881</b>	<b>4.328</b>	<b>4.288</b>	<b>4.457</b>	<b>4.173</b>	<b>3.943</b>	<b>4.455</b>	<b>3.913</b>	<b>4.016</b>	<b>3.966</b>	<b>3.787</b>	<b>3.661</b>	<b>2.740</b>
<b>II. Total des avoirs extérieurs nets des banques (C-D) .....</b>	<b>2.685</b>	<b>1.608</b>	<b>1.807</b>	<b>1.519</b>	<b>2.228</b>	<b>2.304</b>	<b>3.660</b>	<b>4.198</b>	<b>4.842</b>	<b>4.242</b>	<b>5.024</b>	<b>6.858</b>	<b>6.290</b>
<b>Total des avoirs extérieurs nets (I+II) .....</b>	<b>101.949</b>	<b>97.571</b>	<b>98.606</b>	<b>99.526</b>	<b>100.759</b>	<b>101.226</b>	<b>102.505</b>	<b>104.751</b>	<b>107.164</b>	<b>108.170</b>	<b>107.954</b>	<b>108.867</b>	<b>110.780</b>

(1) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers. Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrif, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(2) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des comptes créditeurs à vue et à terme des non-résidents.

Source : Bank Al-Maghrif.

**XII-12 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>I. Créances de Bank Al-Maghrib</b>													
<b>A. Créances propres de Bank Al-Maghrib</b>													
Avances à l'État <sup>(1)</sup> .....	6.136	7.500	7.334	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500	5.500
Traites douanières et obligations cautionnées prises en pension .....	-	348	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques pris à l'escompte .....	1.527	656	965	1.503	459	1.368	534	884	1.371	945	628	1.023	1.200
Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux.....	26	26	30	30	30	50	29	28	47	45	26	28	38
<b>Total brut.....</b>	<b>7.689</b>	<b>8.530</b>	<b>8.329</b>	<b>7.033</b>	<b>5.989</b>	<b>6.918</b>	<b>6.063</b>	<b>6.412</b>	<b>6.918</b>	<b>6.490</b>	<b>6.154</b>	<b>6.551</b>	<b>6.738</b>
- à déduire :													
Avoirs des comptes publics <sup>(2)</sup> .....	10.806	10.806	10.806	12.730	14.080	13.584	12.355	11.380	11.308	11.387	10.079	10.255	11.322
<b>Total net.....</b>	<b>-3.117</b>	<b>-2.276</b>	<b>-2.477</b>	<b>-5.697</b>	<b>-8.091</b>	<b>-6.666</b>	<b>-6.292</b>	<b>-4.968</b>	<b>-4.390</b>	<b>-4.897</b>	<b>-3.925</b>	<b>-3.704</b>	<b>-4.584</b>
<b>B. Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire</b>	-	-	-	-	201	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total (I).....</b>	<b>-3.117</b>	<b>-2.276</b>	<b>-2.477</b>	<b>-5.697</b>	<b>-7.890</b>	<b>-6.666</b>	<b>-6.292</b>	<b>-4.968</b>	<b>-4.390</b>	<b>-4.897</b>	<b>-3.925</b>	<b>-3.704</b>	<b>-4.584</b>
<b>Créances des banques</b>													
Portefeuille d'effets publics .....	72.318	72.610	73.945	72.779	72.313	71.220	70.608	71.567	73.544	73.338	72.244	72.506	75.179
Dépôts des banques auprès du Trésor et du Service des chèques postaux .....	843	879	539	729	143	273	579	359	1.066	1.393	1.327	1.327	1.744
<b>Sous-total (II).....</b>	<b>73.161</b>	<b>73.489</b>	<b>74.484</b>	<b>73.508</b>	<b>72.456</b>	<b>71.493</b>	<b>71.187</b>	<b>71.926</b>	<b>74.610</b>	<b>74.731</b>	<b>73.571</b>	<b>73.833</b>	<b>76.923</b>
<b>Créances des particuliers et des entreprises non financières</b>													
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux .....	8.285	8.380	8.242	8.286	8.259	8.241	8.330	8.258	8.322	8.358	8.324	8.420	8.358
<b>Sous-total (III).....</b>	<b>8.285</b>	<b>8.380</b>	<b>8.242</b>	<b>8.286</b>	<b>8.259</b>	<b>8.241</b>	<b>8.330</b>	<b>8.258</b>	<b>8.322</b>	<b>8.358</b>	<b>8.324</b>	<b>8.420</b>	<b>8.358</b>
<b>Total des créances sur l'État (I+II+III).....</b>	<b>78.329</b>	<b>79.593</b>	<b>80.249</b>	<b>76.097</b>	<b>72.825</b>	<b>73.068</b>	<b>73.225</b>	<b>75.216</b>	<b>78.542</b>	<b>78.192</b>	<b>77.970</b>	<b>78.549</b>	<b>80.697</b>

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptes publics ainsi que les comptes du Trésor et du Fonds Hassan II pour le développement économique et social auprès de Bank Al-Maghrib.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-13 - ÉVOLUTION MENSUELLE DES CONCOURS A L'ÉCONOMIE <sup>(1)</sup>**

(En millions de dirhams)

Composantes	2001	2002											
	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>A. Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers <sup>(2)</sup></b>	<b>195.888</b>	<b>195.058</b>	<b>196.689</b>	<b>193.042</b>	<b>193.791</b>	<b>192.507</b>	<b>195.573</b>	<b>197.893</b>	<b>198.283</b>	<b>197.990</b>	<b>198.259</b>	<b>200.044</b>	<b>199.069</b>
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie .....	72.440	71.554	71.854	68.863	68.846	67.529	69.311	71.616	71.073	70.958	70.632	71.932	69.720
Crédits à l'équipement.....	45.371	45.137	44.695	45.068	45.402	44.172	43.594	42.782	42.931	41.817	41.989	41.779	42.116
Crédits immobiliers.....	30.699	31.384	31.722	32.320	32.200	32.716	33.120	33.264	33.575	34.111	34.429	34.707	35.155
Crédits à la consommation .....	8.283	8.256	8.274	8.257	8.220	8.299	8.372	8.469	8.510	8.553	8.603	8.549	8.378
Créances diverses sur la clientèle .....	3.396	3.066	4.308	3.913	3.539	3.390	4.245	4.152	4.526	4.363	4.152	4.678	5.679
Créances en souffrance <sup>(3)</sup> .....	35.699	35.661	35.836	34.621	35.584	36.401	36.931	37.610	37.668	38.188	38.454	38.399	38.021
<b>B. Concours aux sociétés de financement .....</b>	<b>12.138</b>	<b>12.047</b>	<b>12.582</b>	<b>13.904</b>	<b>14.581</b>	<b>15.023</b>	<b>14.849</b>	<b>14.534</b>	<b>14.921</b>	<b>14.789</b>	<b>14.940</b>	<b>15.601</b>	<b>15.880</b>
Crédits .....	11.125	11.020	11.556	12.842	13.573	14.324	14.165	13.625	14.142	14.134	14.285	15.034	15.215
Bons des sociétés de financement détenus par les banques.....	1.013	1.027	1.026	1.062	1.008	699	684	909	779	655	655	567	665
<b>C. Portefeuille de titres de placement des banques <sup>(4)</sup> .....</b>	<b>621</b>	<b>1.462</b>	<b>1.735</b>	<b>1.458</b>	<b>1.331</b>	<b>1.378</b>	<b>1.420</b>	<b>1.716</b>	<b>1.656</b>	<b>1.632</b>	<b>1.496</b>	<b>1.466</b>	<b>1.525</b>
<b>I. Total des concours des banques (A+B+C) .....</b>	<b>208.647</b>	<b>208.567</b>	<b>211.006</b>	<b>208.404</b>	<b>209.703</b>	<b>208.908</b>	<b>211.842</b>	<b>214.143</b>	<b>214.860</b>	<b>214.411</b>	<b>214.695</b>	<b>217.111</b>	<b>216.474</b>
<b>II. Crédits de Bank Al-Maghrib.....</b>	<b>8.304</b>	<b>8.451</b>	<b>8.448</b>	<b>8.372</b>	<b>8.367</b>	<b>8.366</b>	<b>8.509</b>	<b>8.507</b>	<b>8.708</b>	<b>8.707</b>	<b>8.706</b>	<b>9.025</b>	<b>9.747</b>
<b>Total (I+II) .....</b>	<b>216.951</b>	<b>217.018</b>	<b>219.454</b>	<b>216.776</b>	<b>218.070</b>	<b>217.274</b>	<b>220.351</b>	<b>222.650</b>	<b>223.568</b>	<b>223.118</b>	<b>223.401</b>	<b>226.136</b>	<b>226.221</b>

(1) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

(2) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(3) Créances pré-douteuses, créances douteuses et créances compromises

(4) Souscriptions des banques aux titres émis par les entreprises non bancaires

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-14 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES  
1981 - 2002**

(En millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M3							Agrégats de placements liquides			
	Agrégat M2			M2 =	M3 =	M3 =	M3 =	PL 1 (3)	PL 2 (4)	PL 3 (5)	Total
	Agrégat M1		Total								
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale									
1981	11.121	16.106	27.227	1.353	28.580	6.664	35.244	186	-	-	186
1982	12.023	17.584	29.607	1.735	31.342	7.654	38.996	336	-	-	336
1983	13.635	20.345	33.980	2.259	36.239	10.227	46.466	351	-	-	351
1984	14.770	22.305	37.075	2.744	39.819	11.373	51.192	359	-	-	359
1985	16.194	26.570	42.764	3.136	45.900	14.416	60.316	2.641	-	-	2.641
1986	18.694	31.361	50.055	4.160	54.215	15.851	70.066	6.229	-	-	6.229
1987	20.003	34.718	54.721	5.891	60.612	16.485	77.097	9.612	-	-	9.612
1988	21.913	40.335	62.248	7.573	69.821	18.867	88.688	10.308	-	-	10.308
1989	24.814	44.460	69.274	9.317	78.591	21.441	100.032	13.485	-	-	13.485
1990	29.543	53.115	82.658	11.491	94.149	24.883	119.032	15.739	-	-	15.739
1991	34.269	60.352	94.621	14.051	108.672	31.190	139.862	14.504	-	-	14.504
1992	35.744	64.939	100.683	14.913	115.596	37.467	153.063	15.564	-	-	15.564
1993	37.202	68.576	105.778	15.959	121.737	43.986	165.723	16.837	-	-	16.837
1994	41.021	76.163	117.184	18.685	135.869	47.464	183.333	21.849	-	-	21.849
1995	43.154	81.329	124.483	21.279	145.762	52.494	198.256	22.910	-	8	22.918
1996	46.447	84.346	130.793	23.466	154.259	57.283	211.542	23.158	220	1.696	25.074
1997	48.662	92.198	140.860	25.983	166.843	64.121	230.964	19.821	2.708	3.057	25.586
1998	50.644	99.628	150.272	29.523	179.795	65.114	244.909	18.488	9.154	6.590	34.232
1999	56.713	110.815	167.528	33.069	200.597	69.389	269.986	15.298	18.630	5.423	39.351
2000	58.169	123.094	181.263	35.240	216.503	76.281	292.784	11.420	12.722	3.214	27.356
2001	66.025	144.087	210.112	39.581	249.693	84.294	333.987	13.906	17.111	1.936	32.953
2002	69.556	159.522	229.078	43.097	272.175	83.337	355.512	8.787	29.696	1.247	39.730

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons des sociétés de financement et billets de trésorerie) souscrits par les personnes physiques et les entreprises non financières.

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations (depuis 1995) et acquis par les personnes physiques et les entreprises non financières.

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et OPCVM diversifiés (depuis 1995) et acquis par les personnes physiques et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XII-15 - CONTREPARTIES DE M 3  
1981 - 2002**

(En millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Avoirs extérieurs nets			Crédit intérieur à caractère monétaire											Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers (3)
				Crédit intérieur global									Ressources à caractère non monétaire (à déduire)	Total (II)		
	Créances sur l'État				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N.(2) (C)	Total (A+B+C)							
	de Bank Al- Maghrib	des banques	Total (I)	de Bank Al- Maghrib	des banques	des entreprises non financières et particuliers (1)	Total (A)			de Bank Al- Maghrib	des banques	Total (B)				
1981	86	2	88	9.722	8.552	1.747	20.021	425	22.886	23.311	482	43.814	7.119	36.695	36.783	- 1.539
1982	743	48	791	8.336	9.185	1.844	19.365	682	26.406	27.088	552	47.005	7.324	39.681	40.472	- 1.476
1983	- 56	35	- 21	10.924	12.423	1.715	25.062	1.034	30.169	31.203	626	56.891	9.094	47.797	47.776	- 1.310
1984	300	70	370	10.857	13.107	1.926	25.890	1.675	34.557	36.232	719	62.841	10.523	52.318	52.688	- 1.496
1985	972	137	1.109	10.048	17.888	2.028	29.964	3.079	39.311	42.390	780	73.134	12.219	60.915	62.024	- 1.708
1986	1.705	- 18	1.687	9.558	25.138	2.301	36.997	5.184	43.184	48.368	897	86.262	15.285	70.977	72.664	- 2.598
1987	2.985	228	3.213	8.799	28.277	2.925	40.001	5.835	46.588	52.423	1.053	93.477	17.750	75.727	78.940	- 1.843
1988	4.292	254	4.546	10.078	32.690	4.347	47.115	6.033	52.411	58.444	1.236	106.795	21.011	85.784	90.330	- 1.642
1989	3.951	137	4.088	10.614	37.701	4.988	53.303	6.699	59.418	66.117	1.428	120.848	22.703	98.145	102.233	- 2.201
1990	16.600	612	17.212	11.517	34.575	5.208	51.300	6.814	71.000	77.814	1.663	130.777	27.483	103.294	120.506	- 1.474
1991	24.435	637	25.072	12.116	35.346	6.274	53.736	6.845	87.850	94.695	1.917	150.348	32.144	118.204	143.276	- 3.414
1992	31.504	590	32.094	9.924	41.427	6.151	57.502	7.001	99.079	106.080	2.150	165.732	40.301	125.431	157.525	- 4.462
1993	36.900	735	37.635	9.936	46.295	6.532	62.763	7.045	104.747	111.792	2.342	176.897	45.480	131.417	169.052	- 3.329
1994	40.753	299	41.052	8.185	54.747	6.783	69.715	7.307	114.796	122.103	2.754	194.572	48.072	146.500	187.552	- 4.219
1995	32.348	426	32.774	18.490	52.908	6.789	78.187	7.619	128.982	136.601	3.292	218.080	49.854	168.226	201.000	- 2.744
1996	35.214	166	35.380	18.758	54.847	8.032	81.637	7.386	142.056	149.442	3.866	234.945	54.172	180.773	216.153	- 4.611
1997	40.355	294	40.649	19.680	58.616	8.073	86.369	7.395	152.029	159.424	4.553	250.346	53.144	197.202	237.851	- 6.887
1998	42.710	316	43.026	19.244	58.614	6.652	84.510	7.390	168.495	175.885	5.330	265.725	54.721	211.004	254.030	- 9.121
1999	58.884	207	59.091	13.405	54.917	7.711	76.033	7.192	185.905	193.097	5.721	274.851	58.611	216.240	275.331	- 5.345
2000	52.651	2.034	54.685	16.033	61.729	8.172	85.934	7.471	200.553	208.024	6.208	300.166	58.534	241.632	296.317	- 3.533
2001	99.264	2.685	101.949	-3.117	73.161	8.285	78.329	8.304	208.647	216.951	6.576	301.856	60.875	240.981	342.930	- 8.943
2002	104.490	6.290	110.780	-4.584	76.923	8.358	80.697	9.747	216.474	226.221	7.312	314.230	60.011	254.219	364.999	- 9.487

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la Caisse de dépôts et de gestion (CDG). Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIII-1 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB**

(En millions de dirhams)

	2000		2001		2002	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Janvier .....	5.918	3.027	6.127	4.448	7.127	5.706
Février .....	4.528	3.647	3.846	5.547	4.230	7.017
Mars .....	4.225	5.820	5.415	5.603	6.529	4.198
Avril .....	4.390	4.102	5.119	5.026	5.542	5.429
Mai .....	4.758	3.920	5.057	5.490	5.646	5.794
Juin .....	3.899	4.805	4.437	5.437	4.550	4.932
Juillet .....	3.527	6.433	4.038	7.920	4.577	8.819
Août .....	4.698	5.640	5.556	7.511	5.597	7.501
Septembre .....	5.543	4.134	6.417	4.186	6.790	5.009
Octobre .....	5.006	4.331	6.012	5.815	6.667	6.126
Novembre .....	4.754	4.675	5.243	5.413	5.223	5.276
Décembre .....	3.204	5.358	4.420	7.105	6.266	6.521
<b>Total .....</b>	<b>54.450</b>	<b>55.892</b>	<b>61.687</b>	<b>69.501</b>	<b>68.744</b>	<b>72.328</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

### XIII-2 - LES ÉCHANGES EN CHAMBRES DE COMPENSATION

2002	Nombre d'opérations (en milliers)			Montants bruts (en millions de dirhams)				Taux de rejet (en %)	
	Effets	Chèques	Total	Effets	Chèques	Virements	Total	Effets	Chèques
Janvier .....	298	1.828	2.126	6.041	39.093	33.154	78.288	20,9	2,6
Février .....	268	1.497	1.765	5.427	33.111	30.747	69.285	20,6	2,5
Mars .....	253	1.665	1.918	5.180	34.786	33.677	73.643	20,4	2,5
Avril .....	324	1.750	2.074	6.527	40.987	35.657	83.171	22,4	2,5
Mai .....	273	1.816	2.089	6.024	38.789	29.405	74.218	20,9	2,5
Juin .....	237	1.641	1.878	4.615	35.027	31.692	71.334	20,6	2,2
Juillet .....	351	1.841	2.192	6.740	43.083	30.819	80.642	19,4	2,3
Août .....	267	1.457	1.724	5.337	36.165	30.467	71.969	18,3	2,6
Septembre .....	295	1.538	1.833	6.566	37.398	26.208	70.172	17,4	2,6
Octobre .....	314	1.906	2.220	6.578	43.920	29.857	80.355	20,8	2,3
Novembre .....	244	1.458	1.702	5.069	32.712	26.279	64.060	18,4	2,6
Décembre .....	340	1.613	1.953	7.268	38.198	30.658	76.124	21,1	2,5
<b>Total .....</b>	<b>3.464</b>	<b>20.010</b>	<b>23.474</b>	<b>71.372</b>	<b>453.269</b>	<b>368.620</b>	<b>893.261</b>	<b>20,1</b>	<b>2,5</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIV-1 - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES  
DE L'ENSEMBLE DES BANQUES**

(En millions de dirhams)

	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002
<b>EMPLOIS</b>			
Valeurs en caisse et avoirs liquides .....	19.658	29.070	29.777
dont : Billets étrangers et chèques en devises .....	(582)	(761)	(498)
Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib .....	(13.467)	(20.528)	(23.330)
Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux ...	(96)	(843)	(1.744)
Avoirs auprès des banques et prêts aux banques .....	5.326	3.241	3.776
Correspondants étrangers et assimilés .....	5.774	5.805	8.532
Portefeuille de bons du Trésor .....	61.633	72.318	75.179
Crédits à l'économie <sup>(1)</sup> .....	199.138	207.013	214.284
Portefeuille de titres de transactions et de placement autres que les fonds d'État .....	8.543	10.782	11.167
- Certificats de dépôt acquis par les banques .....	1.751	1.809	1.447
- Bons et obligations B.N.D.E., C.I.H., C.N.C.A. et F.E.C. souscrits par les banques.....	5.377	7.339	7.530
- Bons de sociétés de financement détenus par les banques.....	438	1.013	665
- Titres émis par les entreprises non bancaires .....	977	621	1.525
Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés .....	10.605	12.019	13.413
Immobilisations .....	10.273	10.854	11.384
Excédent des emplois divers sur les ressources diverses .....	-	-	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS .....</b>	<b>320.950</b>	<b>351.102</b>	<b>367.512</b>
<b>RESSOURCES</b>			
Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle .....	113.133	133.233	147.919
. Comptes de chèques .....	72.166	85.607	98.105
(Comptes de chèques des marocains résidant à l'étranger) .....	(26.619)	(32.819)	(36.911)
. Comptes courants .....	31.140	37.181	39.936
. Autres dépôts .....	9.827	10.445	9.878
Comptes sur carnets .....	29.032	33.005	35.785
Comptes à terme et bons à échéance fixe .....	75.392	83.318	82.528
Certificats de dépôt .....	5.642	4.967	3.532
dont : Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers .....	(889)	(976)	(809)
Comptes créditeurs à vue et à terme en devises des non résidents .....	431	641	527
Engagements des banques envers les autres banques .....	10.107	10.547	11.422
Emprunts nets auprès des organismes financiers <sup>(2)</sup> .....	2.380	2.329	3.836
Correspondants étrangers et assimilés .....	3.891	3.240	2.213
Emprunts obligataires en dirhams .....	11.808	10.212	8.240
Emprunts extérieurs à long terme .....	13.083	12.035	11.659
Recours auprès de Bank Al-Maghrib .....	7.161	7	1
Provisions .....	17.316	22.037	24.468
Fonds propres .....	29.480	32.574	32.730
Excédent des ressources diverses sur les emplois divers .....	2.094	2.957	2.652
<b>TOTAL DES RESSOURCES .....</b>	<b>320.950</b>	<b>351.102</b>	<b>367.512</b>

(1) Y compris les crédits accordés aux sociétés de financement et aux établissements publics.

(2) Y compris les opérations de pensions avec les O.P.C.V.M.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIV-2 - TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS  
DE CRÉDIT A LA CONSOMMATION**

(En millions de dirhams)

	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002
<b>EMPLOIS</b>			
Immobilisations .....	304	327	343
Crédits .....	17.934	18.727	19.909
Débiteurs divers et comptes de régularisation .....	411	386	476
Avoirs liquides .....	381	394	361
<b>Total .....</b>	<b>19.030</b>	<b>19.834</b>	<b>21.089</b>
<b>RESSOURCES</b>			
Capitaux propres et assimilés .....	2.537	2.774	2.860
Provisions .....	2.379	2.354	2.864
Dettes de financement .....	6.602	8.702	9.958
Créditeurs divers et comptes de régularisation .....	1.417	817	1.007
Comptes de Trésorerie .....	6.095	5.187	4.400
<b>Total .....</b>	<b>19.030</b>	<b>19.834</b>	<b>21.089</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XIV-3 - TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES  
DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL**

(En millions de dirhams)

	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002
<b>EMPLOIS</b>			
Immobilisations .....	54	59	60
Crédits .....	9.209	10.916	12.496
Débiteurs divers et comptes de régularisation .....	71	196	131
Avoirs liquides .....	29	21	227
<b>Total .....</b>	<b>9.363</b>	<b>11.192</b>	<b>12.914</b>
<b>RESSOURCES</b>			
Capitaux propres et assimilés .....	1.237	1.244	1.267
Provisions .....	690	850	1.095
Dettes de financement .....	5.777	6.972	8.116
Créditeurs divers et comptes de régularisation .....	594	704	1.003
Comptes de Trésorerie .....	1.065	1.422	1.433
<b>Total .....</b>	<b>9.363</b>	<b>11.192</b>	<b>12.914</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XV-1 - ENCOURS DES PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(En millions de dirhams)

Encours de fin de mois	2001	2002												
	Moyenne	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne
Prêts des banques .....	2.822	1.378	1.460	1.411	1.613	1.570	2.446	2.578	1.999	1.059	1.887	1.310	2.187	1.742
Prêts de la C.D.G. ....	212	-	-	199	100	50	414	265	230	92	92	92	1.015	212
Prêts des autres intervenants <sup>(1)</sup> .....	2	-	-	-	-	17	17	17	-	-	-	-	-	4
<b>Total des prêts.....</b>	<b>3.036</b>	<b>1.378</b>	<b>1.460</b>	<b>1.610</b>	<b>1.713</b>	<b>1.637</b>	<b>2.877</b>	<b>2.860</b>	<b>2.229</b>	<b>1.151</b>	<b>1.979</b>	<b>1.402</b>	<b>3.202</b>	<b>1.958</b>
Emprunts des banques .....	2.825	1.233	1.334	1.496	1.648	1.549	2.783	2.767	2.116	1.034	1.910	1.367	3.156	1.866
Emprunts de la C.D.G. ....	60	10	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	1
Emprunts des autres intervenants ...	152	135	126	114	65	88	90	93	113	117	69	35	46	91
<b>Total des emprunts.....</b>	<b>3.036</b>	<b>1.378</b>	<b>1.460</b>	<b>1.610</b>	<b>1.713</b>	<b>1.637</b>	<b>2.877</b>	<b>2.860</b>	<b>2.229</b>	<b>1.151</b>	<b>1.979</b>	<b>1.402</b>	<b>3.202</b>	<b>1.958</b>
<b>Taux d'intérêt</b>														
. Moyenne quotidienne .....	4,44	2,96	3,13	3,21	3,60	2,98	2,84	2,83	2,77	3,09	2,77	2,72	2,94	2,99
. Fin de mois .....	4,22	2,82	3,17	1,94	3,03	3,15	2,46	3,59	2,65	3,64	2,46	3,14	3,29	2,94

(1) Caisse Marocaine des Marchés, Dar Addamane et Caisse Centrale de Garantie.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XV-2 - LES SOUSCRIPTIONS DE BONS DU TRÉSOR PAR VOIE D'ADJUDICATION**

(En millions de dirhams)

Maturités	Année 2001						Année 2002					
	Banques	C.D.G.	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total	Banques	C.D.G.	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total
13 semaines .....	2.243	452	234	570	-	3.499	3.333	100	-	138	-	3.571
26 semaines .....	5.886	2.436	2	1.020	-	9.344	3.612	100	2	100	-	3.814
52 semaines .....	14.284	2.356	584	1.058	48	18.330	9.449	1.802	521	1.220	-	12.992
<b>Total court terme (I).....</b>	<b>22.413</b>	<b>5.244</b>	<b>820</b>	<b>2.648</b>	<b>48</b>	<b>31.173</b>	<b>16.394</b>	<b>2.002</b>	<b>523</b>	<b>1.458</b>	<b>-</b>	<b>20.377</b>
2 ans .....	8.240	1.166	346	375	2	10.129	12.676	5.559	279	140	-	18.654
5 ans .....	8.890	3.292	407	328	2	12.919	19.293	3.051	-	208	20	22.572
<b>Total moyen terme (II) ....</b>	<b>17.130</b>	<b>4.458</b>	<b>753</b>	<b>703</b>	<b>4</b>	<b>23.048</b>	<b>31.969</b>	<b>8.610</b>	<b>279</b>	<b>348</b>	<b>20</b>	<b>41.226</b>
10 ans .....	2.113	252	-	175	2	2.542	8.686	303	432	25	-	9.446
15 ans .....	580	50	50	35	-	715	4.154	300	335	71	-	4.860
20 ans .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total long terme (III).....</b>	<b>2.693</b>	<b>302</b>	<b>50</b>	<b>210</b>	<b>2</b>	<b>3.257</b>	<b>12.840</b>	<b>603</b>	<b>767</b>	<b>96</b>	<b>-</b>	<b>14.306</b>
<b>Total (I+II+III) .....</b>	<b>42.236</b>	<b>10.004</b>	<b>1.623</b>	<b>3.561</b>	<b>54</b>	<b>57.478</b>	<b>61.203</b>	<b>11.215</b>	<b>1.569</b>	<b>1.902</b>	<b>20</b>	<b>75.909</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XV-3 - TAUX D'INTÉRÊT DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR ADJUDICATION**

Maturités	Année 2001			Année 2002		
	Taux minimum	Taux maximum	Taux moyen pondéré	Taux minimum	Taux maximum	Taux moyen pondéré
13 semaines .....	4,42	5,80	4,65	2,38	3,80	2,64
26 semaines .....	4,50	6,10	4,87	2,55	4,30	2,85
52 semaines .....	4,55	6,51	5,26	2,71	4,65	3,76
2 ans .....	5,19	6,93	5,88	3,70	5,30	4,73
5 ans .....	5,80	7,00	6,22	4,75	6,20	5,65
10 ans .....	6,37	7,02	6,73	5,80	6,76	6,19
15 ans .....	6,98	7,16	7,10	6,45	7,16	6,85
20 ans .....	-	-	-	-	-	-

Source : Bank Al-Maghrib.

**XV-4 - ENCOURS DES BONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR ADJUDICATION**

(En millions de dirhams)

Maturités	Année 2001						Année 2002					
	Banques	C.D.G. <sup>(1)</sup>	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total	Banques	C.D.G. <sup>(1)</sup>	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total
13 semaines .....	288	-	-	262	-	550	391	-	49	2.090	-	2.530
26 semaines .....	2.052	1.190	1.137	2.542	330	7.251	950	-	138	2.374	2	3.464
52 semaines .....	10.982	372	2.306	3.634	1.036	18.330	6.097	397	1.728	3.314	490	12.026
<b>Total court terme (I).....</b>	<b>13.322</b>	<b>1.562</b>	<b>3.443</b>	<b>6.438</b>	<b>1.366</b>	<b>26.131</b>	<b>7.438</b>	<b>397</b>	<b>1.915</b>	<b>7.778</b>	<b>492</b>	<b>18.020</b>
2 ans .....	7.761	840	1951	3325	751	14.628	7.896	3.274	4.827	8.952	754	25.703
5 ans .....	21.025	4.566	11.629	9.776	1.553	48.549	23.036	3.401	14.093	15.510	2.081	58.121
<b>Total moyen terme (II).....</b>	<b>28.786</b>	<b>5.406</b>	<b>13.580</b>	<b>13.101</b>	<b>2.304</b>	<b>63.177</b>	<b>30.932</b>	<b>6.675</b>	<b>18.920</b>	<b>24.462</b>	<b>2.835</b>	<b>83.824</b>
10 ans .....	8.497	7.021	14.154	3.699	84	33.455	12.260	8.226	15.659	6.114	643	42.902
15 ans .....	4.884	5.090	8.224	1.924	166	20.288	6.009	4.090	10.594	3.323	1.131	25.147
20 ans .....	20	-	-	4	-	24	20	-	-	4	-	24
<b>Total long terme (III).....</b>	<b>13.401</b>	<b>12.111</b>	<b>22.378</b>	<b>5.627</b>	<b>250</b>	<b>53.767</b>	<b>18.289</b>	<b>12.316</b>	<b>26.253</b>	<b>9.441</b>	<b>1.774</b>	<b>68.073</b>
<b>Total (I+II+III).....</b>	<b>55.509</b>	<b>19.079</b>	<b>39.401</b>	<b>25.166</b>	<b>3.920</b>	<b>143.075</b>	<b>56.659</b>	<b>19.388</b>	<b>47.088</b>	<b>41.681</b>	<b>5.101</b>	<b>169.917</b>

(1) Non compris l'encours des bons du Trésor des organismes de prévoyance gérés par la C.D.G.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XV-5 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES**

(En millions de dirhams)

Catégorie de titres	Année 2001					Année 2002				
	Etablissements de crédit et CDG	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total	Etablissements de crédit et CDG	Sociétés d'assurances et organismes de prévoyance	OPCVM	Autres	Total
Certificats de dépôt .....	1.827	1.016	1.045	976	4.864	829	680	1.113	808	3.430
Bons des sociétés de financement .....	2.270	1.370	2.057	262	5.959	2.732	1.514	2.359	408	7.013
Billets de trésorerie .....	-	22	3	-	25	268	47	739	4	1.058
<b>Total .....</b>	<b>4.097</b>	<b>2.408</b>	<b>3.105</b>	<b>1.238</b>	<b>10.848</b>	<b>3.829</b>	<b>2.241</b>	<b>4.211</b>	<b>1.220</b>	<b>11.501</b>

Source : Bank Al-Maghrib.

**XV-6 - INDICATEURS BOURSIERS**

(En millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation	Indice (*)
1999 Décembre	12.038,7	138.051	777,08
2000 Décembre	6.832,5	114.881	658,43
2001 Janvier	2.832,0	110.662	634,35
Février	1.925,3	123.677	708,58
Mars	1.563,0	120.425	687,84
Avril	2.462,4	116.320	665,01
Mai	2.528,0	114.706	659,14
Juin	1.417,1	110.715	640,40
Juillet	1.016,0	103.530	613,92
Août	648,3	107.908	639,42
Septembre	2.838,8	103.829	616,42
Octobre	1.791,7	100.114	583,42
Novembre	1.242,2	104.538	608,55
Décembre	5.009,7	104.740	609,74
2002 Janvier	2.364,0	101.072	3.444,85
Février	804,6	99.979	3.407,59
Mars	761,6	99.961	3.406,95
Avril	2.193,1	96.627	3.293,35
Mai	1.135,6	94.115	3.207,72
Juin	1.837,2	92.192	3.135,26
Juillet	1.337,9	87.949	2.989,54
Août	295,1	89.397	3.058,49
Septembre	418,4	85.970	2.941,26
Octobre	826,5	84.498	2.890,88
Novembre	956,9	86.273	2.951,63
Décembre	9.545,6	87.175	2.980,44

(\*) A compter du premier janvier 2002, l'indice général de la Bourse des valeurs (I G B) a été remplacé par le MASI qui intègre toutes les valeurs cotées et a pour base 1000 au 31 décembre 1991.

**Source :** Bourse de Casablanca.

**XVI-1 - RÉPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS DES AGENTS NON FINANCIERS  
PAR CATÉGORIE D'INSTRUMENTS**

(En millions de dirhams)

	Encours de fin d'année			Variations (flux)	
	2000	2001	2002	2001	2002
<b>A. Avoirs liquides .....</b>	<b>182.843</b>	<b>211.259</b>	<b>231.290</b>	<b>+28.416</b>	<b>+20.031</b>
- Billets et monnaies .....	58.169	66.025	69.556	+ 7.856	+ 3.531
- Dépôts à vue .....	124.674	145.234	161.734	+20.560	+16.500
. <i>Système bancaire</i> .....	110.750	130.626	145.024	+19.876	+14.398
. <i>Trésor et C.C.P.</i> .....	8.172	8.285	8.358	+ 113	+ 73
. <i>Autres dépôts à vue</i> <sup>(1)</sup> .....	5.752	6.323	8.352	+ 571	+ 2.029
<b>B. Placements à court terme .....</b>	<b>114.746</b>	<b>132.407</b>	<b>128.589</b>	<b>+17.661</b>	<b>- 3.818</b>
- Comptes sur carnets .....	35.240	39.582	43.097	+ 4.342	+ 3.515
. <i>Système bancaire</i> .....	29.032	33.006	35.785	+ 3.974	+ 2.779
. <i>Caisse d'épargne nationale</i> .....	6.208	6.576	7.312	+ 368	+ 736
- Dépôts à terme .....	74.574	82.814	81.796	+ 8.240	- 1.018
. <i>Comptes et bons à échéance fixe auprès du système bancaire</i> .....	74.440	82.585	81.728	+ 8.145	- 857
. <i>Titres de créances négociables à court terme</i> .....	134	229	68	+ 95	- 161
- Bons du Trésor à court terme .....	4.932	10.011	3.696	+ 5.079	- 6.315
. <i>Bons à 6 mois dans le public</i> .....	3.988	9.407	2.502	+ 5.419	- 6.905
. <i>Emprunts nationaux à 1 an</i> .....	-	-	-	-	-
. <i>Adjudications</i> .....	944	604 *	1.194	- 340	+ 590
<b>C. Placements à moyen terme .....</b>	<b>7.612</b>	<b>4.991</b>	<b>6.540</b>	<b>- 2.621</b>	<b>+ 1.549</b>
- Bons du Trésor à moyen terme .....	6.732	3.984	5.389	- 2.748	+ 1.405
. <i>Emprunts nationaux à 3 et 5 ans</i> .....	4.474	3.115	2.479	- 1.359	- 636
. <i>Adjudications</i> .....	1.893	519 *	2.573	- 1.374	+ 2.054
. <i>Autres bons à moyen terme</i> .....	365	350	337	- 15	- 13
- Titres de créances négociables à moyen terme .....	880	1.007	1.151	+ 127	+ 144
<b>D. Titres d'O.P.C.V.M. ....</b>	<b>15.936</b>	<b>19.049</b>	<b>30.943</b>	<b>+ 3.113</b>	<b>+ 11.894</b>
- OPCVM obligations .....	12.722	17.111	29.696	+ 4.389	+ 12.585
- OPCVM actions .....	1.276	895	563	- 381	- 332
- OPCVM diversifiés .....	1.938	1.043	684	- 895	- 359
<b>E. Épargne institutionnelle .....</b>	<b>90.305</b>	<b>96.414</b>	<b>105.523</b>	<b>+ 6.109</b>	<b>+ 9.109</b>
- Fonds des organismes de retraite et de prévoyance ..	47.115	48.982	53.111	+ 1.867	+ 4.129
<i>dont : - C.N.R.A. et R.C.A.R.</i> <sup>(2)</sup> .....	(19.161)	(21.250)	(23.566) **	(+2.089)	(+2.316)
- <i>C.N.S.S.</i> .....	(14.762)	(14.017)	(14.674)	(-745)	(+657)
- Provisions techniques des compagnies d'assurance ..	43.190	47.432 *	52.412 **	+ 4.242	+ 4.980
<b>Sous-total .....</b>	<b>411.442</b>	<b>464.120</b>	<b>502.885</b>	<b>+52.678</b>	<b>+38.765</b>
<b>F. Titres de sociétés</b> <sup>(3)</sup>				<b>+12.783</b>	<b>+15.495</b>
- Titres nouvellement émis .....	-	-	-	+ 12.783	+ 15.495
- Actions de sociétés privatisées .....	-	-	-	-	-
<b>Total .....</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>+65.461</b>	<b>+54.260</b>
<b>G. Ajustement</b> <sup>(4)</sup>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 563</b>	<b>+ 434</b>
<b>Total des flux de placements nets .....</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>+64.898</b>	<b>+54.694</b>

(1) Il s'agit essentiellement des dépôts à vue non institutionnels auprès de la C.D.G.

(2) CNRA : Caisse nationale de retraite et d'assurances.  
RCAR : Régime collectif d'allocation de retraites.

(3) Les données chiffrées relatives au stock d'actions détenues par les agents non financiers n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les acquisitions additionnelles de titres de sociétés, soit sur le marché primaire, soit à l'occasion des opérations de privatisation.

(4) Ce poste permet de tenir compte des changements intervenus dans la composition de l'actif net des OPCVM, en excluant les opérations relatives aux actions effectuées sur le marché secondaire.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres estimés.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XVI-2 - RÉPARTITION DES PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS  
PAR NATURE D'ÉMETTEUR**

(En millions de dirhams)

Circuits de collecte	Encours de fin d'année			Variations (flux)	
	2000	2001*	2002**	2001	2002
- Système bancaire .....	214.986	247.192	263.348	+ 32.206	+ 16.156
- Sociétés de financement .....	250	261	408	+ 11	+ 147
- Circuit du Trésor et de la Poste .....	26.044	28.856	24.755	+ 2.812	- 4.101
- C.D.G. et services gérés <sup>(1)</sup> .....	24.913	27.573	31.918	+ 2.660	+ 4.345
- Organismes d'assurances et de prévoyance .....	71.144	75.164	81.957	+ 4.020	+ 6.793
dont : - Compagnies d'assurance .....	(43.190)	(47.432)	(52.412)	(+4.242)	(+4.980)
- C.N.S.S. ....	(14.762)	(14.017)	(14.674)	(-745)	(+657)
- OPCVM .....	15.936	19.049	30.943	+ 3.113	+ 11.894
<b>Total des placements auprès des intermédiaires financiers.....</b>	<b>353.273</b>	<b>398.095</b>	<b>433.329</b>	<b>+ 44.822</b>	<b>+ 35.234</b>
- Marché des titres de sociétés <sup>(2)</sup> .....				+ 12.783	+ 15.495
Ajustement <sup>(3)</sup> .....				- 563	+ 434
<b>Total des fonds mobilisés .....</b>				<b>+ 57.042</b>	<b>+ 51.163</b>
<b>Encaisses en billets et monnaies .....</b>	<b>58.169</b>	<b>66.025</b>	<b>69.556</b>	<b>+ 7.856</b>	<b>+ 3.531</b>
<b>Total .....</b>				<b>+ 64.898</b>	<b>+ 54.694</b>

(1) Caisse de dépôt et de gestion, Régime collectif d'allocation des retraites (R.C.A.R.) et Caisse nationale de retraite et d'assurances (C.N.R.A.).

(2) Les données chiffrées relatives au stock d'actions détenues par les agents non financiers n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les acquisitions additionnelles de titres de sociétés, soit sur le marché primaire, soit à l'occasion des opérations de privatisation.

(3) Ce poste permet de tenir compte des changements intervenus dans la composition de l'actif net des OPCVM, en excluant les opérations relatives aux actions effectuées sur le marché secondaire.

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres estimés.

Source : Bank Al-Maghrib.

**XVI-3 - EMPLOIS EN CONTREPARTIE DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS  
PAR LES AGENTS NON FINANCIERS**

(En millions de dirhams)

	Encours de fin d'année			Variations ( flux)	
	2000	2001*	2002**	2001	2002
<b>I . Financement intérieur de l'économie</b>					
<b>A. Financement du Trésor .....</b>	-	-	-	<b>+9.717</b>	<b>+ 14.879</b>
<b>- Par les intermédiaires financiers .....</b>	-	-	-	<b>+7.273</b>	<b>+ 19.716</b>
. Financement de Bank Al-Maghrib .....	16.000	- 3.143	- 4.622	- 19.143	-1.479
. Dépôts au Trésor et au C.C.P. ....	129	869	1.782	+ 740	+ 913
. Portefeuille d'effets publics des banques .....	61.633	72.318	75.179	+ 10.685	+2.861
. Portefeuille d'effets publics des OPCVM .....	20.627	25.822	37.495	+ 5.195	+ 11.673
. Port. d'effets pub. des investisseurs institutionnels .....	52.907	63.007	68.290	+ 10.100	+ 5.283
. Portefeuille d'effets publics des autres intermédiaires financiers .....	800	496	961	- 304	+ 465
. Acquisition d'actions d'entreprises publiques privatisées <sup>(1)</sup> .....	-	-	-	-	-
<b>- Par les entreprises et les particuliers .....</b>	-	-	-	<b>+2.444</b>	<b>- 4.837</b>
. Dépôts au Trésor et au C.C.P. ....	8.172	8.285	8.358	+ 113	+ 73
. Bons à 6 mois .....	3.988	9.407	2.502	+ 5.419	- 6.905
. Emprunts nationaux .....	4.474	3.115	2.479	- 1.359	- 636
. Adjudications .....	2.837	1.123	3.767	- 1.714	+ 2.644
. Autres bons du Trésor <sup>(2)</sup> .....	365	350	337	- 15	- 13
. Acquisition d'actions d'entreprises publiques privatisées <sup>(1)</sup> .....	-	-	-	-	-
<b>B. Financement des collectivités publiques.....</b>	<b>5.181</b>	<b>5.305</b>	<b>5.104</b>	<b>+ 124</b>	<b>- 201</b>
- Crédits du Fonds d'équipement communal .....	5.181	5.305	5.104	+ 124	- 201
<b>C. Financement des entreprises et des   particuliers .....</b>	-	-	-	<b>+22.898</b>	<b>+24.672</b>
<b>- Par les intermédiaires financiers .....</b>	<b>223.066</b>	<b>233.156</b>	<b>242.354</b>	<b>+10.090</b>	<b>+9.198</b>
. Crédits .....	221.896	230.503	238.167	+8.607	+ 7.664
. Portefeuille d'obligations .....	1.170	2.653	4.187	+1.483	+ 1.534
<b>- Par émission de titres .....</b>	-	-	-	<b>+12.808</b>	<b>+15.474</b>
. Billets de trésorerie .....	-	25	4	+ 25	- 21
. Titres de sociétés <sup>(3)</sup> .....	-	-	-	+12.783	+15.495
<b>Total du financement intérieur de l'économie.....</b>	-	-	-	<b>+32.739</b>	<b>+39.350</b>
dont : - Financement intermédié .....	-	-	-	+17.487	+28.713
- Financement direct .....	-	-	-	+ 15.252	+10.637
<b>II. Avoirs nets en devises .....</b>	<b>54.685</b>	<b>101.949</b>	<b>110.780</b>	<b>+47.264</b>	<b>+8.831</b>
<b>III. Autres emplois nets <sup>(4)</sup> .....</b>				<b>-15.105</b>	<b>+6.513</b>
<b>Total des emplois (I+II+III).....</b>				<b>+64.898</b>	<b>+54.694</b>

(1) Les données relatives aux transactions effectuées sur le marché secondaire n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les acquisitions initiales.

(2) Bons d'équipement et souscriptions en emploi du compte capital.

(3) Les données chiffrées relatives au stock d'actions détenues par les agents non financiers n'étant pas disponibles, seules sont prises en compte les émissions nouvelles de titres de sociétés.

(4) Différence entre le total des placements des agents non financiers (annexe XVI-1) et le total des emplois (I+II).

(\*) Chiffres révisés.

(\*\*) Chiffres estimés.

Source : Bank Al-Maghrib.

## SOMMAIRE DES ANNEXES STATISTIQUES

- Comptes de la nation .....	I-1	à	I-7
- Production de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	II-1	à	II-15
- Production minière .....	III-1	et	III-2
- Production et consommation d'énergie .....	III-3	à	III-7
- Indices de la production industrielle .....	IV-1		
- Entrées de touristes.....	V-1		
- Indices des prix .....	VI-1	et	VI-2
- Indicateurs de l'emploi et du chômage .....	VI-3	et	VI-4
- Commerce extérieur .....	VII-1	à	VII-4
- Balance des paiements .....	VIII-1		
- Taux de change .....	IX-1		
- Finances publiques .....	X-1	à	X-4
- Liquidité bancaire et taux d'intérêt .....	XI-1	à	XI-13
- Agrégats de la monnaie et des placements liquides.....	XII-1	à	XII-9
- Contreparties de l'agrégat M3 .....	XII-10	à	XII-15
- Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib et échanges en chambres de compensation...	XIII-1	et	XIII-2
- Tableaux des emplois et des ressources des banques et des sociétés de financement .....	XIV-1	à	XIV-3
- Marché des capitaux .....	XV-1	à	XV-6
- Placements financiers et leur emploi.....	XVI-1	à	XVI-3

## SOMMAIRE DES GRAPHIQUES

- Variation du PIB
- Indice du coût de la vie
- Echanges commerciaux avec l'extérieur
- Cours de change virement
- Impact mensuel des facteurs autonomes de la liquidité bancaire
- Interventions mensuelles de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire
- Taux moyen pondéré du marché interbancaire
- Agrégats de monnaie
- Agrégats de placements liquides (PL)
- Contreparties de M3

## SOMMAIRE

	PAGE
Note introductive .....	9
L'environnement international .....	16
La production nationale .....	24
. L'agriculture, l'élevage et la pêche .....	26
. Les mines .....	33
. L'énergie .....	35
. Les industries de transformation .....	37
. Le tourisme .....	43
La demande .....	47
Les prix .....	51
L'emploi .....	55
Les échanges commerciaux avec l'extérieur .....	58
Les relations financières avec l'étranger .....	66
Les finances publiques .....	75
La monnaie .....	83
. La politique monétaire .....	83
. Les agrégats de monnaie .....	90
. Les instruments de paiement .....	101
Le crédit .....	107
Les établissements de crédit .....	112
Le marché des capitaux .....	120
L'épargne financière .....	126
Le bilan de Bank Al-Maghrib .....	133

**Ce rapport a été réalisé sur les presses de  
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB  
Km 8 Route de Salé à Meknès  
B.P. 445 RABAT (MAROC)**

**Dépôt légal : 2003/1224  
I S B N 9981 - 873 - 27 - 6  
I S S N 1114 - 4114**